

Modification n°1 du PLU

en vue de permettre un secteur de taille et de capacité limitée  
permettant la réalisation d'un parc de production d'énergie solaire  
photovoltaïque au lieu-dit PICY

u r b A r c h i  
AMUNATEGUI URBANISME & ARCHITECTURE

22 juin 2017

NOTICE DE PRÉSENTATION  
résumée - conforme à l'alinéa 2  
de l'article R.123-8 du code de  
l'environnement  
pièce n°2

Projet arrêté le: 19 janvier 2016  
Projet approuvé le : 21 février 2017

Modification approuvée le

19 décembre 2017

*« En l'absence d'étude d'impact ou d'évaluation environnementale, une note de présentation précisant les coordonnées du maître d'ouvrage ou du responsable du projet, plan ou programme, l'objet de l'enquête, les caractéristiques les plus importantes du projet, plan ou programme et présentant un résumé des principales raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de l'environnement, le projet, plan ou programme soumis à enquête a été retenu ».*

**1. coordonnées du maître d'ouvrage ou du responsable du projet, plan ou programme:** M. le président de la Communauté de Communes du Val de Drôme

**2. l'objet de l'enquête:** modification du PLU de la commune de Chabrillan



### **3. les caractéristiques les plus importantes du projet:**

L'implantation du parc solaire s'étendra sur un terrain d'une surface de 8 hectares au total environ.

Le projet comprendra des modules photovoltaïques en silicium cristallin, assemblés en tables disposées en rangées sur des supports métalliques et ancrés par des pieux enfoncés dans le sol.

Le parc photovoltaïque sera équipé de locaux techniques comprenant les onduleurs (conversion du courant continu en courant alternatif) et transformateurs, ainsi qu'un local accueillant le poste de livraison qui permet le raccordement électrique du parc au réseau ENEDIS.

L'électricité produite pourrait être raccordée au poste source de Crest, situé à environ 5 km au Nord du site.

La production électrique de l'installation sera transférée dans sa totalité sur le réseau public de distribution d'électricité. Le tracé du câblage entre le parc photovoltaïque et le poste source est sous la responsabilité d'ENEDIS. Celui-ci sera entièrement enterré. (Source: étude d'impact BURGEAP-GINGER accompagnant le PC).

### **4. Résumé des principales raisons, notamment du point de vue de l'environnement, pour lesquelles le projet soumis à enquête a été retenu:**

«Un projet de centrale solaire photovoltaïque présente de nombreux intérêts, aussi bien sur le plan des collectivités locales que sur le plan national ; il contribue aux objectifs du Grenelle de l'Environnement et plus généralement aux objectifs européens en termes de politique énergétique, il permet le développement de technologies innovantes créatrices d'emplois, et il entraîne des retombées financières pour les collectivités locales.»

**Au niveau de la politique énergétique européenne et française:** «le raccordement au réseau d'électricité d'une centrale solaire photovoltaïque participe à l'accroissement de la part d'énergie renouvelable dans la production française, et permet ainsi de contribuer aux objectifs du Grenelle. (...) (pages 217 et 218 de l'étude d'impact BURGEAP-GINGER accompagnant le PC).

Le projet aura un impact faible ou négligeable sur la topographie-géologie, les eaux souterraines et superficielles et la qualité de l'air. Des mesures d'évitement sont prises pour les atténuer.

Le projet aura un impact négligeable sur les périmètres d'inventaires et de protection (ZNIEFF: Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique) et sites NATURA 2000, éloignés du site de projet.

La définition du projet d'implantation a pris en compte les préconisations de l'étude écologique réalisée par Hysope Environnement qui consistaient en une mesure d'évitement d'une zone à enjeux pour les papillons, ainsi que plusieurs mesures pour limiter l'impact sur la faune et la flore.

Afin de limiter les impacts visuels pour les paysages et habitats périphériques et intégrer le projet dans son site, le projet a prévu de préserver notamment la végétation sur le pourtour du site.

La Communauté de Communes et la municipalité souhaitent donc procéder à une modification du PLU actuelle pour permettre ce projet.

Le projet de modification prévoit donc:

- **Une nouvelle orientation d'aménagement couvrant le secteur de projet**
- **La création d'un «secteur de taille et de capacité limitée» (STECAL), Npep** où les travaux, installations et constructions nécessaires à la réalisation projet seront permises.
- **La modification des articles N 2-1, N 6, N 7-3, N 10-1.**



**Commune de Chabrillan (26)**

**Modification n°1 du PLU**

en vue de permettre un secteur de taille et de capacité limitée  
permettant la réalisation d'un parc de production d'énergie solaire  
photovoltaïque au lieu-dit PICY

# RAPPORT DE PRÉSENTATION

## pièce n°1

Projet arrêté le: 19 janvier 2016

Projet approuvé le : 21 février 2017

Modification approuvée le 19 décembre 2017

*u r b* **A r c h i**

AMUNATÉGUI URBANISME & ARCHITECTURE



22 juin 2017







<b>1. PREAMBULE</b>	<b>4</b>
1.1. Objet de la modification	
1.2. Justification de la procédure	
<b>2. SITUATION E LA COMMUNE</b>	<b>6</b>
<b>3. PRÉSENTATION DU SITE DU PROJET</b>	<b>8</b>
<b>4. OBJECTIFS ET DESCRIPTION DU PROJET - EXPOSÉS DES MOTIFS</b>	<b>11</b>
4.1. Objectifs de la modification	
4.2. Concertation avec la commune et les différents acteurs	
4.3. Description du projet	
4.4. Incidences sur l'environnement et sa prise en compte	
<b>5. CONTENU DE LA MODIFICATION</b>	<b>19</b>
4.1. Orientations d'aménagement et de programmation (OAP)	
4.2. Règlement graphique (zonage)	
4.3. Règlement écrit	
<b>6. ANNEXES</b>	<b>31</b>



# 1. Préambule

## 1.1. Objet de la modification

L'État français a lancé, le 24 août 2016, un appel d'offres pour la réalisation et l'exploitation d'Installations de production d'électricité à partir de l'énergie solaire au sol d'une puissance comprise entre 500 kWc et 17 MWc, en France métropolitaine continentale, afin, de respecter les engagements internationaux pris par la France (voir pages suivantes).

Le projet de parc solaire proposé sur la commune de Chabrillan, porté par la société EOLFI<sup>1</sup> avec le soutien de la commune, a été retenu par l'Etat.

Il sera situé sur friche SNCF, couvrira un peu plus de 8 ha et aura une production annuelle de 7000 MWh maximum par an (plus de détail pages suivantes).

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) actuel de la commune de Chabrillan, approuvé le 21 février 2017, **ne permet pas aujourd'hui la réalisation de ce projet en zone naturelle**. La municipalité et la communauté de communes du Val de Drôme, qui a aujourd'hui la compétence pour la réalisation des documents d'urbanisme, souhaitent donc procéder à une modification du PLU actuel pour permettre ce projet.

Le projet a fait l'objet d'une demande de permis de construire déposé le 19 décembre 2016 et l'autorité environnementale a rendu un avis favorable sur l'étude d'impact le 2 juin dernier.

## 1.2. Justification de la procédure

La mise en œuvre, par la communauté, de ces adaptations du PLU impliquent des modifications du règlement du PLU actuellement en vigueur.

- **Des évolutions du PLU sans incidence sur le PADD et qui ne rentrent pas dans le champ de la révision:**

Les modifications du PLU n'ont aucune incidence sur les principes et orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du Plan Local d'Urbanisme tel qu'il est en vigueur à ce jour. Il n'y a pas non plus de réduction d'une zone agricole ou naturelle, ni de réduction d'une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.

Dès lors, et au regard des dispositions de l'article L153-31 et L151-41 du Code de l'Urbanisme, l'évolution du PLU actuel n'a pas à être placée sous le régime de la révision.

- **Des évolutions du PLU qui rentrent dans le cadre de la procédure de modification:**

Le projet induisant la création d'un secteur de taille et de capacité limitée (STECAL) ne rentre pas dans le cadre de la procédure de modification simplifiée et doit donc faire l'objet d'une enquête publique.

Le projet de modification sera aussi soumis pour avis avant l'enquête publique à la CDPENAF (commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers, conformément à l'article L.151-12 (voir ci-contre).

---

<sup>1</sup> Société fondée à Paris en 2004 et spécialisée dans le développement et la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables. Source <https://www.eolfi.com/fr>.



### Rappels du Code l'urbanisme

- **Article L151-123**

« Le règlement peut, à titre exceptionnel, délimiter dans les zones naturelles, agricoles ou forestières des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées dans lesquels peuvent être autorisés :

1° Des constructions ;

(...)

Il précise les conditions de hauteur, d'implantation et de densité des constructions, permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone.

Il fixe les conditions relatives aux raccordements aux réseaux publics, ainsi que les conditions relatives à l'hygiène et à la sécurité auxquelles les constructions, (...) doivent satisfaire.

Ces secteurs sont délimités après avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime. »

- **Article L153-31**

«Le plan local d'urbanisme est révisé lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide :

1° Soit de changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;

2° Soit de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;

3° Soit de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.»

- **Article L153-41**

«Le projet de modification est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire lorsqu'il a pour effet :

1° Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;

2° Soit de diminuer ces possibilités de construire ;

3° Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser.»

- **Article L153-43**

«A l'issue de l'enquête publique, ce projet, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête, est approuvé par délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou du conseil municipal.»

- **Article L153-44**

«L'acte approuvant une modification devient exécutoire dans les conditions définies aux articles L. 153-25 et L. 153-26.»



## 2. Situation Géographique

La commune de Chabrillan est située dans la vallée de la Drôme aval, entre Lorient-sur-Drôme et Crest. Elle est bordée au nord par la Drôme, dont les berges composent la réserve naturelle des Ramières et s'élance au sud sur les collines qui la séparent de la plaine de Montélimar.

D'une superficie de 1775 ha, le territoire est ainsi divisé en deux espaces distincts : au nord un vaste espace agricole ouvert de la plaine avec ses fermes anciennes et au sud un secteur collinaire entaillé par des vallons nord-sud, occupé par des boisements sur les pentes et l'agriculture sur les parties plus planes. Le tracé du TGV dans la diagonale sud-ouest-nord-est crée un autre clivage. **Le projet se trouve au sud-ouest de la commune, le long de la voie TGV.**

Son bourg-centre, perché sur un relief dominant la plaine alluviale, se situe à la lisière de ces deux géographies. Les ruines du château médiéval qui le surplombent sont visibles depuis la plaine. Le sud du village (quartiers de Paygranet, des Côtes et de la Croz) a fait l'objet d'une urbanisation récente mesurée, sous la forme de constructions pavillonnaires. Parallèlement, le vieux village s'est reconstruit à la fin du XXe siècle,

Les hameaux anciens sont préservés de l'urbanisation (Jacamons, les Gilles...) et de nombreuses fermes anciennes ont parallèlement changé de destination et ne sont plus que des logements. Un projet de ZPPAUP (Zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager) avait été initié en 2007 et devrait être réactivé sous forme de SPR (Site Patrimonial Remarquable).

Le développement démographique important de ses dernières années est le fait de nouveaux habitants séduits par son cadre tout en travaillant hors de la commune: 81,5% travaille sur les bassins d'emplois Lorient-Valence et de la vallée de la Drôme.

La commune de Chabrillan est membre de la Communauté de Communes du Val de Drôme, qui regroupe les 36 communes du canton de Bourdeaux, de la vallée de la Gervanne, et de la vallée de la Drôme jusqu'à Livron / Lorient. Cette structure de coopération intercommunale, créée en 2002, émane d'un syndicat d'étude et de programmation créé en 1976, devenu district en 1987. Elle s'est dotée d'un PLH (Programme Local d'Habita) courant sur 2012-2018 et a pris la compétence PLUI en mars 2017. C'est elle qui mènera la procédure de modification du PLU.

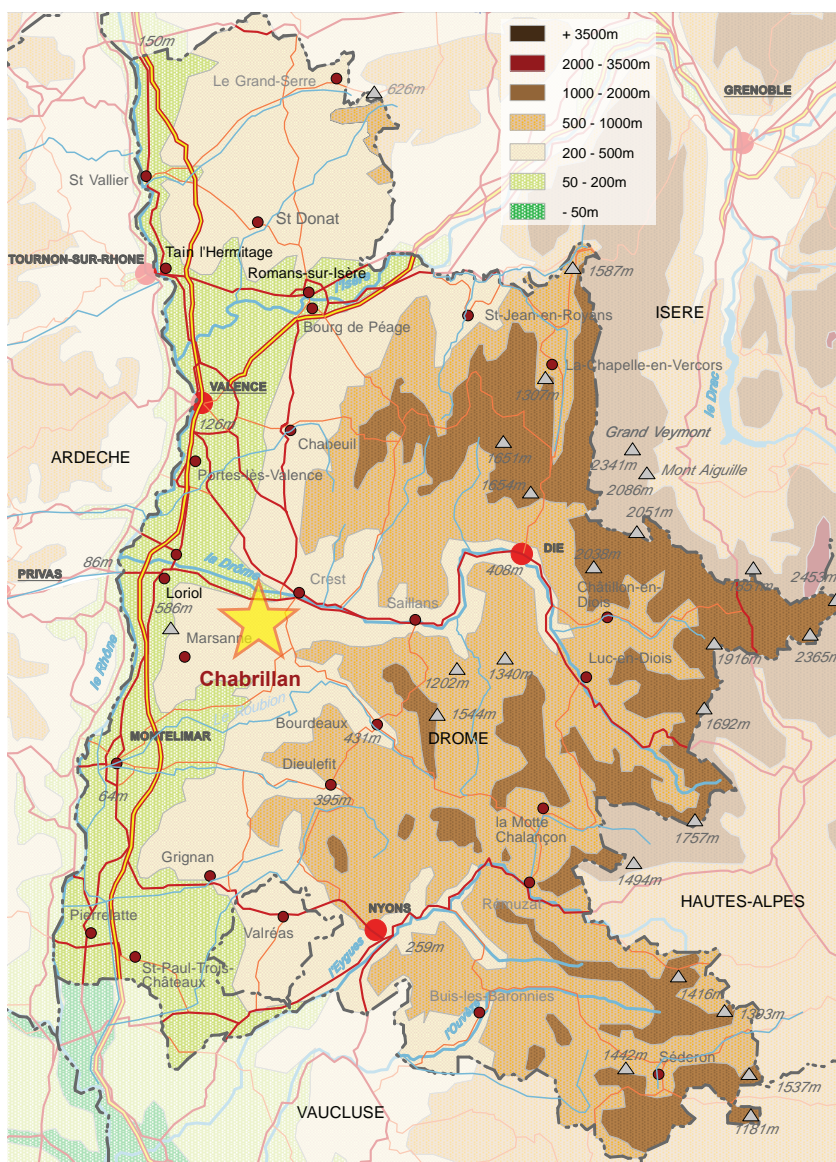
La commune est incluse dans le futur Schéma de COhérence Territorial (SCOT) vallée de la Drôme aval, qui a été validé par le préfet le 16.11.2015 sur les périmètres de la CCVD et de la communauté de communes du Crestois et du Pays de Saillans.

La commune est desservie par la route départementale n°104 qui relie Crest à Lorient-sur-Drôme et Livron. Elle réalise notamment la liaison entre l'autoroute A7 et le sud du Vercors (Die).

Les communes limitrophes sont:

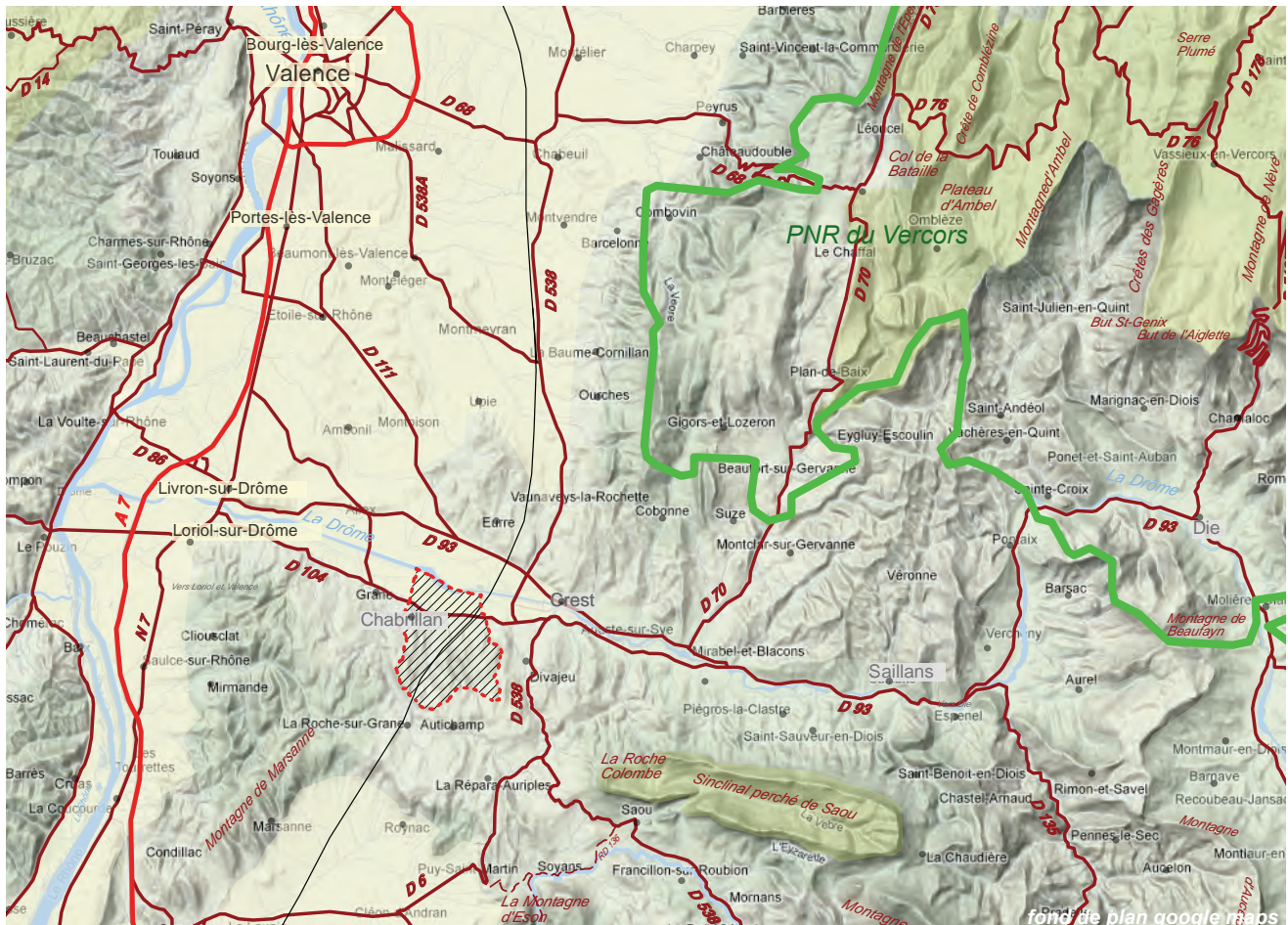
- (Allex), Eurre et (Crest) au nord,
- Grâne à l'ouest,
- La-Roche-sur-Grâne et Autichamp au sud,
- Divajeu à l'est.

Le village est situé à 44 km de la sous-préfecture, Die (47 min.), 31 km de la préfecture, Valence (41min.), 8 km de Crest (13min.), 13 km de Lorient-sur-Drôme (18min).





## Une commune entre plaine de la Drôme, plateaux et côtes boisés



### «Carte d'identité» de la commune:

- **Région** Rhône-Alpes
- **Département** de la Drôme
- **Arrondissement** de Die
- **Canton** de Crest-Sud
- **Intercommunalité:** Communauté de communes du Val de Drôme
- **Altitude** 149m (mini) – 352m (maxi)
- **Superficie** 1775 hectares
- **Population en 2015** :664 (sans double comptes)
- **Densité** 37hab./km<sup>2</sup>
- **Rythme annuel de la construction:** 2 entre 2007 et 2011/ 3 entre 2001 et 2006

★ Localisation du projet



Photo-aérienne de Chabrillan, source géoportail



### 3. Présentation du site du projet (source: étude d'impact accompagnant le PC, atlas des paysages RA)

Le site choisi pour l'implantation du parc photovoltaïque se situe au Sud de la commune, au niveau du lieu-dit «Picy », le long de la voie TGV. Il se trouve à une altitude comprise entre 230 et 280 m NGF. Le relief du site est relativement marqué, avec une pente régulière du sud vers le nord, où les fourrés et friches qui dominent.

Les terrains appartiennent à la SNCF et constituent un délaissé ferroviaire inutilisé à l'heure actuelle. (Il avait été utilisé pour stocker les remblais lors de la construction de la voie TGV). Le projet ne s'implante donc pas sur un terrain à vocation agricole.

Les principaux critères de sélection (tirés de l'étude d'impact réalisée pour EOLFI) ayant conduit au choix du site pour la définition d'une zone d'implantation potentielle d'un projet photovoltaïque sont les suivants:

- «Une reconversion et une valorisation d'un terrain inexploité et hors conflit d'usage
- Un ensoleillement suffisant,
- Un éloignement des zones protégées au niveau environnemental,
- Une zone non agricole,
- Une zone située en dehors des contraintes écologiques majeures issues des études naturalistes,
- Une pente faible et de préférence orientée vers le sud,
- La proximité d'un poste source de raccordement au réseau national,
- Un éloignement suffisant des habitations,
- Une accessibilité facile,
- Un impact faible pour le paysage.»

Le site d'implantation du projet se trouve dans le contexte de l'entité paysagère des 'Collines entre les plaines de la Drôme et des Adrans'.

Ce secteur de 'paysage agraire' entre la vallée de la Drôme au nord, la plaine agricole des Adrans au sud et la confluence des du Rhône et de la Drôme, se caractérise par des reliefs arrondis avoisinant les 400 mètres, alternant espaces boisés, espaces agricoles et villages patrimoniaux (villages de Chabrillan, Autichamp et La Roche-sur-Grâne pour les plus proches).

Malgré son fort caractère agro-naturel, le territoire est également marqué par des infrastructures modernes modifiant fortement ces paysages et leur perception, comme la ligne TGV et le viaduc de la 'Grenette' (ouvrage de 947 m de long), le parc éolien construit sur Marsanne...

Le secteur concerné par le projet photovoltaïque se situe dans une tranchée topographique créée par la percée de la voie TGV bordée à l'est et à l'ouest par les reliefs boisés du sud de la commune de Chabrillan.

Le bourg de Chabrillan est situé à plus de 3 km au nord-ouest.

Il est éloigné de tout site inscrit ou classé; la topographie et la végétation existante limitent par ailleurs les vues potentielles vers le site. Une réflexion et une stratégie paysagère a été menée afin de conserver les masques végétaux existants en périphérie et en partie à l'intérieur du site, afin de limiter les vues depuis les hameaux « les Gilles » et « Mestron ».

Le terrain est traversé par une ligne de haute-tension sans incidence sur l'implantation du projet et n'est pas concerné par un risque naturel majeur. Le risque de glissement de terrain lié aux remblais a été maîtrisé par un système de drainage électropneumatique qui a été mis en place par la SNCF.



Source: étude d'impact réalisée pour EOLFI par BURGEAP





Source: étude d'impact réalisée pour EOLFI par BURGEAP (Parc de la Bastide Blanche – bât B6 13 127 VITROLLES), BOCAGE / EPURE PAY-SAGE (étude paysagère), HYSOPE Environnement et Matthieu AUBERT (étude faune-flore-habitats)

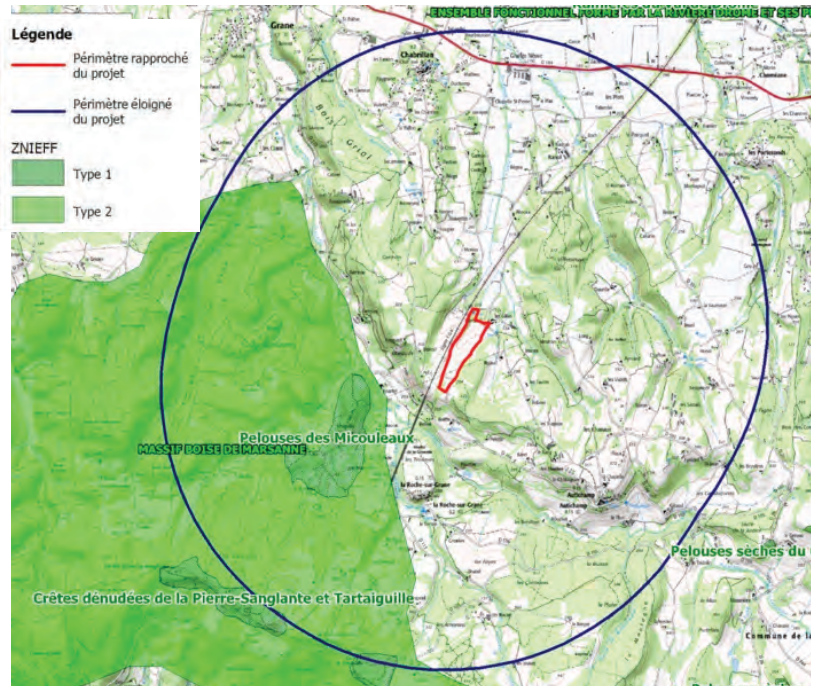


## Des enjeux environnementaux limités

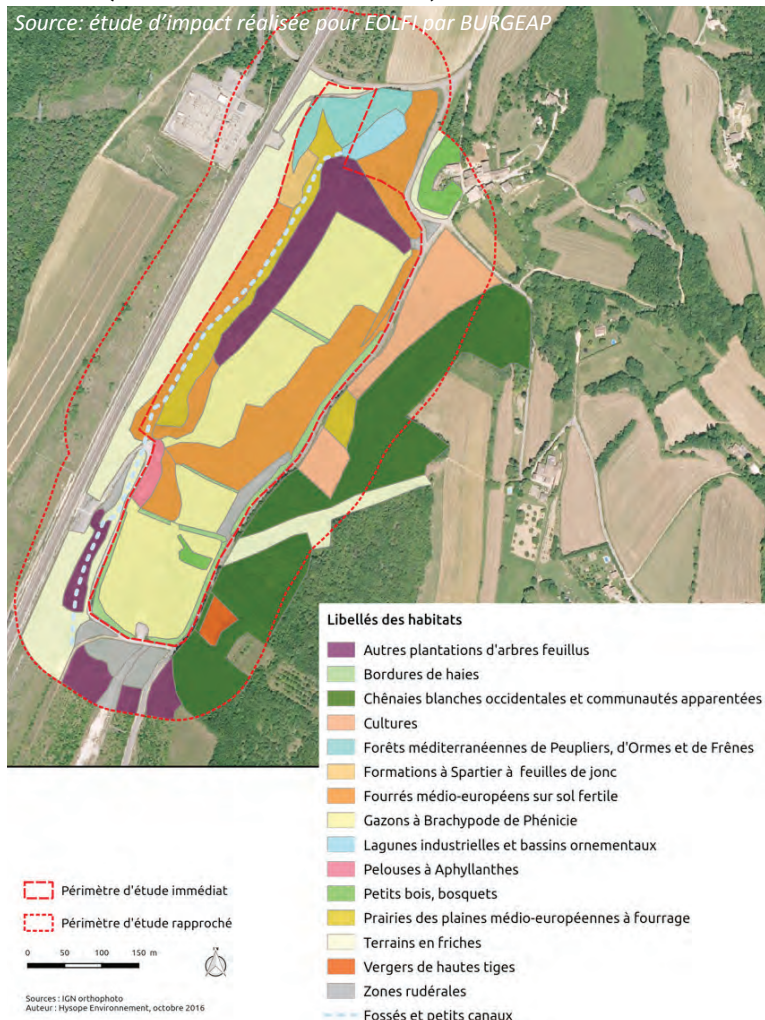
«Le site retenu pour le projet de Chabrillan est exclu des zonages de protection environnementale et paysagère de type NATURA 2000, Réserves Naturelles, Parc Naturel Régional, Arrêtés Préfectoraux de Protection de Biotope, sites inscrits/sites classés, Sites Patrimoniaux Remarquables, Monuments historiques. Aucun corridor écologique, obstacle ou réservoir de biodiversité n'est recensé sur le périmètre d'étude immédiat ou à proximité».

Au sein de l'aire d'étude éloignée (à 3km du site), on recense :

- 2 Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type I et 1 ZNIEFF de type II, la plus proche est située 700 m du site
- 2 zones Natura 2000 à 3,7 km au Nord (« les ramières du val de Drôme » et « milieux aquatiques et alluviaux de la basse vallée de la Drôme »),
- 1 réserve naturelle nationale à environ 3,7 km au Nord (« les ramières du val de Drôme »).



Source: étude d'impact réalisée pour EOLFI par BURGEAP



Les enjeux faune et flore sont faibles à modérés, en raison du caractère remanié du site (dépôts de remblais) et du développement récent de la végétation.

### Habitats naturels et flore :

Le site est occupé majoritairement par des fourrés et des friches. Les friches sont essentiellement naturelles, même si des semis ont pu être réalisés après les travaux de stabilisation du site.

Le site ne présente aucun enjeu patrimonial significatif et ne comporte pas d'espèces protégées ;

**Insectes:** peu d'éléments remarquables sur le site, à l'exception de deux espèces de papillon protégées, qui sont directement liées à la zone d'étude pour leur cycle de vie : le Damier de la succise (*Euphydryas aurinia*) et la Zygène cendrée (*Zygaena rhodamanthus*).

**Amphibiens:** leur présence permanente sur la quasi-totalité du site est peu probable. Les enjeux de conservation des amphibiens sont donc globalement faibles.

**Reptiles:** les espèces repérées sont fréquentes et relativement communes localement, ainsi qu'en région Rhône-Alpes. Les enjeux de conservation associés à ces espèces sont donc faibles.

Le peuplement d'oiseaux fréquentant les périmètres d'étude immédiat et rapproché est globalement commun.

Pas de gîte de chauve-souris au sein du périmètre d'étude immédiat.

«D'une manière globale, les enjeux écologiques recensés au sein du périmètre d'étude immédiat et rapproché sont faibles au niveau des friches herbacées hautes et modérés au niveau des fourrés où se rencontrent des fauvettes. Les enjeux forts concernent des secteurs à végétation rase utilisés par des papillons protégés : le Damier de la succise et la Zygène cendrée.

Les boisements de chênes à l'est sont importants pour les espèces forestières d'oiseaux et de chauves-souris.

Les cultures annuelles périphériques, quant à elle, ne présentent pas d'enjeux».

Source: étude d'impact réalisée pour EOLFI par BURGEAP (Parc de la Bastide Blanche – bât B6 13 127 VITROLLES), BOCAGE / EPURE PAYSAGE (étude paysagère), HYSOPE Environnement et Matthieu AUBERT (étude faune-flore-habitats)



## 4. OBJECTIFS ET DESCRIPTION DU PROJET - EXPOSÉ DES MOTIFS (Source: EOLFI et étude d'impact accompagnant le PC)

### 4.1. Objectifs de la modification : permettre un projet d'intérêt général retenu dans le cadre d'un appel d'offre du gouvernement pour respecter les engagements environnement de la France

L'Union Européenne et la France se sont engagées, au travers notamment du protocole de Kyoto (1997), à réduire les émissions de gaz à effet de serre<sup>1</sup>.

Afin d'atteindre cet objectif, l'Union Européenne s'était fixée au travers de plusieurs directives<sup>2</sup> des objectifs de production d'énergie renouvelables, qui ont été transposés dans la Programmation Pluriannuelle des Investissements de production électrique, revus plusieurs fois à la hausse.

Les objectifs de l'arrêté PPI<sup>3</sup> ont ainsi été portés, récemment à 20.000 MW d'électricité produite à partir du solaire photovoltaïque en 2023.

«Afin de répondre à ces objectifs, un système de soutien au développement de l'électricité photovoltaïque a notamment été mis en place. Il est basé sur un système d'appel d'offres portant sur la réalisation et l'exploitation d'installations solaires sur bâtiments et au sol de puissance crête supérieure à 250kW.

Ce mécanisme consiste à répondre à un cahier des charges standard, élaboré avec les acteurs de la filière et prévoyant notamment des exigences environnementales et industrielles renforcées. Dans le cadre des appels d'offres, les prix d'achat de l'électricité (plus précisément le complément de rémunération) sont fixés par les candidats, le prix faisant partie des critères de sélection.

Ces appels d'offre privilégient le développement sur des sites dits « dégradés » (friches industrielles, anciennes carrières et décharges...) et sur des sites à faibles potentialités au regard de la valeur agronomique des sols, de la faune et de la flore pour but d'éviter tout conflit d'usage notamment avec les terres agricoles» (page 117).

*1- la France s'est engagée à augmenter sa production d'électricité à partir d'énergies renouvelables, à concurrence de 22 % à l'horizon 2010, et à diviser par 4 ses émissions de CO2 à l'horizon 2050.*

*L'objectif du SRCAE de Rhône-Alpes pour la filière photovoltaïque est de 2400 GWh pour 2020 pour la filière photovoltaïque.*

*2 -Directive 2001/77/CE du 27 septembre 2001 relative à la promotion de l'électricité produite à partir de sources renouvelable: objectif de 22,1 % d'électricité produite à partir de sources d'énergies renouvelables dans la consommation totale d'électricité de la Communauté en 2010 et de porter à 12% la part des énergies renouvelables dans la consommation intérieure brute d'énergie de l'UE à l'horizon 2010.*

*Directive 2009/28/CE: objectif de 20 % d'énergies renouvelables dans la consommation totale de l'Union européenne à l'horizon 2020*  
*3 - Programmation Pluriannuelle des Investissements de production électrique : La loi du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité, prévoit dans son article 6 l'élaboration d'une PPI.*

### 4.2. Communication et concertation menée sur le projet avec les acteurs et les habitants

EOLFI a engagé une concertation avec les partenaires publiques, le conseil municipal et les habitants tout au long de la phase de développement du projet afin de les informer, de recueillir leurs avis et de les prendre en compte lors de la conception de l'installation:

- 7 juillet 2011: présentation du projet par EOLFI devant le Pôle Energies Renouvelables
- 27 juillet 2011: visite de site avec les élus de la commune de Chabrillan, d'EOLFI, de Madame LOUBENS, Architecte des

Trois appels d'offres ont été lancés entre 2011 et 2014 pour promouvoir les grandes installations photovoltaïques.

Le 24 août 2016 a été lancé un appel d'offres portant sur la réalisation et l'exploitation d'Installations de production d'électricité à partir de l'énergie solaire au sol de puissance comprise entre 500 kWc et 17 MWc et situées en France métropolitaine continentale.

Le projet de parc solaire proposé sur la commune de Chabrillan, porté par la société EOLFI avec le soutien de la commune, a été retenu par l'Etat.

#### L'intérêt général du projet (pages 217 et 218)

«Un projet de centrale solaire photovoltaïque présente de nombreux intérêts, aussi bien sur le plan des collectivités locales que sur le plan national ; il contribue aux objectifs du Grenelle de l'Environnement et plus généralement aux objectifs européens en termes de politique énergétique, il permet le développement de technologies innovantes créatrices d'emplois, et il entraîne des retombées financières pour les collectivités locales.»

**Au niveau de la politique énergétique européenne et française:** «le raccordement au réseau d'électricité d'une centrale solaire photovoltaïque participe à l'accroissement de la part d'énergie renouvelable dans la production française, et permet ainsi de contribuer aux objectifs du Grenelle. (...)

Plus généralement, il participe à :

- la diminution des émissions de Gaz à Effet de Serre ;
- la transition énergétique et l'anticipation de la fin des énergies fossiles ;
- l'indépendance énergétique de la France ainsi que de l'Europe ;
- la diversification des modes de production d'électricité et leur répartition sur le territoire (Limitation du transport en ligne sur de grandes distances ce qui entraîne une diminution des pertes d'énergie, limitation de la dépendance à un seul mode de production).»

**Au niveau régional** il est compatible avec le Schéma Régional Climat Air Énergie (SRCAE), approuvé en Rhône-Alpes le 24 avril 2014, issu de la Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (dite loi «Grenelle 2»).

Ce document stratégique a pour objectif de renforcer la cohérence de l'action territoriale en lui donnant un cadre. Il décline à l'échelle de la région les orientations relatives à l'air, l'énergie et au climat.

«La région Auvergne-Rhône-Alpes, notamment la Drôme dispose d'un gisement solaire très intéressant, supérieur à la moyenne nationale, et disposait à fin 2015 d'un parc photovoltaïque de près de 646 MW.»



développement du projet en Mairie de Chabrillan et présentation du projet à la CCVD

- Fin 2011 : réunion publique d'informations à destination de la population locale dont les habitants du Hameau des Gilles
- 16/09/2016, consultation de l'UDAP l'UDAP, Mme LOUBENS, sur la base du travail de concertation réalisée en juillet 2011.
- 18/10/2016 : Rencontre avec Mme PAGLIARI-THIBERT et M. CHATELAIN du Pôle Préservation des Milieux et des Espèces de la DREAL Auvergne Rhône Alpes

Récapitulatif des échanges avec les partenaires (dont certains sont joints en annexe de ce document):

- 28/02/ 2011: demandes de renseignement après d'ERDF, FT, AIREFSOL dev.energ.solaire, AIREFSOL ENERGIE, ORANGE,
- 1 juin 2011 : courrier DRAC (info sur la ZPPAUP en cours)
- 4 août 2011: compte rendu de la réunion du 7 juillet 2011 avec la commune, la DDT/SEFEN, DDT/SATR le STAP, la DTARS, RTE (Eaux

pluviales: pas de dossier loi sur l'eau, ruisseaux non impactés. La clôture ne devra pas faire obstacle aux eaux. Espaces naturels: organiser le chantier en fonction de la zone humide proche. Risques: hors zone risque. Servitude ligne électrique. STAP: rappel de la ZPPAUP en cours. RTE: modalités de raccordement). Voir annexe.

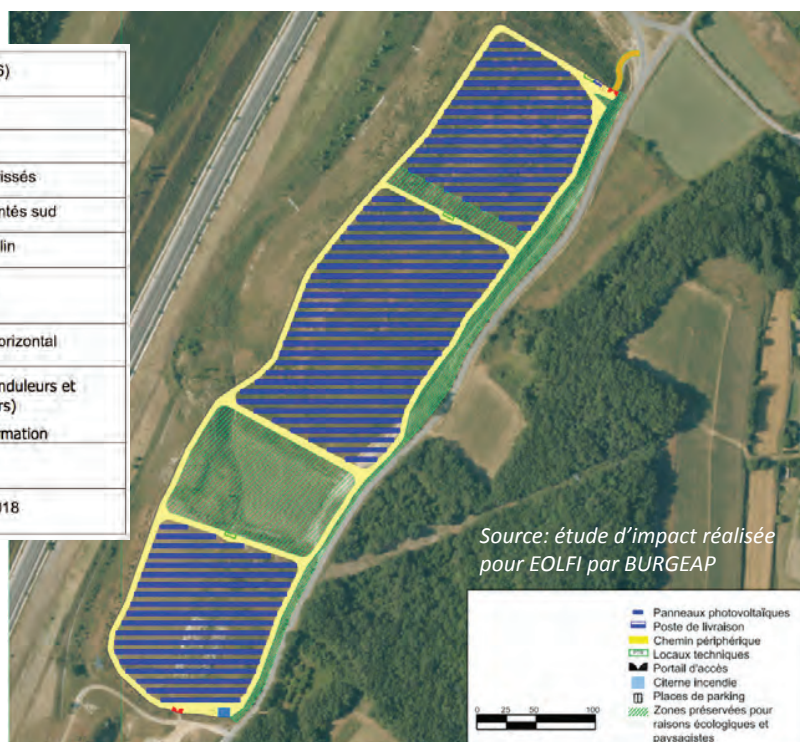
- compte rendu de la réunion du 27 juillet 2011 de Mme Prax (préconisations sur le volet et l'accompagnement paysagers)
- Courrier de la commune du 22 septembre 2011 avisant EOLFI du vote favorable du Conseil Municipal sur le projet. Voir annexe.
- 30 septembre 2016: mail UADP DROME (demande d'installer un masque végétal sous forme d'un bosquet touffu de haute taille sur la partie Nord et Est). Voir annexe.

**Le permis de construire a été déposé le 19 décembre 2016 et l'avis de l'autorité environnementale a été émis le 2 juin dernier (cf. annexe pour l'avis).**

### Caractéristiques principales du projet

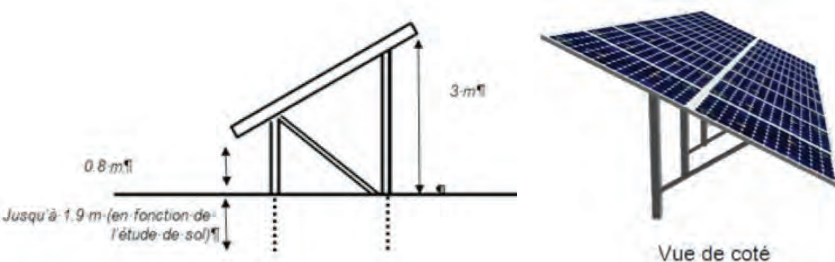
Localisation	Chabrillan (26)
Surface	8 ha
Puissance installée	5 MWc
Ancrage	Pieux battus ou vissés
Technologie	Panneaux fixes orientés sud
Modèle de modules	Silicium cristallin
Nombre de modules photovoltaïques	14 200
Inclinaison	30° par rapport à l'horizontal
Locaux techniques	3 locaux techniques (onduleurs et transformateurs) 1 poste de transformation
Durée du chantier	6 mois
Date de mise en service prévue	1 <sup>er</sup> trimestre 2018

Les éléments indiqués dans le tableau ci-dessus sont indicatifs: en raison d'un marché et d'une technologie en évolution permanente (optimisations et nouvelles techniques), ces caractéristiques techniques sont susceptibles d'évoluer.



Source: étude d'impact réalisée pour EOLFI par BURGEAP

### Exemples de panneaux sur structure



### Exemple de locaux techniques



Source: étude d'impact réalisée pour EOLFI par BURGEAP (Parc de la Bastide Blanche – bât B6 13 127 VITROLLES), BOCAGE / EPURE PAYSAGE (étude paysagère), HYSOPE Environnement et Matthieu AUBERT (étude faune-flore-habitats)



### 4.3. Description du projet

(Source: EOLFI et étude d'impact accompagnant le PC)

**Fonctionnement:** «Le solaire photovoltaïque permet de récupérer la lumière du soleil et de la transformer directement en électricité par des panneaux photovoltaïques. La conversion directe de l'énergie solaire en électricité se fait par l'intermédiaire d'un matériau semi-conducteur.»

«La cellule photovoltaïque est un composant électronique qui est la base des installations produisant cette énergie. Elle fonctionne sur le principe de l'effet photoélectrique. Plusieurs cellules sont reliées entre-elles sur un module solaire photovoltaïque, plusieurs modules sont regroupés pour former une installation solaire. Cette installation produit de l'électricité qui peut être consommée sur place ou alimenter un réseau de distribution.»

«La puissance d'une centrale solaire photovoltaïque est proportionnelle à la surface de modules installée.»

Une installation photovoltaïque est constituée de différents éléments :

- des modules solaires photovoltaïques sur des structures porteuses,
- des câbles de raccordement,
- des locaux techniques comportant onduleurs, transformateurs, matériels de protection électrique,
- un poste de livraison pour l'injection de l'électricité sur le réseau,

**Description du projet:** «L'implantation du parc solaire s'étendra sur un terrain d'une surface de 8 hectares au total environ. La puissance électrique sera maximum de 5 MWc pour une production annuelle de 7000 MWh maximum par an.»

Le projet comprendra des modules photovoltaïques en silicium cristallin, assemblés en tables et disposées en rangées sur des supports métalliques et ancrés par des pieux enfoncés dans le sol.

Le parc photovoltaïque sera équipé de locaux techniques comprenant les onduleurs (conversion du courant continu en courant alternatif) et transformateurs, ainsi qu'un local accueillant le poste de livraison qui permet le raccordement électrique du parc au réseau ENEDIS.

«L'électricité produite en moyenne tension au niveau du site pourrait être raccordée au poste source de Crest, situé à environ 5 km au Nord du site.»

«La production électrique de l'installation sera continuellement transférée dans sa totalité sur le réseau public de distribution d'électricité. Le tracé du câblage entre le parc photovoltaïque et le poste source est sous la responsabilité d'ENEDIS. Ce réseau de câblage sera entièrement enterré.»

Les panneaux utilisés seront des panneaux de couleur bleutée sombre, afin d'éviter tout risque d'éblouissement au niveau de la voie TGV.

#### Raccordement au réseau électrique

Le poste de livraison sera relié au réseau électrique le plus proche via un câblage souterrain.

Le poste de raccordement au réseau public de distribution de l'électricité le plus proche est le poste source de Crest situé à environ 5 km au Nord-Est à vol d'oiseau du site.

#### Les accès au site et les chemins d'exploitation

L'accès au site s'effectuera par le Sud via la D166 et une voie communale ou par le Nord via la voie communale venant du hameau des Gilles.

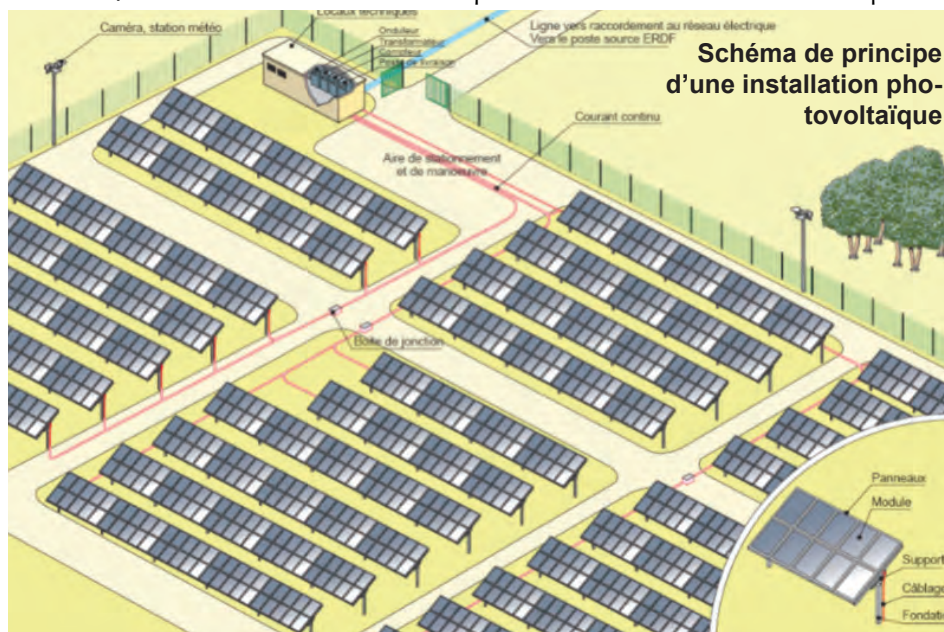
Une voie communale longe la limite est du site et permet de relier les deux entrées du site, situées au nord et au sud.

Une piste périphérique de 5 m sera mise en place autour du site afin de permettre l'accès des véhicules de secours, ainsi que trois pistes transversales pour desservir les trois zones de panneaux.

#### Sécurité incendie

En raison du risque de feu de forêt, des dispositions spécifiques ont été prises en accord avec les pompiers :

- Un débroussaillage de 50 m sera entretenu autour des installations chaque année
- Les pistes prévues sur le site permettront l'accès aux différentes parties du parc
- Une citerne incendie de 120m<sup>3</sup> sera installée et des extincteurs sont présents au niveau des locaux techniques



**Schéma de principe d'une installation photovoltaïque**

- Un organe de coupure simultanée de l'ensemble des onduleurs sera situé à l'entrée du site
- La construction du projet respectera l'ensemble des guides et normes en vigueur.

**La durée totale du chantier est estimée entre 4 et 6 mois.**

**La durée d'exploitation d'une centrale photovoltaïque est de 20 ans à minima. Au terme de cette phase d'exploitation, un démantèlement complet de l'installation est prévu avec une remise en état initial du terrain.**



#### 4.4. Incidences que le contexte et prise en compte de l'environnement

(Source: étude d'impact accompagnant le PC page 170 et suivantes). Voir tableaux en annexes pour plus de détails.

##### Sur le milieu physique:

**Topographie-Géologie:** Le projet de parc photovoltaïque aura un impact faible sur la topographie et le sous-sol. Seuls des légers travaux de terrassement seront réalisés (pieux des panneaux, terrassements limités pour les locaux techniques et les pistes).

Des risques de pollution existent lors de la phase chantier (déversements accidentels) contre lesquels seront pris des mesures de prévention (étude de sol, clôture du site, pas de rejets au milieu naturel, zone étanche pour stocker les produits potentiellement polluant, gestion des déchets, mesures anti-pollution...).

**Eaux souterraines:** La nappe souterraine étant relativement profonde, l'impact du projet sera très faible en phase chantier, négligeable en phase exploitation. Cet impact sera réduit grâce à l'application des mesures d'hygiène et de sécurité prévues (manipulations de produits dangereux sur des aires aménagées, plan de gestion des pollutions accidentelles, etc.)

**Eaux superficielles:** le parc photovoltaïque n'aura pas d'impact direct sur le réseau hydrographique, et l'impact sera faible en ce qui concerne les eaux de ruissellement sur le site et la qualité des eaux de surface.

Les panneaux ne modifient que faiblement les écoulements des eaux pluviales, mais peuvent engendrer des phénomènes d'érosion, qui seront évités grâce aux mesures prévues (sol enherbé pour limiter l'érosion en phase chantier, bandes gravillonnées en phase exploitation si nécessaire).

**Air:** «De par sa nature et son objectif de production d'électricité à partir d'une énergie propre et renouvelable: l'énergie solaire, le parc photovoltaïque ne sera pas source d'émissions atmosphériques et aura donc un impact positif sur la qualité de l'air générale.

Le bilan carbone intégrant l'impact négatif du défrichement et de la construction du projet, ainsi que l'impact positif d'une production d'électricité propre est largement positif (50.000 t de CO<sub>2</sub> économisées durant les 25 ans d'exploitation).» Mesures en phase chantier: conformité des véhicules, arrosage des pistes...

**Risques :** Le projet n'est concerné que par le risque incendie (le risque mouvement de terrain a été traité par la SNCF). Mesures prises par le projet: protection incendie, respect des normes électriques, zone tampon, débroussaillage...

##### Sur le milieu naturel:

**Valeur patrimoniale du territoire :** Le projet aura un impact négligeable sur les périmètres d'inventaires et de protection (la ZNIEFF la plus proche du site d'implantation du projet se trouve à plus de 700 m.)

**Incidences sur le réseau NATURA 2000:** le projet de parc photovoltaïque n'aura aucune incidence notable sur les sites NATURA 2000 proches (les plus proches se trouvent à 3,7 km au nord).

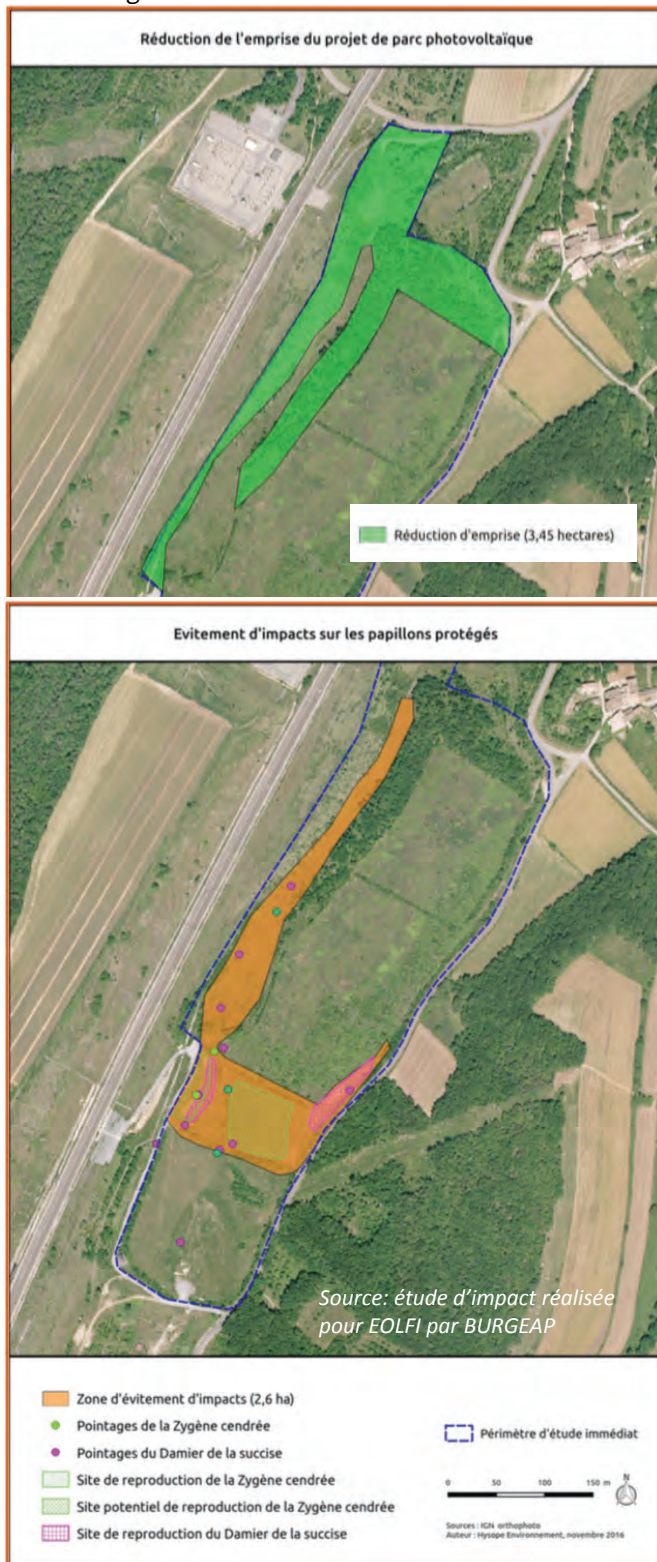
**Faune et flore :** La définition du projet d'implantation a pris en compte les préconisations de l'étude écologique réalisée par Hysope Environnement qui consistaient en une mesure d'évitement d'une zone à enjeux pour les papillons.

Ainsi, afin de limiter les impacts initiaux du projet sur l'habitat de papillons protégés (Damier de la succise et Zygène cendrée), 2,61 ha seront préservés. De même la préservation de la zone humide au nord et la nécessité de conserver des milieux en mosaïque, ont amené à préserver l'écran boisé

pour le paysage (3,45 ha supplémentaires préservés; voir localisation ci-dessous).

Le projet prévoit également une gestion différenciée de la végétation au sein du parc photovoltaïque et en périphérie: 0,71 hectare de haies est préservé de l'emprise du parc, les vieux arbres en périphérie du site seront préservés et les traitements phytosanitaires proscrits.

Le projet prévoit aussi: une clôture permettant le passage d'une petite faune, des pierriers pour les reptiles, la gestion de l'éclairage nocturne...





## Un projet qui a intégré des mesures limitant son impact sur le site et permettant une bonne intégration

### Environnement socio-économique

**Population:** Seule la population présente à proximité pourrait être impactée lors de la phase chantier (le hameau de Saint Gilles situé à 100m au nord du projet, les autres habitations les plus proches se trouvent à plus de 300 m du projet).

**Occupation du sol:** En l'absence d'activité agricole sur le site, le projet ne viendra pas concurrencer d'autres activités et permettra de valoriser un terrain SNCF inutilisé.

**Activités économiques:** Grâce aux différentes taxes locales existantes, de l'activité induite durant la phase chantier et du renforcement régional de la filière photovoltaïque, le projet aura un impact positif sur l'économie locale.

**Activités touristiques:** ne seront donc pas affectées par l'activité du parc photovoltaïque.

**Trafic routier:** Une augmentation du trafic routier est à envisager pendant les quelques mois de construction et lors du démantèlement du site.

**Bruits et vibrations:** L'impact sonore et vibratoire du projet sera faible durant la phase chantier et négligeable durant la phase d'exploitation. En phase chantier, les nuisances sonores proviendront du trafic et des opérations de travaux (terrassement, préparation du terrain, et montage des installations). Cet impact sera ponctuel, limité dans le temps et des mesures prises lors du chantier permettront de l'atténuer.

**Luminosité:** Le projet de Chabrilan aura un impact négligeable lié aux éventuels reflets des panneaux.

### Champs électromagnétiques

Les modules solaires, les onduleurs, le transformateur, ainsi que les câbles qui les relient créent de faibles champs de courant. «Cependant, les puissances de champ maximales pour postes électriques sont inférieures aux valeurs limites à une distance de quelques mètres. A une distance de 10 m de ces transformateurs, les valeurs sont généralement plus faibles que celles de nombreux appareils électroménagers».

### Paysage:

Afin de limiter les impacts visuels pour les paysages et habitats périphériques et intégrer le projet dans son site, le projet a prévu les actions suivantes:

- préservation et complément des ourlets végétaux et boisés périphériques assurant des fonctions écologiques et de masque paysager (de l'ordre de 5 m)
- maintien des bandes boisées

transversales pour des raisons environnementales mais aussi paysagères

- Traitement visuel de l'entrée nord et des équipements bâtis
- Intégration des clôtures aux bandes boisées périphériques afin de maintenir le caractère naturel du site et de son environnement agricole.
- cheminements en gravier et couvert végétal maintenu en prairie de fauche.

### Impacts paysagers

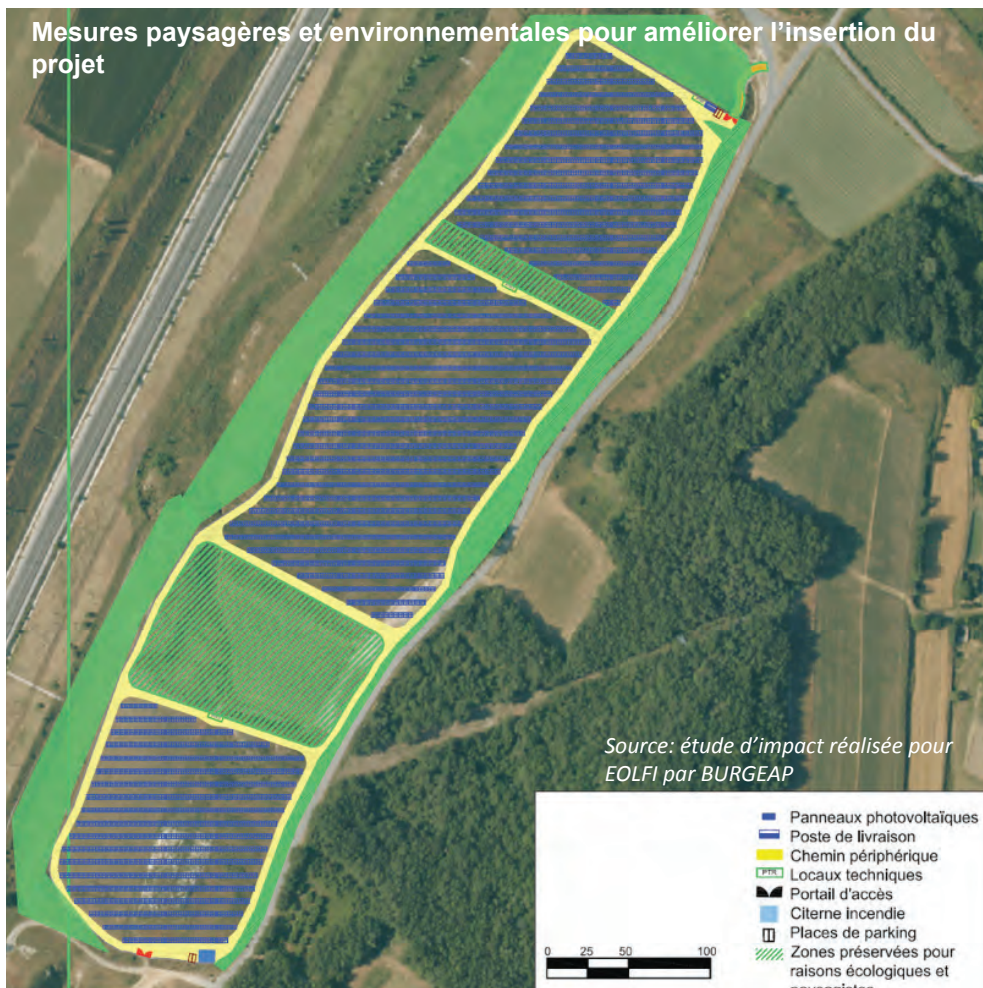
Perceptions proches les plus marquantes: depuis le hameau 'Les Gilles', situé à plus de 100 m du projet des vues ponctuelles sur le parc seront possibles depuis les points les plus hauts sur le sommet du hameau. Les vues restent néanmoins partielles et ponctuelles, depuis les espaces privés. Les vues depuis les espaces en contrebas ne permettront pas de percevoir le projet.

Perceptions proches les plus marquantes: depuis la périphérie du site d'implantation, les vues sont systématiquement filtrées, voire totalement occultées en fonction de l'état du couvert végétal (végétal caduque).

Perceptions éloignées les plus marquantes : Pas de vue possible depuis les hameaux 'Rigaux' et 'Les Faures', Almorix', La Croze, Mège, 'Marcel' (Marande).

Depuis le hameau de 'Mestron' une vue plongeante ponctuelle éloignée sera possible mais limitée aux ouvertures visuelles restreintes dans le couvert végétal.

### Mesures paysagères et environnementales pour améliorer l'insertion du projet





Le site est ceinturé de bandes boisées feuillues déjà bien développées limitant fortement les impacts et contacts visuels avec l'environnement proche et éloigné.

### Perceptions proches depuis le sud



### Depuis le sud-est



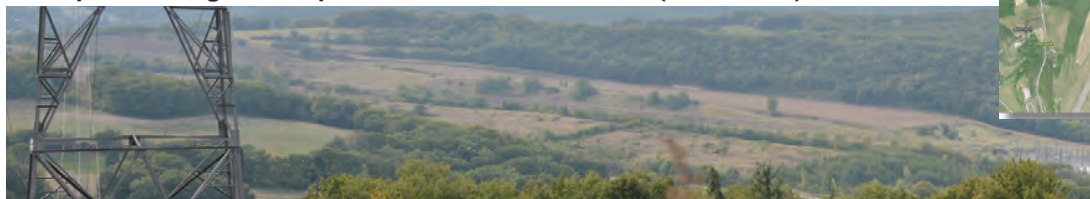
Source: étude d'impact réalisée pour EOLFI par BURGEAP



#### Perceptions proches du projet depuis le hameau des Gilles (nord est du site)



#### Perceptions éloignées depuis le hameau de Mestron (est du site)



#### Perceptions éloignées depuis le hameau de Marcel (ouest du site)



Source: étude d'impact réalisée pour EOLFI par BURGEAP







## 5. CONTENU DE LA MODIFICATION

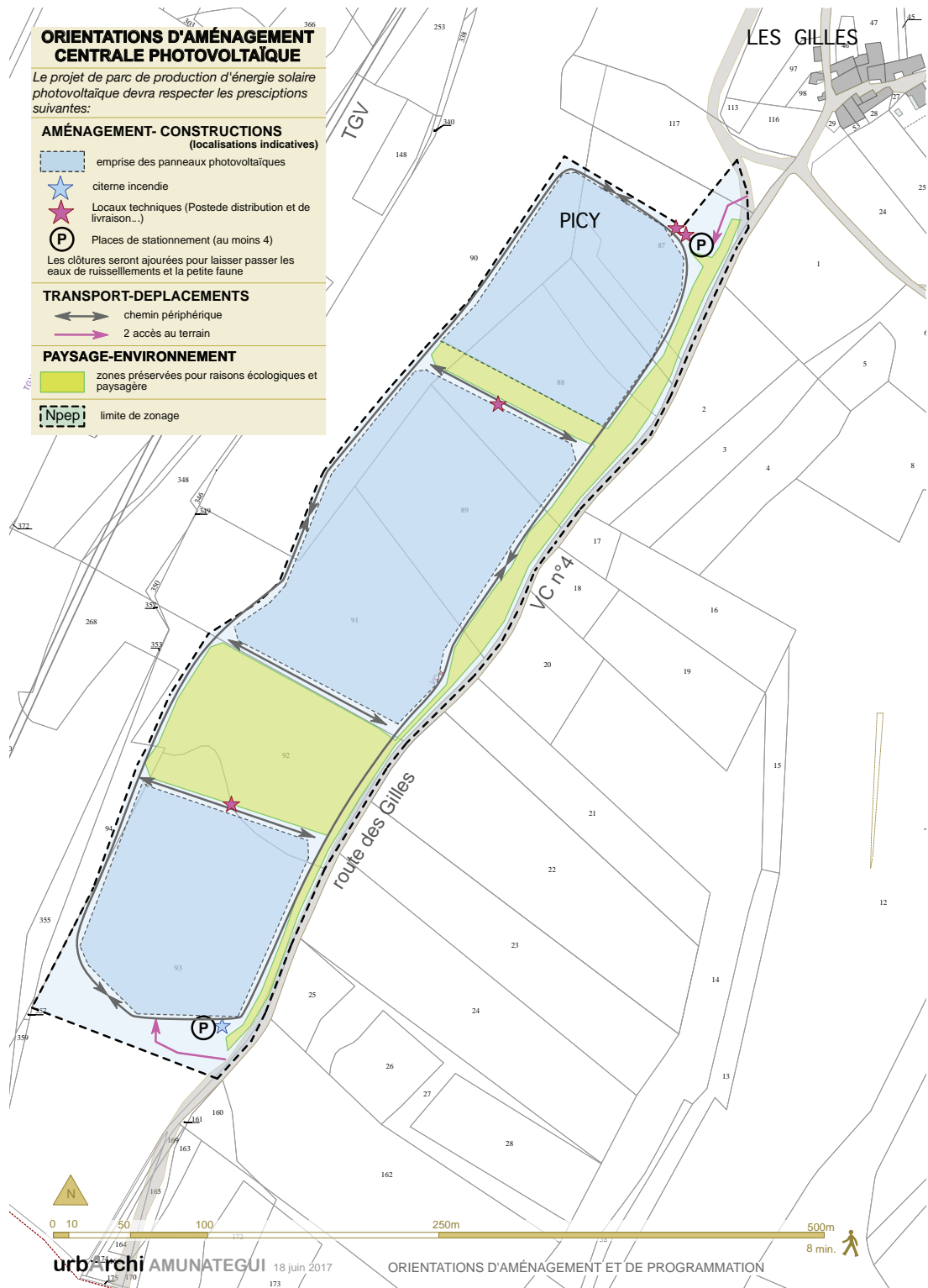
### 5.1. Une nouvelle orientation d'aménagement couvrant le secteur de projet

La nouvelle OAP reprend et situe les différents éléments du nouveau programme. L'OAP indique les secteurs périphériques préservés pour des raisons paysagères et écologiques.

L'implantation des locaux techniques et les emprises des panneaux.

Il indique le mode de desserte du projet avec deux accès maximum au site (au nord et au sud)

Et contient des préconisations sur les clôtures (ajourées afin de laisser passer l'eau de ruissellement et la petite faune).

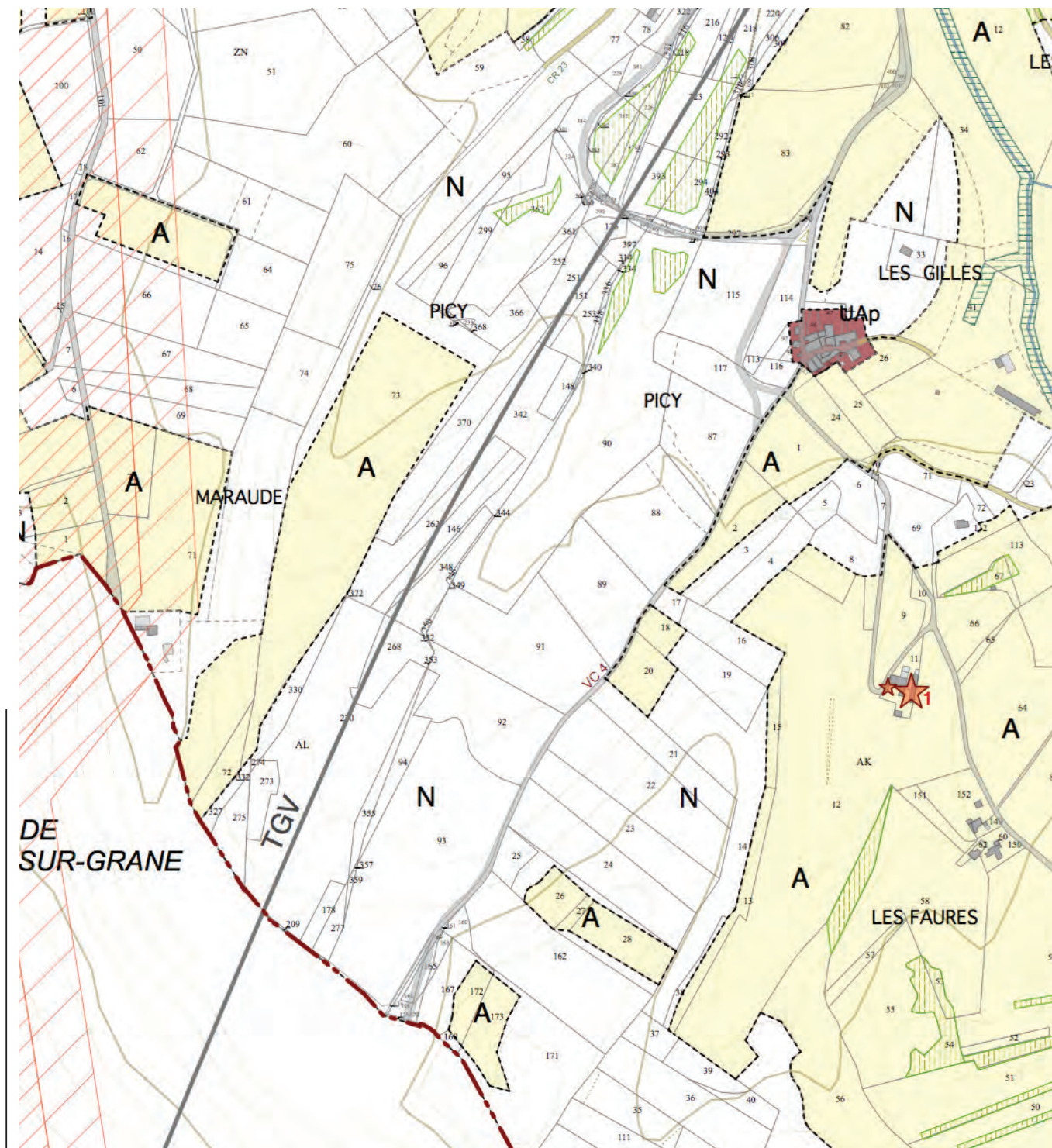




## 5.2. Zonage actuel et projeté

### Actuellement:

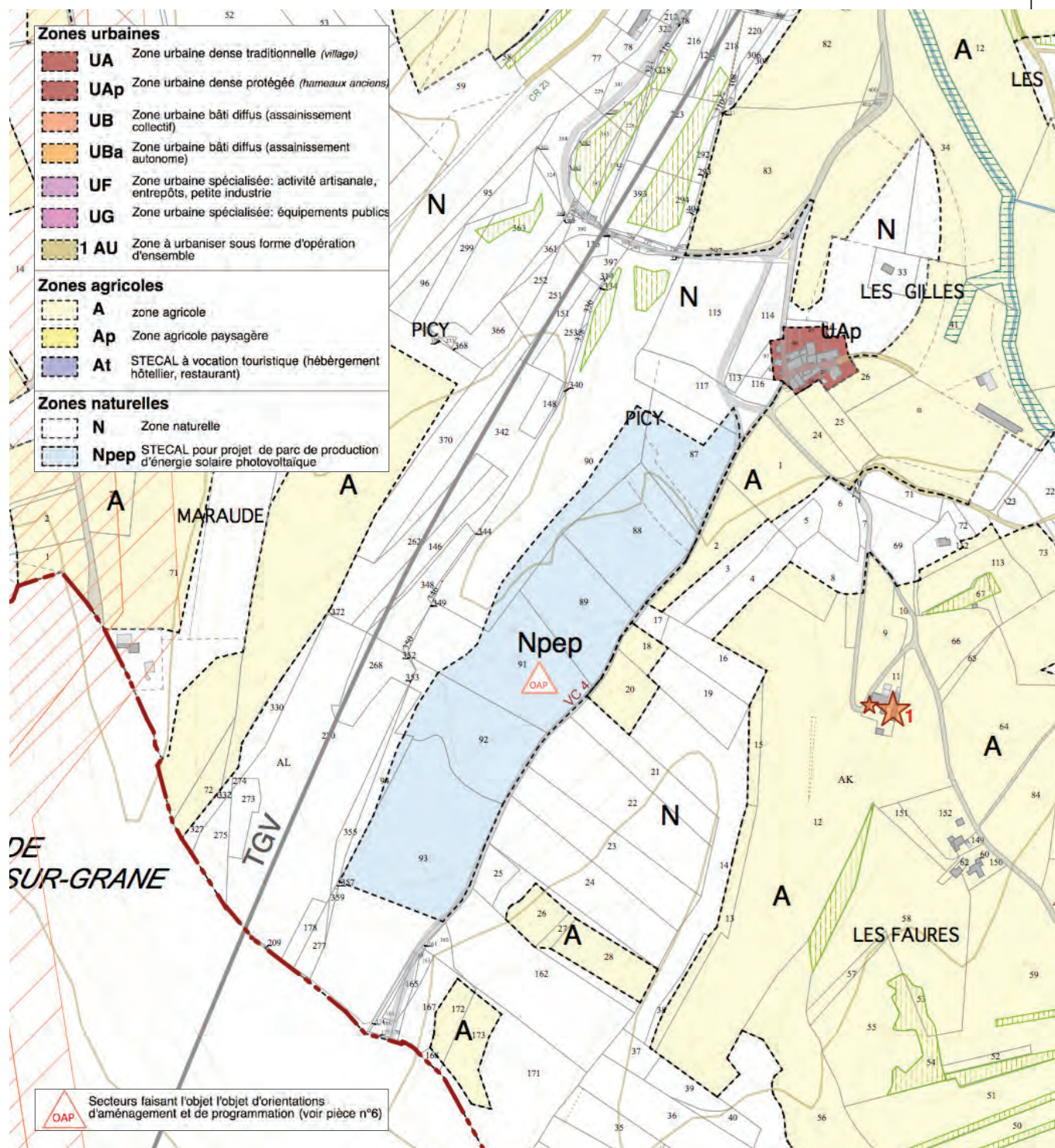
- Les parcelles ZN 87, 88, 89, 90, 91, 92 et 93, sont situés en zone naturelle ne permettant pas l'implantation d'un parc de production d'énergie solaire photovoltaïque.





## Les modifications prévues sont:

- création d'un «secteur de taille et de capacité limitée» (STECAL), Npep où les travaux, installations et constructions nécessaires à la réalisation du projet photovoltaïque seront permises.
- Indication de l'existence de l'OAP sur le secteur.





### 5.3. Règlement

#### Les modifications de la zone N sont:

*Article N 2-1-1: Ajout de la phrase suivante:* «dont le parc de production d'énergie solaire photovoltaïque du sous-secteur Npep» dans les alinéas sur les «affouillements/exhaussements »et sur les «clôtures/ aménagements extérieurs des constructions»

*Création de l'alinéa suivant:* «Dans le sous-secteur Npep sont aussi admis les occupations et utilisations du sol suivantes : les constructions, installations et équipements techniques liés et nécessaires au fonctionnement du parc de production d'énergie solaire photovoltaïque. La surface de plancher des locaux techniques admise est limitée à 150m<sup>2</sup>».

*Article N 6: Ajout du § 6.4:* «Les dispositions précédentes ne s'appliquent pas aux voies de dessertes internes du parc de production d'énergie solaire photovoltaïque».

*Article N 7-3: Ajout de la phrase suivante:* «ainsi qu'au parc de production d'énergie solaire photovoltaïque du sous-secteur Npep»

*Article N 10-1: Ajout de la phrase suivante:* «Dans le sous-secteur la hauteur Npep la hauteur maximale des constructions des locaux techniques du parc de production d'énergie solaire photovoltaïque, comptée en tout point à partir du niveau du terrain naturel, ne pourra excéder 5m au faîtage».

Ont aussi été indiqués les nouvelles références législatives (indiquées entre parenthèses).

Les pages suivantes indiquent les changements opérés dans le corps du texte (couleur rouge).



RÈGLEMENT DU PLU DE LA COMMUNE DE CHABRILLAN

## **TITRE VII- DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES NATURELLES**

**Modification n°1 du PLU approuvée le**



---

## DISPOSITIONS APPLICABLES À LA ZONE

N

**Nouvelle rédaction proposée pour le secteurs Npep (en rouge dans le texte)**

### Caractère de la zone :

*Il s'agit d'une zone naturelle et forestière à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels. Les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs sont permises dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière*

*Les constructions d'habitation existantes ont la possibilité de s'étendre et de créer de petites annexes détachées et les constructions signalées dans les documents graphiques ont la possibilité de changer de destination. Il s'agit de constructions ayant une certaine valeur architecturale, proche de secteurs habités et dont le changement de destination ne compromet pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site (Voir annexe listant les constructions retenues).*

*Elle comprend les sous-secteurs suivants :*

- Npep, secteur de taille et de capacité limitée (STECAL), destiné à accueillir une centrale de production d'énergie photovoltaïque

## **I. NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL**

### **ARTICLE N 1 - OCCUPATION ET UTILISATION DU SOL INTERDITES**

1.1. Toutes les occupations et utilisations du sol qui ne sont pas mentionnées à l'article N2.

1.2. Interdictions liées à l'existence de risques naturels (inondation): voir TITRE II- DISPOSITIONS RELATIVES AUX RISQUES p12-14.

1.3. Interdictions liées à l'existence de risques technologiques (transport d'hydrocarbures): voir TITRE II- DISPOSITIONS RELATIVES AUX RISQUES p14-15.

### **ARTICLE N 2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIÈRES**

#### **2.1. Dispositions générales**

**2.1.1. Dans la zone N sont admis les occupations et utilisations du sol suivantes :**

- Les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs peuvent être autorisées dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière du terrain sur lequel elles sont implantées, qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages et qu'elles n'accueillent pas du public.
- Les aménagements et constructions nécessaires à l'exploitation agricole et forestière dans la limite de 100m<sup>2</sup> de surface de plancher par unité foncière, à l'exception des habitations et des installations classées pour l'environnement (ICPE).
- Seuls sont permis les mâts des éoliennes d'une hauteur inférieure ou égale à 12m et à condition d'être implantés à proximité de l'habitation principale, de l'équipement collectif ou du bâtiment d'activité ou d'hébergement.
- Les affouillements et exhaussements liés aux travaux et constructions autorisés, **dont le parc de production d'énergie solaire photovoltaïque du sous-secteur Npep**, ou contribuant à une mise en valeur agricole des espaces.
- Les clôtures et les aménagements extérieurs des constructions **et installations autorisées, dont ceux nécessaires au parc de production d'énergie solaire photovoltaïque du sous-secteur Npep**



## RÈGLEMENT DU PLU DE LA COMMUNE DE CHABRILLAN

- (notamment escalier, citerne ou bassin pour recueillir les eaux de pluies... sous réserve d'une bonne insertion dans leur environnement) .
- Le stationnement hors garage d'une caravane pendant plus de trois mois par an s'il s'agit du terrain où est implantée la construction constituant la résidence de l'utilisateur à condition que cela soit à proximité immédiate de celle-ci et qu'un traitement paysager (haies-vives...) en atténue la visibilité depuis l'extérieur de la parcelle.
  - Sous réserve de ne pas compromettre l'activité agricole ou la qualité paysagère du site et à condition d'assurer le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone :
    - Le changement de destination des bâtiments désignés sur le document graphique du règlement (zonage) en habitation, bureau ou activité artisanale. *Il est rappelé que le changement de destination sera soumis à l'avis conforme de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites. (CDPNS).*
    - L'extension et l'aménagement des constructions à usage d'habitation existantes à la date d'approbation du PLU dans la limite de 33 % de la surface totale initiale à condition que la surface totale initiale soit supérieure à 40 m<sup>2</sup> et que la surface totale de la construction après travaux n'excède pas 250 m<sup>2</sup> existant + extensions; mais sans compter les surfaces créées par changement de destination mentionnées à l'alinéa précédent ou les annexes mentionnées à l'alinéa suivant)
    - Les annexes – non accolées – aux habitations existantes, sous réserve que ces annexes soient implantées à une distance maximale de 20 mètres du bâtiment principal de l'habitation dont elles dépendent, dans la limite de 30 m<sup>2</sup> de surface de plancher et d'emprise au sol (total des annexes hors piscine). La superficie du bassin de la piscine est limitée à 50 m<sup>2</sup>.
    - la restauration des bâtiments, dont il reste l'essentiel des murs porteurs et qui présentent un intérêt architectural sous réserve de respecter les principales caractéristiques de ce bâtiment et sans extension de l'emprise du bâti ancien (L.111-23).
  - Les aires de stationnement ouvertes au public, sous réserve d'une bonne insertion dans le paysage.
  - Dans le sous-secteur Npep sont aussi admis les occupations et utilisations du sol suivantes : les constructions, installations et équipements techniques liés et nécessaires au fonctionnement du parc de production d'énergie solaire photovoltaïque. La surface de plancher des locaux techniques admise est limitée à 150m<sup>2</sup>.

2-2 Conditions particulières liées à l'existence de risques naturels (inondation): voir TITRE II- DISPOSITIONS RELATIVES AUX RISQUES p12-14.

2-3 Conditions particulières liées au patrimoine naturel

*Les restrictions et conditions qui suivent sont propres aux secteurs mentionnés ci-après et s'ajoutent aux dispositions qui précèdent ou les remplacent:*

- **Éléments de paysage, sites à protéger au titre de l'article L 151-23 du Code de l'Urbanisme repérés sur le document graphique:**
  - ripisylve - haies bocagères - alignement d'arbres: voir dispositions générales.
  - pelouses sèches: voir dispositions générales.

## **II. CONDITIONS DE L'OCCUPATION DU SOL**

### **ARTICLE N 3 - CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES ET D'ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC**

Les accès des constructions et installations projetées doivent répondre aux conditions énoncées ci-dessous :

- Pour être constructible, un terrain doit avoir accès à une voie publique ou privée, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un passage aménagé sur le fonds voisin avec un accord constaté par acte authentique ou par décision judiciaire.



- Tout nouvel accès sur les voies publiques est soumis à autorisation du gestionnaire de voirie. Il doit être aménagé de manière à ne pas créer de difficultés ou de dangers pour les usagers de la voie publique ou pour les personnes utilisant ces accès.

La délivrance du permis de construire ou d'aménager peut être subordonnée à la réalisation de voies privées ou de tous aménagements particuliers nécessaires au respect des conditions de sécurité mentionnées plus haut.

## ARTICLE N 4 - DESSERTE PAR LES RÉSEAUX

### 4-1 Eau potable

Le branchement sur le réseau d'eau public est obligatoire pour toute construction qui requiert une alimentation en eau potable.

Néanmoins, à défaut de réseau d'alimentation en eau à proximité de la future construction, une alimentation par captage pourra être admise à condition qu'il réponde aux normes en vigueur et aux besoins des constructions projetées.

Il est par ailleurs recommandé, pour le jardinage, de mettre en place un système de recueillement de l'eau de pluie, tel que citerne, bassin... afin de préserver la ressource en eau de la commune.

### 4-2 Eaux usées

La réalisation d'un assainissement autonome, correspondant aux besoins de la construction et conforme à la réglementation, aux normes en vigueur et aux prescriptions du zonage d'assainissement, est obligatoire.

### 4-3 Eaux pluviales

Les eaux pluviales des toitures et des surfaces imperméabilisées générées par le projet doivent être dirigées vers le réseau public les collectant.

En l'absence de réseau ou si le réseau est insuffisant, les eaux pluviales seront résorbées sur le terrain ou rejetées dans les écoulements naturels (fossés, talwegs...), après accord des autorités compétentes et à condition que des mesures soient prises pour en maîtriser le débit.

La réalisation et l'étude des dispositifs pour assurer la maîtrise des débits et de l'écoulement des eaux pluviales de l'opération ou des constructions sont à la charge de l'aménageur ou du constructeur.

### 4-4 Réseaux électriques et téléphoniques

Sur les propriétés privées, tous les raccordements aux réseaux devront être enterrés.

Pour toute construction ou installation nouvelle, les branchements aux lignes de distribution électrique et téléphonique ne devront pas être apparents sur la construction.

## ARTICLE N 5 – SUPERFICIE MINIMALE DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES

*Abrogé par la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR)*

## ARTICLE N 6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

6-1 Les constructions doivent être implantées par rapport à l'axe des voies à au moins :

- 75 m de la RD 104 pour toutes les constructions
- 15 m des RD 537 et 591 pour les habitations, 10 m pour les autres constructions
- 8 m des autres voies pour toutes les constructions

6-2 Les dispositions précédentes pourront ne pas s'appliquer aux extensions et surélévations, si cela permet une meilleure insertion de la construction et que celles-ci soient réalisées dans le prolongement de la construction existante.

6-3 Les dispositions précédentes ne s'appliquent pas aux installations ou constructions à caractère technique nécessaires aux services publics, équipements collectifs ou d'intérêt général. Celles-ci pourront être implantées à l'alignement ou en retrait d'au moins 1m.



## RÈGLEMENT DU PLU DE LA COMMUNE DE CHABRILLAN

6.4. Les dispositions précédentes ne s'appliquent pas aux voies de dessertes internes du parc de production d'énergie solaire photovoltaïque.

## ARTICLE N 7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SÉPARATIVES

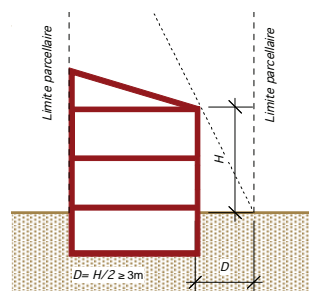
Les constructions devront respecter les dispositions suivantes :

7-1 les constructions pourront être implantées sur les limites séparatives ou en retrait,

7-2 En cas d'implantation en retrait, les constructions devront être implantées à une distance au moins égale à la moitié de la hauteur du bâtiment, mesurée en tous points de la façade ( $D=H/2$ ), avec un minimum de 3 mètres.

7-3 Les dispositions précédentes ne s'appliquent pas aux installations ou constructions à caractère technique nécessaires aux services publics, équipements collectifs ou d'intérêt général, ainsi qu'au parc de production d'énergie solaire photovoltaïque du sous-secteur Npep. Celles-ci Ces installations ou constructions pourront être implantées à l'alignement ou en retrait d'au moins 1m.

7-4 Les dispositions précédentes ne s'appliquent pas à l'extension des bâtiments existants, sous réserve de ne pas réduire le recul existant. L'extension se fera dans le prolongement de la construction existante.



## ARTICLE N 8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MÊME PROPRIÉTÉ

Annexes à l'habitation: voir l'article 2.1.2. Pour les autres constructions, il n'est pas fixé de règle.

## ARTICLE N 9 – EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS

Annexes à l'habitation: voir l'article 2.1.2. Pour les autres constructions, il n'est pas fixé de règle.

## ARTICLE N 10 – HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

10-1 La hauteur au faîtiage des constructions à usage d'annexes à l'habitation, mesurée à partir du sol naturel avant travaux, ne pourra excéder 5 m.

Dans le sous-secteur la hauteur Npep la hauteur maximale des constructions des locaux techniques du parc de production d'énergie solaire photovoltaïque, comptée en tout point à partir du niveau du terrain naturel, ne pourra excéder 5m au faîtiage.

La hauteur maximale des autres constructions comptée en tout point à partir du niveau du terrain naturel ou de la voirie publique, ne pourra excéder 9m au faîtiage.

Toutefois, en cas d'extension d'une habitation existante dépassant cette hauteur, la hauteur de la construction en extension peut s'aligner sur la hauteur du bâtiment existant.

10-2 la hauteur des bâtiments « restaurables », dont il reste l'essentiel des murs porteurs et qui présentent un intérêt architectural, sera identique à la hauteur d'origine.

10-2 Les cheminées et les antennes ne sont pas comptées dans le plafond de hauteur. Les mâts du petit éolien ne devront pas dépasser 12m de hauteur.

10-3 Les dispositions précédentes ne s'appliquent pas aux installations ou constructions à caractère technique nécessaires aux services publics équipements collectifs ou d'intérêt général.

## ARTICLE N 11 – ASPECT EXTÉRIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMÉNAGEMENT DE LEURS ABORDS

Rappels : Conformément à l'article R.111-21 du Code de l'Urbanisme, le permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des



*bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.*

#### 11-1 Règle générale

Par leur volume, leur architecture, les matériaux employés et leurs couleurs, les constructions devront être intégrées de manière harmonieuse dans le paysage naturel ou urbain dans lequel elles seront situées. Elles seront composées dans un rapport étroit avec les constructions voisines.

Les dispositions qui suivent ne s'appliquent pas aux installations ou constructions à caractère technique nécessaires au fonctionnement de services publics ou d'intérêt général.

#### 11-2 Réhabilitation de bâtiments traditionnels

L'architecture d'origine des constructions anciennes ou présentant un intérêt architectural devra être respectée lors d'une réhabilitation, d'un ravalement ou d'une extension. Toutefois une extension de facture contemporaine pourra être acceptée si elles s'intègre harmonieusement à la composition d'ensemble.

Les arcs, linteaux, jambages en pierre ne doivent pas être supprimés, ni retaillés, ni déplacés. Les nouveaux percements doivent tenir compte de l'ensemble de la façade: respecter les axes d'alignement des ouvertures, les dimensions et les proportions.

Les pierres de tailles avec appareillage régulier ne devront pas être enduits.

#### 11-3 Terrassements - Implantation par rapport au terrain

Les choix d'implantations des constructions et les aménagements des abords devront respecter au maximum la topographie du terrain naturel et des prés en terrasses. Des terrassements limités peuvent cependant être autorisés s'ils contribuent à une meilleure insertion de la construction. Les encochements cyclopéens sont interdits

#### 11-4 Façade

Les matériaux destinés à être recouverts d'un parement ou d'enduit (briques creuses, parpaings), ne peuvent en aucun cas être laissés apparents, ni sur les parements extérieurs des constructions, ni sur les murs extérieurs ou clôtures, notamment en limite de propriété.

Les couleurs des façades devront s'harmoniser avec celles des constructions voisines. On privilégiera les teintes proche des pierres utilisées par les constructions anciennes. Les couleurs vives et les enduits brillants sont interdits en teinte générale de façade.

#### 11-5 Les toitures

Les toitures du bâtiment principal seront de préférence revêtues de tuiles canal et à double pente. La pente des toitures ne dépassera pas 40% (sauf dans le cas de toitures courbes).

Les tôles ondulées en acier galvanisé brut ou en ciment gris et les revêtements bituminés laissés apparents sont interdits pour tous types de constructions.

11-6 Extensions et annexes: les constructions réalisées en extension des habitations existantes ainsi que les constructions d'annexes séparées des constructions principales (garages, abris...) peuvent être autorisées sous réserve de l'utilisation de matériaux en harmonie avec la construction principale.

La volumétrie et les toitures des extensions devront notamment être en harmonie avec celles du bâtiment principal.

Les vérandas peuvent être créées sur le bâti ancien sous réserve que leur architecture soit cohérente avec l'existant.

En ce qui concerne les extensions, le souci d'intégration des constructions dans leur contexte peut conduire à proposer un vocabulaire architectural contemporain à condition qu'il s'harmonise avec la construction d'origine et son environnement.

#### 11-7 Traitements des éléments techniques

Les coffrets techniques, les boîtes aux lettres devront être intégrés à la façade ou à la clôture.

Les panneaux solaires devront être intégrés à la construction (dans la pente de toiture ou en façade sous forme d'allège, de linteau ou d'auvent) ou aux aménagements extérieurs (murs de soutènement, terrasses).

Les citernes à gaz ou à fuel devront être enterrées ou être dans l'enveloppe de la construction.

#### 11-8 Revêtements des voies et places de stationnement internes

Les places de stationnement et la voirie interne seront de préférence perméables (sable stabilisé,



## RÈGLEMENT DU PLU DE LA COMMUNE DE CHABRILLAN

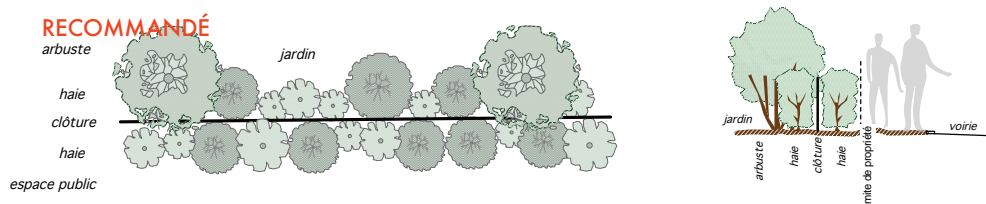
surface enherbée, pavés au joints poreux...).

**11-9 Clôtures**

Les clôtures ne sont pas obligatoires et il est conseillé de privilégier les clôtures végétales. Leur hauteur totale n'excédera pas 2m au-dessus du sol naturel.

Les murs en pierre seront conservés dans leur dimension et aspect. Leur surélévation ne sera pas permise. Les paires-vues ne pourront être réalisés qu'au moyen de plantations.

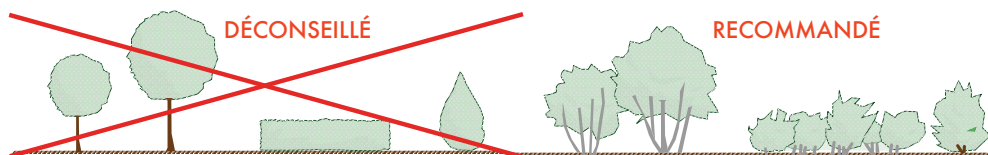
Les haies vives seront composées d'espèces locales, mélangées d'espèces ornementales, qui seront disposées en quinconce. L'effet d'alignement est déconseillé. Les haies de conifères sont interdites. (voir l'article N13).

**ARTICLE N 12 – LES OBLIGATIONS IMPOSEES AUX CONSTRUCTEURS EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT**

Il n'est pas fixé de règle.

**ARTICLE N 13 – LES OBLIGATIONS IMPOSEES AUX CONSTRUCTEURS EN MATIERE DE REALISATION D'ESPACES LIBRES, D'AIRES DE JEUX ET DE PLANTATIONS**

- Les arbres existants seront maintenus dans la mesure du possible.
- Les pieds de façades seront de préférence enherbés ou plantés.
- Les plantations (haies de clôtures, arbres de hautes tiges, arbres d'ornements...) seront de préférence réalisées avec des essences indigènes, spontanées et variées, composées d'au moins 50 % d'espèces caduques. Les haies de conifères sont interdites.
- Les ports naturels sont recommandés (cépée, troncs multiples, forme libre...) et la taille devra préserver la forme libre, la taille en rideau est déconseillée.



- Il est recommandé de planter des végétaux indigènes, tels que l'érable de Montpellier, le sorbier domestiques, le cornouiller sanguin, le fusain d'Europe....
- L'utilisation de plantes exotiques inadéquates en milieu rural telles que le cyprès de Leyland, le laurier-Cerise, les bambous, le thuya géant,... est déconseillée.

**III. POSSIBILITE MAXIMUM D'OCCUPATION DU SOL****ARTICLE N 14 - COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL**

Abrogé par la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR)







## 6. Annexes

- Synthèse des enjeux écologiques superposés au projet (GINGER-BURGEAP)
- Tableau 1 : Synthèse des impacts du projet et des mesures associées – Milieu physique (GINGER-BURGEAP)
- Tableau 2 : Synthèse des impacts du projet et des mesures associées – Milieu naturel (GINGER-BURGEAP)
- Tableau 3 Synthèse des impacts du projet et des mesures associées – Paysage (GINGER-BURGEAP)
- Tableau 4 : Synthèse des impacts du projet et des mesures associées – Milieu socio-économique (GINGER-BURGEAP)
- Compte rendu de la réunion du 7 juillet 2011 7 juillet 2011 avec la commune, la DDT/SEFEN, DDT/ SATR le STAP, la DTARS, RTE (en date du 4 août 2011)
- Mail de l'UADP DROME du 30 septembre 2016
- Avis de l'autorité environnementale a été émis le 2 juin dernier



## Synthèse des enjeux écologiques initiaux et implantation du projet de parc photovoltaïque retenu

Projet de parc photovoltaïque  
Commune de Chabrillan (Drôme)

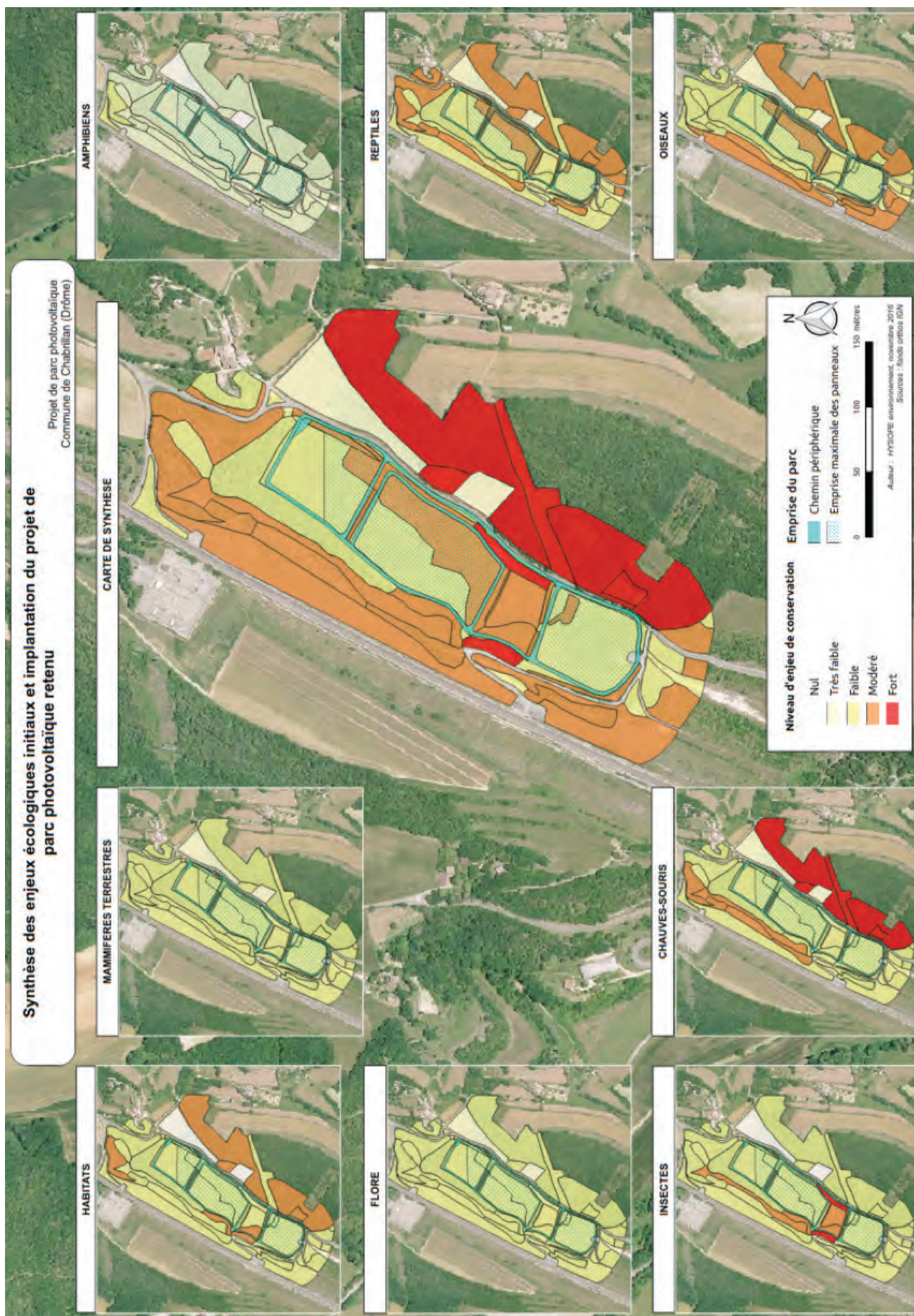




Tableau 1 : Synthèse des impacts du projet et des mesures associées – Milieu physique

Thèmes environnementaux	Impacts		Impact du projet sur l'environnement (sans tenir compte des mesures prévues)	Mesures			Impact résiduel (en tenant compte des mesures prévues)
	négatif	positif		Evitement, réduction	Compensation, accompagnement	Coût	
Topographie	Faible		Des travaux de terrassement légers seront réalisés pour niveler les sols afin de mettre en place les panneaux, au niveau des emplacements des locaux techniques (décaissement sur 80 cm de profondeur), pour les tranchées permettant le passage des câbles électriques (80 cm de profondeur) et pour les pistes si nécessaire. En phase d'exploitation le projet de centrale solaire photovoltaïque n'a pas d'impact sur la topographie.	/	/	/	Faible
Géologie et sols	Modérée		<b>Phase travaux</b> Des terrassements légers seront réalisés pour mettre en place les panneaux, accueillir les locaux techniques (excavation du sol sur une hauteur de 80 cm) et les pistes d'exploitation. Tranchées d'une profondeur de 80 cm accueillant les câbles. L'ancrage des panneaux dans le sol se fera à l'aide de pieux battus ou vissés à une profondeur maximum de 1,9 m, limitant l'impact sur le sol. Les clôtures seront fixées à l'aide de plots béton posés à 30 cm de profondeur. Risque de pollution en cas de déversement accidentel de produit durant la phase chantier.  <b>Phase exploitation</b> Risque ponctuel d'érosion L'exploitation aura un impact négligeable sur les couches superficielles du terrain.	MMP 1	/	15 000 € HT	Modéré Impact temporaire en phase travaux et impact négligeable en phase exploitation
				MMP 2	/	Intégré dans le coût global	
				MMP 3	/	Intégré dans le coût global	
				MMP 4	/	Intégré dans le coût global	
				MMP 5	/	Intégré dans le coût global	
				MMP 6	/	Intégré dans le coût global	
				MMP 7	/	100 € HT	
				MMP 8	/	Intégré dans le coût global	
				MMP 9	/	Intégré dans le coût global	
				MMP 10	/	Intégré dans le coût global	
Eaux souterraines	Faible		Risque de pollution en cas de déversement de substances polluantes peu probable et limité à la phase travaux et à la maintenance. Risque de remontée de nappe très faible à inexistant Le fonctionnement normal du parc n'engendrer pas de risque de pollution particulier. Il n'y a aucun captage AEP à proximité du site.	MMP 1 à MMP 10 + MMP 11 durant l'exploitation	/	Idem Géologie	Négligeable
Eaux superficielles	Faible		<b>Phase chantier</b> La phase chantier ne nécessite pas d'eau. Le projet n'aura pas d'impact sur les cours d'eau proches.  Risque de pollution en cas de déversement accidentel de produit durant la phase chantier mais ne pouvant pas se retrouver dans les cours d'eau  <b>Phase exploitation</b> Surface imperméabilisée très faible (88 m² correspondant aux locaux techniques), car les panneaux ne sont pas posés au sol et permettent les écoulements des eaux (panneaux non jointifs).  Ainsi, d'une manière générale, les écoulements des eaux pluviales seront faiblement perturbés sur le site, hormis la formation éventuelle de petites rigoles au pied des panneaux, les écoulements autour des postes et la modification légère des écoulements par les pistes et tranchées.  Les eaux pluviales ne seront pas polluées, les matériaux utilisés étant inertes.  L'absence de végétation après les travaux pourra engendrer des phénomènes d'érosion ponctuels et augmenter les matières en suspension dans les eaux de ruissellement, mais qui ne sont pas susceptibles d'atteindre les cours d'eau proches.  Consommation d'eau très faible (pas de nettoyage des panneaux, hors événement exceptionnel) ; aucune alimentation en eau nécessaire.	MMP1 à MMP 10 + MMP 11 durant l'exploitation	/	Idem Géologie	Faible Aucun impact sur les cours d'eau qui sont préservés Peu de modification des eaux de ruissellement et risque d'érosion faible avec le couvert végétal Projet compatible avec le SDAGE
				MMP 12	/	1 000 € HT (suivi) 600 €/100m² (semis)	
				MMP 13	/	500 € HT par table concerné	

MMP 1 : Etude géotechnique

MMP 2 : Mesures générales pour la protection des sols

MMP 3 : Equipements sanitaires

MMP 4 : Interdiction des rejets au milieu naturel

MMP 5 : Entretien des véhicules

MMP 6 : Aire de chantier (base vie) sécurisée

MMP 7 : Kit anti-pollution

MMP 8 : Lavage des roues des camions

MMP 9 : Gestion des déchets

MMP10 : Gestion des déblais/remblais

MMP 11 : Aucune utilisation de produits chimiques pour l'entretien

MMP 12 : Limitation de l'érosion après défrichement par le maintien d'un sol enherbé / suivi de la recolonisation

MMP 13 : Mise en place de bandes gravillonnées le cas échéant

MMP 14 : Conformité des véhicules

MMP 15 : Arrosage des pistes

MMP 16 : Mesures générales de protection incendie

MMP 17 : Respect des normes électriques

MMP 18 : Résistance au feu des locaux

MMP 19 : Zone tampon et voies périphériques

MMP 20 : Système parafoudre

MMP 21 : Equipements de lutte contre l'incendie

MMP 22 : Débroussaillage

Impact très fort	Impact modéré	Impact négligeable
Impact fort	Impact faible	Impact nul



Tableau 2 : Synthèse des impacts du projet et des mesures associées – Milieu naturel

Thèmes environnementaux	Impact		Impact du projet sur l'environnement (sans tenir compte des mesures prévues)	Mesures			Impact résiduel (en tenant compte des mesures prévues)
	néгатif	positif		Evitement, réduction	Compensation, accompagnement	Coût	
Valeur patrimoniale du territoire	Faible		Le site se trouve en dehors de zonages d'inventaires ou de protection hormis un espace naturel sensible qui englobe le projet. La ZNIEFF la plus proche se trouve à plus de 700 m du site.	/	/	/	Négligeable
NATURA 2000	Faible		Les zones NATURA 2000 les plus proches sont la ZPS « les Ramières du val de Drôme » et la ZSC « Milieux aquatiques et alluviaux de la basse vallée de la Drôme » à environ 3,7 km du projet. La distance des sites NATURA 2000, leur contexte écologique font que le parc photovoltaïque n'est pas de nature à générer un effet sur les sites NATURA 2000.	/	/	/	Négligeable

TABLEAU DE SYNTHESE DES IMPACTS RESIDUELS APRES MISE EN ŒUVRE DES MESURES

Espèces ou habitats	Caractérisation de l'impact	Impacts				Rappel du niveau de l'impact avant mesures	Mesures de réduction d'impacts associées	Analyse de l'importance de l'impact	Impacts résiduels				Niveau des impacts résiduels après application des mesures
		D	I	T	P				D	I	T	P	
Fournés médio-européens sur sol fertile	Destruction (3,57 ha)	x				Faible	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mesure E1 : Evitement des stations de Damier de la succise et de la Zygène cendrée et réduction de l'emprise du parc</li> <li>Mesure R1 : Gestion différenciée de la végétation au sein du parc photovoltaïque et en périphérie</li> <li>Mesure R5 : Gestion adaptée plantations périphériques</li> </ul>	Destruction résiduelle : 1,87 ha. Une densification est prévue sur plus de 1 ha.	x				Très faible en phase travaux. Positif en phase d'exploitation
Gazons à Brachypode de Phénicie	Destruction (5,36 ha)	x				Faible	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mesure E1 : Evitement des stations de Damier de la succise et de la Zygène cendrée et réduction de l'emprise du parc</li> <li>Mesure R1 : Gestion différenciée de la végétation au sein du parc photovoltaïque et en périphérie</li> </ul>	Destruction résiduelle : 3,8 ha. Par la gestion de la strate herbacée, l'enrichissement de cet habitat vise à être contenu.	x				Faible
Pelouses à Aphyllanthès	Destruction (0,18 ha)	x				Fort	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mesure E1 : Evitement des stations de Damier de la succise et de la Zygène cendrée et réduction de l'emprise du parc</li> </ul>	Evitement					Nul
Prairies des plaines médio-européennes à fourrage	Destruction (0,93 ha)	x				Modéré	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mesure E1 : Evitement des stations de Damier de la succise et de la Zygène cendrée et réduction de l'emprise du parc</li> </ul>	Evitement					Nul
Forêts méditerranéennes de Peupliers, d'Ormes et de Frênes	Destruction (0,48 ha)	x				Modéré	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mesure E1 : Evitement des stations de Damier de la succise et de la Zygène cendrée et réduction de l'emprise du parc</li> </ul>	Evitement					Nul
Bordures de haies	Destruction (0,62 ha)	x				Faible	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mesure R1 : Gestion différenciée de la végétation au sein du parc photovoltaïque et en périphérie</li> <li>Mesure R1 : Gestion différenciée de la végétation au sein du parc photovoltaïque et en périphérie</li> </ul>	Destruction résiduelle : 0,26 ha. Une gestion adaptée des haies est prévue.	x				Très faible dans un premier temps. Positif dans un second.
Damier de la succise	Destruction d'individus (à tous les stades de développement)	x				Fort	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mesure E1 : Evitement des stations de Damier de la succise et de la Zygène cendrée et réduction de l'emprise du parc</li> </ul>	Evitement des zones de reproduction. Conservation des habitats de repos et de nourrissage, des corridors écologiques. Il n'y aura pas de remise en cause de l'état de conservation de la	x				Nul à très faible

TABLEAU DE SYNTHESE DES IMPACTS RESIDUELS APRES MISE EN ŒUVRE DES MESURES

	Destruction des habitats (incluant les sites de reproduction, zones de repos et zones de nourrissage)	x				Fort	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mesure R1 : Gestion différenciée de la végétation au sein du parc photovoltaïque et en périphérie</li> </ul>	population locale du fait de l'implantation du projet de parc.	x				Très faible
Zygène cendrée	Destruction d'individus (à tous les stades de développement)	x				Fort	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mesure E1 : Evitement des stations de Damier de la succise et de la Zygène cendrée et réduction de l'emprise du parc</li> </ul>	Evitement de la zone de reproduction (habitat principal des imagos). Conservation de son habitat d'extension.					Nul
	Destruction des habitats (incluant les sites de reproduction, zones de repos et zones de nourrissage)	x				Fort		Il n'y aura pas de remise en cause de l'état de conservation de la population locale du fait de l'implantation du projet de parc.					Nul
Crapaud commun/épineux	Destruction de spécimens (phase travaux)	x				Faible	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mesure E1 : Evitement des stations de Damier de la succise et de la Zygène cendrée et réduction de l'emprise du parc</li> <li>Mesure R1 : Gestion différenciée de la végétation au sein du parc photovoltaïque et en périphérie</li> </ul>	Evitement d'une majeure partie de son habitat terrestre. Les mesures de réduction d'impacts permettent de limiter significativement la destruction d'individus. Rappelons que l'absence de milieux aquatiques est peu favorable à l'espèce.	x				Très faible
	Destruction, altération ou dégradation d'habitat terrestre d'espèce	x				Faible	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mesure R2 : Adaptation du calendrier des travaux d'implantation du parc photovoltaïque à la phénologie des espèces</li> <li>Mesure R3 : Clôtures</li> <li>Mesure R5 : Gestion adaptée des plantations périphériques</li> </ul>	Il n'y aura pas de remise en cause de l'état de conservation de la population locale du fait de l'implantation du projet de parc.	x				Très faible
Lézard des murailles	Destruction de spécimens	x				Modéré	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mesure E1 : Evitement des stations de Damier de la succise et de la Zygène cendrée et réduction de l'emprise du parc</li> <li>Mesure R1 : Gestion différenciée de la végétation au sein du parc photovoltaïque et en périphérie</li> </ul>	Evitement d'une partie de son habitat terrestre. La gestion appropriée de la végétation, la création de pierriers et le phasage des travaux sont des mesures efficaces qui garantissent le maintien de l'état de conservation favorable de l'espèce et limitent considérablement les risques de destruction d'individus.	x				Très faible
	Destruction, altération ou dégradation d'habitat d'espèce (incluant les sites de reproduction, zones de repos et zones de nourrissage) – environ 8 ha	x				Faible	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mesure R2 : Adaptation du calendrier des travaux d'implantation du parc photovoltaïque à la phénologie des espèces</li> <li>Mesure R5 : Gestion adaptée des fourrés et plantations périphériques</li> <li>Mesure R6 : Création de pierriers pour les reptiles</li> </ul>	Cette espèce ubiquiste et à forte plasticité écologique devrait fréquenter certaines structures artificielles au sein du parc. Destruction résiduelle d'habitats (zones de repos et de reproduction incluses) : 1 ha maximum	x				Très faible
Lézard vert occidental	Destruction de spécimens	x				Modéré	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mesure E1 : Evitement des stations de Damier de la succise et de la Zygène cendrée et réduction de l'emprise du parc</li> <li>Mesure R1 : Gestion différenciée de la végétation au sein du parc photovoltaïque et en périphérie</li> </ul>	Evitement d'une partie de son habitat terrestre. Conservation des effets lisières bénéfiques à l'espèce.	x				Très faible
	Destruction, altération ou dégradation d'habitat d'espèce (incluant les sites de reproduction, zones de repos et zones de nourrissage) – environ 4,7 ha	x				Modéré	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mesure R2 : Adaptation du calendrier des travaux d'implantation du parc photovoltaïque à la phénologie des espèces</li> <li>Mesure R5 : Gestion adaptée des plantations périphériques</li> <li>Mesure R6 : Création de pierriers pour les reptiles</li> </ul>	La gestion appropriée de la végétation, la création de pierriers et le phasage des travaux sont des mesures efficaces qui garantissent le maintien de l'état de conservation favorable de l'espèce et limitent considérablement les risques de destruction d'individus. Destruction résiduelle d'habitats (zones de repos et de reproduction incluses) : 1,9 ha	x				Faible à positif (dans le temps)
Orvet fragile	Destruction de spécimens	x				Modéré	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mesure E1 : Evitement des stations de Damier de la succise et de la Zygène cendrée et réduction de l'emprise du parc</li> <li>Mesure R1 : Gestion différenciée de la végétation au sein du parc photovoltaïque et en périphérie</li> </ul>	Evitement d'une majeure partie de son habitat terrestre. Conservation des boisements et des haies.	x				Très faible
	Destruction, altération ou dégradation d'habitat d'espèce (incluant les sites de reproduction, zones de repos et zones de nourrissage) – environ 3 ha	x				Modéré	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mesure R2 : Adaptation du calendrier des travaux d'implantation du parc photovoltaïque à la phénologie des espèces</li> <li>Mesure R5 : Gestion adaptée des plantations périphériques</li> <li>Mesure R6 : Création de pierriers pour les reptiles</li> </ul>	La gestion appropriée de la végétation, le phasage des travaux sont des mesures efficaces qui garantissent le maintien de l'état de conservation favorable de l'espèce et limitent significativement les risques de destruction d'individus. Destruction résiduelle d'habitats (zones de repos et de reproduction incluses) : 1,4 ha	x				Très faible
Coronelle girondine	Destruction de spécimens	x				Modéré	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mesure E1 : Evitement des stations de Damier de la succise et de la Zygène cendrée et réduction de l'emprise du parc</li> <li>Mesure R1 : Gestion différenciée de la végétation au sein du parc photovoltaïque et en périphérie</li> </ul>	Evitement d'une partie de son habitat terrestre. Réseau de haies et de fourrés préservé.	x				Très faible
	Destruction, altération ou dégradation d'habitat d'espèce (incluant les sites de reproduction, zones de repos et zones de nourrissage) – environ 3 ha	x				Modéré	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mesure R2 : Adaptation du calendrier des travaux d'implantation du parc photovoltaïque et en périphérie</li> </ul>	La gestion appropriée de la végétation, la création de pierriers et le phasage des travaux sont des mesures efficaces qui garantissent le maintien de l'état de conservation favorable de l'espèce et limitent significativement les risques de destruction d'individus.	x				Faible à positif (dans le temps)



TABLEAU DE SYNTHESE DES IMPACTS RESIDUELS APRES MISE EN ŒUVRE DES MESURES											
	de reproduction, zones de repos et zones de nourrissage) – environ 7,3 ha					photovoltaïque à la phénologie des espèces	Destruction résiduelle d'habitats (zones de repos et de reproduction incluses) : 2,4 ha				temps)
						<ul style="list-style-type: none"> <li>Mesure R5 : Gestion adaptée des plantations périphériques</li> <li>Mesure R6 : Création de pierriers pour les reptiles</li> </ul>					
Couleuvre verte et jaune	Destruction de spécimens	x		x	Faible	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mesure E1 : Evitement des stations de Damier de la succise et de la Zygène cendrée et réduction de l'emprise du parc</li> </ul>	Evitement d'une partie de son habitat terrestre.	x		x	Très faible
	Destruction, altération ou dégradation d'habitat d'espèce (incluant les sites de reproduction, zones de repos et zones de nourrissage) – environ 11 ha	x		x	Modéré	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mesure R1 : Gestion différenciée de la végétation au sein du parc photovoltaïque et en périphérie</li> <li>Mesure R2 : Adaptation du calendrier des travaux d'implantation du parc photovoltaïque à la phénologie des espèces</li> <li>Mesure R5 : Gestion adaptée des plantations périphériques</li> <li>Mesure R6 : Création de pierriers pour les reptiles</li> </ul>	La gestion appropriée de la végétation, la création de pierriers et le phasage des travaux sont des mesures efficaces qui garantissent le maintien de l'état de conservation favorable de l'espèce et limitent les risques de destruction d'individus. Destruction résiduelle d'habitats (zones de repos et de reproduction incluses) : 4,6 ha	x		x	Faible
Couleuvre d'Esculape (potentielle)	Destruction de spécimens	x		x	Faible	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mesure E1 : Evitement des stations de Damier de la succise et de la Zygène cendrée et réduction de l'emprise du parc</li> <li>Mesure R1 : Gestion différenciée de la végétation au sein du parc photovoltaïque et en périphérie</li> <li>Mesure R2 : Adaptation du calendrier des travaux d'implantation du parc photovoltaïque à la phénologie des espèces</li> <li>Mesure R5 : Gestion adaptée des plantations périphériques</li> <li>Mesure R6 : Création de pierriers pour les reptiles</li> </ul>	Evitement d'une majeure partie de son habitat terrestre. Conservation des boisements favorables à l'espèce.	x		x	Très faible
	Destruction, altération ou dégradation d'habitat d'espèce (incluant les sites de reproduction, zones de repos et zones de nourrissage) – environ 2,5 ha	x		x	Modéré		La gestion appropriée de la végétation et le phasage des travaux sont des mesures efficaces qui garantissent le maintien de l'état de conservation favorable de l'espèce et limitent considérablement les risques de destruction d'individus. Destruction résiduelle d'habitats (zones de repos et de reproduction incluses) : négligeable	x		x	Très faible
Couleuvre à collier (potentielle)	Destruction de spécimens	x		x	Faible	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mesure E1 : Evitement des stations de Damier de la succise et de la Zygène cendrée et réduction de l'emprise du parc</li> <li>Mesure R1 : Gestion différenciée de la végétation au sein du parc photovoltaïque et en périphérie</li> <li>Mesure R2 : Adaptation du calendrier des travaux d'implantation du parc photovoltaïque à la phénologie des espèces</li> <li>Mesure R5 : Gestion adaptée des plantations périphériques</li> <li>Mesure R6 : Création de pierriers pour les reptiles</li> </ul>	Evitement d'une majeure partie de son habitat terrestre. Conservation des zones humides.	x		x	Très faible
	Destruction, altération ou dégradation d'habitat d'espèce (incluant les sites de reproduction, zones de repos et zones de nourrissage) – environ 0,7 ha	x		x	Faible		La gestion appropriée de la végétation, et le phasage des travaux sont des mesures efficaces qui garantissent le maintien de l'état de conservation favorable de l'espèce et limitent considérablement les risques de destruction d'individus. Destruction résiduelle d'habitats (zones de repos et de reproduction incluses) : négligeable	x		x	Très faible
Vipère aspic (potentielle)	Destruction de spécimens	x		x	Faible	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mesure E1 : Evitement des stations de Damier de la succise et de la Zygène cendrée et réduction de l'emprise du parc</li> <li>Mesure R1 : Gestion différenciée de la végétation au sein du parc photovoltaïque et en périphérie</li> <li>Mesure R2 : Adaptation du calendrier des travaux d'implantation du parc photovoltaïque à la phénologie des espèces</li> <li>Mesure R5 : Gestion adaptée des plantations périphériques</li> <li>Mesure R6 : Création de pierriers pour les reptiles</li> </ul>	Evitement d'une partie de son habitat terrestre. Conservation des effets lisières, haies et fourrés bénéfiques à l'espèce.	x		x	Très faible
	Destruction, altération ou dégradation d'habitat d'espèce (incluant les sites de reproduction, zones de repos et zones de nourrissage) – environ 5 ha	x		x	Modéré		La gestion appropriée de la végétation, la création de pierriers et le phasage des travaux sont des mesures efficaces qui garantissent le maintien de l'état de conservation favorable de l'espèce et limitent considérablement les risques de destruction d'individus. Il n'y aura pas de remise en cause de l'état de conservation de la population locale du fait de l'implantation du projet de parc. Destruction résiduelle d'habitats (zones de repos et de reproduction incluses) : 2 ha	x		x	Faible à positif (dans le temps)
Accenteur mouchet Coucou gris Epervier d'Europe Grimpeur des jardins Loriot d'Europe Mésange bleue Pic épeiche	Destruction de spécimens	x		x	Faible	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mesure E1 : Evitement des stations de Damier de la succise et de la Zygène cendrée et réduction de l'emprise du parc</li> <li>Mesure R1 : Gestion différenciée de la végétation au sein du parc photovoltaïque et en périphérie</li> <li>Mesure R2 : Adaptation du calendrier des travaux d'implantation du parc photovoltaïque à la phénologie des espèces</li> <li>Mesure R5 : Gestion adaptée plantations périphériques</li> </ul>	Evitement des boisements les plus favorables au cortège.	x		x	Très faible
	Dérangement d'individus	x	x		Faible		La gestion appropriée de la végétation et le phasage des travaux sont des mesures efficaces qui garantissent le maintien de l'état de conservation favorable de ce cortège et limitent significativement les risques de destruction directe ou indirecte de spécimens. Destruction résiduelle d'habitats (zones de repos et de reproduction incluses) : négligeable	x	x		Très faible

TABLEAU DE SYNTHESE DES IMPACTS RESIDUELS APRES MISE EN ŒUVRE DES MESURES											
Pic vert Roi-leite à triple bandeau Rougequeue à front blanc Sittelle torchepot Environ 2 ha	Destruction, altération ou dégradation d'habitat d'espèce (incluant les sites de reproduction, zones de repos et zones de nourrissage) Environ 2 ha	x		x	Faible			x		x	Très faible
Bergeronnette grise Fauvette à tête noire Mésange à longue queue Moineau domestique Pinson des arbres Pouillot véloce Rougegorge familier Rougequeue noir Serin cini Trogodyte mignon Verdier d'Europe	Destruction de spécimens	x		x	Faible	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mesure E1 : Evitement des stations de Damier de la succise et de la Zygène cendrée et réduction de l'emprise du parc</li> </ul>	Evitement d'une grande partie des habitats favorables au cortège.	x		x	Très faible
	Dérangement d'individus	x	x		Faible	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mesure R1 : Gestion différenciée de la végétation au sein du parc photovoltaïque et en périphérie</li> <li>Mesure R2 : Adaptation du calendrier des travaux d'implantation du parc photovoltaïque à la phénologie des espèces</li> <li>Mesure R5 : Gestion adaptée plantations périphériques</li> </ul>	La gestion appropriée de la végétation et le phasage des travaux sont des mesures efficaces qui garantissent le maintien de l'état de conservation favorable de ce cortège et limitent significativement les risques de destruction directe ou indirecte de spécimens. Ce cortège est celui qui s'accommode le mieux des modifications de ses habitats.	x	x		Très faible
	Destruction, altération ou dégradation d'habitat d'espèce (incluant les sites de reproduction, zones de repos et zones de nourrissage) Environ 13 ha	x		x	Modéré		Destruction résiduelle d'habitats (zones de repos et de reproduction incluses) : 5,5 ha	x		x	Faible
Alouette lulu Bruant zizi Chardonneret élégant Fauvette grisette Fauvette passerinette Hypolaïs polyglotte Linotte mélodieuse Rossignol philomèle	Destruction de spécimens	x		x	Modéré	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mesure E1 : Evitement des stations de Damier de la succise et de la Zygène cendrée et réduction de l'emprise du parc</li> </ul>	Evitement d'une partie des habitats favorables au cortège.	x		x	Très faible (avec un objectif positif du fait des mesures)
	Dérangement d'individus	x	x		Faible	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mesure R1 : Gestion différenciée de la végétation au sein du parc photovoltaïque et en périphérie</li> <li>Mesure R2 : Adaptation du calendrier des travaux d'implantation du parc photovoltaïque à la phénologie des espèces</li> <li>Mesure R5 : Gestion adaptée plantations périphériques</li> </ul>	Les mesures de réduction R1 et R5 sont basées en grande partie sur les exigences écologiques du cortège. Les risques de destruction directe ou indirecte de spécimens sont limités.	x	x		Très faible
	Destruction, altération ou dégradation d'habitat d'espèce (incluant les sites de reproduction, zones de repos et zones de nourrissage) Environ 9,5 ha	x		x	Modéré		Destruction résiduelle d'habitats (zones de repos et de reproduction incluses) : 2 ha Gain d'habitats par l'intermédiaire des mesures : 1,5 ha environ	x		x	Très faible à positif (sur 5 ans environ)
Hérissron d'Europe	Destruction de spécimens	x		x	Modéré	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mesure E1 : Evitement des stations de Damier de la succise et de la Zygène cendrée et réduction de l'emprise du parc</li> <li>Mesure R1 : Gestion différenciée de la végétation au sein du parc photovoltaïque et en périphérie</li> <li>Mesure R2 : Adaptation du calendrier des travaux d'implantation du parc photovoltaïque à la phénologie des espèces</li> <li>Mesure R3 : Clôtures</li> <li>Mesure R5 : Gestion adaptée plantations périphériques</li> </ul>	Evitement d'une grande partie de son habitat terrestre. Conservation des fourrés et des haies.	x		x	Très faible
	Destruction d'habitat terrestre d'espèce	x		x	Modéré		La gestion appropriée de la végétation et le phasage des travaux sont des mesures qui visent à garantir le maintien de l'état de conservation favorable de l'espèce et limitent les risques de destruction d'individus.	x		x	Très faible
Toutes les chauves-souris avérées ou potentielles	Dérangement d'individus (éclairage notamment)	x	x		Très faible	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mesure R4 : Gestion de l'éclairage nocturne</li> </ul>	Cette mesure évitera de perturber les espèces lucifuges. Rappelons qu'un éclairage nocturne n'est toutefois prévu. Il s'agit d'une mesure de précaution.				Nul

D : Direct – I : indirect – T : Temporaire – P : Permanent

E1 : Evitement des stations de papillons protégés

R1 : Gestion différenciée de la végétation

R4 : Gestion de l'éclairage nocturne

R5 : Gestion adaptée des plantations périphériques



Tableau 3 Synthèse des impacts du projet et des mesures associées – Paysage

Thèmes environnementaux	Impact		Impact du projet sur l'environnement (sans tenir compte des mesures prévues)	Mesures			Impact résiduel (en tenant compte des mesures prévues)
	négatif	positif		Evitement, réduction	Compensation, accompagnement	Coût	
Paysage et patrimoine	Modéré		Les impacts paysagers, d'ordre visuel sont les suivants : <u>Impacts lointains</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>Pas de vues possibles depuis les hameaux de Rigaux et Les Faures (obstacles topographiques),</li> <li>Vue plongeante ponctuelle depuis le hameau de Mestron limitée aux ouvertures visuelles restreintes dans le couvert végétal,</li> <li>Pas de vues depuis le hameau de Almaric, La Croze, Mège,</li> <li>Pas de vues depuis le hameau de Marcel.</li> </ul> <u>Impacts Proches</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>Vues ponctuelles depuis le hameau des Gilles (depuis les points hauts)</li> <li>Vues depuis la périphérie du site d'implantation systématiquement filtrées voire totalement occultées en fonction de l'état du couvert végétal (végétal caduque),</li> <li>Pas de vues possibles depuis la voie d'accès TGV.</li> </ul>	MMPP1	/	Mesures d'évitement sans surcoût	Faible
				MMPP2	/	Mesures d'évitement sans surcoût	
				MMPP 3	/	Mesures d'évitement sans surcoût	
				MMPP 4	/	Mesures d'évitement sans surcoût	
				MMPP 5	/	Mesures d'évitement sans surcoût	
				MMPP 6	/	Mesures d'évitement sans surcoût	
				MMPP 7	/	Intégré dans le coût global	
				MMPP 8	/	Intégré dans le coût global	
				MMPP 9	/	Intégré dans le coût global	
					MMPP 10	500 € HT	

MMPP 1 : Préservation et complément des ourlets boisés périphériques

MMPP 2 : Maintien des bandes boisées transversales

MMPP 3 : Traitement en chicane visuelle de l'entrée nord

MMPP 4 : Intégration des clôtures en arrière-plan des bandes boisées

MMPP 5 : Glissement des postes et locaux techniques en arrière des zones boisées

MMPP 6 : Traitement des clôtures

MMPP 7 : Traitement des cheminements

MMPP 8 : Plantations

MMPP 9 : Traitement des locaux techniques

MMPP 10 : Panneau pédagogique

Tableau 4 : Synthèse des impacts du projet et des mesures associées – Milieu socio-économique

Thèmes environnementaux	Impact		Impact du projet sur l'environnement (sans tenir compte des mesures prévues)	Mesures			Impact résiduel (en tenant compte des mesures prévues)
	négatif	positif		Evitement, réduction	Compensation, accompagnement	Coût	
Population locale	Faible en phase travaux		Gêne temporaire des populations riveraines du chantier (bruit, poussières). Impact modéré et temporaire durant les travaux sur la population locale, le site étant situé à 100 m environ des habitations les plus proches (hameau des Gilles). Impact négligeable en phase chantier (maintenance). Le projet permettra de couvrir les besoins en chauffage d'environ 2600 personnes.	/	MMH 1	500 € HT	Faible Le projet constituera un attrait pour les communes (organisation de visites pédagogiques).
Occupation du sol	Nul		Le projet s'implante sur un délaissé ferroviaire appartenant à la SNCF et ne viendra donc pas en concurrence avec une autre activité, notamment agricole.	/	/	/	Nul
Activités économiques et touristiques		Fort	Le projet aura un effet positif sur l'économie locale, et ne viendra pas en concurrence avec d'autres activités, agricoles notamment. La phase de construction va dynamiser l'emploi pour les entreprises de la commune. Le chantier de construction du parc pourra nécessiter plusieurs équipes d'employés suivant les phases de construction, en faisant faire appel à des compétences locales. Durant l'exploitation, main d'œuvre pour la maintenance et l'entretien. Le projet engendrera des revenus pour la commune et les collectivités, grâce à aux différentes taxes auxquelles les parcs photovoltaïques sont soumis.	/	/	/	Fortement positif
Tourisme et loisirs	Nul		Le projet pourra constituer un attrait supplémentaire pour la commune. Il ne perturbera pas les activités existantes.	/	/	/	Nul
Trafic routier	Faible		Augmentation du trafic durant les travaux Accès au site par les voies communales, qui sont peu fréquentées, ce qui atténuera les effets du projet.	/	/	/	Faible
Environnement acoustique	Faible durant le chantier		Impact temporaire pendant les travaux (mise en place des pieux, terrassement). Impact négligeable pendant l'exploitation.	Mesures générales applicables à la phase chantier		Intégré dans le coût global	Faible durant le chantier
Luminosité	Négligeable		Pas d'impact lié aux éventuels reflets des panneaux. Aucun éclairage prévu sur le site, en dehors de l'intérieur des locaux techniques.	/	/	/	Négligeable
Champs électromagnétiques	Nul		Seuls les onduleurs et transformateurs créent des ondes magnétiques. Ces équipements sont cependant situés à distance des habitations et ne sont pas susceptibles de présenter un risque.	/	/	/	Nul

MMH 1 : Mise en place d'un panneau pédagogique et organisation de visites pédagogiques



PRÉFET DE LA DRÔME

Valence, le 4 AOÛT 2011

**Direction départementale des territoires**  
Service aménagement du territoire et risques  
Pôle connaissance et projet de territoire

Affaire suivie par : Marie-Pierre Donval  
Tél. : 04 81 66 81 07  
Fax : 04 81 66 80 80  
Courriel : [marie-pierre.donval@drome.gouv.fr](mailto:marie-pierre.donval@drome.gouv.fr)

2011-131

**EXTRAIT**

**PÔLE ÉNERGIES RENOUVELABLES**  
**compte rendu de la réunion du 7 juillet 2011**

La réunion du Pôle Énergies renouvelables, présidée par Mme LECA, Secrétaire Générale, s'est déroulée le jeudi 7 juillet 2011 à la Préfecture de la Drôme.

Étaient présents : T. Chapel, C. Buard, E. Fabre, MP. Donval (DDT/SATR), F. Sarret (DDT/SEFEN) – S. Loubens (STAP 26) – T. Bonthoux (DTARS) – G. Chevalier, P. Gras (Préfecture) – J. Pugnere (RTE).

**PROJET DE PARC PHOTOVOLTAÏQUE À CHABRILLAN – « La Grenette »**

Le PER a demandé à la commune et à l'opérateur de venir présenter le projet en séance.

Sont présents :

- MM. Guy AUDRAS et Pierre GILOUIN, adjoints au Maire de Chabrillan et M. Philippe ANDRE, conseiller municipal
- M. Jean SERRET, Président de la communauté de communes du Val de Drôme
- Mme Valérie BLECUA, Directeur Activité et Mme Laurence DOUSSOT, chef de projet Photovoltaïque à AIREFSOL ENERGIES
- Mme Mundhi-Ling GUNAWAN, chargée d'études ABIES (BE en charge de l'étude d'impact)
- M. Philippe DESTREBECQ, chargé de mission patrimoine à RFF

Mme LECA présente le rôle du PER qui est d'accompagner le plus en amont possible les projets, avec un double objectif : s'exprimer et débattre avec les porteurs de projets de l'opportunité et soulever l'ensemble des interrogations techniques et réglementaires.

**Présentation du projet**

Le projet de parc photovoltaïque se trouve sur un terrain de 6 hectares environ situé sur le domaine public de RFF inexploité pour l'activité ferroviaire et non valorisé, délimité par la ligne TGV. Ce site est occupé par une ancienne culture à gibiers, dans une ambiance paysagère de type bocager (haies, boisements et zones ouvertes).

**Description :**

- Surface : 6,5 ha
- Puissance : 2,7 Mwc



- Technologie : silicium polycristallins de type LDK 9-24 au rendement de 14,4 %. Résiste à pression vents forts et charge neige. Fixation au sol par pieux battus ou vissés.
- Système de supervision et mesure de performance à tous les niveaux : onduleurs, transformateur, poste de livraison.
- Le site est clôturé, avec vidéo-surveillance ; maintenance et sécurité assurée par une équipe locale.
- Accès par RD 32 via voie communale.
- Démantèlement complet de l'installation pris en charge par AIREFFOL Énergies (garantie financière).

Mme DOUSSOT précise que, contrairement aux sites précédents, la morphologie du terrain (trop étroit et vallonné) ne permet pas a priori de mettre en place des modules suiveurs, bien que le projet puisse évoluer si la technologie venait à le permettre. Aussi, ce sont des panneaux traditionnels fixes de 3 m de haut environ qui devraient être installés.

La place du poste de livraison n'est pas défini et dépendra du raccordement proposé par ERDF.

Mme GUNAWAN présente l'analyse des enjeux environnementaux.

Concernant les milieux naturels, le projet se situe hors de tout milieu naturel réglementé ou d'inventaires mais il se trouve à proximité d'une ZNIEFF de type 2 (à 800 m au sud-ouest) et de 2 sites Natura 2000 dont le plus proche est à 3,9 km au nord : une évaluation d'incidences Natura 2000 est donc prévue.

Elle explique qu'un travail est en cours avec les naturalistes pour identifier les enjeux écologiques et patrimoniaux sur la zone d'étude.

Concernant le patrimoine réglementé, le site est hors de tout périmètre de ZPPAUP mais on compte 5 Monuments Historiques dont 1 classé sur l'aire d'étude, préservés de toute visibilité sur le site, et 1 site inscrit « Autichamp » (à 1,8 km au sud-est) sans covisibilité non plus.

### **Discussion en PER**

Mme LECA donne la parole à M. CHAPEL afin qu'il présente les remarques des services de l'État sur le projet.

### **Environnement (avis de la DDT/SEFEN) :**

- **Sur l'aspect gestion des eaux pluviales**, le projet ne devrait pas générer d'augmentation significative des ruissellements (panneaux implantés sur pieux, au-dessus du sol non imperméabilisé). Il n'est donc pas soumis à la nomenclature qui impose des procédures loi sur l'eau sur ce point. Les phénomènes d'érosion des sols sont pris en compte avec la présence d'interstices entre les lignes de panneaux pour éviter une trop grande concentration des eaux. L'étude d'impacts devra précisément décrire les travaux envisagés, procéder à l'évaluation des ruissellements et détailler les mesures mises en œuvre pour les canaliser.  
Par ailleurs, le site est bordé par deux ruisseaux qui ne semblent pas affectés par les travaux. Néanmoins, si tel est le cas en phase chantier (impacts sur le lit ou les berges), le pétitionnaire devra contacter en amont le service police de l'eau de la DDT pour vérifier les conditions de réalisation des travaux et la soumission à une procédure loi sur l'eau le cas échéant.  
Enfin, si le site doit être clôturé, le pétitionnaire devra mettre en place des dispositifs qui ne font pas obstacle à l'écoulement des crues des ruisseaux.
- **Espaces naturels** : présence d'une zone humide – mare de Cordeil – localisée à moins de 100 m de la bordure sud du projet (carte jointe). Une analyse de l'impact sur les espèces inféodées à ce milieu sera nécessaire. Le chantier devra être organisé pour respecter intégralement ce milieu fragile et le SDAGE.  
Globalement, il est noté une bonne prise en compte de la circulation des espèces (perméabilité des clôtures) et des périodes de nidification. Aucune espèce protégée n'est recensée sur le site. L'absence d'espèces protégées reste toutefois à confirmer (futurs inventaires de l'étude d'impact).
- L'évaluation des incidences Natura 2000 est à intégrer dans l'étude d'impact.



Concernant la zone humide, M. GUNAWAN explique qu'un travail sur son entretien est en cours au titre des mesures compensatoires à déployer.

**Risques (avis de la DDT/SATR) :**

- Le projet se situe en-dehors des zones à risques connues.
- Incendie : une demande de préconisations a été faite au SDIS donc RAS.

Toutefois, M. CHAPEL précise qu'il faudra que l'étude d'impact traite du risque d'éblouissement des panneaux (pour les conducteurs de TGV) et du risque d'interaction éventuelle entre tous les éléments électriques (lignes de différentes tensions, locaux techniques...) et des effets marqués d'ondes électromagnétiques. Ce risque est plus particulièrement marqué sur ce site dans la mesure où il est frappé d'un servitude « ligne électrique ».

Mme BLECUA déclare que le risque d'éblouissement est minime dans la mesure où les panneaux sont mis en place pour absorber un maximum de lumière et non pour la réfléchir.

Concernant la servitude, il convient d'y porter une attention particulière surtout au moment des travaux (déploiement de grues).

**Urbanisme (avis de la DDT/SATR) :**

- La commune est dotée d'une carte communale approuvée en 2003 et révisée le 10 janvier 2005. Le site est classé en Zone Naturelle où ne sont admises que des constructions nécessaires à des équipements collectifs. L'article L.124-2 du Code de l'Urbanisme, indique que d'un point de vue strictement juridique, les parcs photovoltaïques peuvent être admis en-dehors des espaces urbanisés en tant qu'installations nécessaires à des équipements collectifs « dès lors qu'ils ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière du terrain sur lequel ils sont implantés et ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages ».
- Un PLU a été prescrit en octobre 2010.
- Servitude d'Utilité Publique : ligne électrique au-dessus de la parcelle 93.

**Patrimoine et Paysage (avis du STAP) :**

- Le projet de parc photovoltaïque est à proximité du projet de ZPPAUP de la commune. Le volet paysager s'attachera à présenter les visibilitées éventuelles des hameaux protégés, du château ainsi que depuis Autichamp et la Roche-sur-Grâne. Enfin, le projet méritera une attention particulière en matière paysagère.

Mme LOUBENS précise que le traitement du volet paysager est essentiel. Compte-tenu de la relance du projet de ZPPAUP (transformation en Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine – AVAP) et de l'identification du hameau des Gilles comme élément remarquable à proximité, elle portera un regard encore plus exigeant vis à vis du projet. Elle demande s'il n'est pas possible de reculer le projet pour le rendre moins visible ?

Mme BLECUA répond que c'est justement l'objectif de la réflexion complémentaire sur la mise en œuvre éventuelle de trackers (plus bas donc moins visibles) sur ce site, malgré la morphologie du terrain non adaptée.

M. AUDRAS confirme que le site est particulièrement visible par rapport au hameau des Gilles.

Mme LOUBENS se déclare donc peu favorable à ce projet en l'état.

Mme BLECUA propose de travailler en concertation avec la commune et le STAP pour voir si une solution est possible en réduisant l'impact visuel : à cet effet, une visite commune sur site sera programmée durant l'été.

**Raccordement (avis de RTE) :**

Si le raccordement est envisagé sur le réseau de distribution (géré par ERDF), ce qui sera probablement le cas compte tenu des puissances inférieures à 12 MW, le choix de la solution de raccordement incombera à ERDF, en tenant compte des possibilités du réseau de transport.

Dans tous les cas, le présent avis ne concerne que le réseau de transport.



Les possibilités de raccordement au réseau de transport s'apprécient entre autres grâce au Potentiel de Raccordement (PR). Celui-ci définit la puissance maximale supplémentaire de production que le réseau de transport peut admettre. Cette valeur est publiée sur l'Espace Clients de RTE pour chaque poste du réseau : [http://clients.rte-france.com/lang/fr/clients\\_producteurs/services\\_clients/potentiel\\_raccordement.jsp](http://clients.rte-france.com/lang/fr/clients_producteurs/services_clients/potentiel_raccordement.jsp)

Le potentiel de raccordement (PR) définit la puissance maximale de production supplémentaire qui peut être évacuée sur le réseau public de transport (RPT) en régime normal. Tant que la puissance de production à raccorder est inférieure ou égale au PR du poste envisagé, elle peut être acceptée sur le RPT. Quelques situations de réseau perturbé, donc exceptionnelles, peuvent cependant entraîner l'impossibilité temporaire d'évacuer la production.

- Si la nouvelle puissance à raccorder dépasse le PR, il est proposé au demandeur de diminuer celle-ci ou d'accepter le coût des renforcements nécessaires, à moins que ceux-ci ne soient déjà engagés, ou encore de subir des limitations de sa production.
- Si le PR est nul au poste concerné, aucune nouvelle production ne peut être évacuée sur le RPT sans limitations généralement importantes tant que des renforcements ne sont pas opérés.
- Les PR des postes d'une même zone ne peuvent s'additionner et sont interdépendants. De plus, le PR est évolutif, avec les raccordements de production, l'évolution des consommations ou les modifications du réseau de transport.
- Le PR est valable que le projet soit raccordé au réseau de distribution ou directement au réseau de transport.
- Dans le cas de Chabrillan, le PR du poste le plus proche est le suivant :

Poste-source	Commune	PR actuel
CREST	CREST	46 MW

Dans le cas d'un raccordement au poste de CREST qui est le poste le plus proche, les projets cumulés de UPIE et CHABRILLAN de 2,6 MW et 2,3 MW pourront donc être évacués par le réseau de transport sans restriction (sauf cas de réseau perturbé, exceptionnel).

M. AUDRAS demande si le champ de panneaux orienté nord / sud viendra perturber le vent et, le cas échéant, si cela se ressentira au niveau du hameau des Gilles ?

Mme BLECUA répond que des turbulences seront effectivement créées mais que celles-ci ne se ressentiront que dans un couloir restreint de 10 à 30 m derrière les panneaux.

M. GILOUIN rappelle par ailleurs que le sol du terrain assiette du projet est constitué d'« argiles bleues », instable et glissant rendant l'ancrage difficile. Il demande si la pose de panneaux ne sera pas problématique ?

Mme BLECUA répond que la technique qu'ils utilisent (pieux ancrés profondément + micro-scellement) est adaptée à ce type de sol.

Enfin, M. SERRET, Président de la CCVD mais aussi du grand projet Rhône-Alpes *Biovallée*®, déclare qu'il est tout à fait favorable à ce projet qui s'intègre parfaitement dans la dynamique du territoire.

Pour conclure, Mme LECA rappelle les contraintes énumérées ci-dessus, notamment en lien avec la ZPPAUP et clôt la séance en remerciant les élus pour leur participation.

Pour le Préfet, par délégation,  
La Secrétaire Générale de la Préfecture

SIGNE

*Charlotte LECA*



## Laurence DOUSSOT

---

**De:** VANONI laurent <laurent.vanoni@culture.gouv.fr>  
**Envoyé:** vendredi 30 septembre 2016 10:39  
**À:** Laurence DOUSSOT  
**Objet:** Photovoltaïque à chabrillan

Bonjour

Vous repris contact avec L'UDAP de la DROME a propos d'un projet de Champ photovoltaïque sur la commune de Chabrillan.

Pour une continuité de service, l'UDAP reprend et maintien la position de Sophie Loubens, et demande d'installer un masque végétal sous forme d'un bosquet touffu de haute taille sur la partie Nord et Est pour mettre a distance le hammeau des Gilles et maintenir une ambiance naturelle le long de chemin VC4.

Les capteurs seront positionnés sur une structure fixe (non mobile) pour limiter la hauteur totale qui devra être précisée.

La clôture et portillon seront de teinte sombre

--

+++++  
Pour envoyer un fichier volumineux ( plus de 4 mega )  
utiliser le lien du ministère: <http://zephyrin.ext.culture.fr/>  
+++++

- Laurent Vanoni - Technicien des bâtiments de France -  
-04.75.82.37.76 - UDAP 26 - Cité administrative Brunet -  
- 1 Place Louis le Cardonnel - 26 000 Valence -

-----  
Merci de nous aider à préserver l'environnement en n'imprimant ce courriel et les documents joints que si nécessaire.





PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE RHÔNE-ALPES

**Autorité environnementale**  
Préfet de région

**Avis de l'Autorité Environnementale concernant  
le projet d'un parc photovoltaïque au sol  
sur la commune de Chabrillan (26)  
(Maître d'ouvrage : société AIREFSOL Energies)**

au titre des articles L.122-1 et suivants du code de l'environnement

Avis n° 2017-ARA-AP-00281

émis le 2 juin 2017

DREAL AUVERGNE RHONE-ALPES / Service CIDDAE  
7 rue Léo Lagrange  
63001 CLERMONT-FERRAND cedex 1

<http://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr>



## **1. Préambule**

La société AIREFSOL ENERGIES 7 a déposé un dossier de demande de permis de construire concernant un projet de parc photovoltaïque au sol sur le territoire de la commune de Chabrillan (26).

Ce dossier est soumis à l'avis de l'Autorité environnementale, qui porte en particulier sur la qualité de l'étude d'impact ainsi que sur la prise en compte de l'environnement dans le projet. Il est préparé par la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes.

L'article R.122-6 III. du code de l'environnement dispose que l'Autorité environnementale pour ce projet est le préfet de région. En application de l'article R.122-7 II. du même code, celui-ci doit donner son avis sur le dossier complet dans les deux mois suivant sa réception, le 5 juin 2017.

En application de l'article R.122-7 III. du code de l'environnement, l'agence régionale de santé et le préfet de l'Allier ont été consultés pour contribuer à l'avis de l'autorité environnementale.

Le présent avis, transmis au pétitionnaire, doit être joint au dossier soumis à enquête publique et mis en ligne sur le site internet de la DREAL.

## **2. Présentation du site et du projet**

Le site du projet est situé sur la commune de Chabrillan dans le département de la Drôme à 20 km environ au Sud de Valence. Il est localisé le long d'une voie de chemin de fer (TGV) sur des parcelles en friche.

Les parcelles appartiennent à SNCF Réseau et sont inutilisées pour l'activité ferroviaire. Afin de les valoriser la société AIREFSOL ENERGIES 7, en collaboration avec SNCF Réseau, souhaite construire un parc photovoltaïque.

Le site se trouve à une altitude comprise entre 230 et 280 mètres en hauteur par rapport à la voie TGV. Il est traversé par une ligne haute tension.

Les habitations les plus proches se trouvent au hameau de Saint-Gilles à 100 mètres environ au Nord de la limite du projet.

Les principales caractéristiques du projet présenté sont les suivantes :

- surface d'emprise : 8 hectares sur le domaine public de SNCF Réseau
- puissance installée : 5MWc
- production globale potentielle : 7 000 MWh/an
- locaux techniques : 3 onduleurs/transformateurs, 1 poste de livraison relié via un cablage souterrain
- lieu de raccordement : poste source de Crest situé à environ 5km au Nord-Est.
- Panneaux solaires reposant sur des structures métalliques fixes
- Nombre de modules photovoltaïques : 14 200
- Durée du chantier : 6 mois

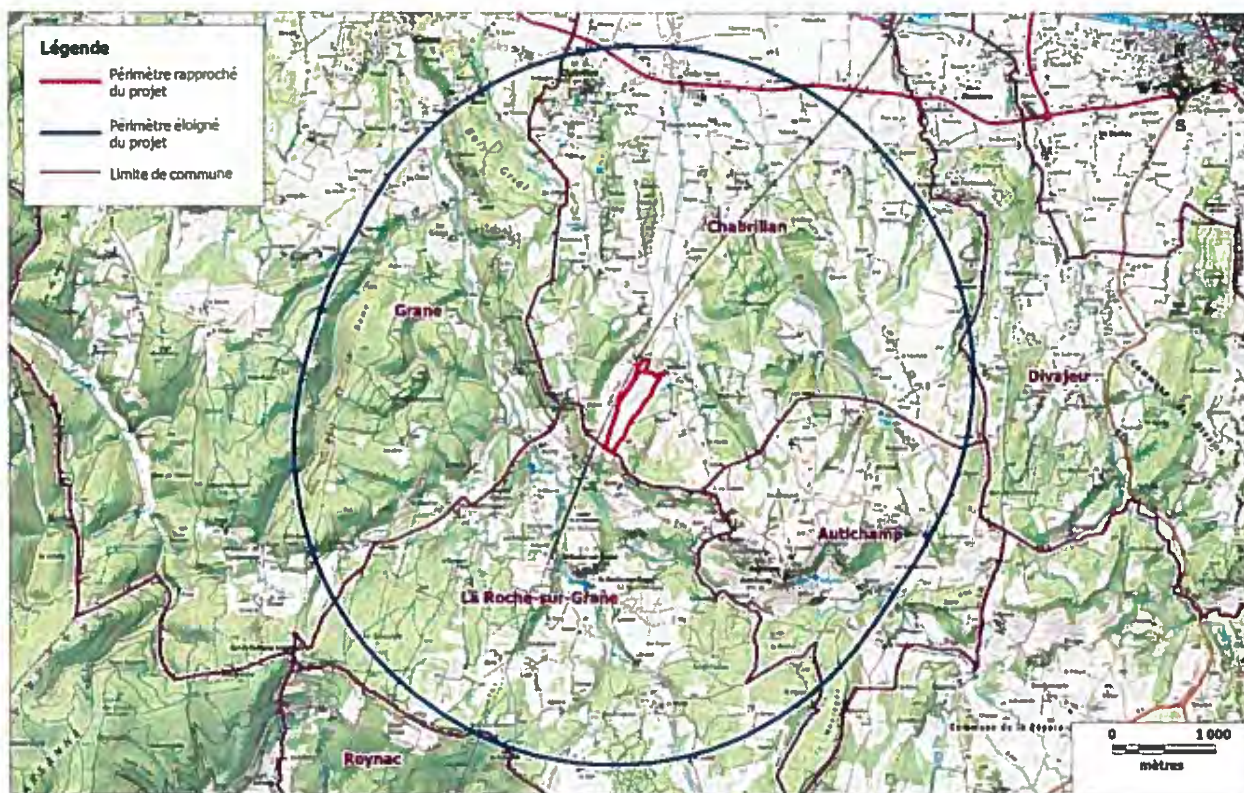
## **3. Analyse du dossier et du projet de parc photovoltaïque**

Cette analyse porte sur la qualité du dossier fourni, comprenant l'étude d'impact, un résumé non technique, une note descriptive du projet et la demande de permis de construire. Le projet est situé en zone naturelle (N) du Plan Local d'Urbanisme de la commune. Le règlement de cette zone ne permet pas la réalisation d'un parc photovoltaïque. Une modification du PLU devra être réalisée pour autoriser le projet.

L'étude d'impact comporte toutes les parties réglementairement exigées par l'article R.122-5 du code de l'environnement.

Les méthodes mises en œuvre pour la réalisation de l'étude d'impact sont présentées p. 272 et 273 du rapport. Les noms et qualifications précises des auteurs de l'étude d'impact sont indiqués p.3 .





*Situation du projet (source : étude d'impact)*

### **3.1. Analyse de l'état initial de l'environnement et des impacts du projet sur l'environnement :**

Le rapport présente une analyse très complète de l'état initial de l'environnement. Les différents thèmes environnementaux sont abordés de façon claire et détaillée.

Le dossier présente une analyse des impacts du projet sur les principaux enjeux mis en évidence par l'analyse de l'état initial de l'environnement.

#### **Gestion de l'eau :**

- **Eaux souterraines**

L'impact sur les eaux souterraines en phase chantier est très faible compte-tenu de la profondeur de la nappe souterraine « Molasses miocènes du Bas Dauphiné entre les vallées de l'Ozon et de la Drôme ».

En phase d'exploitation, le rapport indique que les opérations d'entretien normal du site et de maintenance s'effectueront sans aucun produit chimique, donc sans incidence sur la nappe.

- **Eaux superficielles**

L'aire d'étude est traversée par plusieurs cours d'eau. Le ruisseau de Saint-Pierre prend sa source à une centaine de mètres de l'aire d'étude rapprochée.

Lors de la phase chantier, le projet n'impactera pas les cours d'eau car le chantier ne consomme pas d'eau et ne produit pas de rejet.

En phase d'exploitation, le projet peut engendrer des risques d'érosion en fin de travaux, avant que la végétation se développe, du fait du ruissellement plus important et d'une facilité d'infiltration réduite.

Le rapport décrit les mesures de réduction et les mesures de protection prévues et conclue à l'absence d'impact sur le réseau hydrographique et à un faible impact sur la qualité des eaux de ruissellement.



## Le milieu naturel :

- Espaces protégés

Le site se trouve en dehors des zonages d'inventaires ou de protection.

Concernant Natura 2000, la ZPS (Zones de Protection Spéciale) « les ramières du Val de Drôme » et la ZSC (Zones spéciales de Conservation) « milieux aquatiques et alluviaux de la basse vallée de la Drôme » sont situées à 3,7 km au Nord du site.

Le rapport indique que du fait de cette distance, le projet n'aura aucune incidence notable sur ces sites Natura 2000.

Le dossier souligne que le SRCE<sup>1</sup> Rhône-Alpes n'identifie aucun corridor écologique, obstacle ou réservoir de biodiversité sur le périmètre d'étude immédiat ou à proximité (p.36).

Cependant, le rapport indique la présence de boisements humides au Nord du site, composés de Peupliers blancs et Saules blancs (p.38) pouvant être considérés comme corridors écologiques d'intérêt local que le projet doit prendre en compte.

Le rapport s'appuie sur une étude complète réalisée en 2016 par le bureau d'études HYSOPE Environnement pour l'état initial de la faune et flore et présente une description, une cartographie des habitats naturels ainsi qu'une synthèse des habitats recensés de la p.38 à la p.41.

**Flore :** le rapport indique qu'aucune espèce protégée, rare ou menacée n'est présente sur le site du projet suite à l'inventaire réalisé entre les mois de novembre 2015 et octobre 2016. En revanche, il identifie un impact fort sur les pelouses à Aphyllanthes, rares sur ce site.

**Faune :** une prospection de terrain a permis de dresser une liste de 55 espèces d'insectes présentes sur la zone d'étude. Deux espèces de papillons protégées (Damier de la succise et Zygène cendrée) et des abeilles sauvages sont présentes au sein de la zone. Leurs habitats de reproduction sont classés comme des secteurs à enjeux forts.

L'aménagement du site risque de détruire une part conséquente de leur l'habitat.

La présence permanente d'amphibiens est peu probable sur le site du projet. Un seul crapaud commun/épineux a été répertorié.

**Oiseaux :** le rapport présente l'inventaire des espèces nicheuses et de leurs habitats pour chaque cortège (p. 52 à 55). 52 espèces hivernantes ou de passage ont été observées.

Des espèces nicheuses présentant des enjeux de conservation importants ont été répertoriées telles que la Fauvette grise, la fauvette passerinette et l'Alouette lulu.

Les impacts sont qualifiés de faible à modéré suivant les espèces.

**Chauves-souris :** Les sessions d'enregistrement ont été effectuées sur deux nuits. 9 à 11 espèces ont été identifiées (l'identification est délicate pour certains enregistrements).

Les zones de chasse sont situées principalement à l'Est (boisements de chênes) et à l'Ouest (fourrés et friches). Aucun gîte n'a été trouvé sur le site d'étude. De ce fait, l'impact sur les chauves-souris est qualifié de très faible à modéré.

**Paysage :** Le rapport reprend les différentes parties de l'étude paysagère réalisée en décembre 2016 par EPURE Paysage.

De nombreuses photographies ainsi que des photomontages permettent d'apprécier l'insertion paysagère du projet du parc photovoltaïque.

La hauteur du parc (maximum 3 m) ne dépassera pas la hauteur des plantations.

Le rapport met en évidence les impacts visuels potentiels depuis les sites situés sur les reliefs.

---

(1) SRCE : Schéma régional de cohérence écologique, adopté le 16 juillet 2014 par arrêté du Préfet de région



### **Risques :**

- la commune de Chabrillan est concernée par le risque sismicité de niveau modéré,
- une partie du site se trouve en aléa modéré et une autre en aléa moyen concernant le risque incendie,
- le site d'étude ne se trouve pas en zone inondable.

Le projet n'augmentera pas les risques naturels hormis pour le risque incendie pour lequel des mesures spécifiques seront prises en phase chantier et en phase d'exploitation.

### **3.2. Mesures d'évitement, de réduction et de compensation :**

Au vu des enjeux et impacts identifiés, le rapport préconise une série de mesures afin d'en réduire l'importance.

Des mesures d'évitement géographique d'habitats afin de protéger les stations de reproduction du Damier de la succise et de la Zygène cendrée, de mise en défens et d'aménagement du calendrier des travaux seront appliquées.

Des mesures de gestion de l'éclairage nocturne seront prises afin de préserver la tranquillité des chauves-souris et oiseaux nocturnes. Des pierriers seront créés pour les reptiles.

Des mesures de réduction de l'emprise du parc ont permis de conserver 3,45 ha afin de préserver la zone humide au Nord.

La gestion de la végétation existante, chênes, haies et fourrés évitera la destruction directe ou indirecte de la faune présente sur le site en prenant en compte le cycle biologique des espèces.

Des mesures d'évidement seront prises pour préserver les pelouses à Aphyllanthes.

Concernant le paysage, les mesures portent essentiellement sur le maintien de la végétation existante et les compléments de plantations. L'impact visuel sera limité par l'écran végétal existant sauf en hiver où le projet pourra être perçu depuis les points les plus hauts du hameau « Les Gilles ». Depuis la périphérie du site d'implantation, les vues seront occultées par la création d'un couvert végétal persistant.

Les teintes des grilles et des clôtures seront neutres (gris moyen, gris vert). Ces mesures contribuent effectivement à atténuer la majorité des impacts paysagers du projet, depuis les vues lointaines, rapprochées ou immédiates.

Seul le risque incendie présente des incidences notables sur le projet. Après l'application des mesures spécifiques, respect des normes électriques, résistance au feu des locaux, zone tampon, système parafoudre, équipements de lutte contre l'incendie, débroussaillage, le projet aura un impact faible sur le risque incendie.

### **3.3. Justification du choix du site et des raisons du projet**

Le choix du site est justifié en particulier par la valorisation d'anciennes friches SNCF et par l'absence ou le peu de contraintes environnementales du site.

Les conditions d'ensoleillement sont très favorables à la faisabilité du projet.

La production de la centrale est estimée à 7 000 Mwh/an ce qui permettra de couvrir la consommation annuelle en électricité de 2 600 personnes environ (hors chauffage).

Les critères techniques et économiques sont justifiés de manière satisfaisante dans le rapport. Le projet est compatible avec la politique énergétique de la région Rhône-Alpes transcrite dans le SRCAE<sup>2</sup>.

### **3. 4. Résumé non technique**

Le résumé reprend de manière très complète le contenu de l'étude d'impact, les illustrations et les cartes présentées permettent une analyse rapide du projet, de ses impacts et des mesures associées.

---

(2) SRCAE : Schéma régional Climat Air Energie approuvé en Rhône-Alpes le 24 avril 2014



#### 4. Synthèse et conclusion

Ce projet de parc photovoltaïque s'inscrit dans une démarche de réhabilitation et de réutilisation du site ferroviaire dégradé. Il permet également de produire de l'énergie à partir de ressources renouvelables et de couvrir la consommation d'électricité annuelle de 2 600 personnes environ.

Les différents enjeux environnementaux du site sont pris en compte de façon satisfaisante dans l'étude d'impact, l'analyse des impacts est complète et les mesures proposées tiennent compte des enjeux identifiés.

Le projet s'inscrit en zone N du Plan Local d'Urbanisme de la commune qui devra être modifié pour autoriser le projet.

Pour le préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes  
par délégation,

Pour la directrice, par subdélégation,  
La responsable du service SCIDDAE



Agnès DELSOL



**Commune de Chabrillan**

**Elaboration du PLU**

# **RAPPORT DE PRÉSENTATION**

## **PIÈCE n°2**

Projet arrêté le: 19 janvier 2016

Projet approuvé le :

Dépôt en préfecture le:

**u r b A r c h i**  
**A M U N A T E G U I**  
ARCHITECTES - URBANISTES

**AGENCE RACINES I.A.P.**  
INGÉNIEURS HESSEN ARCHITECTURE DU PAYSAGE

mai 2012 - octobre 2015

février 2017: prise en compte avis PPA + enquête publique et nouveaux textes législatifs





## **1. ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT**

<u>1.1. La situation géographique</u>	<b>6</b>
<u>1.2. Le cadre physique</u>	
• Géologie-relief	<b>8</b>
• Hydrographie	<b>12</b>
• Cadre climatique	<b>13</b>
<u>1.3. Les paysages</u>	
• Entités paysagères	<b>14</b>
• Perceptions et vues	<b>16</b>
• Évolution des paysages	<b>20</b>
<u>1.4. L'organisation du bâti</u>	
• Éléments d'histoire - patrimoine bâti, sites archéologiques	<b>22</b>
• L'organisation aujourd'hui	<b>26</b>
• Analyse morphologique des hameaux:	<b>28</b>
- Le village, les hameaux anciens	
- L'urbanisation récente	
- le rapport à la pente et abords des constructions	
• Typologies, matériaux	<b>42</b>
<u>1.5. Les différents milieux naturels, mesures de gestion et de protection</u>	
• Les différents milieux: bois, espaces ouverts,	<b>44</b>
• Les inventaires, mesures de protection et de gestion	<b>50</b>
<u>1.6. Les risques naturels et technologiques</u>	
• Inondations - Feux de forêt - Glissements de terrain	<b>58</b>
• transports de matières dangereuses: pipeline et gazoduc	
<u>1.7. Synthèse de l'état initial de l'environnement</u>	<b>63</b>



## 2. DIAGNOSTIC

### 2.1. Le contexte démographique et immobilier

- Tendances démographiques 66
- Logements et dynamique de la construction 68
- Documents de cadrages: Le PLH et Biovallée 70
- la carte communale 72
- Diagnostic foncier: les surfaces constructibles encore libres 74

### 2.2. L'agriculture et l'exploitation forestière

- L'activité agricole et les exploitations 76
- Évolution et problématiques de la profession agricole 78

### 2.4. Les services - les activités non agricoles - les équipements - réseaux

- Services -Propriétés communales -équipements -emploi et activités non agricoles 80
- Approvisionnement en eau potable - poteaux incendie -Assainissement 82
- Infrastructures routières, déplacements - électricité- déchets 84

### 2.5. Servitudes et documents supra-communaux s'imposant au PLU 86

### 2.6. Synthèse du diagnostic 89

## 3. LES DISPOSITIONS DU PLU

### 3.1. Synthèse et enjeux déduits de l'état initial de l'environnement et du diagnostic - Justification des choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables 93

### 3.2. Motifs de la délimitation des zones et des règles qui y sont applicables 101

### 3.3. Incidences sur l'environnement et prise en compte du contexte 111



Le 5 octobre 2010, le conseil municipal de Chabrillan a décidé lancer l'élaboration de son PLU en raison d'un besoin d'espace constructible supplémentaire et de mise en place d'équipements publics. Ces objectifs ont été précisés, avec le CAUE, lors de la réflexion préalable au lancement de l'appel d'offre, à savoir:

- développer harmonieusement et durablement le village en augmentant raisonnablement et d'une manière contrôlée le nombre d'habitants
- s'inscrire dans la continuité de la vocation agricole actuelle de la commune
- améliorer les services et commerces proposés aux habitants
- veiller à développer les activités économiques possibles et adaptées au contexte de la commune

Le projet devra s'inscrire dans les principes édictés dans l'article L.101-2 du code de l'urbanisme et atteindre, dans le respect des objectifs du développement durable les objectifs suivants :

- «l'équilibre entre
  - Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales
  - Le renouvellement urbain, développement urbain maîtrisé, la revitalisation des centres urbains et ruraux,
  - Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières, et la protection des sites, des milieux et paysages naturels,
  - La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables,
  - Les besoins en matière de mobilité.
- la qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville
- La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile;
- La sécurité et la salubrité publiques,
- La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature,
- La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques,
- La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables.



# I. ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT



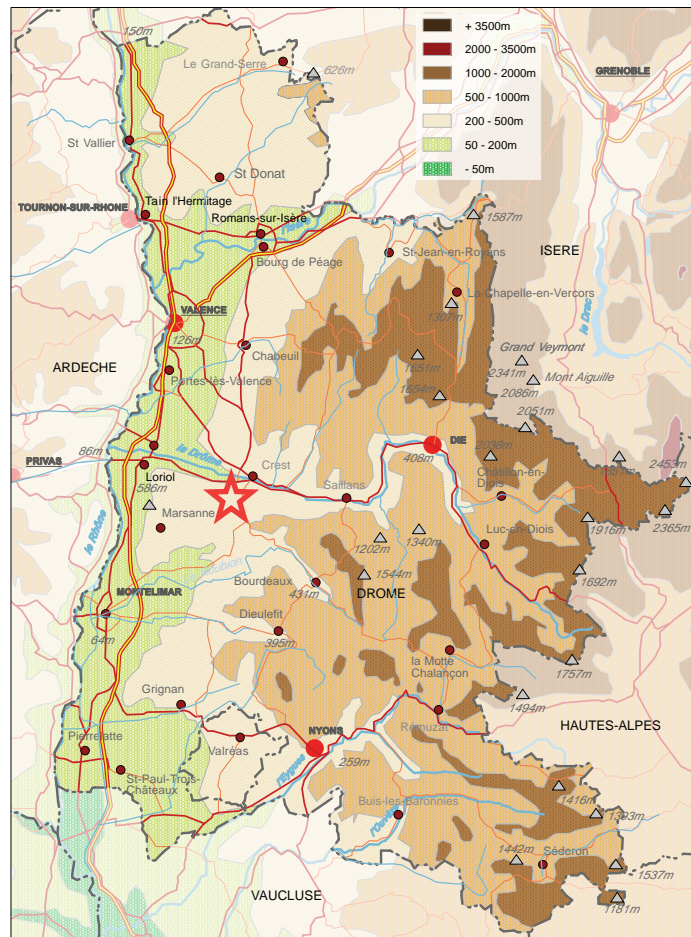


- **Région** Rhône-Alpes
- **Département** de la Drôme
- **Arrondissement** de Die
- **Canton** de Crest-Sud
- **Intercommunalité:** Communauté de communes du Val de Drôme
- **Altitude** 149m (mini) – 352m (maxi)
- **Superficie** 1775 hectares
- **Population en 2015** :664 (sans double comptes)
- **Densité** 37hab./km<sup>2</sup>
- **Rythme annuel de la construction:** 2 entre 2007 et 2011/ 3 entre 2001 et 2006

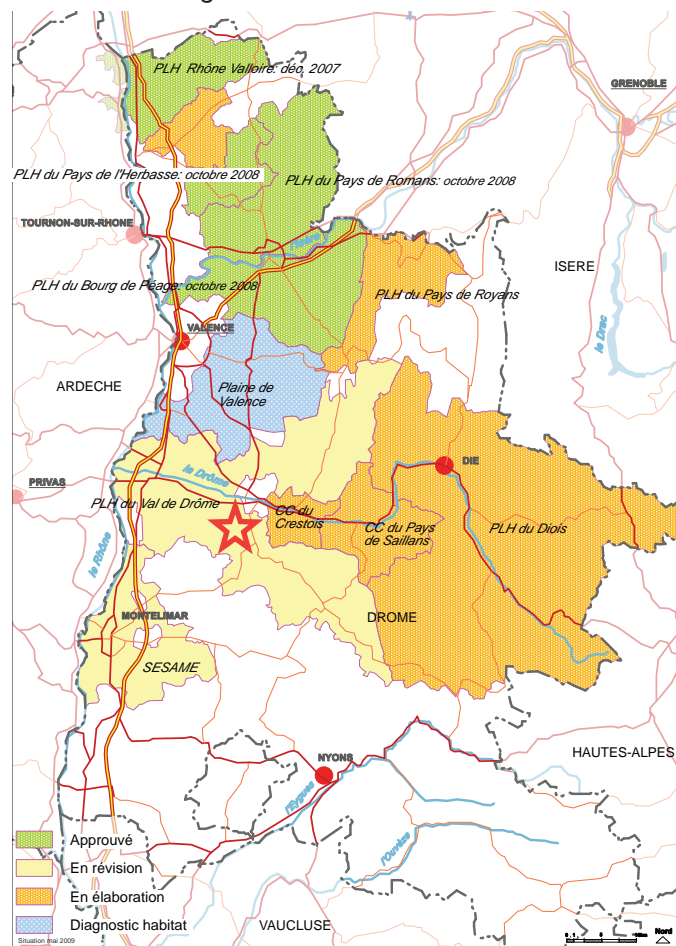
La commune de Chabrillan est située dans la vallée de la Drôme aval, à mi-chemin entre Loriol-sur-Drôme et Crest. La commune est bordée au nord par la Drôme, dont les berges composent la réserve naturelle des Ramières.

Son bourg-centre est perché sur un relief dominant la plaine alluviale. Les ruines du château médiéval qui le surplombent sont visibles depuis la plaine et Grâne. Le sud du village a fait l'objet d'une urbanisation récente mesurée.

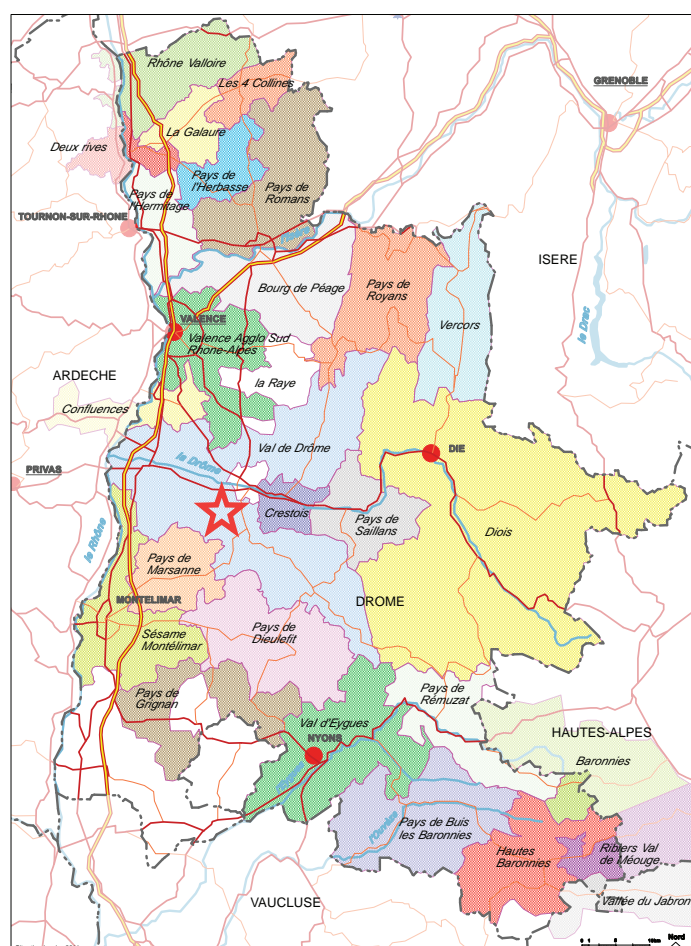
Le territoire est divisé en deux espaces distincts : au nord un vaste espace agricole ouvert de la plaine avec ses fermes anciennes et au sud un secteur collinaire entaillé par des vallons nord-sud, occupé par des boisements sur les pentes et l'agriculture sur les parties plus planes. Le tracé du TGV dans la diagonale sud-ouest-nord-est renforce ce clivage.



Le relief dromois



Les PLH de la Drôme



Structures intercommunales de la Drôme source DDT 07



## 1.1. Situation géographique

Une commune à l'aval de la vallée de la Drôme, proche de Crest

La commune est desservie par la route départementale n°104 qui relie Crest à Lorient-sur-Drôme et Livron. Elle réalise notamment la liaison entre l'autoroute A7 et le sud du Vercors (Die).

Les communes limitrophes sont:

- (Alex), Eure et (Crest) au nord,
- Grâne à l'ouest,
- La-Roche-sur-Grâne et Autichamp au sud,
- Divajeu à l'est.

Le village est situé à 44 km de la sous-préfecture, Die (47 min.), 31 km de la préfecture, Valence (41min.), 8 km de Crest (13min.), 13 km de Lorient-sur-Drôme (18min.).

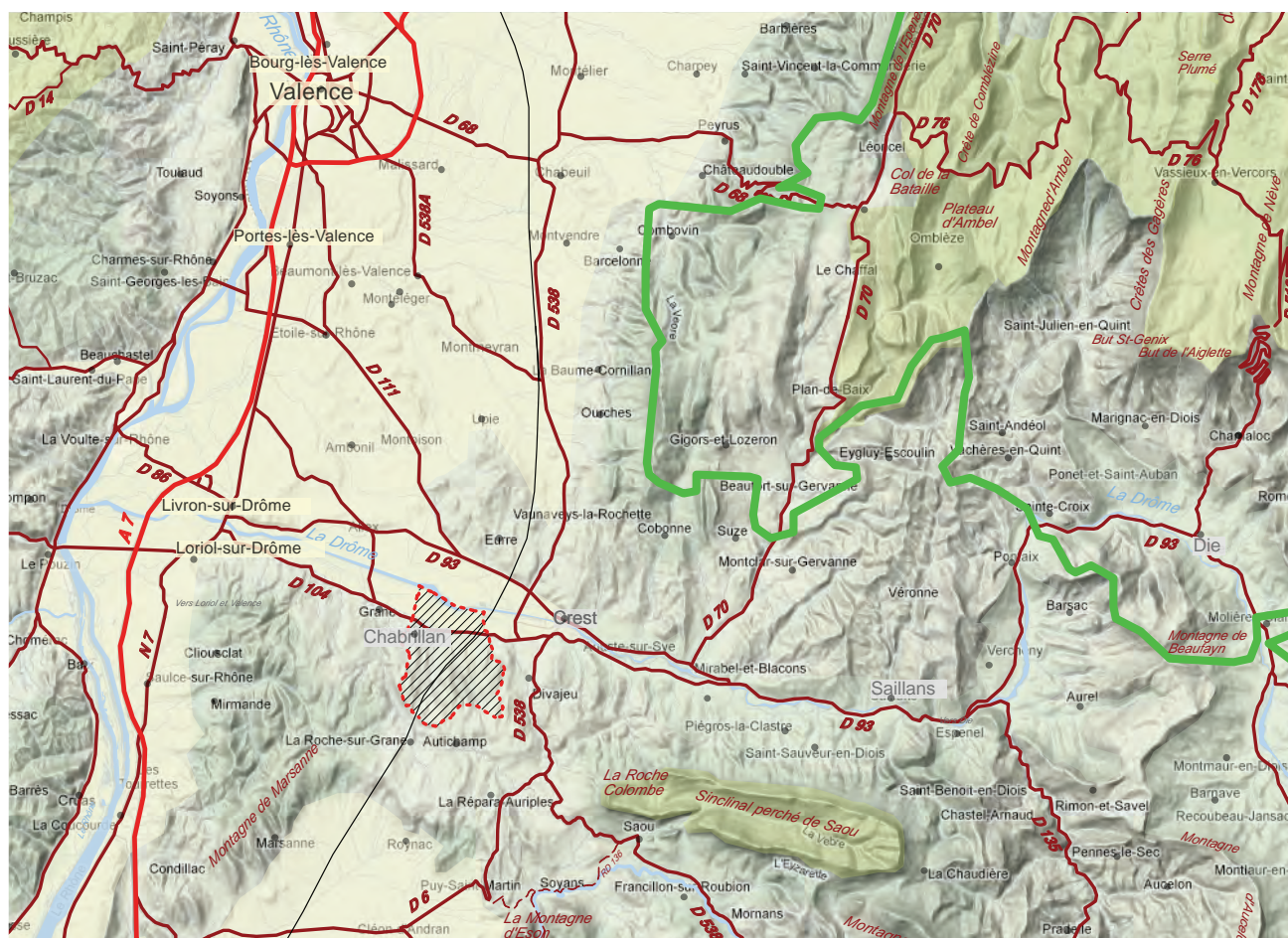
Elle fait partie du syndicat départemental d'énergie (SDED), qui s'occupe d'électricité, de gaz, de projets photovoltaïques et NTIC.

La commune de Chabrillan est membre de la Communauté de Communes du Val de Drôme, qui regroupe les 36 communes du canton de Bourdeaux, de la vallée de la Gervanne, et de la vallée de la Drôme jusqu'à Livron / Lorient. Ses compétences sont:

1. Actions de développement économique (favoriser les initiatives d'entreprises locales, l'installation des entreprises nouvelles...)
2. Développement de l'agriculture (rechercher par l'agriculture une meilleure identité du territoire, favoriser un approvisionnement de qualité et de proximité en produits agricoles, développer l'économie et l'emploi agricoles, soutenir et promouvoir des démarches environnementales)
3. Développement du tourisme: tourisme «doux», séjours hors saison
4. Protection et mise en valeur de l'environnement, actions de maîtrise de la demande d'énergie: élimination et valorisation des déchets, gestion de la Réserve Naturelle Nationale des Ramières (1999) et rivières...
5. Politique du logement et du cadre de vie: PLH, PIG, OPAH
6. Construction et gestion d'équipements culturels et sportifs
7. Action sociale: enfance, personnes âgées, centre social
8. Services publics locaux: abattoir de Die et Office de Tourisme intercommunal

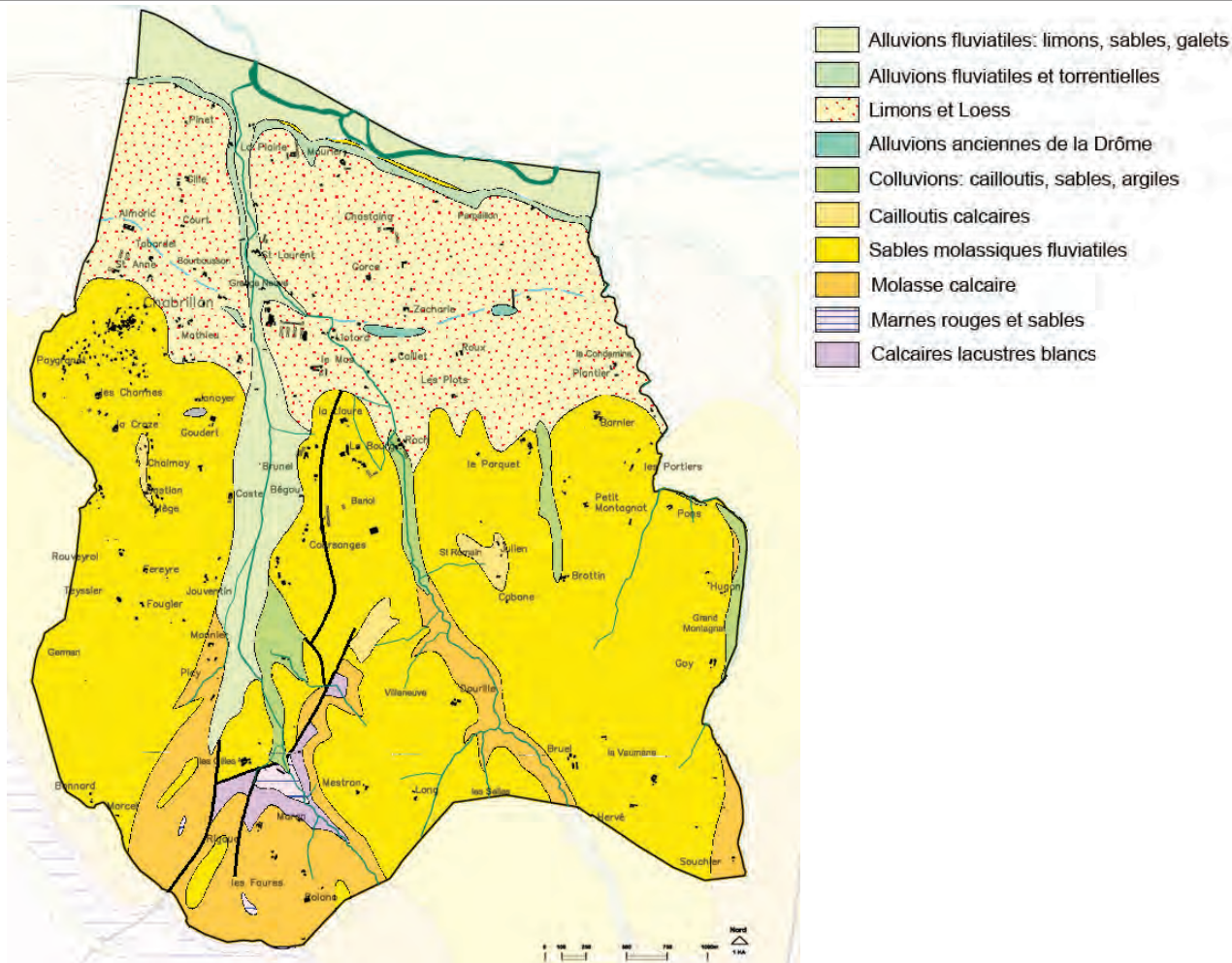
Cette structure de coopération intercommunale, créée en 2002, émane d'un syndicat d'étude et de programmation créé en 1976, devenu district en 1987. Elle vient de réviser son PLH.

La CCVD participe avec les communautés de communes du Crestois, du Pays de Saillans et du Diois au grand projet régional Bio-Vallée (objectifs: territoire de référence, bio-ressources, éco-activités, développement durable) contractualisé avec la région Rhône-Alpes. La commune est incluse dans le futur Schéma de COhérence Territorial (SCOT) vallée de la Drôme aval, qui a été validé par le préfet le 16.11.2015 sur les périmètres de la CCVD et de la communauté de communes du Crestois et du Pays de Saillans.



Fond de plan Google Maps





Source: carte géologique de la France, édition BRGM et Schéma général d'assainissement: Bureau d'Études FREMION et Cabinet d'Ingénieurs-Conseils MERLIN - 2001



Falaise de Chabrillan (photo ©J.M. Faton)

**Le territoire est caractérisé par trois zones étroitement liées au lit de la rivière Drôme et au relief:**

- Le lit de la Drôme et du ruisseau de Saint Pierre sont composés d'alluvions fluviales.
- La plaine agricole en amont du lit de la Drôme est composée de limons.
- Les reliefs des deux tiers sud du territoire sont composés de sables molassiques et de molasse calcaire.

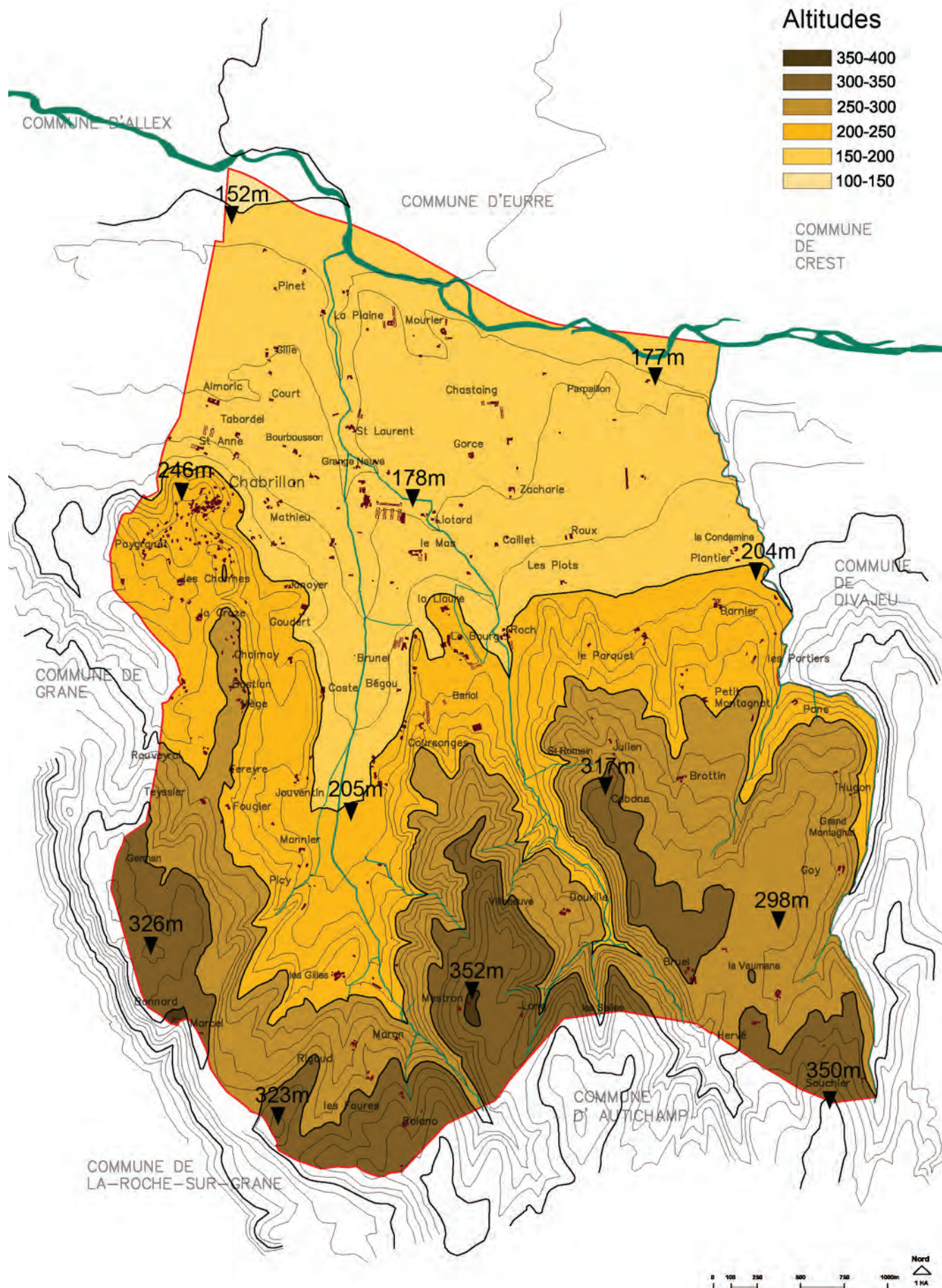


Sable molassique



## 1.2. Le cadre physique / Relief- géologie

Influence de la Drôme



I. ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT





Vue de l'ensemble du relief, vers le sud depuis la D104

Bassin versant de la Drôme orienté sud-nord, la commune est composée de reliefs de faible altitude (Point culminant à 352m) qui occupent la moitié sud du territoire et remontant jusqu'au village, perché à l'ouest.

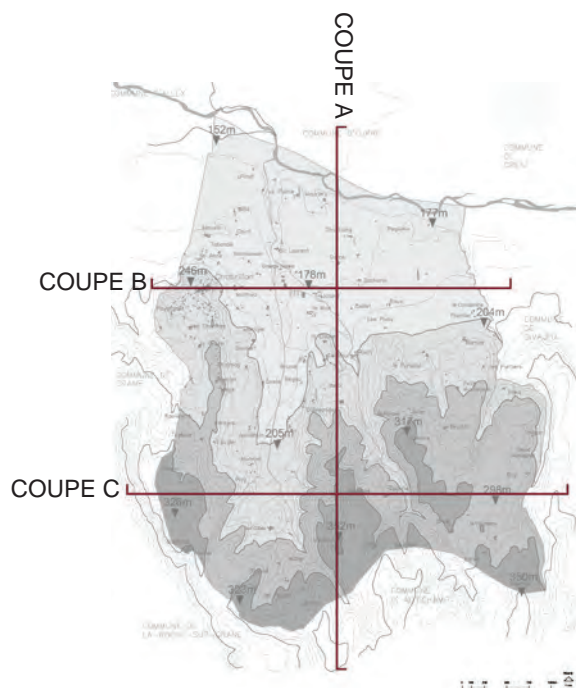
Deux vallons entaillent ce relief:

- le vallon du ruisseau de Saint Pierre, large
- le vallon du ruisseau de Villeneuve, plus étroit

Ces vallons aboutissent à une plaine alluviale qui occupe la moitié nord du territoire, en amont du lit de la Drôme.



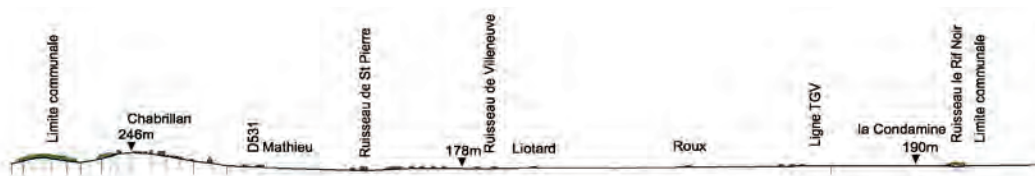
Limite communale sud-ouest



COUPE A



COUPE B



COUPE C







*Le village perché et les reliefs de l'ouest de la commune*



*Bois Griol vu depuis le Vallon\_limite communale ouest*



*Vue vers l'est depuis Teyssier: vallon du ruisseau de Saint-Pierre et relief de Villeneuve*



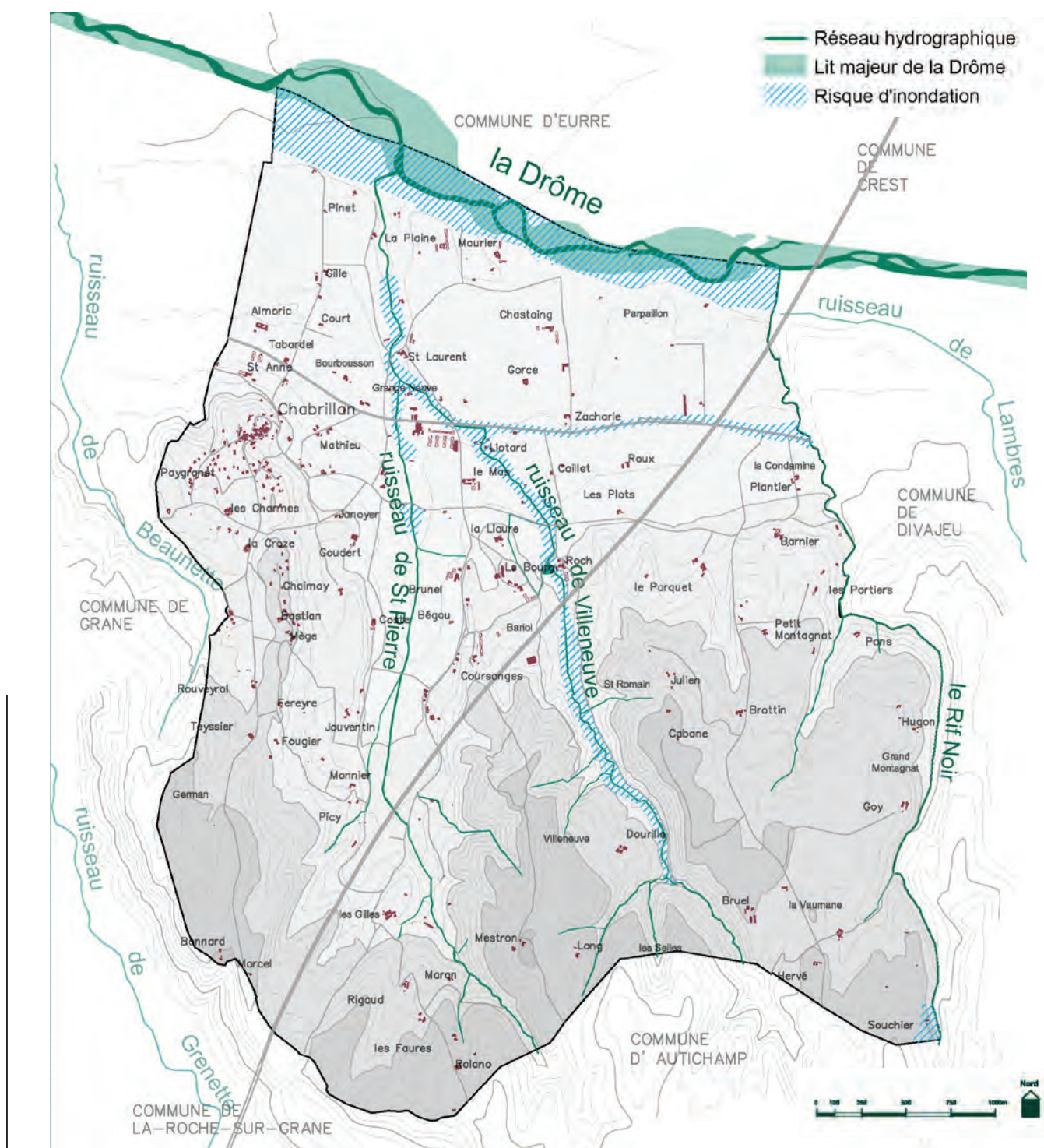
*Vue vers l'est depuis Brottin\_limite communale est*



*Vue vers le sud depuis la Vaumane\_limite communale sud-est*

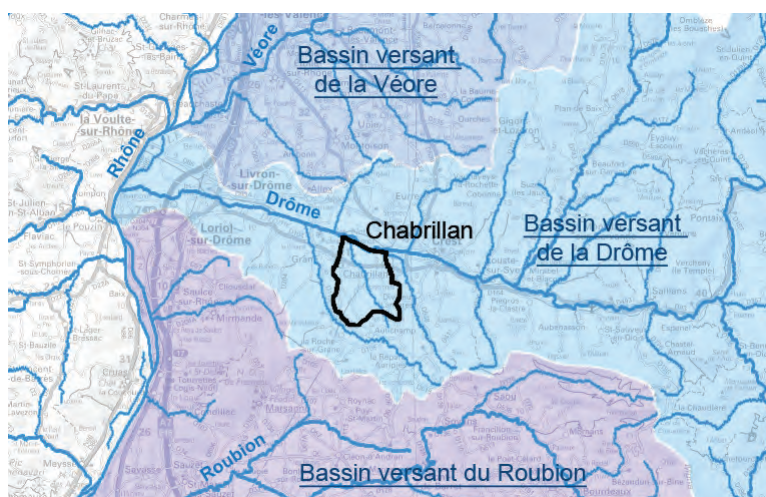


## 1.2. Le cadre physique / Hydrographie





## La Drôme et ses affluents



### Contexte hydrographique

L'ensemble du réseau hydrographique de la commune appartient au bassin versant sud de la Drôme.

Les ruisseaux de Villeneuve, de Saint Pierre et le Rif Noir (en limite communale est) drainent la majeure partie de la commune.

L'écoulement des eaux se fait du sud au nord en direction de la rivière Drôme, limite communale nord.

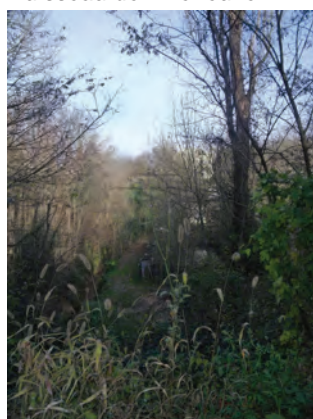
Cette séquence particulière de la Drôme est appelée «Ramières du Val de Drôme» un lit majeur constitué de multiples freydières et d'une ripisylve très épaisse.



Ruisseau de Villeneuve



...passage sous ligne TGV



Le Rif Noir



...passage sous D104

## 1.2. Le cadre physique / Climat

### Diverses influences

Le climat comme le paysage de Chabrillan et de la région cretoise en général sont un «melting pot» de différentes influences et constituent ainsi une riche biodiversité.

Il est difficile de classer la région de Crest dans une zone climatique, le sillon rhodanien assurant la transition entre les aires d'influence océanique-continentale au Nord et méditerranéenne au Sud.

L'hiver est océanique par sa douceur relative, mais les possibilités de retour de froid sont de type continental.

Les fortes précipitations de l'automne sont caractéristiques de l'influence méditerranéenne avec des températures clémentes qui subsistent tardivement. La sécheresse de l'été est en moyenne de courte durée (25 jours environ).

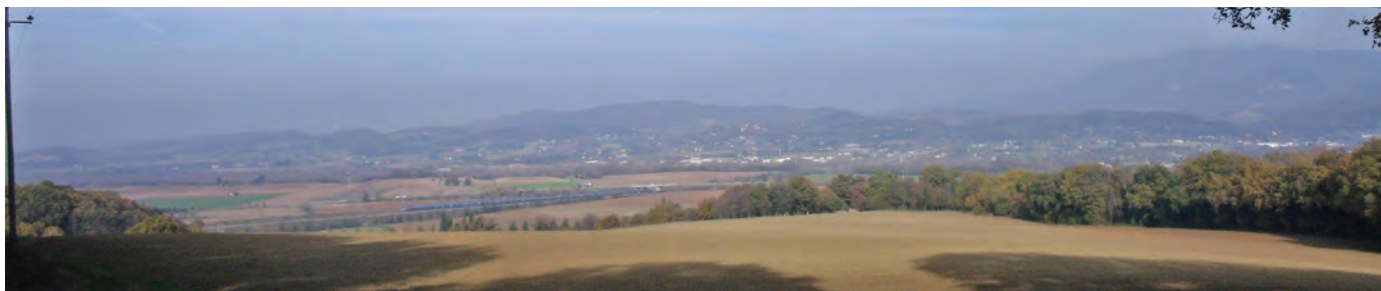
L'influence méditerranéenne se manifeste périodiquement par des étés très secs. Le vent y joue également un rôle important comme dans toute la Vallée du Rhône.

Précipitations: 827 mm par an.

Ensoleillement: 2 250 heures par an.

(source: <http://ramieres.val.drome.reserves-naturelles.org>)





1. Vue vers le nord depuis Julien



2. Vue vers l'est depuis la Vaumane



3. Vue vers l'est depuis la Croze/Bastian



4. Vue vers le nord depuis les Faures



5. Vue vers l'est depuis le village

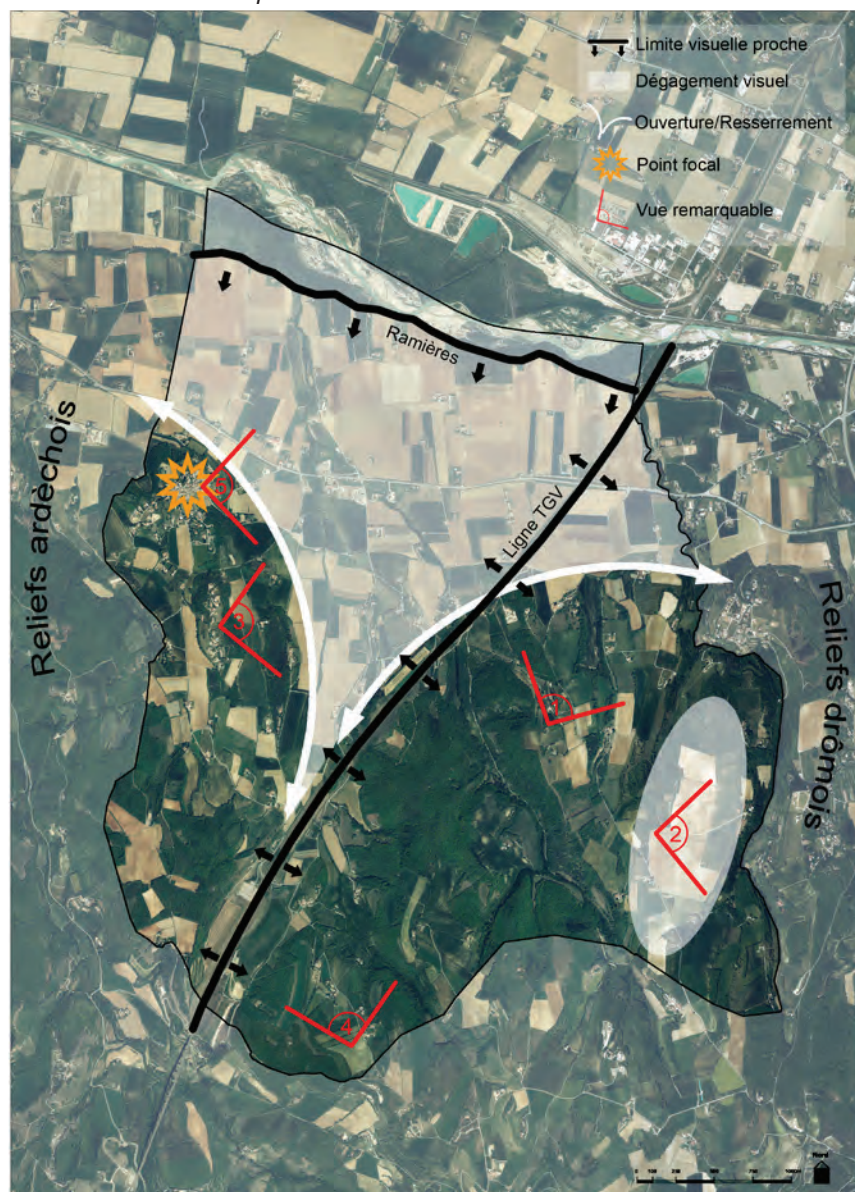


# 1.3. Les paysages / vues et perceptions

Cadrages et ouvertures



Vue vers le nord-est depuis Tabardel



## Les perceptions

La plaine agricole offre un grand dégagement au nord. Des éléments de « cadrage » à une échelle proche: les Ramières, limite végétale nord, et la ligne TGV qui perturbe les perceptions tout au long de son tracé sur la commune (Linéarité, bruit...).

Le relief est peu imposant mais l'effet de resserrement de la vallée du ruisseau de Saint-Pierre est perceptible.

Le village perché constitue à la fois un point d'appel et un point de vue remarquable sur la plaine et les reliefs Drômois au loin.

## Les vues

La plaine agricole offre un large et profond panorama au nord. Les hauteurs de la commune offrent également des vues remarquables autant à l'est sur le Vercors, à l'ouest sur l'Ardèche, ou au nord sur la plaine.



Ligne TGV Tabardel



Ouverture est-ouest: vue vers l'est depuis Saint Laurent



## 1.3. Les paysages / Les entités

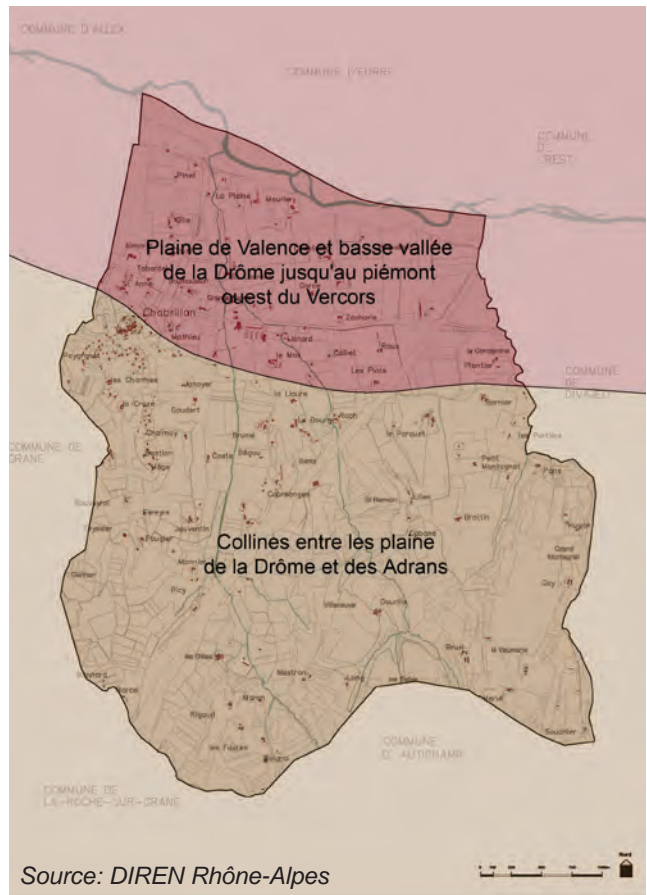
### Les unités paysagères répertoriées par la DIREN Rhône Alpes

Réalisé par la Diren en 2005, cet inventaire délimite les unités paysagères de la Région.

*Le nord du territoire communal est ainsi inscrit dans l'unité paysagère de la «**Plaine de Valence et basse vallée de la Drôme jusqu'au piémont ouest du Vercors**»*

Les points essentiels concernant le secteur de Chabrillan:

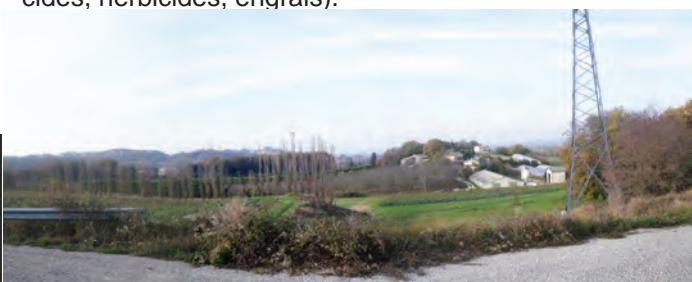
- Des vues exceptionnelles sur le Vercors et les monts d'Ardèche.
- De grandes fermes parsèment densément la plaine et des hameaux s'étendent dans les pentes ou le long des routes.
- Les fermes se signalent par des bosquets de cyprès, peupliers, ou noyers ; elles sont desservies par d'étroites routes sinueuses en étoile et en tout sens.
- Une plaine creusée par les canaux et rivières qui l'irriguent et les pratiques agricoles s'y sont largement intensifiées: maïsiculture, agrandissement des parcelles, remembrement, construction de hangars, irrigation par pompage.
- Un caractère agricole marqué par de fortes mutations, liées au dynamisme : élargissement des routes, aménagement de contournements routiers, (ligne TGV), développement de zones d'activités artisanales ou commerciales, construction de lotissements aux abords de villages ou dans les pentes.
- Une agriculture omniprésente et diversifiée : céréales, arboriculture et élevage. Dans la plaine, très ouverte, se succèdent sans discontinuer de monotones grandes parcelles géométriques séparées en pointillé d'arbres épars et de haies bocagères.
- L'extension de l'urbanisation le long des routes et aux abords des bourgs fait se côtoyer un habitat résidentiel avec une agriculture utilisant de nombreux intrants (pesticides, herbicides, engrais).



*L'identité du sud de la commune correspond à l'unité paysagère des «**Collines entre la plaine de la Drôme et des Adrans**»*

Les points essentiels concernant le secteur de Chabrillan:

- Des influences multiples : tourisme, infrastructures, agriculture, installations énergétiques...
  - De douces collines cultivées aux flancs boisés, des routes sinueuses et parsemées d'importants corps de fermes en pierre et tuiles donnant leurs noms aux hameaux. Sur ces imposantes bâtisses viennent s'adosser des bâtiments d'élevage à l'allure quelquefois abandonnée.
- Un paysage agricole en grandes parcelles, des haies éparses, fossés, vieux arbres isolés recouverts de lierre, quelquefois ponctués de cabanons en ruine, noyers, vergers...
- Des ripisylves souvent peu entretenues bordent les fossés et les petits cours d'eau.
- Enfin, la modernité zèbre le paysage de ses traits avec les lignes électriques en provenance du TGV.
- Deux points en altitude accrochent le regard : Roche Colombe à l'est, formant l'extrémité du synclinal de Saou et, les éoliennes à l'ouest, qui rendent lisible la crête de la forêt de Marsanne.







La Drôme

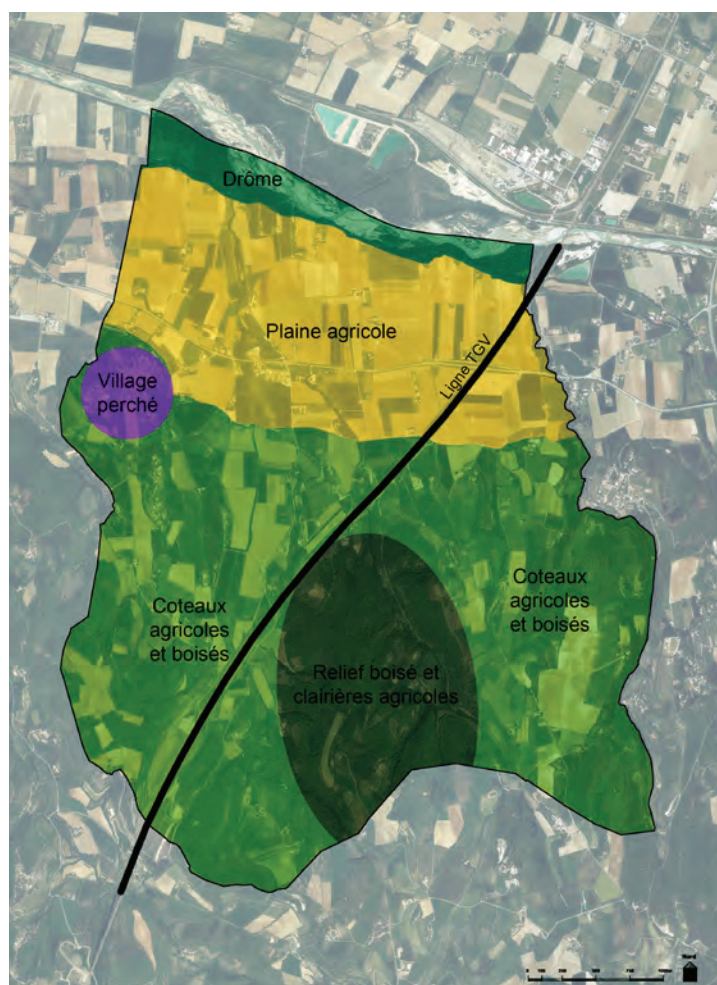


(source JC Lehnen)



Plaine agricole

### Les grandes entités paysagères:



Plus finement l'on peut distinguer 6 sous entités, constitutives du paysage communal:

- La **Drôme**, entité naturelle protégée par les ramiers boisées, offre un paysage unique: des bancs de graviers blancs, une eau turquoise et une enveloppe boisée.
- La **plaine agricole** se dessine nettement entre la Drôme au nord et les reliefs au sud. De grandes parcelles découpées par les routes, la voie TGV et les ripisylves.
- Les **coteaux agricoles et boisés** associent de petits vallonements où l'agriculture s'est faite une place, à des zones boisées sur les pentes les plus raides. Des secteurs plus confinés **mais** permettant de prendre de la hauteur.
- Les **reliefs boisés de Villeneuve**, principalement constitués de chênes.
- Le **village perché** constitue le point d'appel majeur depuis la plaine agricole. Une entité bâtie de qualité qui s'associe à un fort caractère paysager.
- La **ligne TGV**, une entité particulière traversant toute la commune, elle constitue une rupture paysagère par son caractère linéaire et urbain.



*secteurs intermédiaires entre plaines et coteaux*



*Brotin*



*Jouventin*



*Coteaux agricoles et boisés à l'ouest de la commune*



*A l'est*



*Relief boisé de Villeneuve*





Face est du village



Le village depuis la D104

### Cohabitation entre identité agricole et infrastructures urbaines:

Le passage de la ligne TGV a considérablement modifié le paysage de Chabrilan. Les aménagements qui y sont liés sont nombreux: le tracé de la ligne et ses câbles électriques, les talus parfois impressionnants, les ponts sur les routes. Les lignes à haute tension traversent la commune d'est en ouest en ponctuant les champs et bois de pylônes impressionnants. Des aménagements plus ou moins bien intégrés.



Pont D104 sur la ligne TGV



Passage sous ligne TGV



Ligne à haute tension



Poste électrique au sud ouest



Poubelles/Tri sélectif



Poste de gaz



### 1.3. Les paysages / évolutions entre 1954 et aujourd'hui

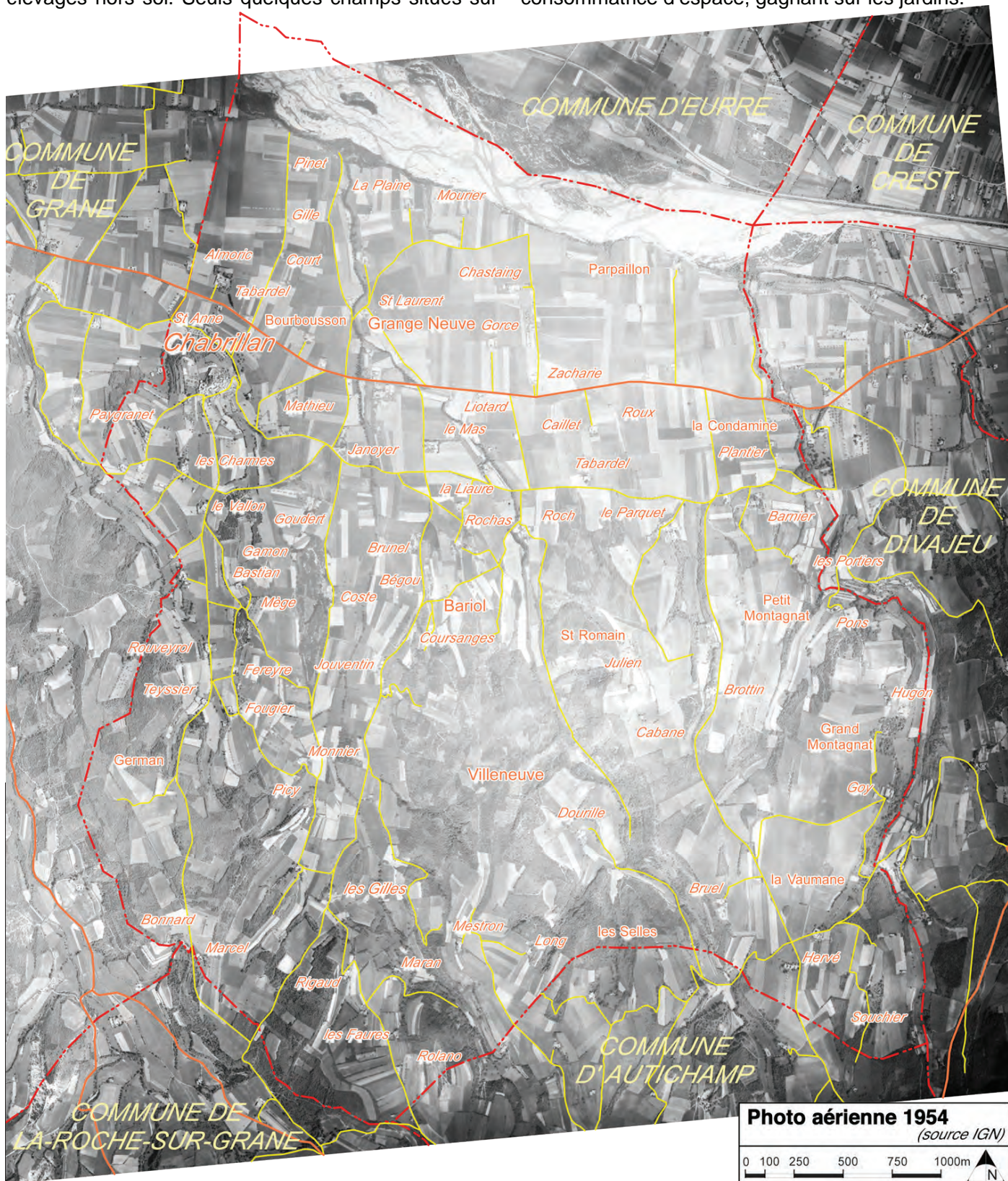
Un paysage agricole stable malgré un léger reboisement, des quartiers récents autour du village...

Entre 1954 et aujourd'hui, le paysage a connu des transformations ponctuelles mais ayant eu un effet significatif sur son ensemble.

Les parcelles cultivées sont restées assez stables du fait du maintien de l'activité agricole, majoritairement des grandes cultures céréalières en lien avec des élevages hors sol. Seuls quelques champs situés sur

les pentes (de l'est des Charmes à Bastian et Mège par exemple) et proches des bois (au sud-ouest du territoire entre Teyssier et Marcel) se sont un peu reboisés.

Le vieux village perché regroupé autour de son château s'est étendu au sud dans les quartiers de Paygranet et des Côtes, dans une forme individuelle bien plus consommatrice d'espace, gagnant sur les jardins.



**1954: un village perché, de nombreuses fermes et des cultures omniprésentes**



... et le sillon du TGV comme un coup d'épée scindant la commune en deux.

Le quartier de la Croze, situé sur un relief et dont les champs de part et d'autre du chemin de crête n'étaient pas mécanisables, s'est probablement d'abord reboisé puis a accueilli une dizaine de maisons individuelles. Certaines sont assez visibles depuis l'est.

Mais la modification la plus significative est le passage du TGV dans la diagonale sud-ouest/nord-est de la commune. Tantôt sous tunnel, tantôt sur un grand talus, il représente une séparation visuelle forte entre les deux moitiés du territoire.



2010: urbanisation des quartiers de Paygranet, les Côtes et la Croze, passage du TGV



**Sources:** Dauphiné, Encyclopédie Bonneton, 2006

Dictionnaire topographique et historique de la Drôme

La Drôme, les dromois et leur département 1790-1990, Alain Sauger, 1995

Chabrillan, Visite du village et de sa chapelle Romane, Marie Madeleine LIOTARD-SAVOYARD

Statistiques du département de la Drôme, 1835.

ZPPAUP Chabrillan Rapport de présentation Michèle PRAX et Patrick BIENVENU, oct.2007

<http://www.amis-chabrillan.fr/h>

## Monuments historiques:

1. la chapelle Saint Pierre classée depuis 1847
2. restes du château inscrits à l'inventaire supplémentaire depuis 1926.

## 25 sites archéologiques ont été répertoriés par la DRAC :

1. Le Mas: occ., sép. (G-R)
2. Chapelle Saint Pierre: villa, thermes (G-R), église, prieuré, cim. (M-Â)
3. Grand Terre, Bariol: occ. (PAL ou MÉS., PRÉH. ind., G-R)
4. Ruisseau de Villeneuve: occ. (BR)
5. Bourg: église, bourg castral, enceinte urbaine (M-Â), château fort (M-Â, Ep-Mod)
6. Saint Denis, Picy, Cordeil: occ. (PRÉH. ind., MÉS, NÉOL, BR, G-R, M-Â, Ep-Mod), drains (M-Â?, RÉC?)
7. Saint-Martin, Roux, La Condamine: occ. (préhist. ind., NÉOL, BR, G-R, M-Â), sép. (BR), voie, villa, atelier métallurgique (G-R), prieuré, église, cim., habitat, forge, parcellaire, drainage? (M-Â)
8. Les Plots, Tabardel: occ. (PRÉH. ind., NÉOL ou PROTO. ind., M-Â, Ep-Mod)
9. Champ Gorce, Le Parquet: habitat (G-R)
10. Janoyer, Goudert: sép.?, Motte castrale? (M-Â?)
11. Almorici, Grand Grange: maison forte? (M-Â)
12. Champ du Trisor, Le Parquet: dépôt monétaire? (G-R)
13. Saint-Romé, Saint Romain: église, prieuré, sép. (M-Â)
14. Roch, l'Hortal: occ. (PRÉH. ind., MÉS, NÉOL, FER, G-R, M-Â, Ep-Mod), drain (G-R), habitat, chemin, cim. (M-Â)
15. Grand Montagnat: occ. (MÉS, NÉOL, BR)
16. Goy, Grand Montagnat: occ. (G-R)
17. Picy, Marcel: occ. (PAL, PRÉH. ind., MÉS ou NÉOL, M-Â, Ep-Mod)
18. Picy, Cordeil: occ. (MÉS, NÉOL)
19. Picy, Cordeil: occ. (PRÉH. ind., Ep-Mod)
20. Brégaud, la Condamine: occ. (MÉS, NÉOL, BR, G-R)
21. Les Plots, Tabardel: habitat (NÉOL), occ. (NÉOL ou BR), gué (BR), exploitation agricole (FER), parcellaire (G-R)
22. La Prairie, Almorici: habitats (NÉOL, BR), occ. (NÉOL, BR, G-R, M-Â), drains (G-R)
23. Le Creux de l'Abbé, Goy, Grand Montagnat: occ. (ind.)
24. Montagnat: prieuré, église (M-Â)
25. La Lozière, Almorici: occ. (PRÉH. ind., Ep-Mod)

Avec: occ.: occupation, sép.: sépulture, cim.: cimetière, PAL: paléolithique, PRÉH: préhistoire, MÉS: mésolithique, NÉOL: néolithique, PROTO: protohistoire, BR: âge du bronze, FER: âge du fer, G-R: gallo-romain, M-Â: moyen-âge, Ep-Mod: époque moderne, ind.: indéterminé.

## Les seigneurs de Chabrillan:

Suzerains:

- Poitiers (1178-1419)
- Dauphins (1429-1642)
- Princes de Monaco (1642-1789)

Vassaux:

- les Chabrillan: (?-1350)
- Beaumont d'Autichamp (1350-1445)
- Dauphin futur roi Louis XI
- Moreton de Cabrillan (1450-1789)



## Chronologie:

- **4000 avant JC** : premiers agriculteurs sédentaires;
- **Ive siècle av.JC**: Les Ségovellaunes qui avaient pour capitale Valence occupaient le territoire de part et d'autre du Rhône, jusqu'à la Raye (Crest) à l'est.
- **121 avant J.C.**: défaite des Allobroges et Arvernes coalisés. Incorporation du sud de la Gaule, qui devient la province de Narbonnaise. Riches villas.
- **442-475**: Dauphiné est conquis par les Burgondes
- **613**: réuni à la monarchie franque
- **843-855**: lors du partage de l'empire carolingien, la région est incorporée au royaume de Lothaire
- **879**: incorporation au royaume d'Arles ou de Provence de Boson
- **888**: royaume de Bourgogne formé par Rodolphe 1er
- **IXe**: invasions sarrasines et hongroises: sarrasins basés à la Garde-Freyne depuis 889 rançonnent le long du Rhône et de la Durance. 924: raid hongrois le long de la Saône et du Rhône
- **Xe et XIe siècle**: morcellement féodal. Les grands propriétaires s'approprient les pouvoirs des souverains
- **1032**: incorporation au St Empire romain germanique, à la mort de Rodolphe III
- **1150**: mention du château de Chabrillan, appartenant à la famille «Chabreihha», possédant Autichamp
- **1189**: les comtes de Toulouse donnèrent le Diois en fief à Aymar II de Poitiers, qui décida de le réunir au comté de Valentinois
- **XIve**: construction du rempart, 129 maisons dans le village
- **1337**: Chabrillan pillée et incendiée par les brigands
- **1348**: la peste noire touche Chabrillan
- **1349**: rattachement au royaume de France
- **1350**: Eynard de Chabrillan laisse la seigneurie à sa fille. Chabrillan devient propriété des Beaumont d'Autichamp.
- **1370**: charte de franchise d'impôts par le comte de Valentinois
- **1445**: vente du château à Louis XI, échange avec Antoine de Moreton
- **Guerres de religion :1562-1629**
- **1572**: massacre de la Saint Barthélémy
- **1574 à 98**: Chabrillan attaquée par les protestants
- **1575**, Lesdiguières devient le chef unique des huguenots
- **1598**: promulgation de l'Edit de Nantes par Henri IV. Die place de sûreté où les protestants pouvaient entretenir une garnison
- **1610**: à la mort d'Henry IV en 1610, son fils Louis XIII met en place un processus de restrictions des droits des protestants
- **1629**: La «grâce d'Alès» marque l'élimination du parti protestant mais renouvelle les dispositions de l'Edit de Nantes.
- **1642** Louis XIII cède le Valentinois aux princes de Monaco
- **1650**: les Moreton quittent le château
- **1674**, la seigneurie de Chabrillan est érigée en marquisat.
- **1685**: révocation de l'Edit de Nantes par Louis XIV et début des dragonnades.
- **1787** l'Edit de tolérance donne aux protestants un état civil.
- **XIXe**: 19500 muriers, 200 sericulteurs sur la commune.
- **1846**: 1029 habitants
- **vers 1850**: construction de la mairie et des écoles
- **1911**: 707 habitants
- **1968**: 474 habitants
- **1974**: effondrement des remparts, réhabilitation et repeuplement.
- **1978**: création de la place St Julien et d'une nouvelle voie dans le village



## 1.4. Organisation du bâti / éléments d'histoire

### Une organisation du village autour du château entre le Xème et XVIIème siècle

**Une occupation ancienne** attestée par les sites archéologiques préhistoriques, localisés à Picy, Almorice-La Iozère, grand Terre, Saint-Martin, Brégaud, les Plots, l'Hortal...où ont été trouvés des silex et des traces d'occupation.

**Antiquité:** on trouve sur la commune des traces d'occupation humaine remontant à cette période (Saint-Martin, Brégaud, l'Hortal, Gorce, le Parquet, Saint-Pierre, Grand Terre, Saint-Denis, Picy, Saint-Romain, le Mas, le Clos...), Saint-Martin, Gorce, et le Mas sont des sites de villas gallo-romaines. Une villa aurait été située sur l'emplacement du village (parcelle ZC108 à l'ouest de l'église Saint-Pierre)

**Moyen Âge:** aux alentours de l'an mil, les plaines sont désertées. L'absence d'un pouvoir central fort (le Dauphiné fut intégré au saint Empire en 1032 et se trouvait donc sur ses marges), avait entraîné l'établissement d'une féodalité de petits seigneurs organisée autour de châteaux. Un premier château de terre et de bois fut probablement construit sur la colline de Chabrillan au X<sup>e</sup> ou XI<sup>e</sup> siècle, qui sera remplacé au XII<sup>e</sup> siècle par le donjon carré du «fort de la motte» qui domine encore le village aujourd'hui. En 1150 il appartenait à la famille Chabreilha, possédant également Autichamp. Le comte de Valentinois en est le suzerain.

Le peuplement qui avait privilégié la plaine sous l'empire

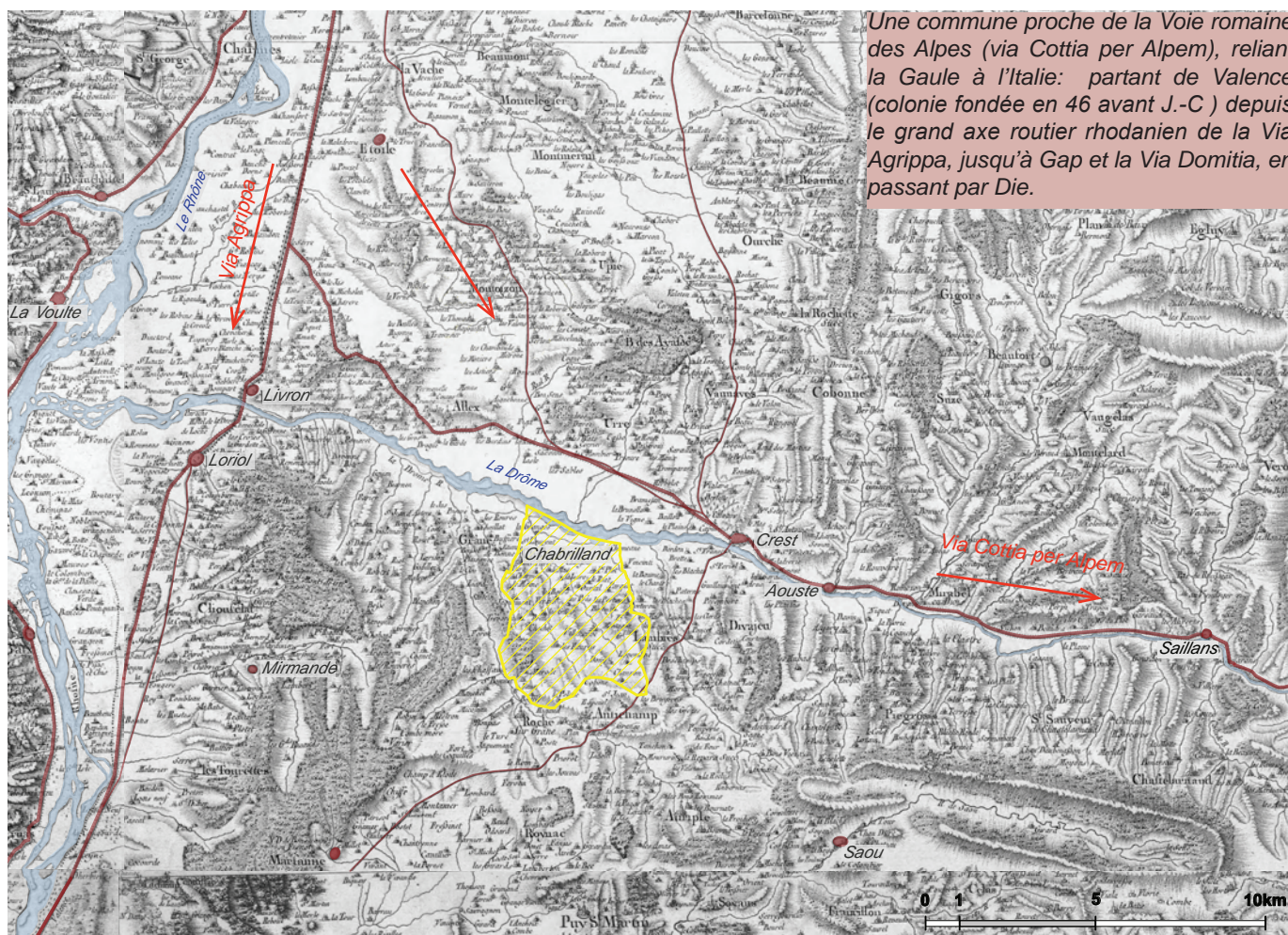
romain, se fait alors autour du château. Les temps sont difficiles: les croisés de Simon de Montfort en guerre contre le Comte de Valentinois, soupçonné de sympathie avec les Albigeois, attaquent le site en 1216-17.

**Fortification:** Incendiée et pillée en 1337 par des brigands, victime de la peste noire en 1348, qui décima la moitié de sa population, Chabrillan se protège d'un rempart de pierre au XIV<sup>e</sup> siècle.

**Les changements de seigneurie:** en 1350, Eynard de Chabrillan, dernier du nom, laisse la seigneurie à sa fille qui l'apporte en dot à François de Beaumont. A partir de 1419, les Beaumont d'Autichamp ne rendent plus hommage au comte de Valentinois mais au Dauphin Louis après cession du Valentinois au Roi de France. En 1445, ils vendent le château à Louis XI qui l'échangera avec Antoine de Moreton contre la co-seigneurie de Pierrelate. Celui-ci vient résider au château.

**Les guerres de religion:** Chabrillan reste catholique et est attaquée entre 1574 et 1598 par les troupes protestantes, qui incendient l'église St Julien. Alors que les villages protestants durent démanteler leurs châteaux, Chabrillan conserva le sien.

**Au XVII<sup>e</sup>, des temps difficiles:** les épidémies de peste et les guerres enlèvent un quart de la population. En 1642, Louis XI cède le Valentinois aux princes de Monaco. En 1650, les Moreton quittent le château qui se lézarde pour St-Gervais-sur-Roubion





**Au XVIII<sup>e</sup>, dispersion de l'habitat:** les temps plus cléments permettent aux familles de s'installer à nouveau dans la plaine et les coteaux. De nombreuses fermes dispersées et «cossues» vont s'implanter et le village perché se dépeuple.

Après la Révolution et la réorganisation de l'an VIII, la commune fait partie du canton de Crest-sud avec 750 habitants. Le château n'a alors plus de toiture et sert de carrière de pierres.

**Au XIX<sup>e</sup>, l'âge d'or du ver à soie:** la sériciculture est en pleine apogée, les fermes s'agrandissent pour devenir des magnaneries, la commune compte alors 3 grandes usines de moulinage de la soie et 1029 habitants en 1846.

Pour attirer les habitants vers le village la municipalité fait des améliorations (calades, écoles, mairie, lavoirs et fontaines).

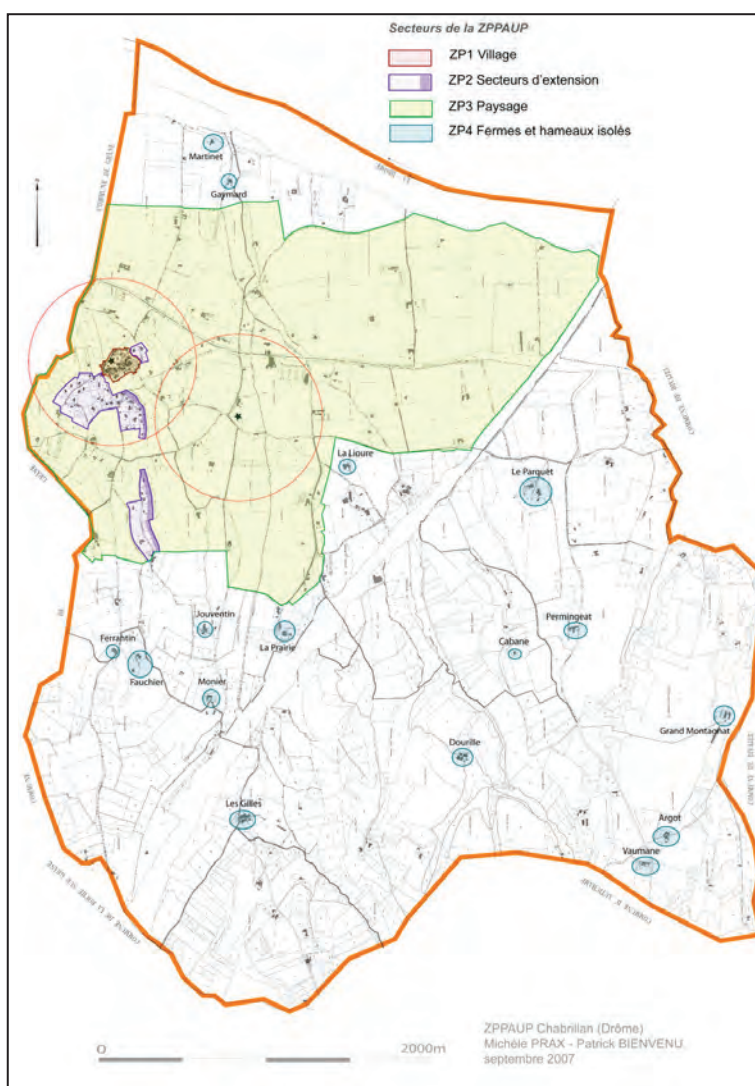
**L'exode rural:** la maladie des vers à soie, couplée avec la deuxième révolution industrielle entraîne une chute démographique qui ne s'interrompt qu'en 1975: le village se vide et ses maisons s'abîment. En 1968, il n'y a plus que 474 habitants à Chabrillan (85 dans le

village). La chute d'une partie des remparts au sud en 1974, va pousser la municipalité à engager d'importants investissements sur le village (réseau d'eau, éclairage public). En 1978 elle crée la place St Julien et une nouvelle voie sur l'emplacement de constructions ruinées.

**Dans les années 1980, la reprise démographique:** en 1982 il y a 175 habitants au village, les maisons sont réhabilitées. 608 habitants sur la commune en 1999, 680 aujourd'hui.

#### Statistiques départementales de la Drôme 1835

Bois communaux	272
Bois de particuliers	792
Terres labourables- jardins	319
vignes	13
prairies	18
pâturages	823
routes, chemins, canaux, et rivières	67
terres incultes	14
maisons, édifices publics	2
<b>Total</b>	<b>2320</b>



#### Élaboration d'une ZPPAUP (non approuvée).

En 2005 Chabrillan a décidé de lancer la mise à l'étude d'une Zone de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager pour conforter la politique de protection de son patrimoine.

Elle a souhaité que cette ZPPAUP soit :

- un outil de sensibilisation, d'éducation et de formation en direction des différents publics
- un outil de connaissance et d'expertise de ce patrimoine
- un outil de gestion et de mise en valeur du patrimoine (règlement),
- un outil d'accompagnement des politiques urbaines

Le diagnostic et le règlement ont été finalisé en octobre et décembre 2007. L'élaboration du document a été interrompue suite à la décision de réaliser un PLU et au Grenelle II de l'environnement. La commune a décidé de reprendre l'étude sous la forme d'une AVAP, qui sera arrêtée après l'arrêt du PLU.

#### le règlement avait défini 4 zones:

ZP1: le village où l'objectif est de préserver le patrimoine bâti, les abords, les vues sur le paysage et les espaces publics.

ZP2: secteurs d'extension (Paygranet, Côtes et Croze), où il est souhaité éviter la construction sur les crêtes des collines et maintenir les boisements des rebords des Côtes et de la Croze, encadrer les futures constructions

ZP3: paysage autour du village: préserver les vues sur le village et la qualité des constructions existantes.

ZP4: fermes et hameaux isolés







## 1.4. Organisation du bâti / aujourd'hui

L'essor démographique qu'a connu la commune à partir 1968 se fait principalement sous la forme de constructions pavillonnaires au sud et au sud-ouest du village dans les quartiers de Paygranet, des Côtes et de la Croze. Parallèlement, le vieux village se reconstruit à la fin du XXe siècle, comme on l'a vu.

Les hameaux anciens sont préservés de l'urbanisation (Jacamons, les Gilles...) et de nombreuses fermes anciennes ont parallèlement changé de destination et ne sont plus que des logements.

Cette urbanisation reste toutefois assez limitée en superficie (même si les parcelles restent importantes, voir p39) et la commune conserve une vocation très agricole (céréales, fourrages et élevage) et d'importants bois.

L'activité est surtout localisée sur la plaine alluviale de la Drôme, dans la moitié nord de la commune, le long du ruisseau de St Pierre et sur le replat au sud du village (Jacamons), la moitié sud-est est plus en coteaux et les terres moins riches et moins faciles à cultiver. Cette partie est par conséquent plus boisée.

La surface agricole utilisée sur la commune est en légère régression (817ha sont déclarés à la PAC en 2009 contre 1025 recensés en 2000, mais ces surfaces sont difficiles à comparer puisqu'elles ne recoupent pas forcément les mêmes choses).

Les zones boisées sont regroupées au sud autour de Villeneuve, au sud ouest de Rouveyrol à Marcel, ainsi que le long des berges de la Drôme dans la réserve naturelle des Ramières (elles représentent environ 430ha soit 24% du territoire).

	Résid. princ.	Résid. second	Vide	Gîte/ ch. d'hotes	Hab. perm.
<b>Le Village</b>	80	4	0	0	236
<b>Paygranet- les Côtes</b>	24	2	0	1	64
<b>La Croze</b>	11	0	0	0	50
<b>les Jacamons</b>	10	1	0	0	22
<b>les Gilles</b>	7	0	0	0	30
<b>Almoric</b>	4	0	0	0	15
<b>le Bourg</b>	9	0	0	0	30
<b>les Faures</b>	11	1	0	0	31
<b>habitat dispersé</b>	(107)	(29)	(26)	2	(202)
<b>TOTAL</b>	<b>(263)</b>	<b>(37)</b>	<b>(26)</b>	<b>3</b>	<b>(680)</b>

source: mairie 2011. Entre parenthèses: chiffres INSEE ou estimée par rapport à l'INSEE 2007

### Les établissements humains historiques



### les hameaux anciens



### L'habitat dispersé sur les coteaux,...

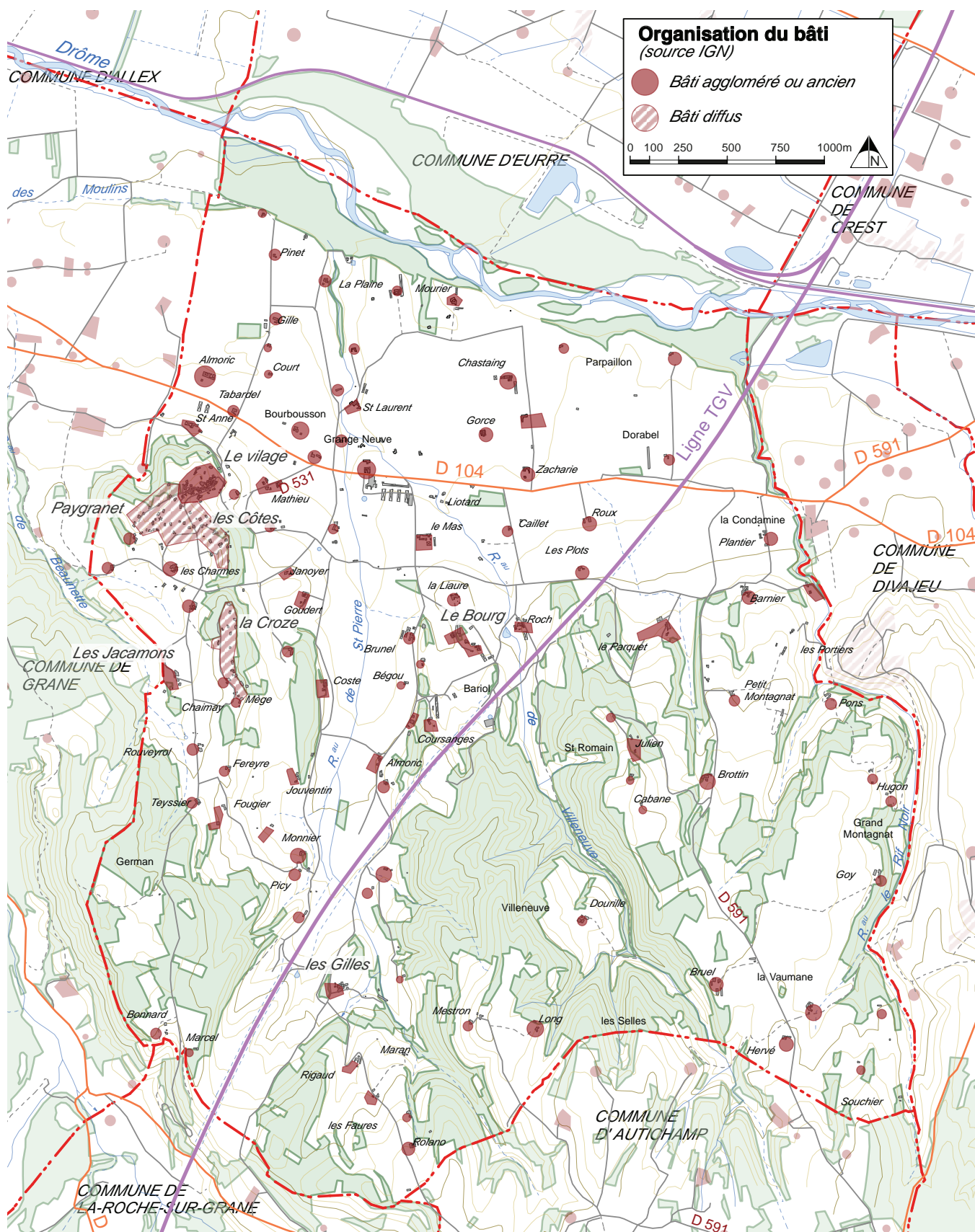


### ...dans la plaine alluviale

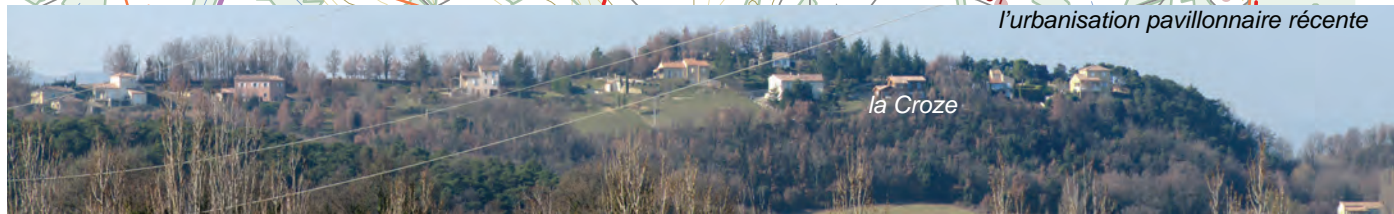




Un village perché repeuplé, des constructions pavillonnaires récentes au sud du village, de nombreuses fermes anciennes et quelques hameaux



I. ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT



l'urbanisation pavillonnaire récente



## Village et abords: une situation exceptionnelle:

### Un secteur agricole

- Une ouverture sur la plaine agricole au nord et à l'est

### Un secteur de reliefs

- une forte co-visibilité depuis la plaine sur le bas de pente du village.

### Hydrographie

- Vallons des ruisseaux de Beaumette et de Saint-Pierre: zone d'influence des ruisseaux à respecter.

### Forme urbaine

- Un village historique dense de caractère, dominant la plaine de la Drôme
- Situation en belvédère avec de larges vues panoramiques vers la Drôme, le Vercors, la Montagne de la Raye et le massif de Saou
- Forte co-visibilité: vues exceptionnelles à protéger sur le village perché.
- deux poches d'extensions au sud: Paygranet-Côtes qui empiètent sur les terres agricoles et la Croze très visibles sur la crête du petit massif qui se termine avec le village perché
- Des fermes isolées dans la plaine et au sud du village: identité à conserver.
- Chapelle Saint-Pierre: secteur à protéger.



la plaine du ruisseau de St Pierre



la plaine agricole entre Paygranet et les Jacamons



Vue depuis la mairie





#### 1.4. Organisation du bâti / morphologie du village

## Un village perché qui ha conservato il suo carattere

**Le Village: 236 habitants permanents (80 RP-8RS).**

**Abords: Paygranet et Côtes** 64 h/ 24RP/ 2RS/ 1 gîte)

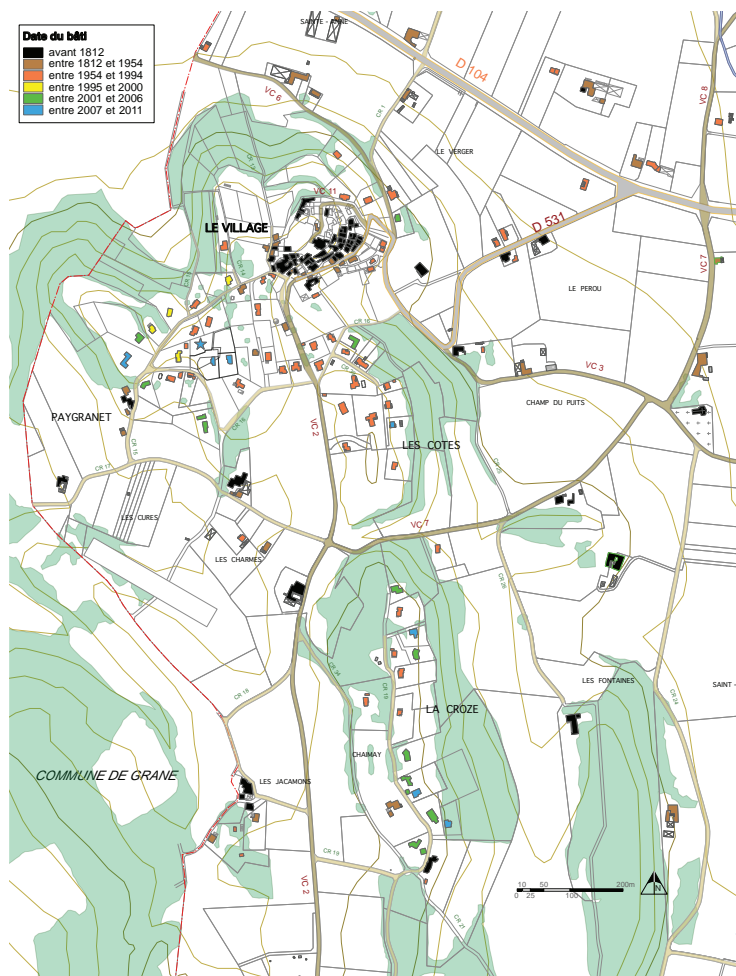
Longtemps délaissé, le village se repeuple à la fin des années 70, grâce aux aménagements réalisés par la municipalité et à l'intérêt renaissant pour les villages perchés.

Situé à l'extrémité d'un petit massif, dominant la plaine, le village a su garder son identité en préservant les jardins et les fermes situés sur son «glacis», en contrebas à l'est et une partie de ses remparts. Ces derniers, ainsi que le relief de la «motte» ont fortement influencé la forme du bâti. Le tissu intra-muros est très dense sur la moitié sud avec des ruelles étroites le long des courbes de niveau, recoupées par des calades ou des escaliers dans la pente, ouvrant sur des vues lointaines. Une partie des murailles s'est effondrée en 1974 au sud-est.

Au nord du village, une grande partie des constructions médiévales a disparu et la commune a réalisé sur leur emplacement, des espaces paysagers, du stationnement et une nouvelle voie carrossable.

Comme nous l'avons vu plus haut, l'habitat récent s'est plutôt étendu au sud-ouest, beaucoup moins visible, mais il commence à grignoter les terres agricoles et brouille la ligne de crête (voir p38).

Tous les équipements communaux sont situés dans le vieux village ou à proximité (le stade de foot).



Cadastre napoléonien, 1812



Le village - vue aérienne, 1962



## Le village aujourd'hui...

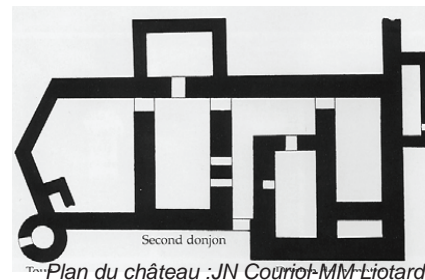


chapelle St Pierre



## Le château, point focal du village

Surplombant le vieux village, le château en ruines est visible de toutes les directions. Construction spartiate, bâtie au XII<sup>e</sup> pour protéger la famille du seigneur et ses proches, le premier donjon mesure de 15 à 20m avec des murs jusqu'à 2m d'épaisseur. Un second donjon et une tour ronde ont été ajoutés après. Demeure des seigneurs Moreton de Chabrillan jusqu'en 1650. (Inscrites à l'inventaire supplémentaires des monuments historiques le 21 oct. 1926).



Sa présence donne une double impression de domination et de fragilité. Des travaux de mise en sécurité de l'édifice sont en cours, le château pouvant présenter un danger aux habitations alentours en cas de tremblement de terre.



## les équipements éditaires et les services:



**L'école de garçons (aujourd'hui dite «du bas»)** a été construite en 1850 au sud du village près de la porte de Bayard (disparue). Contiguë à l'école, la mairie a été construite en 1895.

**L'école de filles (dite «du haut»)** fut construite en 1865 à l'ouest du château et l'enseignement y était assuré par des religieuses jusqu'en 1887.



## Eglise Saint-Julien

Originellement, chapelle du château. Citée dès le XIV<sup>e</sup>, elle est brûlée pendant les guerres de religion entre 1619 et 1628, refaite en 1753.

Inaccessible aujourd'hui en attendant d'importants travaux de réfection.

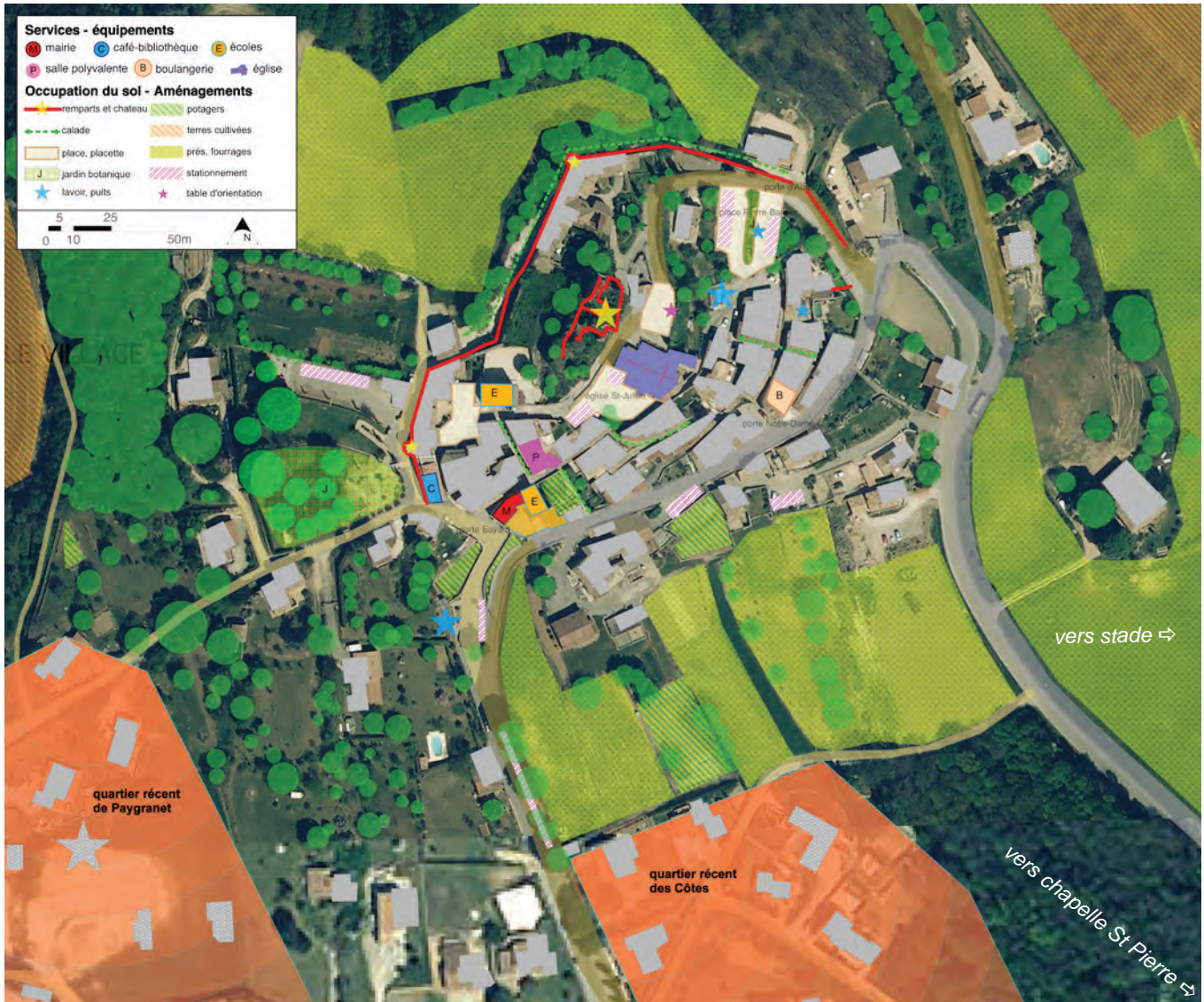


**Café bibliothèque** réalisé en 2007, contre et dans la muraille ouest.

**La Boulangerie** existe depuis 1950, dernier véritable commerce depuis la fermeture du café Morel en 2000.







Sous le village...



**La chapelle Saint-Pierre** est située dans la plaine sur un emplacement antique (on y trouve des réemplois romains) et était couplée avec un prieuré aujourd'hui disparu (ses chanoines dépendaient de l'abbaye Saint Thiers de Saoû). Elle est aujourd'hui entourée par le cimetière communal, Le chœur daterait du dernier quart du XI<sup>e</sup>s, la croisée couverte d'une coupole et le clocher du premier quart du XII<sup>e</sup>s. La nef a été édifiée tout au long du XII<sup>e</sup>s (Guy Barrauol, cité par le diagnostic de la ZPPAUP) A l'intérieur dix chapiteaux sculptés de style roman. Après les guerres de religion la chapelle est restaurée plusieurs fois, en 1606, 1612, et 1626. Après la Révolution, la chapelle est rachetée par la commune et est classée Monument Historique le 3 juillet 1847.



**Le stade Gatien Almorici** réalisé en 1983, vestiaire en 1986. Création club de foot : 1978.



## Les remparts du village perché

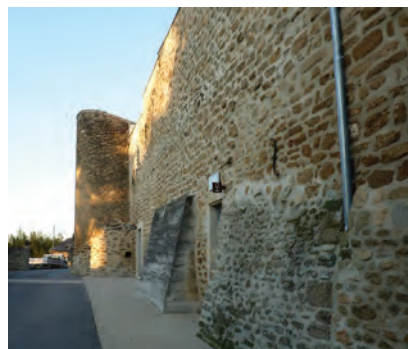
Encore visibles au nord et à l'ouest, les remparts qui protégeaient le village perché lui ont donné sa forme et son identité.

Elevés au XIV<sup>e</sup>, les murs mesureront 570m, jusqu'à 8m de haut, 1m20 d'épaisseur. Flanqués de 4 tours et de trois portes: midi de Bayard, est: Notre Dame et la porte d'Aurouze au nord qui existe encore. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, période plus calme, les maisons furent autorisées à percer des ouvertures. En 1974, symptôme du désintérêt pour le village une partie au sud s'écroule.

Ils sont également envahis par la végétation. Ils sont accompagnés d'un chemin où le cheminement et les calades récentes s'harmonisent plutôt bien.



*porte d'Aurouze*



*tours de l'est*



*chemin de ronde aménagé*



*vue du sud-ouest*



*vue de l'est*

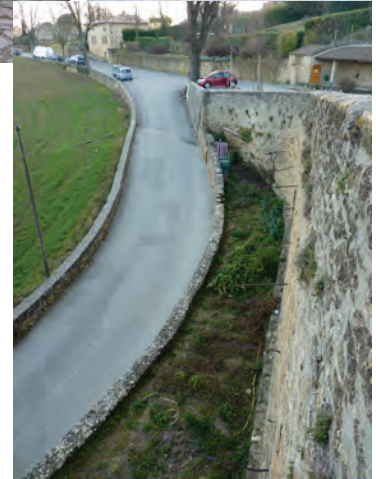


### Un village «botanique»

Une identité végétale marquée par les Cyprès fastigiés qui ponctuent l'ensemble du village. Chaque espace libre est utilisé pour des plantations d'une multitude d'espèce étiquetées comme dans un jardin botanique. Les espaces privés, les potagers et les pieds de façades plantées de petites jardinières participent à l'également de l'espace public



voie nouvelle et stationnement paysager réalisé en 1978 sur l'emplacement de ruines.



### le Parc des Cèdres, le jardin des senteurs...

Hors des remparts et dominant le village, ces jardins offrent une respiration contrastant avec la densité du village.





## Ruelles et calades



L'identité d'un village perché réside aussi dans ses ruelles, étroites et escarpées. Parfois conservées en l'état, souvent restaurées en alliant la pierre aux techniques actuelles, les dallages anciens sont des fois simplement recouverts de béton ou de bitume pour des raisons d'accessibilité et de coût.

### des aménagements minéraux récents de qualité:

Placette devant l'école au coeur du village. Un aménagement contemporain très bien intégré comme beaucoup de rénovations dans le bourg.



### Des espaces dédiés aux stationnements bien insérés

Des parkings nombreux, bien intégrés et peu visibles...aménagés sur l'emplacement des constructions ruinées en 1978 en même temps que la nouvelle voie auto.







### Place de l'église Saint-Julien

A l'emplacement d'un ancien cimetière, la place bordant l'église paroissiale est très minérale, occupée principalement par la voirie et très peu végétalisée. Son état un peu dégradé ne valorise pas l'édifice.

### Petit patrimoine du village



Plusieurs lavoirs, puits, des murs et murets de soutènement... le village est parsemé d'ouvrages de pierre permettant de conserver son caractère ancien malgré le bitume de la voirie...



### et des alentours

Calvaires, stèle pompes (St Pierre), un petit patrimoine dispersé, à préserver et à mettre en valeur.

### Les espaces libres autour du village perché

Élément non bâti mais participant pleinement à l'identité du village: les près et jardins, ainsi que les fermes situés dans son ancien «glacis» (espace libre devant des fortifications). Ils sont également à préserver et à valoriser.



... vu des Côtes







#### Almorik (15 habitants 4RP, 0RS)

Groupe de 3 anciennes fermes le long de la VC4, au pied d'une colline boisée et face à une plaine agricole. Certaines constructions ont fait l'objet d'importantes transformations, dont certaines (arches) ont pu dénaturer le bâtiment existant. Siège d'une exploitation agricole.



#### Secteur du Bourg (30habitants, 9RP, 0RS)

Groupe de 2 fermes, encore en activité (2 sièges), auxquelles se sont adjointes des constructions plus récentes. Tunnels et bâtiments d'élevage hors-sol/



#### Légende

	Boisements		Zone de bruit du TGV (source carte communale 2005)
	Agriculture		Zones humides: Mare de Rochas
	Risque d'inondation (source carte communale 2005)		Ecotone forestier

#### Un secteur agricole

- Une ouverture sur la plaine agricole au nord
- Secteur de vergers au Bourg: type de culture à valoriser, étendre.

#### Un secteur en pied de pente

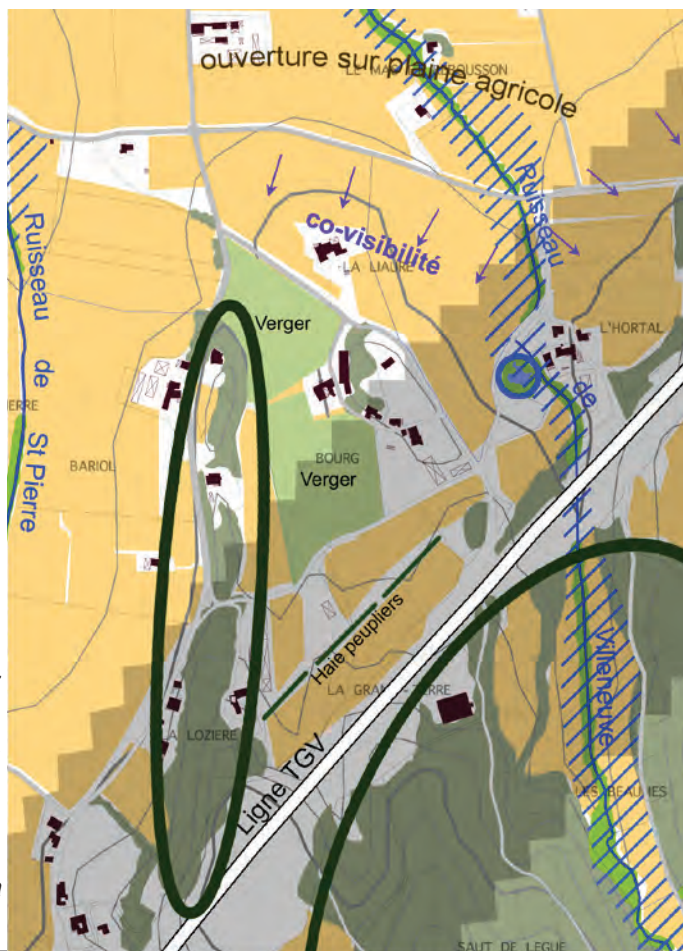
- une forte co-visibilité depuis la plaine.

#### Hydrographie

- Vallons des ruisseaux de Saint-Pierre et de Villeneuve: zone d'influence des ruisseaux à respecter.
- Ruisseau de Villeneuve: une zone humide à protéger, une ripisylve à entretenir.
- Mare de Rochas: une zone humide à protéger.

#### Une brèche dans le paysage

- Ligne TGV: une zone de bruit (300m) et d'impact visuel à prendre en compte: atténuation du bruit, intégration visuelle.





## 1.4. Organisation du bâti / les hameaux anciens

Des groupes de fermes préservés de l'urbanisation récente



**Les Jacamons** (22habitants 10RP, 1RS). Groupe de deux extraordinaires fermes anciennes de grande valeur patrimoniale.



**Gilles** (30habitants 7RP, 0RS)  
véritable hameau, avec des  
construction accolées.  
Une construction récente au  
nord de celui-ci





## Les Quartiers récents

### Le quartier de Paygranet-les Côtes 64 h/ 24RP/ 2RS/ 1 gîte



### Le quartier de la Croze 50 h/ 11RP/ 0RS/ 0 gîte





## 1.4. Organisation du bâti / zones d'urbanisation récentes- consommation de l'espace

de grandes parcelles, qui tendent à diminuer légèrement

Constructions pavillonnaires remontant aux années 70. Peu visibles, sauf lorsqu'elles se situent sur les lignes de crêtes (les Côtes et la Croze) ou en bordure de cultures. Les secteurs situés sur les crêtes posent, en plus des questions d'insertion dans le paysage, des problématiques d'occupation de la parcelle (voir page 40).

Sur les 17ha de la zone C, 84% sont occupée par des maisons individuelles.

La moitié des parcelles situées en zone constructible de la carte communale a une superficie supérieure à 2000m<sup>2</sup>; 67% une surface de plus de 1500m<sup>2</sup>. 12% ont une surface inférieure à 1000m<sup>2</sup>.

La majeure partie des parcelles supérieures à 3000m<sup>2</sup>,

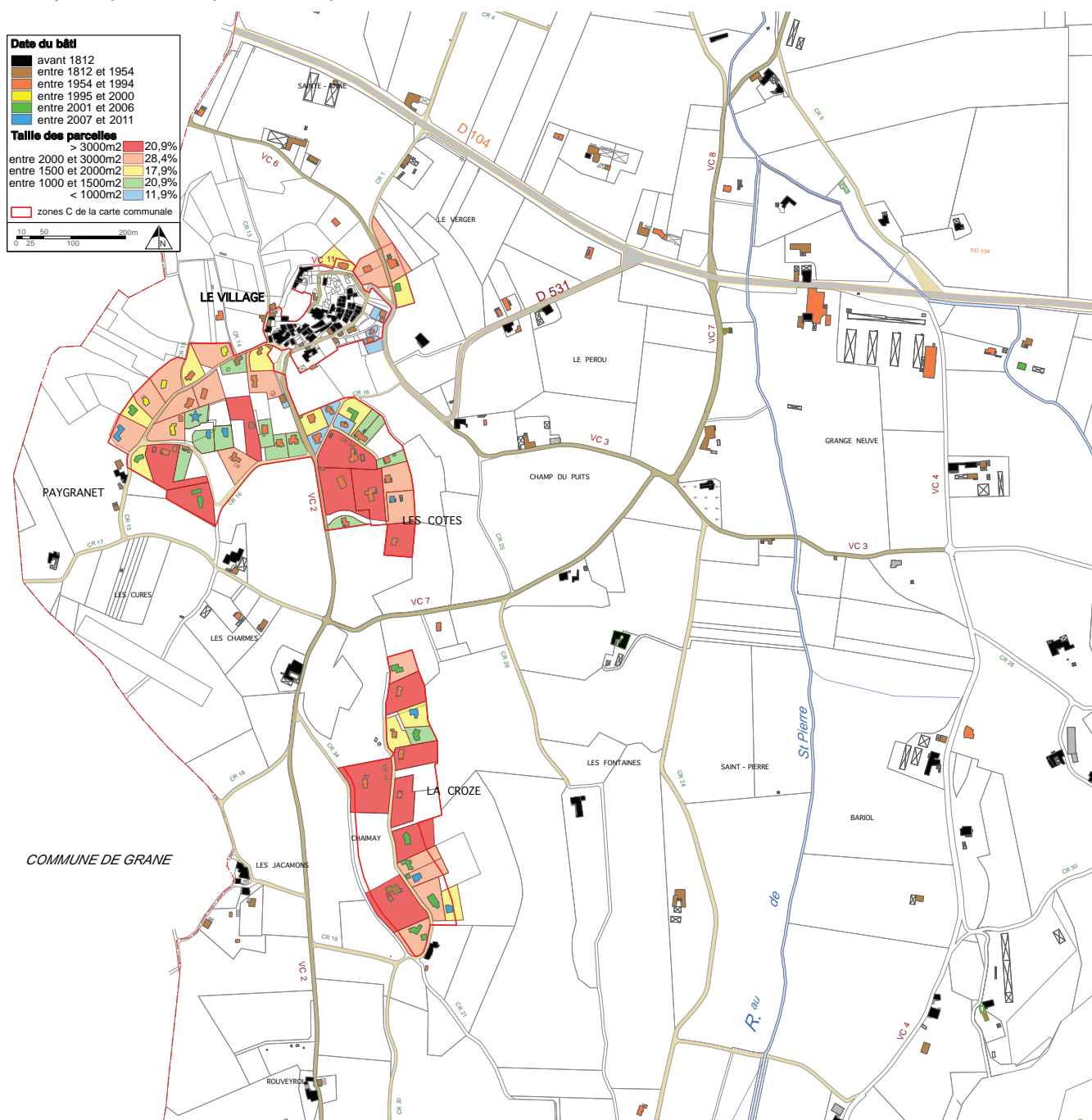
ainsi que celles inférieures à 1000m<sup>2</sup> ont été bâties dans les années 70 et les constructions les plus récentes ont une superficie comprises entre 1000 et 3000m<sup>2</sup>.

Depuis 1995, 5,25 ha ont été urbanisés dans les quartiers d'extension de l'habitat de la zone C. La moyenne de la superficie des parcelles bâties depuis 1995 est de 2280 m<sup>2</sup>.

Sur la période précédente(1954 à 1994), cette moyenne est de 2340m<sup>2</sup>

Et si l'on décompose les périodes récentes:

- 1995-2000: 2600m<sup>2</sup>
- 2001-2006: 2367m<sup>2</sup>
- 2007-2012: 2010m<sup>2</sup>





## 1.4. Organisation du bâti /zones d'urbanisation récentes sur la pente

### un rapport à la pente difficile

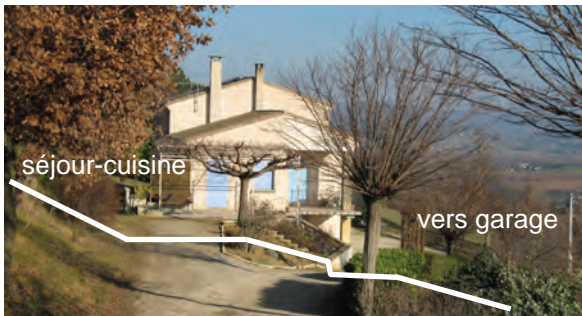


une situation en crête ne permettant pas une bonne intégration de la construction

Les zones de constructions récentes des quartiers des Côtes et de la Croze sont sur des terrains pentus. S'il est possible de contourner cette contrainte pour en faire un avantage (absence de vis-à-vis gênants, la vue lointaine inaliénable...), la plupart des constructions «s'acharnent» à implanter le garage en soubassement, alors même qu'ils ont tendance à inverser certains usages (séjour et cuisine à l'étage, sans plain-pied). Perdant ainsi une importante partie du jardin sur l'aval.

Ils sont également très visible depuis la vallée.

Accès au garage en aval de la maison, créant de vastes surface de circulation, prises sur le jardin



Garage en amont de la maison, limitant la surface de circulation





## abords des constructions

des clôtures et des haies peu adaptées à un environnement rural

### Abords identitaires des fermes:

A l'origine, les hameaux étaient accompagnés d'un bosquet ou d'un sujet à fort développement, cèdres, platanes, tilleul que l'on retrouve aux abords des anciens corps de ferme.



### Traitements paysagers non intégrés à l'environnement:

Enrochements grossiers, haies monospécifiques, clôture colorée ou grillage non végétalisé... Les aménagements des abords des habitations doivent mieux s'intégrer dans le paysage environnant.



*Empierrement à Paygranet*



*clôture blanche*



*grillage*



*Cèdres bleus et haie à Mourier*



*Haie de conifère taillée*



*Haie de laurèle taillée*

### Traitements paysagers intégrés:

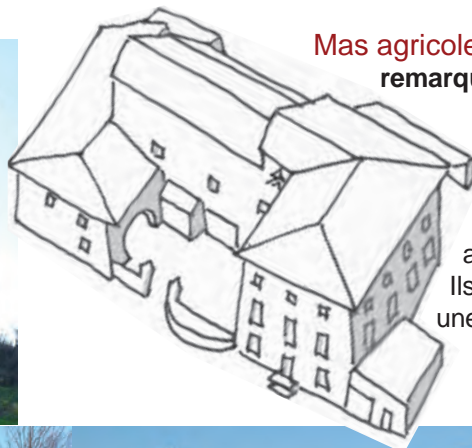
La meilleure intégration se fait par la conservation ou la reprise de l'existant: Bosquets de chênes, murets de pierre, haies bocagères...



*Secteur urbanisé boisé: la Croze*







**Mas agricoles:** Une composition remarquable de volumes massifs et simples.

Les bâtiments agricoles étaient généralement accolés à l'habitation. Ils formaient parfois une cour fermée avec un portail en pierre



### **Des parements issus du sous-sol ↓**

Des constructions traditionnelles bâties en moellons calcaires ou de grès. Ceux-ci donnent cet aspect beige clair, roux, et gris aux constructions.

Ils étaient généralement enduits; la pierre de taille étant utilisée pour les linteaux et les jambages, ainsi que les portails.

### **Pigeonniers**





## 1.4. Organisation du bâti / Typologies traditionnelles

Une architecture domestique et agricole traditionnelle remarquable

→ **Des solides portails en pierre** marquaient les entrées de la plupart des fermes et rappelaient que la sécurité à l'époque était relative. Beaucoup ont été détruits pour laisser passer les tracteurs



**Les escaliers menant au logement**

L'escalier menant à l'habitation est l'occasion d'un traitement architectural qui magnifie l'entrée ↓





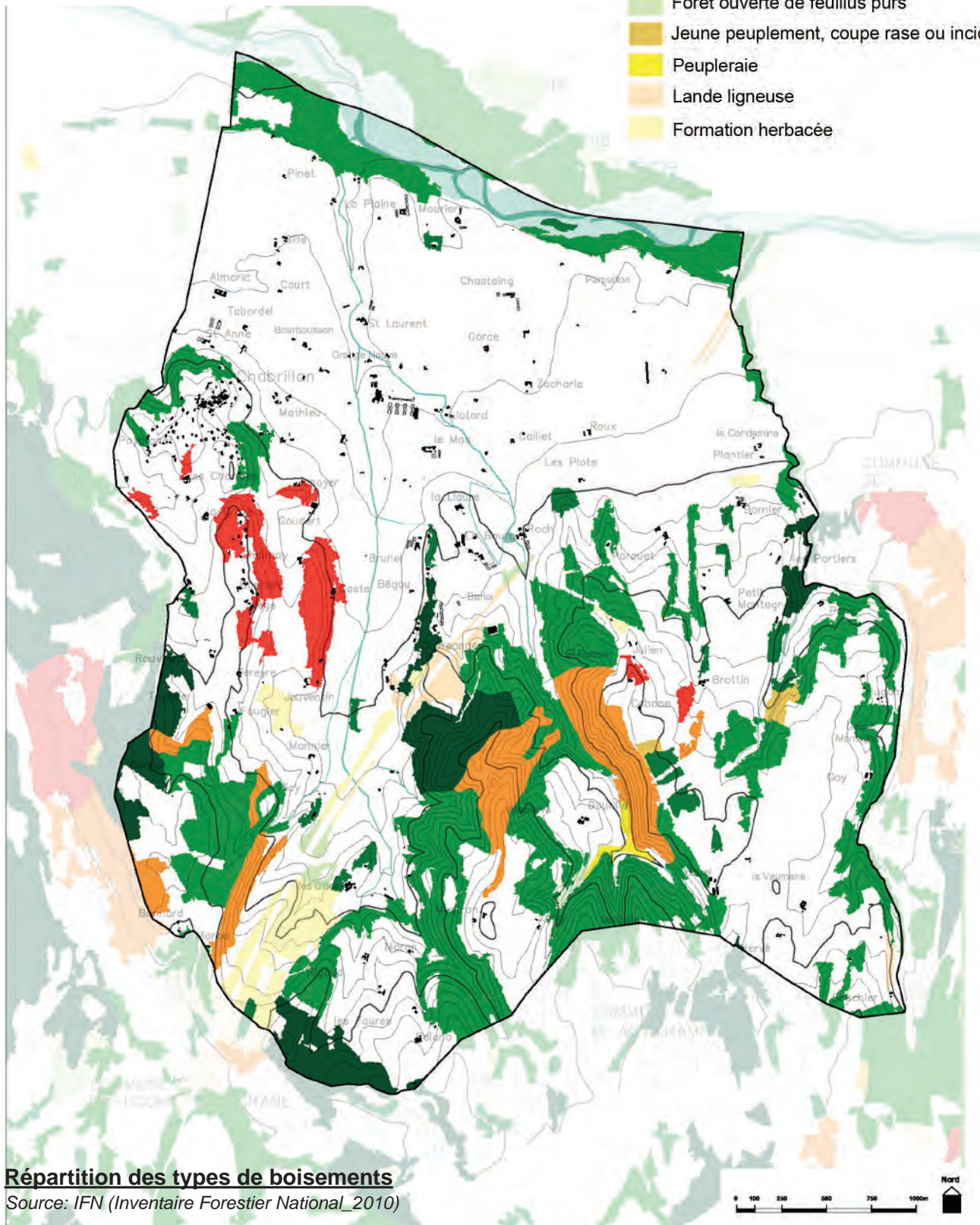
## 1.5. Les différents milieux / couvert boisé

Les boisements couvrent principalement les pentes des reliefs. Ils sont composés en majorité de chênes pubescents auxquels s'associent d'autres espèces de feuillus en proportions variables, mais surtout avec le pin qui tend à progresser sur les buttes au sud du village.

Les masses boisées sur les rives de la Drôme sont assimilables à une large ripisylve appelée ramières. Ce sont des espèces de milieux humide. (Cf chapitre ripisylves).

### Légende:

- Mélange de feuillus
- Forêt mixte (feuillus majoritaires)
- Chênes pubescens pur
- Feuillus en ilots
- Forêt mixte (conifères majoritaires)
- Forêt ouverte de feuillus purs
- Jeune peuplement, coupe rase ou incident
- Peupleraie
- Lande ligneuse
- Formation herbacée



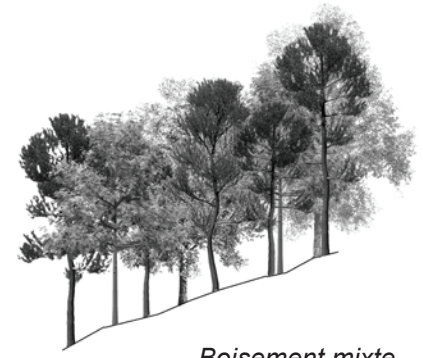




*Chênes\_la Croze*



*Pins et chênes aux alentours de Brottin*



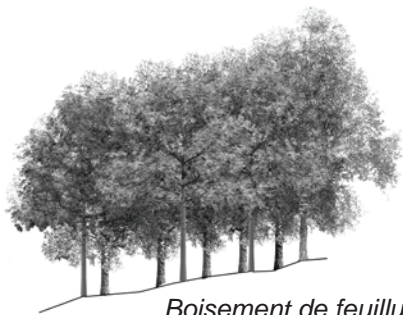
*Boisement mixte*



*Boisement de feuillus\_sud-ouest*



*Boisement de feuillus\_Villeneuve*



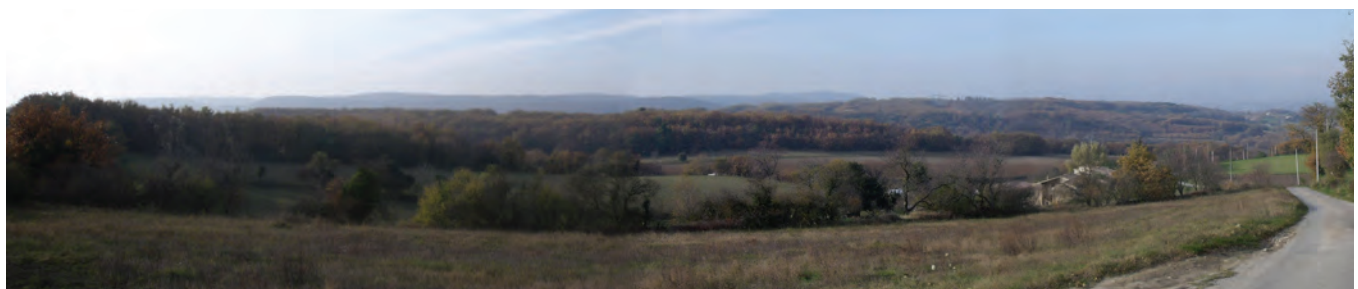
*Boisement de feuillus*



*Relief boisé de Villeneuve*



*Des boisements en ponctuation et la masse boisée de Villeneuve à droite.*



*Vue depuis les Faures sur les boisements de l'ouest de la commune*



## 1.5. Les différents milieux / Structures végétales remarquables



Chêne (Fereyre)



Chêne (à Picy)



Chêne (Paygranet)



Chêne (Les Charmes)



Cèdre (Paygranet)

### Sujets remarquables

Un grand nombre de vieux sujets remarquables, faisant l'identité et appartenant au patrimoine paysager de la commune.

La majorité de ces arbres sont des chênes, mais on trouve quelques autres espèces, notamment le cèdre. On les trouve en bordure de route ou dans les propriétés, parfois en petit groupe.

### **Alignements routiers et ligne TGV**

La D104 traverse la plaine agricole d'est en ouest, elle est accompagnée d'alignements d'arbres entre Grange Neuve et les Plots. Une structure linéaire qui permet d'atténuer l'impact urbain de cet axe. La ligne TGV est également accompagnée de végétation qui permettra à terme d'atténuer son impact visuel.



Alignement sur la D104



Aire plantée sur la D104



Alignement aux abords du village



Ligne TGV: plantations linéaires en bas de talus



Alignement en haut de talus et plantation du talus





*Haie brise-vent mixte peuplier / Cyprés entre Jouventin et Coste*



*Muriers blanc tetard aux Charmes*



*Haie de cyprès à La Condamine*



*Haie de Cèdres (Almorici)*



*Haie de Cyprès - terrain de foot*



*Peupliers à Bariol*

### Haies bocagère et brise-vent...

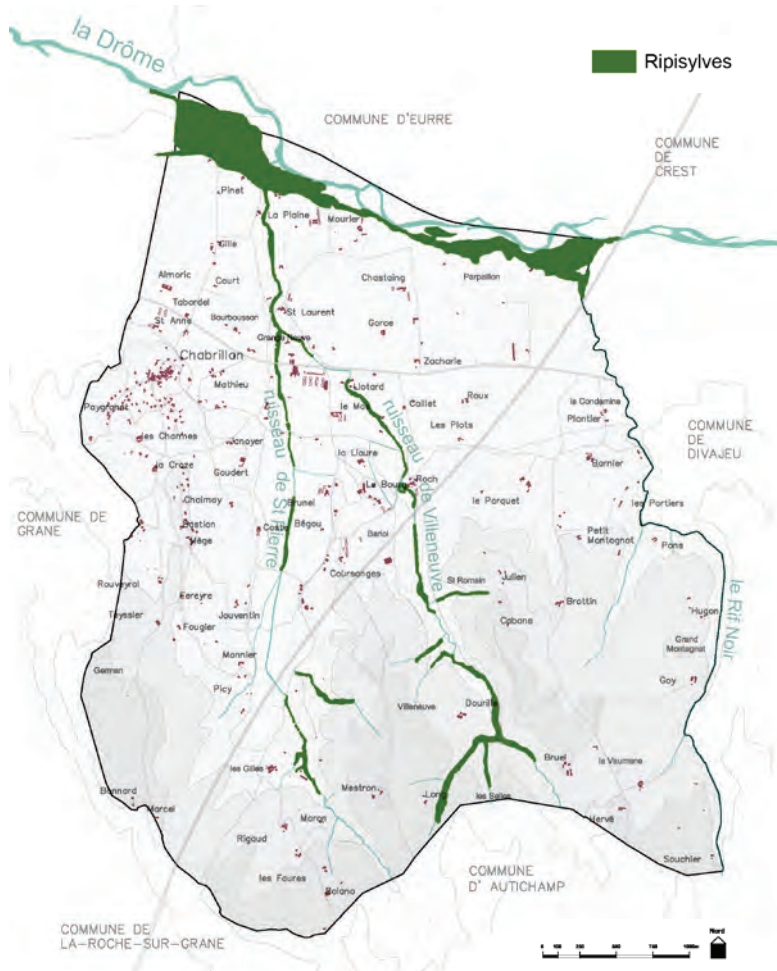
Plus rares qu'autrefois du fait de l'agrandissement des parcelles agricoles, on retrouve des vestiges d'anciennes haies et de nouvelles composées souvent de peupliers et d'espèces introduites et persistantes.





### 1.5. Les différents milieux / milieux humides et ripisylves

Les ripisylves des ruisseaux de Villeneuve et de St Pierre marquent le paysage de Chabrillan. Indicateurs de zones humides, elles se composent majoritairement de frênes, aulnes, érables, et de peupliers fastigiés très repérables en plaine agricole.



Ramières de la Drôme\_Grand Grange



### Peupliers en bordure du ruisseau de Villeneuve



Ripsisylve du ruisseau de Saint-Pierre\_Grange Neuve



*Ripisylve du ruisseau de Villeneuve*



*Ripisylve du ruisseau de Saint-Pierre*



## les espaces ouverts

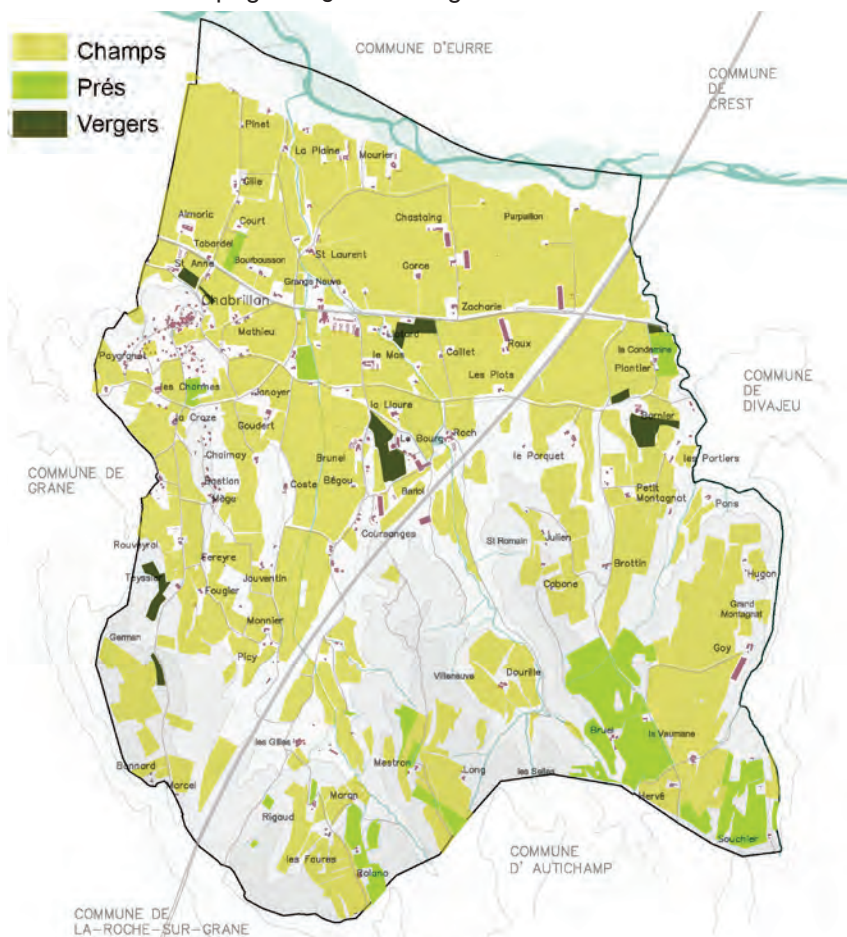
## Des cultures diversifiées

## Cultures

La majorité des grandes parcelles cultivées sont des champs de céréales, oléagineux, légumes et semences.

De plus petites parcelles s'intercalent présentant d'autres cultures patrimoniales comme les vergers, noyers ou truffières.

Les prairies, rares en plaine, se localisent sur les hauteurs, notamment au sud est. Voir page 76 § activité agricole.



### Répartition des zones cultivées et des prairies

(source: parcelles déclarées à la PAC en 2009)



Noyers dans les bois \_ German



*Truffière (chênes) à Coste*



## Verger à la Condamine



*Kiwi à St Anne*



Prés aux environs de Bruel



*Plaine agricole*



## 1.5. Les différents milieux / Les inventaires, mesures de protection et de gestion

**Une entité écologique et paysagère de grande importance: les Ramières du Val de Drôme, qui traversent largement la commune de Chabrillan, constituent une zone naturelle très étudiée et protégée, couverte par de nombreux inventaires et mesures de protection. Le nord de la commune est donc sous l'influence de ce secteur sensible et devra faire l'objet d'une attention particulière quant à son évolution.**

### **ZNIEFF** (zone naturelle d'intérêt faunistique et floristique)

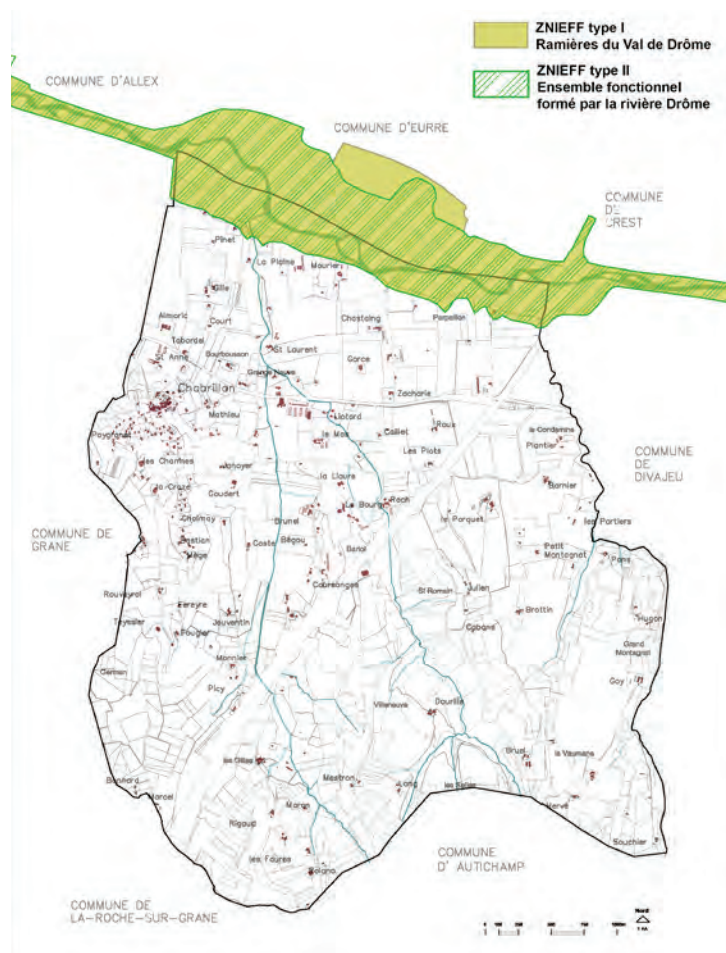
Une Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) est "un secteur du territoire national pour lequel les experts scientifiques ont identifié des éléments remarquables du patrimoine naturel".

La collecte de l'information est définie conjointement par le Muséum National d'Histoire Naturelle (MNHN) et le Ministère de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement durables. Après validation régionale par le Conseil Scientifique Régional de Protection de la Nature (CSRPN), les données sont transmises au MNHN pour validation nationale. Les DIREN sont maîtres d'œuvre de l'inventaire.

**ZNIEFF de type I :** "Secteurs de superficie en général limitée, définis par la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou de milieux rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel national ou régional".

**ZNIEFF de type II :** "Grands ensembles naturels riches ou peu modifiés, ou offrant des potentialités biologiques importantes".

Dans sa conception, l'inventaire ZNIEFF est donc un outil de connaissance et non une procédure de protection des espaces naturels. Il n'a pas de portée normative, même si ces données doivent être prises en compte notamment dans les documents d'urbanisme ainsi que dans les études d'impact.



### **Une ZNIEFF de type I :**

#### **Ramières du Val de Drôme (n°26090001)**

Surface: 571,02 ha.

«L'ensemble naturel des «Ramières» du Val de Drôme s'étend sur dix kilomètres dans le lit majeur de la Drôme en aval de Crest. Les deux tiers de la réserve, parties du lit majeur de la Drôme, sont propriété de l'Etat (Domaine Public Fluvial), les rives appartiennent aux communes et à des particuliers. Le terme «Ramières» désigne, localement, les bois riverains des cours d'eau. La Drôme est l'une des rares rivières européennes qui n'ait pas de barrage sur son bassin versant (cours principal et affluents). Deux secteurs élargis, où la rivière peut divaguer spontanément, reliés par une zone endiguée au 19e siècle, écrètent naturellement les crues dévastatrices. La vaste forêt riveraine ou ripisylve (200 ha) constitue la majeure partie de la réserve, abritant une flore et une faune très diversifiées.[...]

### **Une ZNIEFF de type II :**

#### **Ensemble fonctionnel formé par la rivière Drôme et ses principaux affluents (n°2609)**

Surface: 12'327 ha.

Cette zone intègre l'ensemble fonctionnel formé par la Drôme, ses annexes fluviales et ses principaux affluents (Gervanne, Sure, Bez, Roanne...).

Elle constitue un corridor écologique pour la faune et la flore fluviale et une zone d'échange avec le fleuve Rhône.

Elle joue également un rôle de zone de passage, d'étape migratoire, de zone de stationnement, mais aussi de zone de reproduction pour certaines espèces d'oiseaux remarquables, de batraciens, d'insectes ou de mammifères.[...]



Que l'on retrouve également ci-après:



### **Réserve Naturelle Nationale** **réserve naturelle des Ramières du val de Drôme**

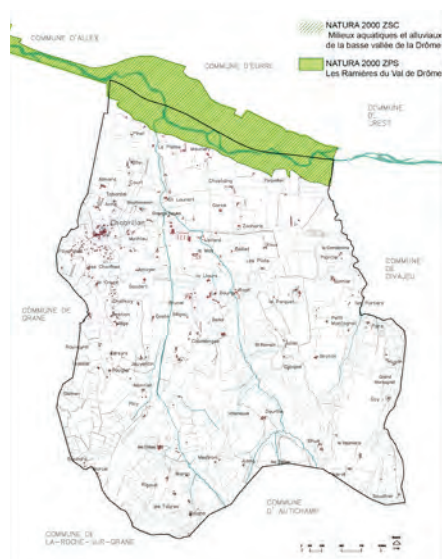
Surface: 346 ha.

Date de création: 2 octobre 1987

Ce classement en réserve naturelle fixe la gestion et la réglementation de ce secteur.



Ramières vue vers le nord après Chastaing



### **NATURA 2000 ZSC** (Zone Spéciale de Conservation)

#### **Milieux aquatiques et alluviaux de la basse vallée de la Drôme**

- FR8201678 -

Surface: 396 ha.

Date de classement comme ZSC : mai 2010

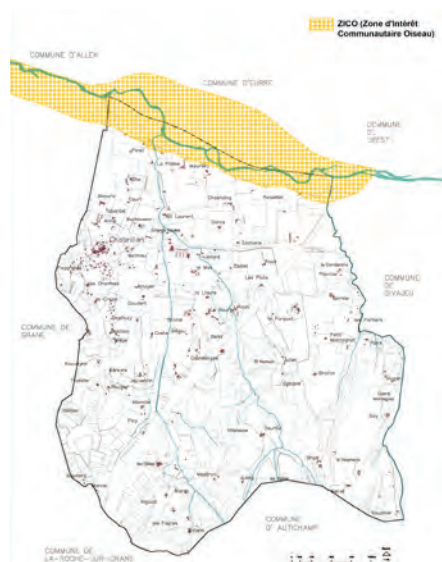
### **NATURA 2000 ZPS** (Zone de Protection Spéciale)

#### **Les Ramières du Val de Drôme**

- FR8210041 -

Surface: 374 ha.

Date de classement comme ZPS : juin 1988



### **ZICO** (Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux)

#### **Val de Drôme : Les ramières-Printegarde**

Surface: 1000 ha.

Le milieu comprend: cours d'eau, ripisylve, marais, roselières, cultures et pelouses sèches sur sol calcaire.

#### **principaux nicheurs:**

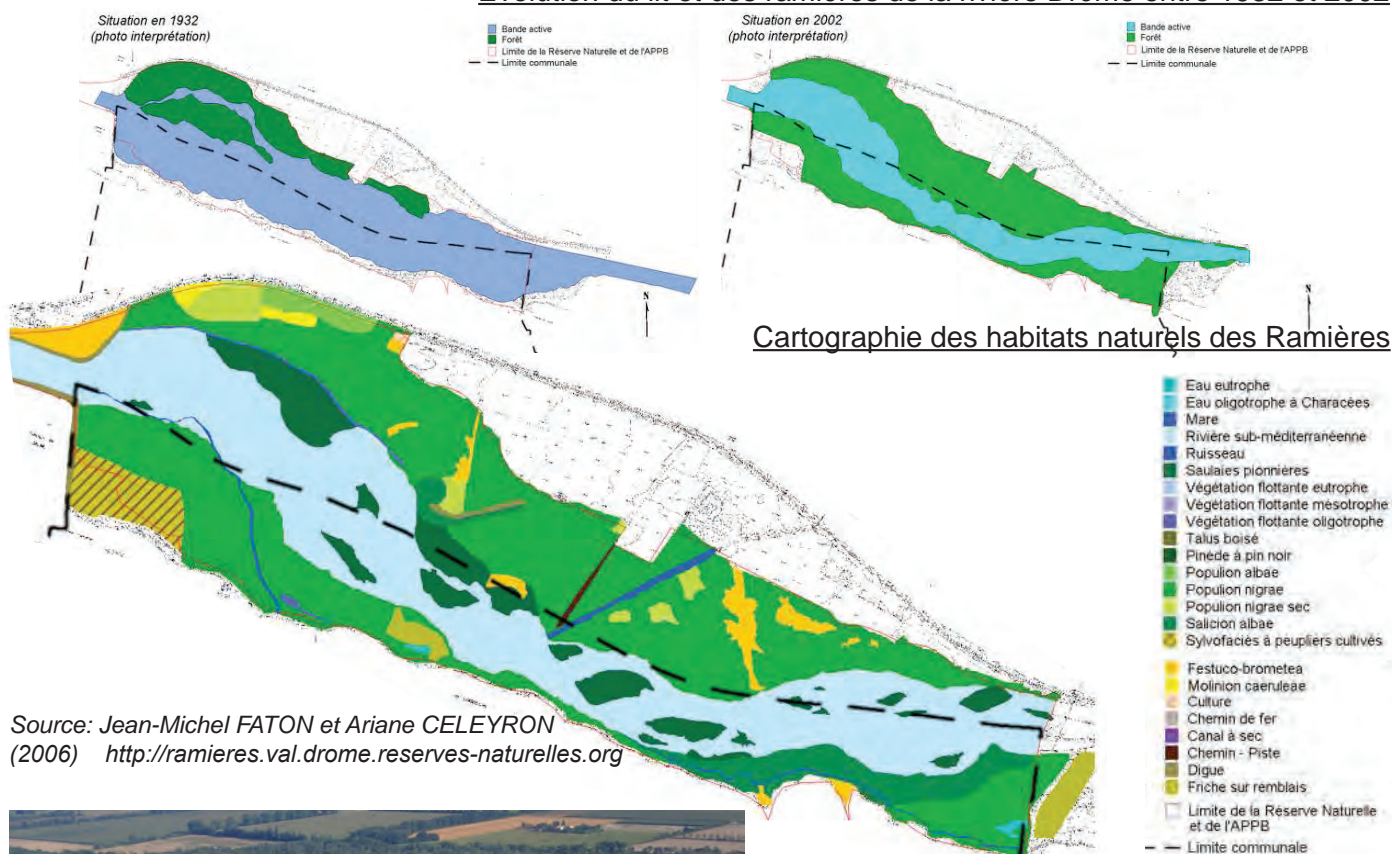
Blongios nain, Bihoreau gris, Aigrette garzette, Héron cendré, Milan noir, Grand-duc d'Europe, Bondrée apivore, Milan royal, Busard cendré et Oedicnème criard.

Grand cormoran, Fuligule milouin et Fuligule morillon sont présents l'hiver.

**NB:** Site important pour la migration des rapaces.



## Evolution du lit et des ramières de la rivière Drôme entre 1932 et 2002



### Les ramières du Val de Drôme

Il s'agit d'un site où la rivière dynamique est préservée avec une partie de la Drôme non canalisée, dominée par la forêt alluviale et la ripisylve de la Drôme. Souvent remaniée par les crues, elle est principalement composée de saulaies pionnières dans le lit majeur, puis de peupleraies dans le lit mineur. Le peuplier noir est l'espèce la plus représentée.

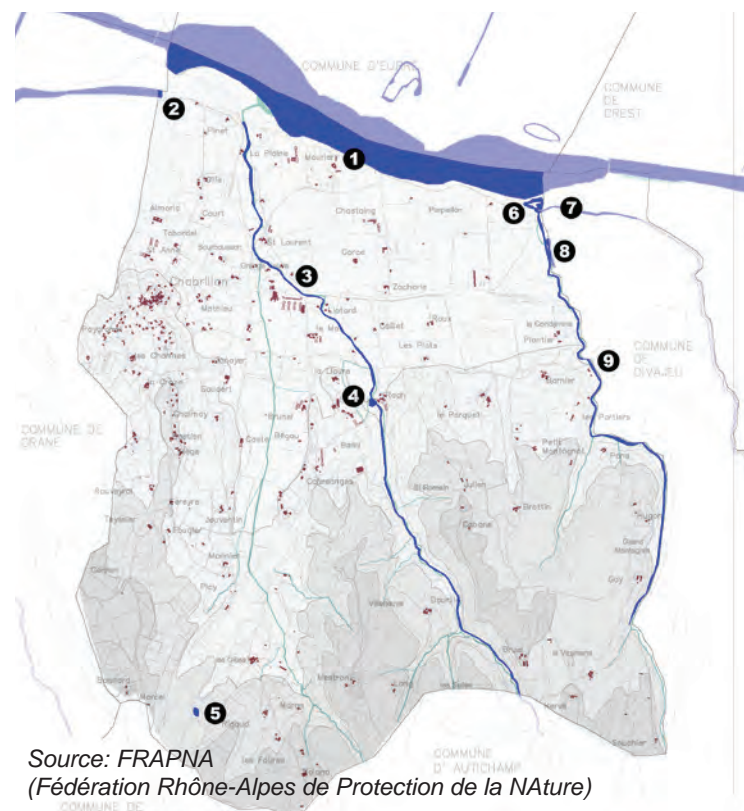
### D'autres zones humides

Une zone humide est une région où l'eau est le principal facteur qui contrôle le milieu naturel et la vie animale et végétale associée. Elle apparaît là où la nappe phréatique arrive près de la surface ou affleure ou encore, là où des eaux peu profondes recouvrent les terres.

La commune de Chabrillan concentre 9 zones humides répertoriées :

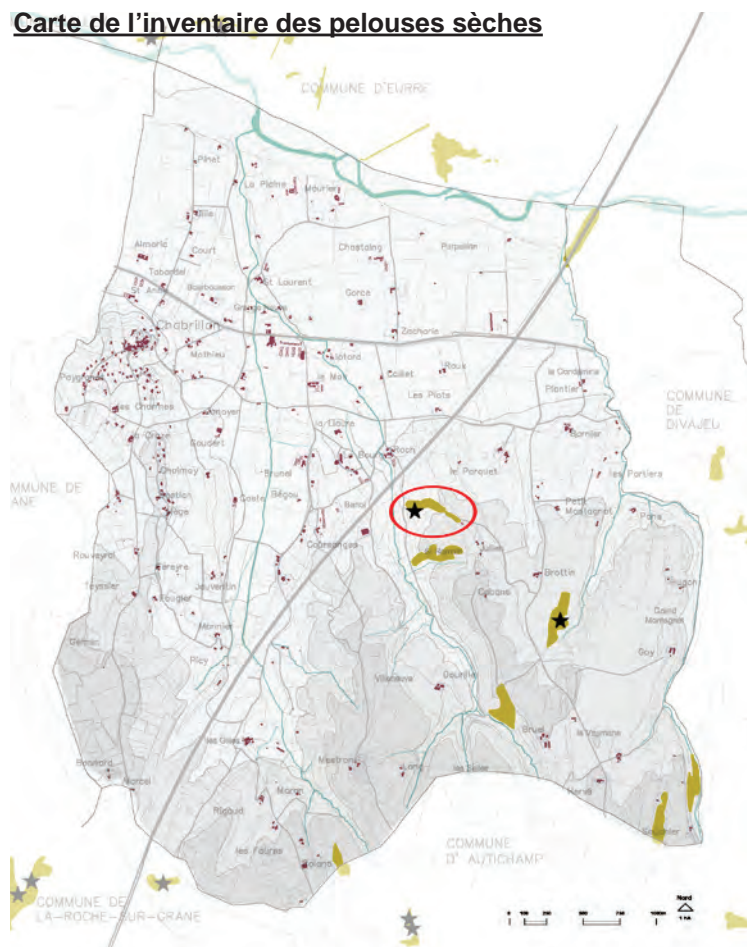
1. Ramières de la Drôme à Chabrillan et Eurre
2. Plaine alluviale de Grane
3. Ruisseau de Villeneuve
4. Mare de Rochas
5. Mare de Cordeil
6. Bordure du lac du Rif noir
7. Canal ASF du péage de Loriol
8. Sources de Caille
9. Ruisseau du Rif noir

En dehors des Ramières de la Drôme, dont on a déjà parlé plus haut, la commune compte également le ruisseau de Villeneuve qui traverse la commune en son centre du sud au nord et quelques zones ponctuelles comme les mares.








## Des pelouses naturelles sèches en déclin

**Carte de l'inventaire des pelouses sèches**

Les secteurs de pelouses sèches, nombreux sur la commune, constituent un milieu riche d'un point de vue écologique. Localisées dans des secteurs difficiles d'accès et souvent en pente, elles ne sont plus entretenues par le pastoralisme. Ces formations végétales tendent donc à disparaître et être remplacées par la lande à genêt puis par les pins.

-  Pelouses sèches répertoriées
-  Site d'intervention prioritaire
-  Site menacé/dégradé

Source: CG Drôme « Inventaire des pelouses sèches de l'ouest drômois »

Réalisation: CESAME (BE environnement)

**Types de pelouses principaux:****Type dominant:****Pelouses médio-européennes du Xerobromion**

Pelouses sèches, rases, formées d'une végétation post-pionnière dominée par les plantes vivaces.

**Dynamique d'évolution:**

Il succède aux habitats de pelouses pionnières. Il a tendance à s'enrichir progressivement et évoluer vers les pelouses médio-européennes du Mesobromion

**Menaces:**

Diverses menaces anthropiques : urbanisation, plantations, pratique de loisirs motorisés...

**Recommandations et mesures de gestion:**

- Inscription en zone N des PLU, maîtrise foncière des terrains jugés prioritaires.
- Entretien par pastoralisme extensif

**Pelouses médio-européennes du Mesobromion**

Pelouses sèches, mi-rases à hautes, formées d'une végétation herbacée dominée par les plantes vivaces.

**Dynamique d'évolution:**

C'est le stade le plus fermé des pelouses. Cet habitat évolue ensuite rapidement pour finir en boisement (fermeture du milieu)

**Menaces:**

Diverses menaces anthropiques : urbanisation, plantations, pratique de loisirs motorisés...

**Recommandations et mesures de gestion:**

- Inscription en zone N des PLU, maîtrise foncière des terrains jugés prioritaires.
- Débroussaillage et entretien par pastoralisme extensif
- Maîtrise de l'expansion du Robinier et du faux-Vernis du Japon





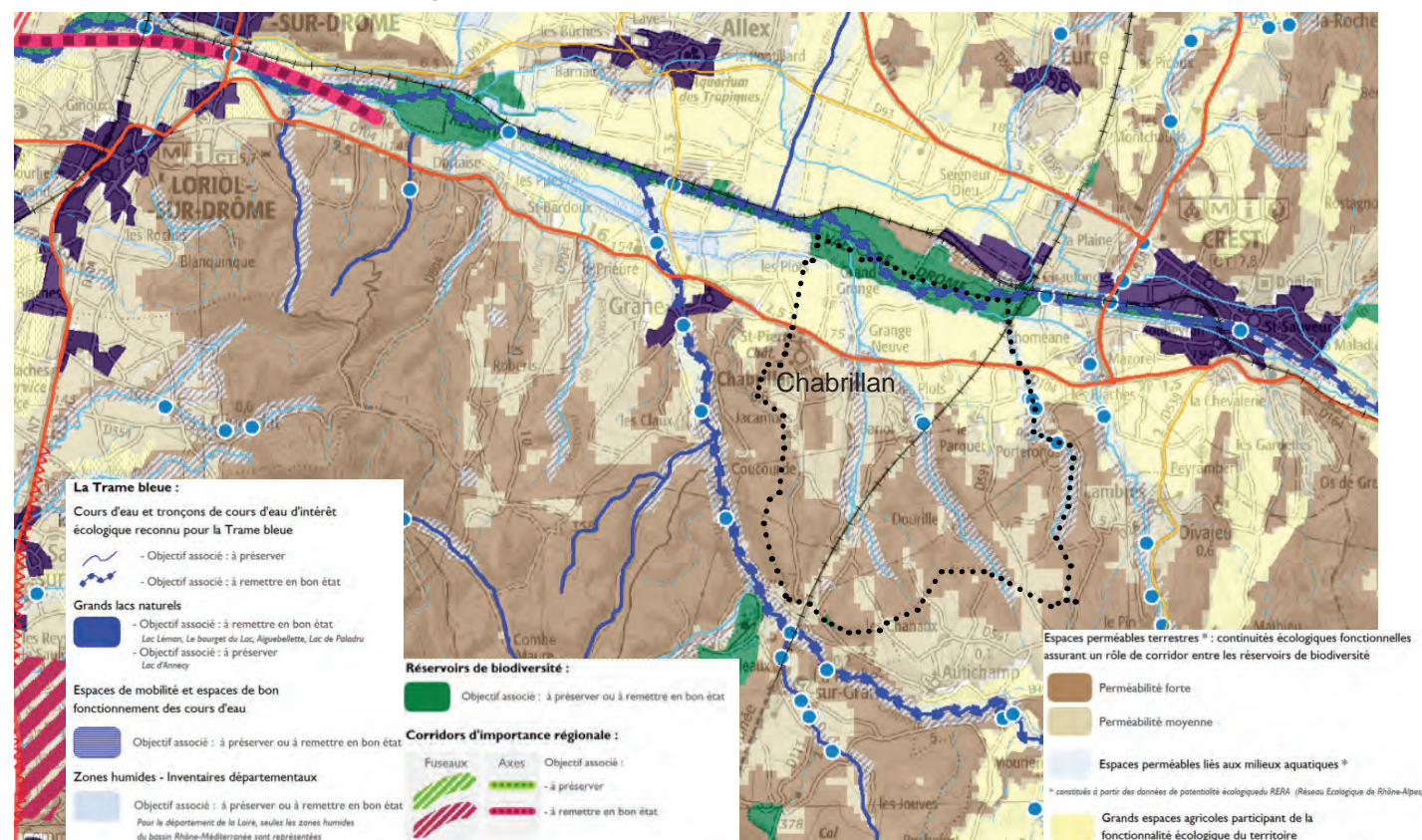
**Un schéma Régional de Cohérence Ecologique a été approuvé par délibération du conseil régional du 19 juin 2014 et par arrêté préfectoral du 16 juillet 2014. Le diagnostic préalable a été validé par le Comité Régional Trame Verte et Bleue (TVB) le 8 février 2012 et le schéma a été arrêté le 18 juillet 2013 par le président de la Région Rhône-Alpes et le Préfet de région.**

Son objectif est d'enrayer la perte de biodiversité. Il vise, par la préservation et la remise en état des sites à forte qualité écologique, riches en biodiversité (les réservoirs) et par le maintien et la restauration des espaces qui les relient (les corridors<sup>1</sup>), à favoriser les déplacements et les capacités adaptatives des espèces et des écosystèmes, notamment dans le contexte de changement climatique. La Trame Verte et Bleue se veut également un véritable outil d'aménagement du territoire, selon les termes mêmes de la Loi Grenelle 1.

Le SRCE signale également les obstacles au déplacement des espèces (urbanisation, infrastructures...).

Le SRCE a été établi sur la base du RERA (Réseau Ecologique Rhône-Alpes) réalisé par la DREAL (voir pages suivantes).

1 Un corridor écologique est un ensemble de structures généralement végétales, en milieu terrestre ou aquatique qui permet la dispersion des espèces animales ou végétales entre différents habitat.



**Continuum agricole extensif et lisières**  
Une plaine agricole trop ouverte pour constituer un réservoir écologique. En revanche, les zones agricoles en secteurs plus escarpés, ponctués de boisements offrent un fort potentiel écologique.

**Continuum forestier de basse altitude**  
Les ramières de la Drôme et les reliefs boisés constituent deux continums forestiers distincts. Leur interconnexion est possible par l'intermédiaire des ripisylves des ruisseaux

**Continuum des milieux aquatiques et humides**  
Des continums linéaires correspondant aux ruisseaux de Saint-Pierre, de Villeneuve et au Rif Noir aboutissant au continuum de la Drôme.  
Les interruptions dans les continums correspondent au passage de la ligne TGV.

**Corridor biologique**  
Liaison fonctionnelle entre différents habitats d'une espèce permettant sa dispersion et sa migration. Localisé autour de la rivière Drôme, à partir des ramières jusqu'au Rhône, ce corridor biologique est une zone effective de passage de faune diverse.

**Enjeux d'échelle régionale**  
la commune est couverte par les enjeux aquatiques de la « Vallée du Rhône et affluents » : connectivité pour les migrateurs jusqu'à la confluence avec la Drôme. Connectivité avec les annexes hydrauliques du Rhône.

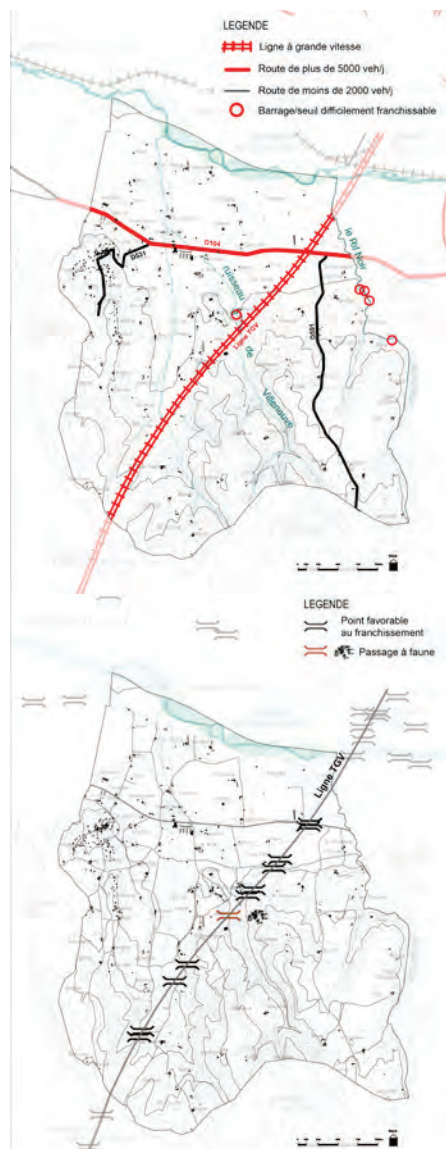
**Connexion régionale**  
Une connexion hydrographique régionale constituée par la rivière Drôme jusqu'au Rhône.  
Une connexion régionale potentielle entre reliefs ardechois et Forêt de Saou, empruntant ce couloir de la Drôme.



## Des réseaux écologiques à prendre en compte

**Interprétation localisée du SRCE 2014 et RERA 2010**

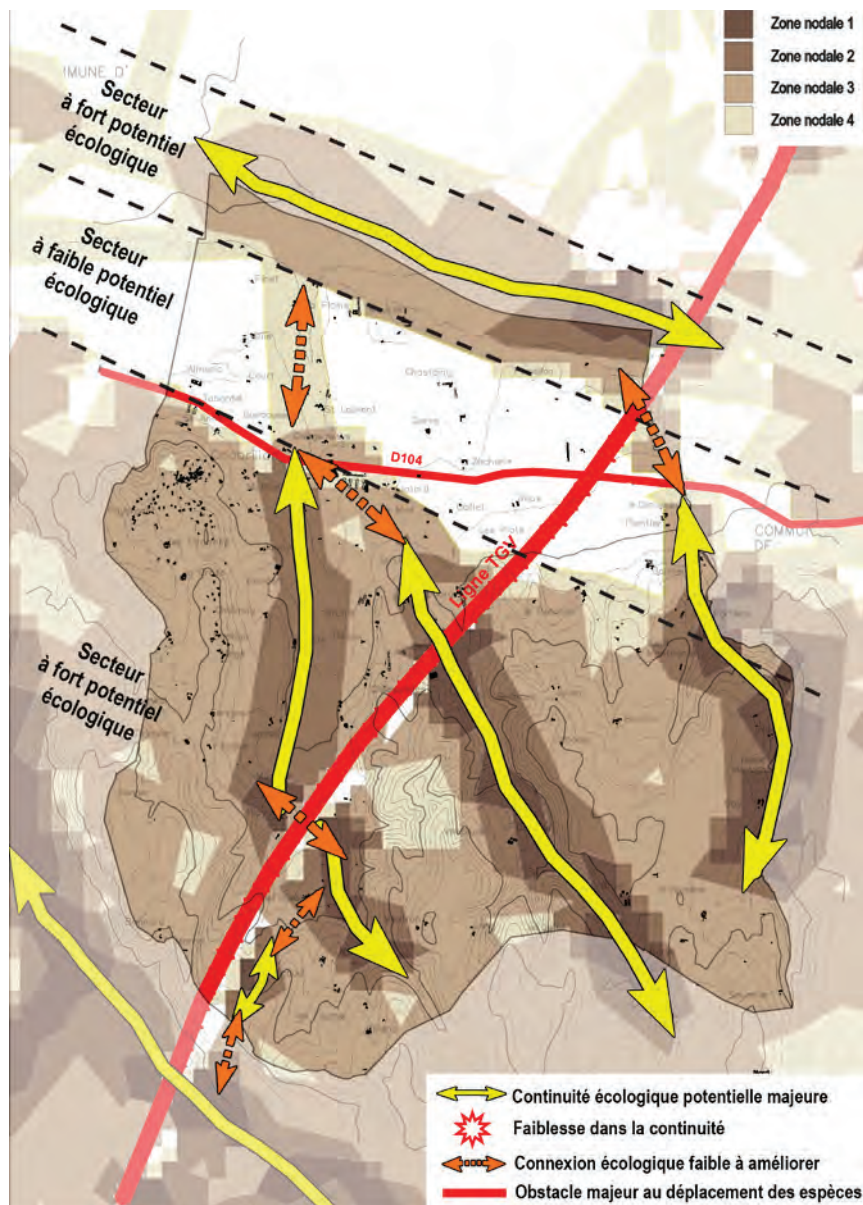
L'interprétation des données du SRCE et du terrain fait ressortir les continuités écologiques potentielles, les zones à enjeux prioritaires et les conflits avec différents obstacles.

**Obstacles et franchissements**

Deux obstacles majeur au déplacement de la faune: la ligne TGV et la D104. Les déplacements sont donc fortement contrariés par ces aménagements. Quelques seuils sont également difficilement franchissables sur le ruisseau du Rif Noir et de Villeneuve. Seul un passage à faune permet le franchissement de la ligne TGV au niveau du ruisseau de Villeneuve. Aucun aménagement sur la D104.



Passage à faune sous voie TGV



- Deux secteurs à fort potentiel écologique: le couloir de la rivière Drôme et les reliefs boisés et agricoles.
- Entre les deux: une plaine agricole sans potentiel écologique.
- Les ruisseaux forment les continuités écologiques majeures de la commune, constituant des connexions potentielles entre Drôme et reliefs boisés et agricoles à travers la plaine.
- La ligne TGV et la D104 constituent des obstacles majeurs dans ces connexions nord-sud.

**Les enjeux:**

Des connexions écologiques à améliorer par l'entretien des ripisylves, des franchissements d'obstacles à faciliter, une plaine agricole à valoriser (haies bocagères).



## **SDAGE Rhône-Méditerranée-Corse**

Chabrillan est couverte par le SDAGE RMC (Schema Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux)

Le SDAGE du bassin Rhône-Méditerranée (2010-2015) fixe les grandes orientations de préservation et de mise en valeur des milieux aquatiques à l'échelle du bassin ainsi que les objectifs de qualité des eaux à atteindre d'ici à 2015.

Il est opposable aux décisions administratives dans le domaine de l'eau, aux SAGE et à certains documents tels que les PLU, SCOT. Le suivi du SDAGE est réalisé par la DIREN, la DRASS et l'Agence de l'Eau.



### **Les huit orientations fondamentales du SDAGE:**

1. Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité
2. Concrétiser la mise en oeuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques
3. Intégrer les dimensions sociales et économiques dans la mise en oeuvre des objectifs environnementaux
4. Renforcer la gestion locale de l'eau et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau.
5. Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les substances dangereuses et la protection de la santé
6. Préserver et développer les fonctionnalités naturelles des bassins et des milieux aquatiques
7. Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir
8. Gérer les risques d'inondation en tenant compte du fonctionnement naturel des cours d'eau

### **Les mesures complémentaires concernant le sous-bassin Drôme concernent:**

- la lutte contre les pollutions ponctuelles et diffuses
- la restauration de la fonctionnalité des milieux aquatiques (morphologie, continuité, espèces et zones humides)
- l'amélioration de la gestion quantitative de la ressource en eau.

## **SAGE Drôme : approuvé le 1er juillet 2013**

La commune entre dans le SAGE Drôme, élaboré par une commission locale de l'eau (CLE), le SAGE fixe les objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur et de protection quantitative et qualitative des ressources en eau superficielle et souterraine.

Le but de la dernière révision de 2011 a été de réactualiser les objectifs en fonction des actions déjà réalisées et des nouveaux enjeux du bassin versant. Son programme d'actions sera mis en place à travers un nouveau Contrat de rivière.

Les principaux points du règlement adopté par la CLE le 15 décembre 2011:

### **1.Préserver la ressource d'un point de vue quantitatif**

- Maintien du gel des surfaces irriguées

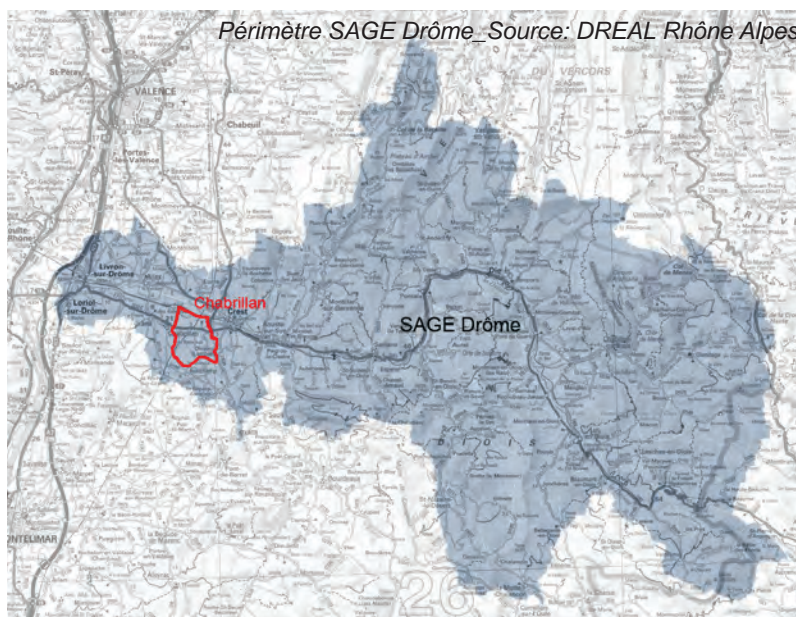
### **2.Préserver les milieux aquatiques**

- Adapter les prélèvements effectués à la source aux besoins
- Maintien des zones humides supérieures à 1000m2 et leurs fonctionnalités
- Assurer la continuité piscicole des cours d'eau

### **3.Enjeux spécifiques du territoire**

- Encadrer la procédure de création de retenues, type plan d'eau

Source: Révision du SAGE Drôme\_Règlement



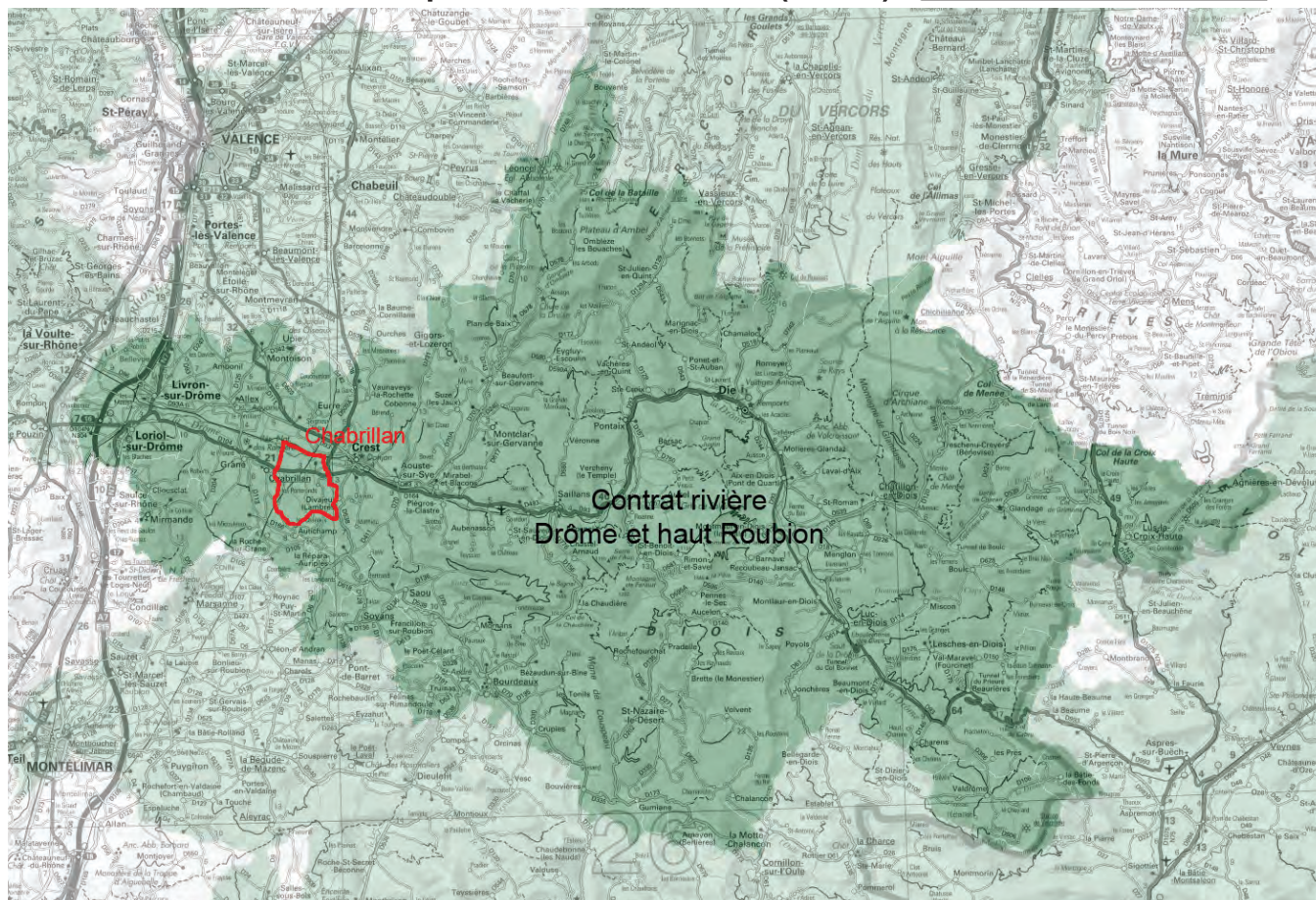


## **Le contrat de milieu (Contrat de rivière)**

Un Contrat de rivière est un programme d'actions concrètes qui doivent permettre d'atteindre les objectifs fixés dans le SAGE. Il est constitué de fiches actions qui décrivent les projets envisagés, les moyens à mettre en œuvre pour les réaliser et les délais prévus. Un plan de financement est défini pour chaque action.

Source: syndicat mixte rivière Drôme et ses affluents

## **La commune est concernée par le contrat de milieu (rivière): Drôme et haut Roubion**



## **Le contrat de Rivières Drôme et haut Roubion (contrats achevés)**

### **Les objectifs du 1er contrat, signé en 1990 pour 7 ans:**

1. Améliorer la qualité des eaux superficielles et programmation de travaux d'assainissement dans les grosses communes
2. Restaurer et entretenir les berges pour participer au fonctionnement naturel de la rivière
3. Transversalité en lien avec le développement touristique du territoire.

### **Les objectifs du 2ème contrat, signé en 1999 pour 7 ans :**

1. Continuer à améliorer la qualité des eaux pour retrouver la qualité 1A (très bonne), sur la Drôme en amont de Crest et sur le Haut Roubion et la qualité 1B (bonne) en aval de Crest,
2. Restaurer, mettre en valeur et gérer les potentialités naturelles des cours d'eau ; gérer la ressource en eau, restaurer les équilibres morphologiques,
3. Aboutir à la mise en place d'une gestion permanente du périmètre dans une logique de développement durable; réaliser un observatoire de la rivière; réaliser des actions de communication vers le grand public et les scolaires.

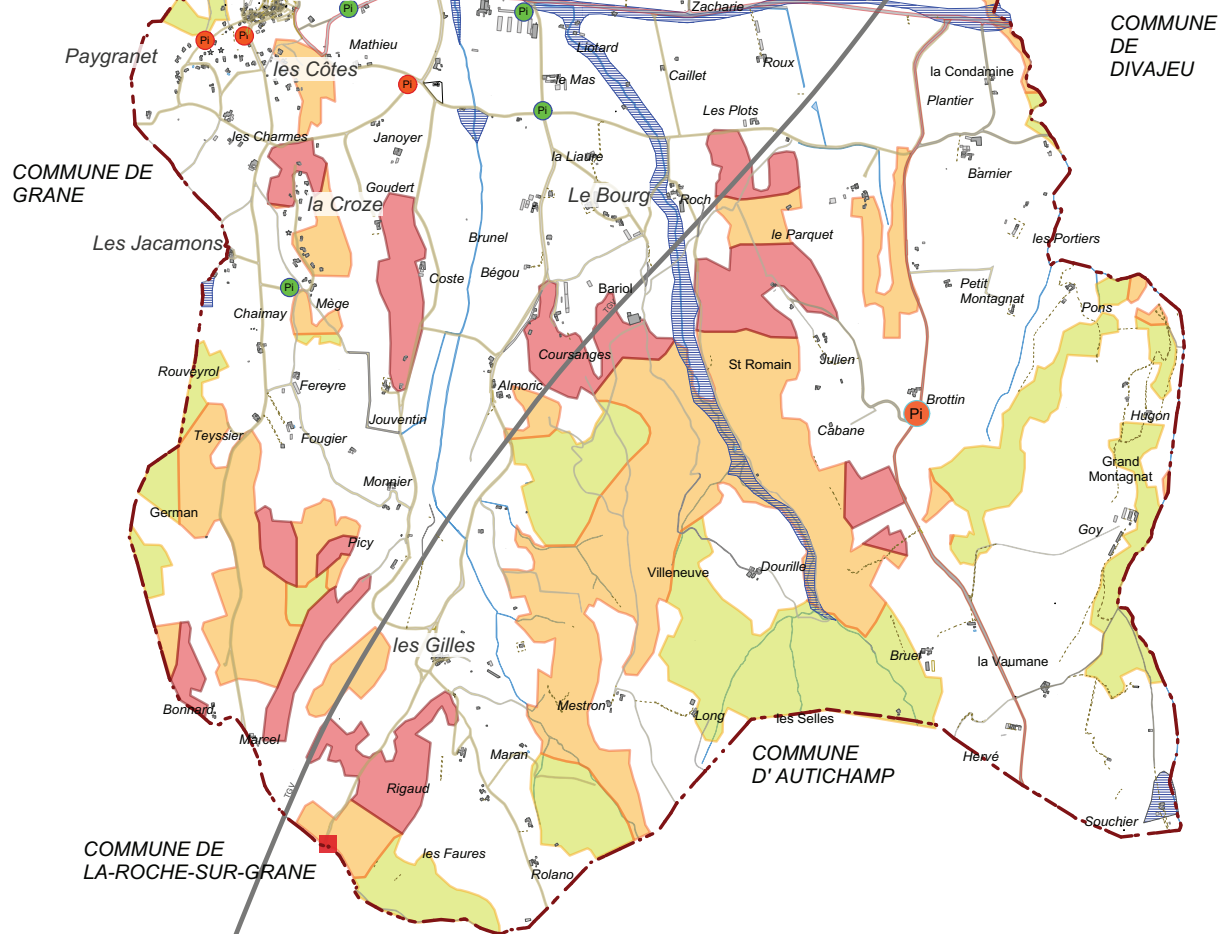
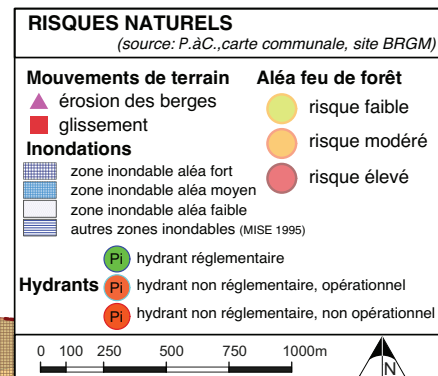
**Suite à la révision du SAGE Drôme, un nouveau contrat de rivière «Drôme» est en émergence qui permettra de réaliser d'autres actions.**



un risque inondation sur le Drôme et les ruisseaux de Villeneuve et de St Pierre et incendie sur quelques masifs boisés

Le site prim.net répertorie sur la commune les risques suivant

- Inondation
- Mouvement de terrain
- Séisme: 3 (modérée)
- Transport de marchandises dangereuses



Arrêtés de reconnaissance de catastrophe naturelle sur la commune

Type de catastrophe	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
Inondations et coulées de boue	20/09/1982	21/09/1982	14/12/1982	18/12/1982
Tempête	06/11/1982	10/11/1982	18/11/1982	19/11/1982
Séisme	19/04/1984	19/04/1984	16/07/1984	10/08/1984
Inondations et coulées de boue	09/10/1988	12/10/1988	08/12/1988	15/12/1988
Inondations et coulées de boue	30/09/1993	01/10/1993	11/10/1993	12/10/1993
Inondations et coulées de boue et mouvement de terrain	05/11/1994	15/01/1994	12/04/1994	29/04/1994
Inondations et coulées de boue	09/08/1999	10/08/1999	07/02/2000	26/02/2000
Inondations et coulées de boue	01/12/2003	04/12/2003	12/12/2003	13/12/2003
Inondations et coulées de boue	12/08/2008	12/08/2008	07/10/2008	10/10/2008
Inondations et coulées de boue	04/09/2008	04/09/2008	07/10/2008	10/10/2008
Inondations et coulées de boue	17/07/2011	17/07/2011	19/10/2011	23/10/2011



## 1.6. Risques naturels: incendies, inondations, mouvements de terrain, séismes

### ◀ Inondations

L'étude d'aléa inondation des principaux cours d'eau du bassin versant de la Drôme (EGIS-EAU-juillet 2007) décrit l'emprise des zones inondées en cas de rupture des digues de la Drôme, dans les conditions d'écoulement d'une crue centennale, communiquée à la commune en 2007.

Cette étude a conduit à la prescription d'un Plan de Prévention des Risques d'Inondation par le Préfet de la Drôme le 11 décembre 2008, qui est en cours d'élaboration.

Elle a pris en compte le ruisseau de la Beaunette (faible linéaire sur la commune), mais les ruisseaux de Villeneuve et de Saint Pierre n'ont pas été intégrés.

En 1994 et 1995, la MISE avait repéré des zones inondables en bordure de la Drôme et des ruisseaux de Rebousson (ou Villeneuve) et de St Pierre, répertoriés ci-contre.

De manière générale, les nombreux axes d'écoulement, repérés sur la carte IGN et l'orthophoto, peuvent s'avérer dangereux lors d'événements pluvieux intenses et prolongés. La forme en pente de la commune génère beaucoup de ruissellements.

### ◀ Feux de forêt

La commune n'est pas soumise à un plan de prévention de risques d'incendie de forêt, mais la commune possède massif boisé sensible aux incendies de forêts. La DDT a établi une carte d'aléas des feux de forêts (2002) qui établit selon les secteurs un risque classé de négligeable à moyen.

Les Côtes et la Croze sont proches de secteurs à aléas modérés (voir carte).

Entre 1973 et 2012, la commune a connu 3 feux pour un total de surface incendiée d'environ 0,5 ha (Prométhée).

Les principaux sont:

- Le 04/09/1990 à 12 h. 0,2 ha
- Le 14/08/2003 (Quartier St Denis) à 01 h. 0,15 ha
- Le 20/11/2007 à 16 h. 0,27 ha (Rte Autichamp, accident)

*Rappelons, que le débroussaillage est obligatoire au titre de l'arrêté préfectoral n°08-0012 du 2 janvier 2008.*

*Ces règles participent efficacement à la réduction du risque incendie et les prescriptions de l'arrêté n°2013057-026 du 26 février 2013 définit les règles de prévention et les obligations de débroussaillage (voir annexes du PLU)*

Équipement de défense contre l'incendie: la commune possède 8 poteaux ou bouches d'incendie, mais seuls 4 sont aux normes. La commune ne compte pas de pistes ou de réservoir DFCI.

### ◀ Mouvements de terrain

Trois mouvements de terrain ont été recensés sur la commune:

- 2 érosions de berges (berges de la Drôme au nord de Chastaing et ruisseau de Villeneuve à Grange Neuve, proche de la RD 537)
- 1 glissement de terrain, lieu-dit les Faures, proche de la VC 4 en limite communale.

### ◀ Retrait-gonflement des argiles

La commune est située en partie en zones de susceptibilité faible à moyenne concernant le retrait-gonflement des argiles. Cet aléa n'induit pas de contrainte d'urbanisme, mais passe par des règles constructives dont l'application relève de la responsabilité des maîtres d'œuvre et d'ouvrages.

Voir les sites [www.argiles.fr](http://www.argiles.fr); [www.bdmvt.net](http://www.bdmvt.net) et [www.bdcavite.net](http://www.bdcavite.net)

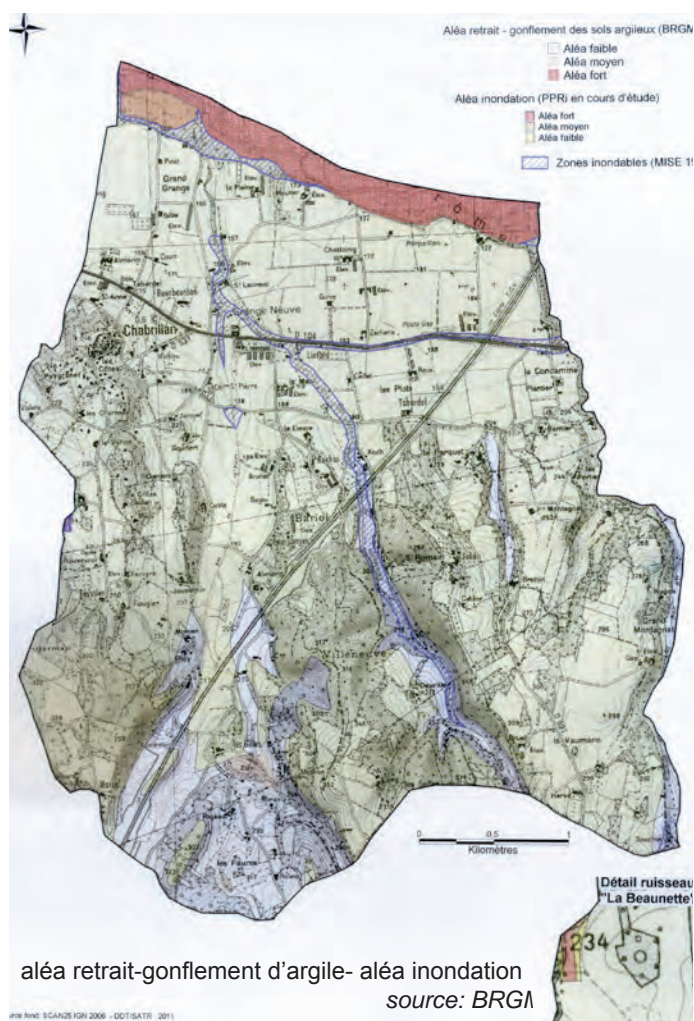
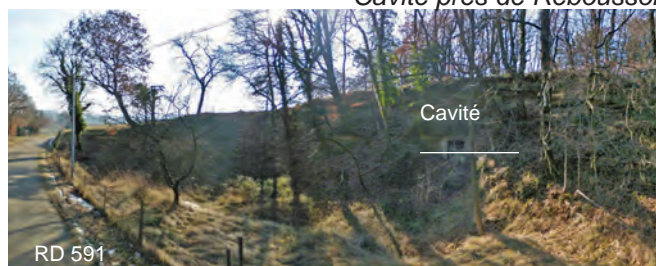
### Sismicité

Suivant le décret n°2010-1255 du 22/10/2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français classe la commune en zone de type 3 (modéré). Des règles de construction parasismique s'appliqueront aux constructions neuves et éventuellement aux bâtiments anciens. Un séisme recensé comme catastrophe naturelle en 1984. Voir site [www.planseisme.fr](http://www.planseisme.fr)

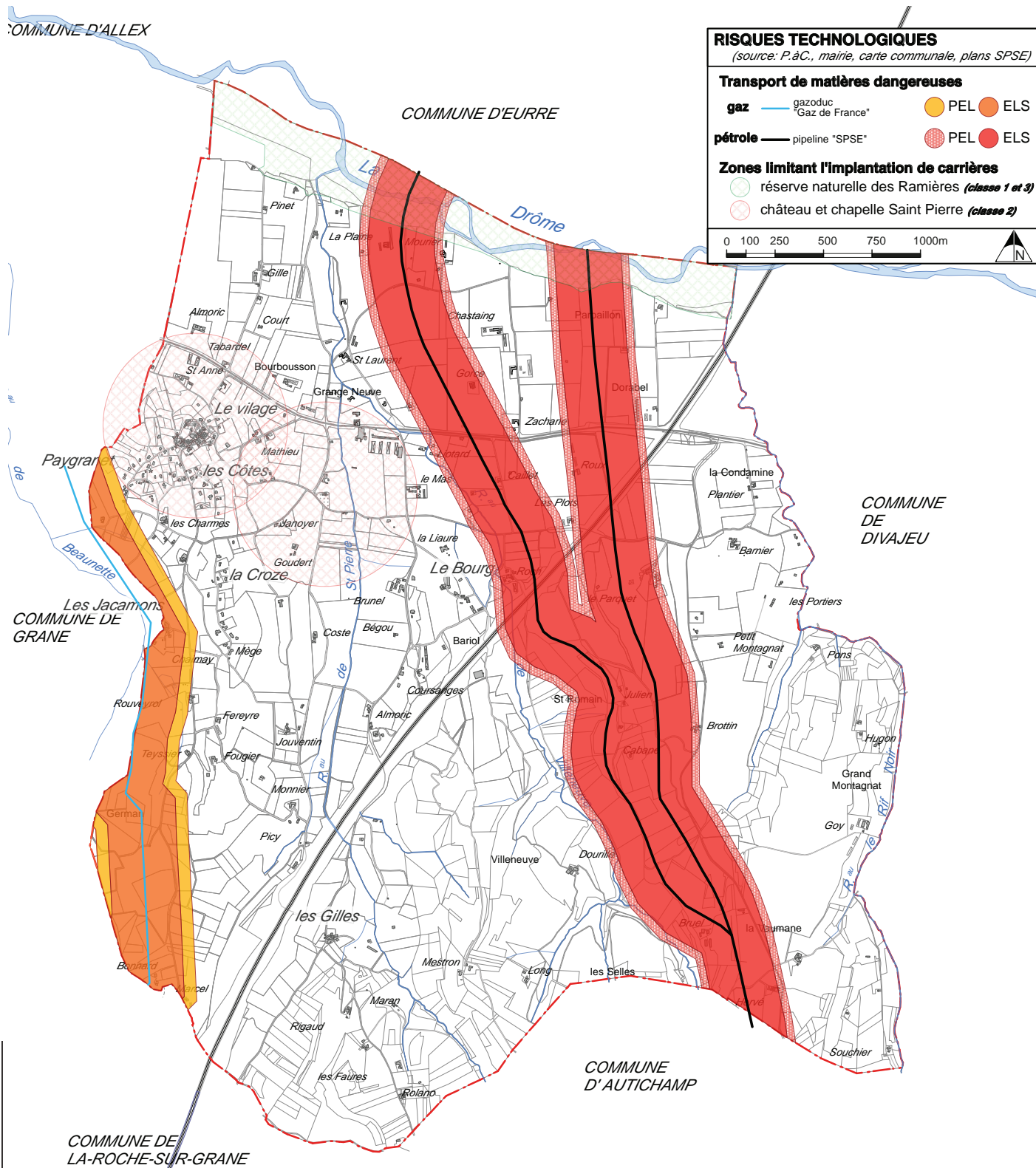
### Cavités souterraines ▼

Aucune cavité souterraine n'est répertoriée sur la commune (sources [bdcavite.net](http://bdcavite.net) et [infoterre.brgm.fr](http://infoterre.brgm.fr)). Cependant quelques petites cavités sont visibles sur le territoire, certaines ont même été utilisées comme stockage (Rebousson).

Cavité près de Rebousson









## 1.6. Risques technologiques: canalisations de matières dangereuses, carrières et installations classées

### Transport de matières dangereuses ◀

La commune de Chabrillan est traversée par 4 canalisations de matières dangereuses:

- la canalisation de transport de gaz Fos-Tersanne, de diamètre nominal DN600(mm) et de pression maximale en service 67,7 bars, exploitée par Gaz de France.
- les 3 canalisations de transport de pétrole brut «SPSE PL1, PL2, PL3», exploitée par la Société du Pipeline Sud-Européen (qui cheminent en parallèle sur une partie du tracé).

Ces canalisations font l'objet de servitudes d'utilité publique et engendrent des zones de danger de différentes importances, dans lesquelles doivent être respectées des restrictions de construction ou d'installations.

Le Porter à Connaissance de l'État s'appuie sur deux zones de danger, délimitées par des distances (en mètres) par rapport à l'axe des canalisations:

- la zone de dangers graves pour la vie humaine correspond aux premiers effets létaux (PEL)
- la zone de dangers très graves pour la vie humaine correspond aux effets létaux significatifs (ELS)

#### Zones de dangers valables pour la canalisation de gaz:

Diamètre de la canalisation	Pression maximale de service de la canalisation 67,7 bars	
DN 600 mm	PEL	ELS
	250	185

#### Zones de dangers valables pour la canalisation de pétrole brut:

Pipeline	Type d'environnement	PEL	ELS	PEL PC	ELS PC
				près mise en place d'une protection	
PL1 (34")	1	225	180	50	40
	2	225	180	50	40
	3	225	180	50	40
PL2 (40")	1	220	180	50	40
	2	220	180	50	40
	3	220	180	50	40
PL3 (24")	1	230	185	50	40
	2	230	185	50	40
	3	230	185	50	40
Description des types d'environnement	1: Implantation en zone rurale (cas général)	2: Implantation en zone rurale (cas particulier: forêt, vallée encaissée)		3: Implantation en zone urbaine	

Les personnes souhaitant construire dans ces secteurs doivent informer le transporteur. La densité du bâti doit être limitée et des interdictions de construire des IGH et certains types d'ERP sont édictées dans les zones PEL et ELS.

### Carrières ◀

Le Schéma Départemental des Carrières de la Drôme, qui définit les conditions générales d'implantation des carrières dans le département, a été approuvé par arrêté N°3991 le 17 juillet 1998. Le cadre régional matériaux et carrières a été validé le 20 février 2013 en commission de l'administration régionale par les préfets de département. Ce cadre régional évoluera vers un schéma régional des carrières en substitut des schémas départementaux (article L.515-3 du code de l'environnement).

L'actuel schéma départemental définit trois classes de prise en compte des contraintes environnementales:

**Classe 1:** interdiction réglementaire ou découlant de règlements particuliers. (espaces bénéficiant d'une protection juridique forte).

**Classe 2:** sensibilité très forte. Espaces présentant un intérêt et une fragilité environnementale très importants, concernés par des mesures de protection, des inventaires scientifiques ou d'autres démarches visant à signaler leur valeur patrimoniale. Des ouvertures de carrières peuvent y être autorisées sous réserve que l'étude d'impact démontre que le projet n'obère en rien l'intérêt du site (des prescriptions particulières très strictes pourront être demandées).

**Classe 3:** zones particulières. Espaces de grande sensibilité environnementale. Les autorisations d'ouverture de carrières y feront l'objet de prescriptions particulières adaptées au niveau d'intérêt et de fragilité du site.

► **A Chabrillan :** Il n'y a pas de gravières ou de carrières aujourd'hui. La réserve naturelle des Ramières, au nord s'inscrit en classe 1 et 3. Les périmètres des monuments classés (la chapelle Saint Pierre et le Château) s'inscrivent en classe 2.



## 1.7. Synthèse de l'état initial de l'environnement

### CONSTAT

Un cours d'eau principal, la Drôme et ses affluents, ruisseau de Saint Pierre, ruisseau de Villeneuve et Rif Noir: Valeur écologique et paysagère.

Une plaine agricole ouverte: Identité et ouverture à préserver

Les deux tiers sud composés de reliefs boisés et d'agriculture: Identité à préserver, co-visibilités à prendre en compte.

Chabrillan, village perché patrimonial qui s'étale vers le sud sous forme pavillonnaire: Préserver l'identité et les vues sur le village, mettre en valeur son patrimoine bâti, ses espaces publics et le jardin botanique

Limitier son extension au sud

Des petits hameaux remarquables disséminés sur toute la commune: Qualité paysagère à préserver dans les terres agricoles et sur les crêtes

La ligne TGV et la D104: Obstacles physiques, visuels et écologiques à intégrer à leur environnement

Risques: inondations le long de la Drôme et les ruisseaux; incendie sur les coteaux boisés et transport de matières dangereuses (pipeline-gazoduc)

### ENJEUX

Préserver le réseau écologique:

cours d'eau et pièces d'eau, boisements, pelouses naturelles et espaces agricoles.

Préserver l'identité paysagère:

agriculture, boisements, ripisylves, village et hameaux, intégration des constructions et des aménagements urbains

Préserver les vues et cadrages:

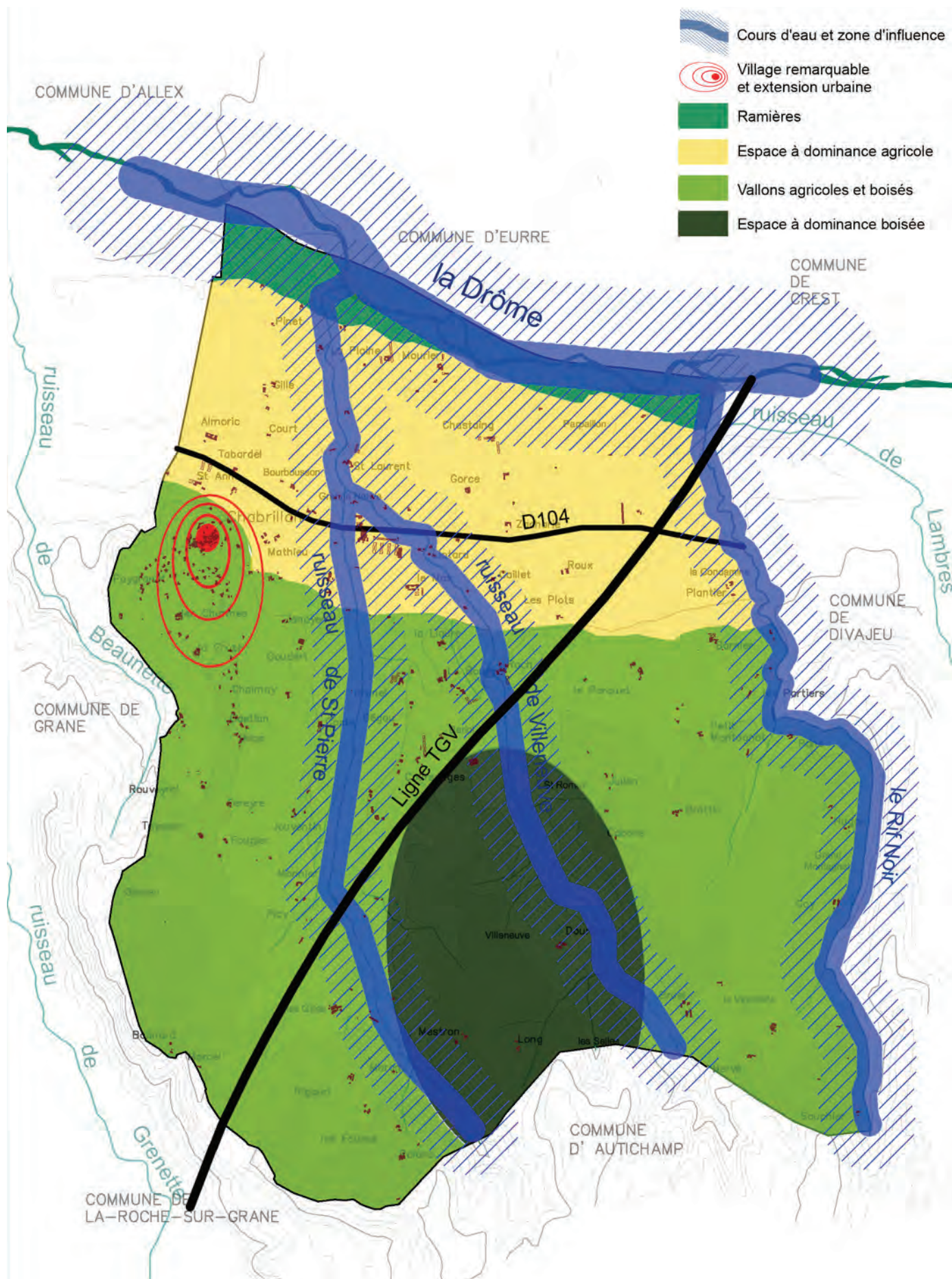
ouvertures, co-visibilité

Secteurs bâtis à enjeux:

1. Chabrillan village

2. hameaux anciens: Bourg, Jacamons, Almorik....











## II. DIAGNOSTIC





## 2.1. Contexte démographique: les tendances

### Une reprise conséquente depuis 1968

Chabrillan a subi un exode rural continu depuis la moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle, date de la deuxième révolution industrielle, jusqu'aux années soixante-dix.

Depuis 1968 la population a augmenté de 40%, s'approchant de son niveau de 1900, mais reste loin du pic de 1850 (1004 habitants), qui correspond à la période la plus faste d'une civilisation agricole portée par l'amélioration des cultures, la sériciculture, viticulture. La période 1990-99 marque toutefois une pause dans cette augmentation

### Une reprise amorcée par l'arrivée de nouveaux habitants, qui s'est un peu tarie

La reprise démographique amorcée 1968 est clairement due à l'arrivée de nouveaux habitants jusqu'en 1990 et compensait un solde naturel faible ou nul.

La période intercensitaire de 90-99 marque par contre un recul de l'apport migratoire, qui reprend entre 99 et 2008.

Ce renouvellement reste toutefois important: 27,1% de la population de 2008 (âgée de plus de 5 ans) n'habitait pas la commune en 2003.

**Relayée au dernier recensement par un solde naturel positif.** Pendant la période 99-2008, la natalité a dépassé l'apport migratoire et a permis de maintenir sa croissance démographique.

**Une fréquentation estivale qui porte la population à 800 habitants** (chiffre estimé avec 4 personnes par résidences secondaires).

### Des revenus des foyers fiscaux équivalents à la moyenne cantonale

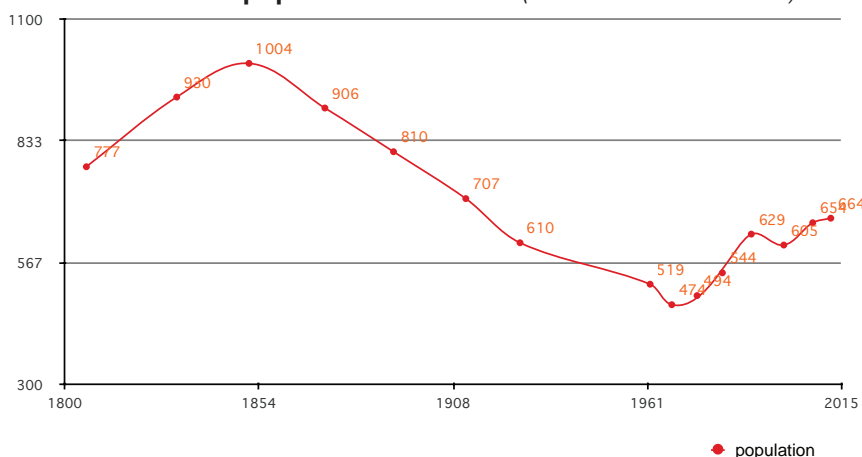
Le revenu net imposable moyen est très légèrement supérieur à celui du canton (22 882€ contre 22 706€). La proportion des foyers non imposables est légèrement inférieure (46,9% contre 49,9%). INSEE 2008 rev T1

### Un développement aujourd'hui légèrement supérieur à la moyenne cantonale ►

Le développement global depuis 1982 est lui aussi légèrement au dessus de la moyenne du canton, il a connu un creux entre 90 et 99 pour remonter aujourd'hui.

Chabrillan fait partie de la moyenne des communes dont le développement tourne autour des 1% comme Grane, Divajeu et Soyans.

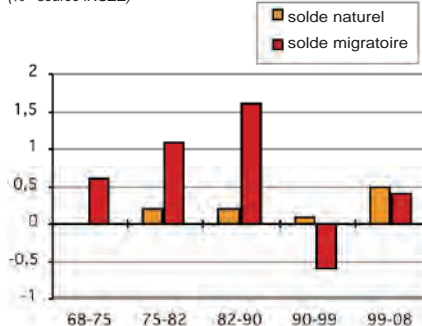
Variation de la population 1806-2012 (INSEE -site cassini EHESS)



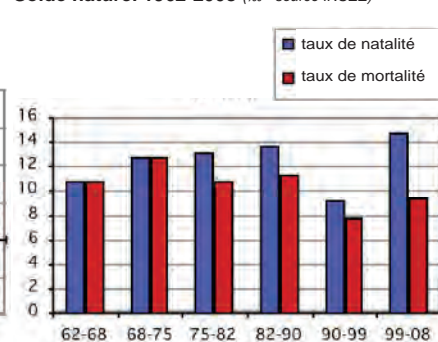
Taux d'évolution annuel depuis 1968 (INSEE RGP99 popa et recens.08)

	1962-68	1968-75	1975-82	1982-90	1990-99	1999-2007	2007-2012
%	-1,5	+0,59	+1,38	+1,83	-0,38	+0,9	+0,3

Composante du taux de variation 1962-08 (% - source INSEE)



Solde naturel 1962-2008 (% - source INSEE)



### Des ménages très légèrement plus grands que ceux du canton INSEE

rec.2008 fam G1M ►

La taille des ménages de Chabrillan a suivi la même baisse que celle du canton, tout en restant aujourd'hui supérieure de 0,1 point.

	Chabrillan	canton
1968	3,7	3,4
1975	3,5	3,1
1982	3,1	2,9
1990	3,1	2,8
1999	2,7	2,6
2007	2,5	2,4
2012	2,4	

### Evolution de la population sur le canton entre 1982 à 2008

(INSEE RGP99 popa et recens. 2008)

	1982	1990	1999	2008	var an 1999-08	var totale 1982-08	densité 2008 (hab/km²)
Autichamp	115	117	120	149	+2,4%	+29,57%	23,8
<b>Chabrillan</b>	<b>544</b>	<b>629</b>	<b>605</b>	<b>659</b>	<b>+1,0%</b>	<b>+21,14%</b>	<b>37,1</b>
Crest	7518	7583	7740	7793	+0,1%	+3,66%	333,3
Divajeu	354	400	544	612	+1,3%	+72,88%	46,2
Francillon-sur-R.	133	124	140	175	+2,5%	+31,58%	16,2
Grane	1183	1384	1571	1722	+1,0%	+45,56%	38,4
La Répara-A.	178	210	232	229	-0,1%	+28,65%	15,2
La Roche-sur-G.	118	137	121	155	+2,8%	+31,36%	12,7
Piégros-la-Cl.	571	662	754	863	+1,5%	+51,14%	34,9
Puy-Saint-Martin	510	602	649	839	+2,9%	+64,51%	72
Saou	364	378	415	514	+2,4%	+41,21%	12,4
Soyans	244	253	299	338	+1,4%	+38,52%	13,2
<b>CANTON</b>	<b>11832</b>	<b>12479</b>	<b>13190</b>	<b>14048</b>	<b>+ 0,72%</b>	<b>+ 18,73%</b>	<b>56,8</b>



## Une commune qui s'est largement repeuplée depuis 50 ans en se donnant une vocation résidentielle

### Une pyramide des âges contrastée: amélioration de la base, mais vieillissement global

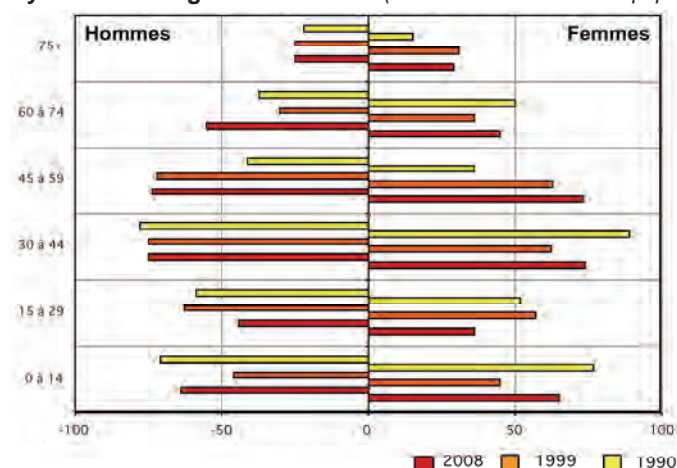
La régression démographique entre 1990 et 99 a fragilisé les classes d'âge les plus jeunes: les moins de 19 ans sont passés de 31,5% de la population en 1990 à 23,8 en 2008. La part de plus de 60 ans est passée de 19,7% à 23,4 sur la même période, retrouvant son poids de 1982.

Plus finement, si l'on considère les trois derniers recensements, la classe d'âge des 0 à 14 ans a toutefois bien augmenté entre 1999 et 2008 (19,6% contre 15%), sans pour autant retrouver son rang de 1990 (23,6%). La part des 45-59 ans a augmenté et va peser sur la pyramide des âges à l'avenir: 12,2% en 1990, contre 22,3% en 2008, même si elle est stable entre 1990 et 2008.

A contrario la part des 15-29 ans a baissé: 12,1% en 2008 contre 19,8 en 1999 et 17,6% en 1990. Toutefois cette classe d'âge est structurellement faible dans les communes rurales, puisqu'elle tend à quitter la commune pour étudier ou trouver un premier emploi.

			2007	% de la pop	1999	%	1990	%	1982	%
0-19 ans	160	24,1	155	23,7	137	22,6	198	31,5	159	29,2
plus de 60 ans	182	27,4	153	23,4	122	20,2	124	19,7	129	23,7
Indice de jeunesse	0,88		1,01		1,12		1,59		1,23	

Pyramide des âges 1990 et 2008 (INSEE rec.2008+RGP99 popb)



	2008	% de la pop	1999	%	1990	%
0-14 ans	129	19,6	91	15	148	23,5
15-29	80	12,1	120	19,8	111	17,6
30-44	149	22,6	137	22,6	167	26,6
45-59	147	22,3	135	22,3	77	12,2
plus de 60 ans	154	23,4	122	20,2	124	19,7

### Une densité dans la moyenne haute du canton

La densité en 2008 était de 37,1 habitants/ km<sup>2</sup> (27,8 en 75, 30,6 en 1982 et 34,1 en 99). Si l'on compare avec les communes voisines, Chabrillan se rapproche de Grane et de Piégros-la-Clastre.

- Crest: 333,3 h/km<sup>2</sup>
- Puy-St-Martin: 72 h/km<sup>2</sup>
- Divajeu: 46,2 h/km<sup>2</sup>
- Grane: 38,4 h/km<sup>2</sup>
- Chabrillan: 37,1 h/km<sup>2</sup>
- Piégros-la-Clastre: 34,9 h/km<sup>2</sup>
- Saou: 12,4 h/km<sup>2</sup>
- Moyenne du canton: 27,9 h/km<sup>2</sup>

**Enjeux: rééquilibrer la pyramide des âges et avoir un développement démographique en rapport avec ses équipements**

### Une vocation résidentielle: la majorité des habitants actifs travaille hors de la commune,

Si le nombre des habitants travaillant sur la commune a peu bougé, leur part a baissé.

La part des actifs de plus de 15 ans ayant un emploi travaillant hors de la commune est passée de 78,1% en 1999 à 81,5% en 2008.

Les nouveaux habitants travaillent hors de la commune et l'agriculture est stationnaire.

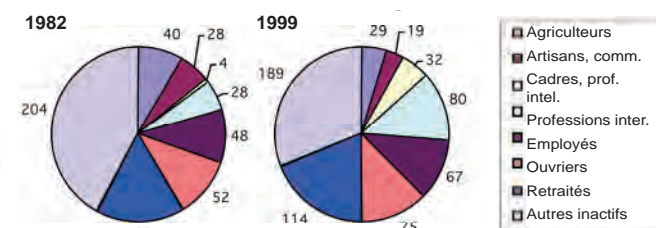
### Lieu de travail des actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi qui résident dans la zone (INSEE RGP99 popa et RP.08)

	2008	%	1999	%
<b>Ensemble</b>	<b>286</b>	<b>100,0</b>	<b>270</b>	<b>100,0</b>
Travaillant dans la commune	53	18,5	59	21,9
Travaillant dans une autre commune	233	81,5	211	78,1
dans le même département	210	73,4	197	73
autre	23	8,1	14	5,1

### Population de 15 à 64ans par type d'activité (INSEE RP 2008 EMP T1)

	2008	1999
<b>Population de 15 à 64 ans</b>	<b>432</b>	<b>406</b>
Actifs	71,3%	75,1%
dont actifs occupés	65,5%	66,5%
dont chômeurs	5,8%	8,4%
Inactifs	28,7%	24,9%
dont retraités ou pré-retraités	11,8%	3,9%
dont élèves, étudiants, stagiaires non rémunérés	7,9%	12,6%
dont autres inactifs	9%	8,4%

### Evolution des catégories socio-professionnelles entre 1982 et 1999 (INSEE RGP99 mrp)



### Des catégories socio-professionnelles des habitants plutôt stables entre 1982-99

Entre 1982 et 1999, les catégories socio-professionnelles sont restées relativement stables.

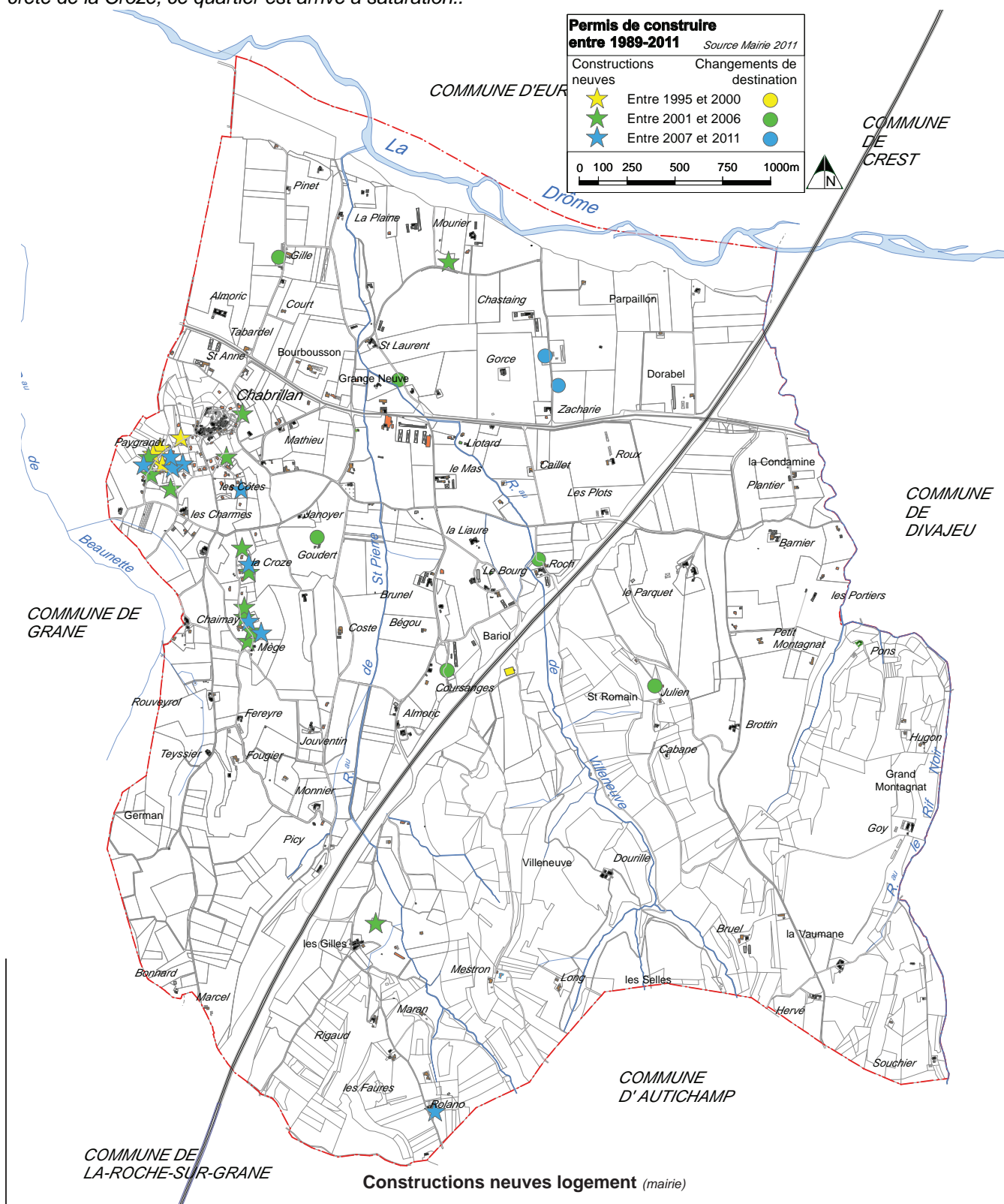
Le nombre d'agriculteurs et leur famille active sur l'exploitation a relativement peu diminué, compte tenu des tendances générales (près de 5% en 1999 contre 8% en 1982).

La part des employés-professions intermédiaire et des cadres a fortement augmenté, passant 15,7% de la population en 1982 à 24,3% en 1999.

La part et le nombre des retraités a également augmenté entre les deux périodes: 16,53% de la population en 1982 contre 18,84% en 1999.



↓ **Une urbanisation récente qui s'est principalement concentrée sur le sud et le sud-ouest du centre-bourg.**  
 Une vingtaine de constructions neuves ont été réalisées depuis les années 60 au sud-ouest du village, les dernières se sont placées plus à l'ouest dans le lieu-dit de Paygranet. Plus au sud, une douzaine de maisons ont été construites sur la crête de la Croze, ce quartier est arrivé à saturation..



	1995-2000	2001-2006	2007-2011
Nombre de constructions neuves logement	4	13	9
Création de logement par changement de destination*	0	6	2
Taux de construction neuve annuel par tranche	0,67	3,17 (2,17 sans les changts. de dest.)	2,2 (1,8 sans les changts. de dest.)
Taux de construction neuve annuel 1995-2011	2 (1,53 sans les changt de destination)		

\*comptabilise les changements de destination importants: création d'un logement dans un garage ou un hangar par exemple.



## 2.1. Contexte immobilier / construction neuve

### Une construction neuve très modérée

	2012	%	2007	%	1999	%	1990	%	1982	%	1975	%	1968	%
<b>Ensemble</b>	<b>337</b>	<b>100</b>	<b>322</b>	<b>100</b>	<b>273</b>	<b>100</b>	<b>259</b>	<b>100</b>	<b>221</b>	<b>100</b>	<b>189</b>	<b>100</b>	<b>172</b>	<b>100</b>
Résidences principales	282	83,7	261	81,0	227	83,2	205	79,2	171	77,4	141	74,6	128	74,4
Résidences second. et occasionnelles	38	11,4	36	11,1	42	15,4	48	18,5	41	18,6	42	22,2	16	9,3
Logements vacants	16	4,9	25	7,8	4	1,5	6	2,3	9	4,1	6	3,2	28	16,3
Maisons	294	87,1	292	90,8	269	98,5								
Appartements	38	11,1	23	7,1	2	0,7								

### Une large majorité de résidences principales en 2008, et une tendance qui va vers le renforcement de ce rapport

Les parts respectives des résidences principales et secondaires sont en 2012 de 83,7% (RP) et de 11,4% (RS).

La proportion des résidences secondaires a connu un maximum en 1975 à 22,2% puis a lentement diminué, ce qui correspond au regain de solde migratoire dans cette période.

Le nombre de logements vacants est resté faible, autour des 3%, leur part est aujourd'hui cependant de 8%.

### Un parc constitué en grande majorité de maisons avec 19% de locataires, peu de logements sociaux

Le parc de logement est constitué à plus de 90,8% de maisons, mais le taux d'appartements s'est nettement amélioré pendant la dernière période intercensitaire (7,1 contre 0,7% en 1999).

Le nombre de locataires est resté constant, de même que leur part autour des 20%, ils comptent en 2008 pour 19% des occupants de résidences principales.

Il y a 1 logement social sur la commune et 8 logements communaux: 2 dans l'immeuble Bayard et 6 conventionnés (Immeuble les Cèdres) + logement de l'instituteur et la Cure.

**Une forte majorité de constructions bâties avant 1949:** 50,2% datent d'avant 1949 et 16,2% ont été construit entre 1990 et 2005.

### Une importante majorité de grands logements

79,1% des résidences principales ont 4 pièces ou plus (78,4 en 1999). Il n'y a que 1,1% de 1 pièce, 6,5% de 2 pièces et 13,3% de 3 pièces. Alors que ce besoin est important sur le bassin d'habitat.

### Un niveau de confort qui s'améliore légèrement

En 1999, 40,2% des résidences principales n'avaient pas de chauffage central ou électrique, elles étaient 32,3% en 2008. Elles sont 97% à avoir une baignoire ou une douche en 2008 (contre 97,4% en 99).

La commune a fait l'objet d'un PST en 2011 (Programme Social Thématique de la Drôme) sur le thème logement et insertion, ainsi que deux PIG (Programmes d'Intérêt Général) :

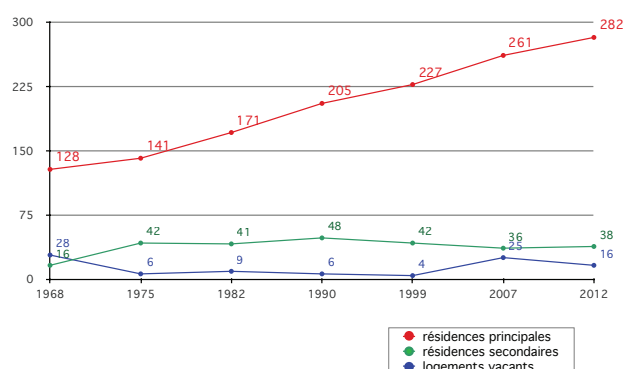
- ENERGIE ET LHI: amélioration de l'habitat pour la performance énergétique et la lutte contre l'habitat indigne de la Drôme en 2010-2011
- MOUS: (Maîtrise d'Oeuvre Urbaine et Sociale) - habitat indigne.

### ← Un taux de construction autour de 2/an

Après l'élaboration de la Carte communale en 2003 et l'ouverture de nouvelles zones, les constructions se développent à un rythme supérieur à 2/an. Ces zones se sont remplies petit à petit jusqu'à laisser peu de possibilités aujourd'hui. Cette saturation couplée à la crise immobilière expliquent la baisse du rythme de constructions de logements sur la dernière période.

### Enjeux: diversifier l'offre d'habitat et maintenir une mixité sociale

### Evolution du nombre de logements 1968-2012 (INSEE rec.2008log T2)



### Dates des résidences principales (INSEE rec 2008 log T5)

	Nombre	%
<b>Construits avant 2006</b>	<b>253</b>	<b>100%</b>
Avant 1949	127	50,2%
De 1949 à 1974	28	11,1%
De 1975 à 1989	57	22,5%
De 1990 à 2005	41	16,2%

### Résidences principales selon le nombre de pièces (log T3)

	2008	%	1999	%
<b>Ensemble</b>	<b>263</b>	<b>100%</b>	<b>227</b>	<b>100%</b>
1 pièce	3	1,1%	0	0,0%
2 pièces	17	6,5%	12	5,3%
3 pièces	35	13,3%	37	16,3%
4 pièces	52	19,8%	72	31,7%
5 pièces ou plus	156	59,3	106	46,7%

### Part des propriétaires en 2008 (INSEE rec 2008 log T7)

	2008	1999
<b>Ensemble des résidences principales</b>	<b>263</b>	<b>227</b>
Propriétaires	199	154
locataires	50	49
dont HLM	1	1
logés gratuitement	14	24
Part des propriétaires (%)	75,7%	67,8%
Part des locataires (%)	19%	21,6%

### Nombre moyen d'occupants par logement (INSEE RGP99 popa)

	1968	1975	1982	1990	1999	2008
Nombre	3,7	3,5	3,1	3,1	2,7	2,5

### ↑ Une décohabitation qui augmente légèrement

En 1990, il y avait une moyenne de 3,1 occupants par logements contre 2,5 en 2008 (sur le canton: respectivement 2,8 et 2,4): la commune rattrape progressivement la morphologie du canton.



**Un nouveau Plan Local d'Habitat (PLH) dont les orientations ont été validées sur le val de Drôme en décembre 2010: prévoyant 24 constructions nouvelles entre 2009 et 2015 pour la commune, soit 4/an**

La Communauté du Val de Drôme a été une des premières intercommunalités à avoir un PLH en 1991. Il a fait l'objet d'une actualisation en 1995 et 2003.

Début 2008, la CCVD a engagé l'élaboration d'un nouveau PLH, en concertation avec les communautés du Crestois et du Pays de Saillans et de la commune de Crest. Il va s'articuler avec le projet de Biovallée et la réflexion sur un SCOT. Autres dates:

- Le 3 juillet 08, le comité de pilotage du PLH a approuvé le diagnostic;
- Le 15 Octobre 2009, le Conseil communautaire a approuvé les orientations du PLH et leur déclinaison sur le territoire de la Communauté de communes;
- 16 décembre 2010, le Conseil communautaire a approuvé le PLH. Il devra l'approuver à nouveau après avis des communes et avant de le soumettre au préfet.

**Le diagnostic du PLH a fait les constats suivants qui caractérisent la Basse Vallée de la Drome et que l'on retrouve en partie sur la commune de Chabrillan:**

- Sur le périmètre de la CCVD, il y a 500h en plus par an et 355 logements neufs/an dont 75 sociaux (Département 4000/ an). Cette tendance devrait ralentir un peu.
- Seulement 7% de résidences secondaires contre 11% pour le reste du territoire de l'étude. *Ce n'est pas tout à fait le cas de la commune de Chabrillan qui en comptait 15,4% en 1999, et 11,3% en 2008.*
- Une représentation des + de 60 ans moins forte que sur le reste du territoire: 19% de la population contre 23% en 1999. *La commune était légèrement au dessus de ce chiffre en (20,2% 1999 et 23,4% en 2008).*
- Un parc privé locatif et de propriétaire assez ancien avec près de 30% antérieur à 1915 dans la CCVD, *Ce taux est bien plus important sur Chabrillan: 44% des logements sont antérieurs à 1915.*
- Du potentiel dans le parc existant. *Le taux de logements vacants est plutôt faible sur la commune: 8% en 2008 (quoiqu'en augmentation depuis 1999, 1,5%).*
- Une construction neuve en hausse qui se limite quasiment à des logements individuels diffus; *caractéristique que l'on retrouve sur la commune.*
- Une difficulté d'accession à la propriété: solvabilité qui se dégrade, exclusions des populations locales. *Idem*
- Des interventions délicates pour les cas isolés d'habitat indigne, qui concernent plus souvent des propriétaires âgés.

**Le PLH prévoit 5 axes d'intervention:**

- Assurer un développement cohérent et équilibré de l'offre nouvelle (conseil, études, dispositif foncier...)
- Répondre aux besoins de l'ensemble des ménages et valoriser le patrimoine existant (accession sociale, production des logements sociaux, besoins de populations spécifiques, conseils aux particuliers,...)
- Favoriser les aménagements durables (créer 15 éco-quartiers, rénovation énergétique du parc social..)
- Animer et suivre le PLH(observatoire et évaluation du PLH)

**Les objectifs quantitatifs du PLH :**

- 1520 logements neufs sur le périmètre de la CCVD
- 559 logements neufs sur la Basse Vallée de la Drôme (93 par an)
- 24 logements à construire sur Chabrillan entre 2009 et 2015 (24 logts neufs, hors logement social: 4/an/ offre sociale: 6: 1/an).
- Sur la basse vallée de la Drôme-Crestois (Alex, Ambonil, Auriples, Autichamp, Divajeu, Eurre, Grane, Montoisson, Roche s/G, Vaunaveys): 93 logements sont prévus dont 23 locatifs sociaux.

**Une typologie des communes est proposée pour répondre aux enjeux différenciés: communes péri-urbaines** (pop>3000 hab, proche des pôles départementaux et autoroutes, logements collectifs et équipements structurants), **semi-rurales** ( entre 200 et 3000 hab, habitat individuel prédominant; proximité des espaces urbains et des axes routiers), **rurales** (10 à 199 hab; éloignement des espaces urbains; habitat individuel; offre de services très limitée). Chabrillan est classée dans la deuxième catégorie.

**Prescriptions en termes de densité:** Afin de tendre progressivement vers une amélioration de la consommation foncière, des objectifs de densité territorialisés sont proposés dans le PLH :

- Commune péri-urbaine : 20 à 35 logements / ha, Parcelles de 300 à 500 m<sup>2</sup> en moyenne
- **Commune semi-rurale : 12 à 20 logements / ha, Parcelles de 500-800 m<sup>2</sup> en moyenne**
- Commune rurale : 7 à 12 logements /ha, Parcelles de 800 à 1 500 m<sup>2</sup> en moyenne.



## 2.1. Cadres supra-communaux touchant l'habitat, les activités, les déplacements



### **Biovallée: projet d'éco-territoire sur le Val de Drôme et le Diois, qui pourrait préfigurer le SCOT**

*Les communautés de communes du Val de Drôme, du Pays de Saillans et du Diois, qui souhaitent faire de la vallée de la Drôme un territoire de référence au niveau européen en matière de développement humain durable, ont présenté en 2008 un projet ambitieux, Biovallée, à la Région, qui a été accepté.*

*Le projet prendra place dans les grands projets structurants pour les territoires de Rhône-Alpes, portés par le Conseil régional., tels que Rovaltain, Design dans la Cité pour Saint-Etienne, projet Grand Lac autour du Bourget/Chambéry).*

*Les communautés sont en train d'élaborer en concertation avec les différents acteurs (Conseils régionaux, départementaux,...) une stratégie en trois axes, qui sera déclinée en propositions d'objectifs pour les 15 prochaines années (réunions du comité de pilotage Biovallée du 14 janvier et 11 février 2009 - forum du 10 mars).*

*Biovallée négocie un protocole avec la Région et le Département de la Drôme qui devrait aboutir en juillet 2009, pour mettre en oeuvre ses projets.*

#### **1. Aménager un éco-territoire de référence**

- La gestion raisonnée des ressources foncières, l'organisation du territoire: aménagement concerté au moyen d'un schéma d'aménagement de type «éco-SCOT rural» en 2013, politique foncière
- Autonomie énergétique: maîtrise de la consommation - production d'énergie renouvelable
- réorganisation des plans de déplacements: transports collectifs -déplacements doux
- Eco-construction et habitat durable : 15 éco-quartiers en 2015
- La gestion durable de l'eau : Sage ambitieux -garantir la ressource
- Gestion des déchets: limitation et recyclage
- La préservation et le renforcement de la biodiversité: préservation - corridors biologiques,
- Des services publics et au public de qualité

#### **2. Valoriser les bio-ressources et développer les éco-activités**

- Le 1er territoire bio de France: 50% des exploitations agricoles en bio,...
- Filières pour les bioressources: énergie renouvelable, filière bois, plantes médicinales,...
- Eco-activités: éco-construction, éco-tourisme
- Accueil pour les éco-activités: éco-parcs d'activité -mise en réseau sur la vallée

#### **3. Construire un éco-territoire école**

- Projets de recherche et d'expérimentation: colloques partenariats,.
- Développer la recherche sur le développement durable: collèges, formations,...
- Education à la citoyenneté par le développement durable

Biovallée négocie un protocole avec la Région et le Département de la Drôme qui devrait aboutir en juillet 2009, pour mettre en oeuvre ses projets.

**SCOT vallée de la Drôme aval:** Le périmètre du SCOT a été validé par le préfet le 16.11.2015 et englobe la CCVD et la communauté de communes du Crestois et du Pays de Saillans.





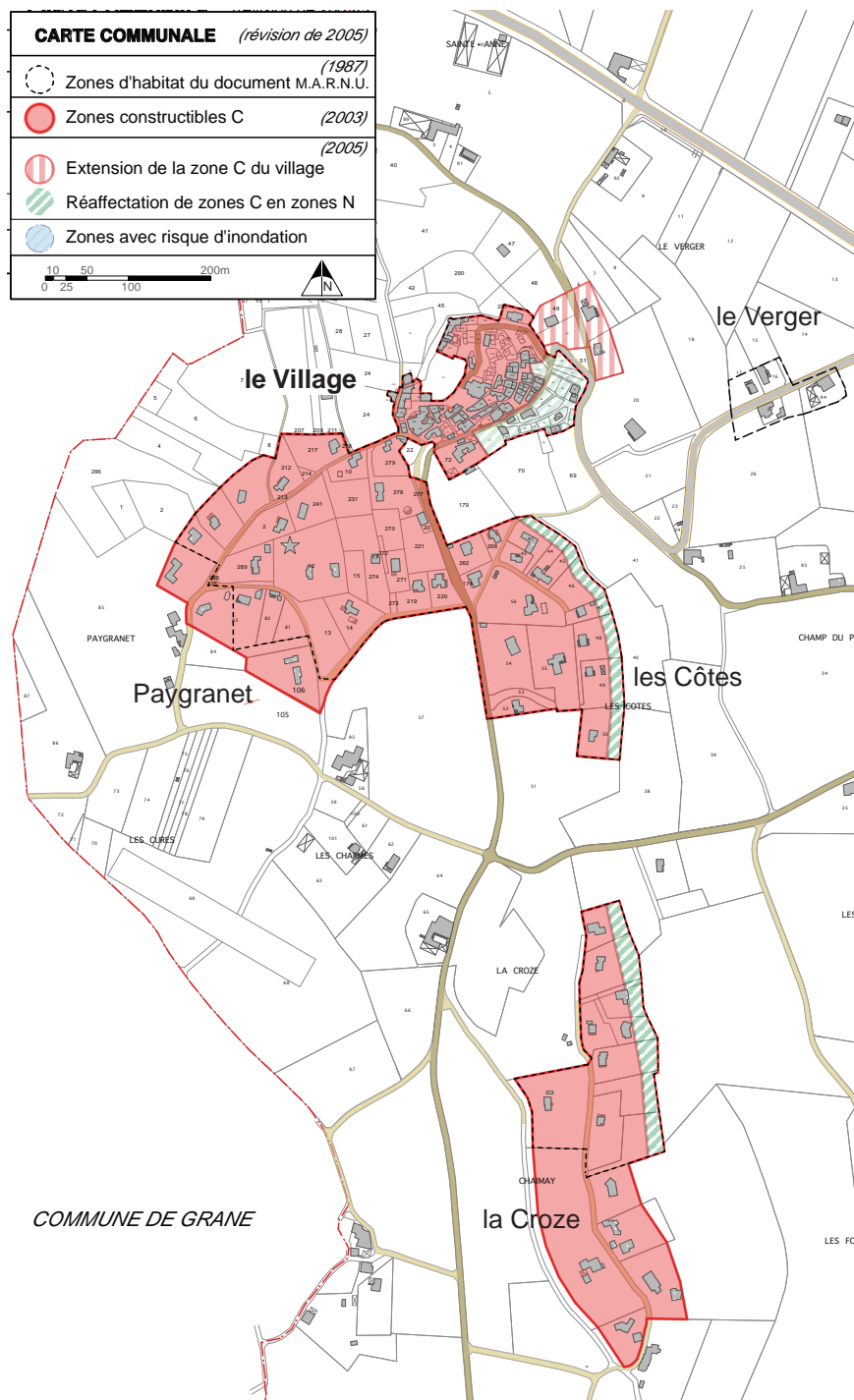


## 2.2. La Carte Communale, ses zones et leurs règles

Une Carte Communale approuvée en 2003, révisée en 2005. Des zones constructibles autour du village (au sud et sud-ouest), un quartier récent séparé construit sur une crête boisée.

La Carte Communale a été approuvée en 2003, et révisée en 2005. La commune avait auparavant un document M.A.R.N.U. («Modalités d'Application du Règlement National d'Urbanisme») établi en 1987 en accord avec l'Etat, puis, celui-ci étant devenu caduc, les autorisations de constructions se sont vues soumises au R.N.U. avec «règle de constructibilité limitée».

La Carte Communale a repris en partie les zones d'habitat M.A.R.N.U. pour établir ses zones C (constructibles). Entre 2003 et 2005, la révision de la Carte Communale a conduit à réaffecter en zone naturelle les lisières boisées des secteurs des Côtes et de la Croze, ainsi que les parcelles non construites au pied du Village, directement visibles depuis la RD 537. Cette révision a constitué une phase transitoire permettant de répondre rapidement à une demande ponctuelle sur le village, en attendant de mettre en place un PLU avec des outils réglementaires plus précis.



### Evolution des zones constructibles C:

Le secteur du village a été réduit, lors de la dernière révision en 2005, dans sa partie sud-sud-est afin de préserver la vue sur le village perché depuis l'entrée par la RD 537 et a été étendu de façon limitée dans sa périphérie nord-est. Les éventuelles constructions y prenant place, plus discrètes du fait du maillage végétal présent «et à conforter» ne pénalisent pas la perspective sur le site historique.

Secteur de la Croze: depuis le document M.A.R.N.U., la zone C s'est étendue vers le sud. Lors de la révision de 2005 la lisière boisée ouest a été réaffectée en zone naturelle pour préserver le bois et éviter une trop grande visibilité des constructions.

Secteur de Paygranet: par rapport à l'ancien zonage M.A.R.N.U., la carte de 2003 s'est étendue au sud-ouest.

Secteur des Côtes, comme à la Croze, la lisière boisée à l'ouest a été retirée de la zone constructible.

Le secteur du Verger, ancienne zone d'habitat du M.A.R.N.U., avait été supprimé «dans l'intérêt de la mise en valeur de l'entrée du village. Le bâti existant offrant des possibilités de réhabilitation, ce secteur de développement de l'habitat n'avait plus lieu d'exister».

### De la zone naturelle N:

En dehors du Village, de ses quartiers attenants, et du quartier de la Croze, il n'avait pas été question d'étendre le développement de l'habitat dans la plaine et sur les reliefs. Cette zone comprend donc tout le reste de la commune avec notamment «les espaces naturels agricoles, les espaces boisés des collines et coteaux, les zones inondables et le passage du TGV.»

Conformément à l'article L124-2 du code de l'urbanisme, dans la zone naturelle «les constructions ne sont pas autorisées à l'exception de l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension des constructions existantes ou des constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs...»



## 2.2. La Carte Communale / diagnostic foncier

Un résiduel de zone constructible limité

Quartier de Paygranet



Quartier des Côtes



Quartier de la Croze



Sur les quelques 17 ha de la zone constructible, il ne reste aujourd'hui que 2,67ha de parcelles libres de constructions. Il s'agit le plus souvent de parcelles en second plan par rapport à la voirie.

Sur les 17ha de la zone C, 84% est occupée par des maisons individuelles. Depuis 1995, 5,25 ha ont été urbanisés dans les quartiers d'extension de l'habitat de la zone C.

On a vu au chapitre 1 que 50% des parcelles bâties dans le tissu pavillonnaire avaient une surface supérieure à 2000m<sup>2</sup>. On a également vu que ces superficies tendent à diminuer légèrement:

- 1995-2012: 2280 m<sup>2</sup> (1995-2000: 2600m<sup>2</sup> 2001-2006: 2367m<sup>2</sup> et 2007-2012: 2010m<sup>2</sup>)
- 1954-1994: 2340m<sup>2</sup>

Le modèle de la maison au milieu d'une grande propriété est très présent sur la commune, et ce depuis l'installation des premières fermes de la plaine au XVIII<sup>e</sup> siècle. C'est peut-être pourquoi il reste encore ancré dans les esprits aujourd'hui.

Urbanisation autour du village					
Quartiers	Paygranet	Les Côtes	La Croze	Nord-est du village	TOTAL
Zone constructible	7,54ha	3,52ha	5,31ha	0,66ha	17,03ha
Surface libre	1,26ha	1445m <sup>2</sup>	1,17ha	948m <sup>2</sup>	2,67ha
Nombre de parcelles libres	7	1	3	1	12
Taille moyenne des parcelles	1800m <sup>2</sup>	1445m <sup>2</sup>	2 à 1846m <sup>2</sup> 1 à 8000m <sup>2</sup>	948m <sup>2</sup>	2223m <sup>2</sup>
% urbanisé	83%	96%	86%	78%	84%







**Historiquement, une polyculture orientée vers les céréales, les fourrages, l'élevage avicole et plus anciennement le ver à soie**  
L'arrivée du chemin de fer à la fin du XIXe et l'adoption des engrais augmentent les rendements céréaliers, fourragers en association avec l'élevage avicole.

Il y avait en 1835: 1025ha de terres cultivables, 58 ha de vignobles pour une consommation personnelle, 39ha de prairies et 128ha de pâturages, sur un total de 1775ha. (Statistiques Départementales de la Drôme, M. Delacroix, )

Le vers à soie connaîtra une période très dynamique sur la commune avec, au XIX° siècle, 19500 muriers, 200 sériciculteurs et 3 usines de moulinage de la soie, puis un déclin rapide avec l'arrivée de la maladie de la pébrine.

Dans la plaine de Valence, des activités spécialisées se développent: les cultures de semence (potagères notamment avec la maison Tézier) ainsi que l'ail dont la Drôme sera le deuxième département producteur. Ces pratiques sont toujours d'actualité.

### Aujourd'hui une majorité d'élevages hors sol et cultures spécialisées à valeur ajoutée.

Sur les 14 exploitants rencontrés:

- 9 ont des élevages (6 volaille de chair, 1 de lapins, 1 porcine = ICPE et 1 de chèvres). 1 élevage caprin en forte régression.
- Élevage : les éleveurs font tous des céréales et épandent les lisiers et fumiers sur leurs champs.
- 13 semences (principalement maïs, tournesol, 4 blé, 3 graines potagères, 3 ail)
- 11 céréales et maïs de consommation
- 6 ail de consommation et 1 oignon de conso.
- 3 arboriculture (1 abricots et 2 kiwis)
- 2 fourrages
- 2 légumes, dont 1 en AMAP (23 paniers)

Autre activité sur le village: 2 exploitants font des plantes aromatiques, 3 envisagent d'en faire.

Depuis 3 autres exploitations ont été créées sur la commune: à Vialot (apiculteur), aux Sabarots (volaille/oeufs) et Dorabel (élevage de volaille)



Abri à foin à Almorici



Élevage de dindes



Bâtiments d'élevage à Goy

	Nombre d'exploitations	Exploit. professionnelles	SAU moyennées exploit. prof.	SAU moyenne de toutes les exploit.	SAU totale (ha)	Superficie en ferraillage
2010	24	(19)			1065	
2000	29	20 (22)	46	35	1025	725
1988	56	33	28	19	1054	387
1979	74	38	21	15	1075	361

	terres labourables	Céréales	Surface fourragère princ.	vignes	Vergers 6 esp.	plantes aromatiques, méd...	noyers
2010	1021						
2000	966	516	119	0	1	0	nc
1988	979	644	197	3	c	0	nc
1979	975	772	217	10	13	0	nc

	Total bovins	Vaches laitières	Total Volailles	Poules pondeuses	Équidés	Chèvres	Brebis mère	Total porcins
2000	0	0	66 974	6 768	10	150	c	1857
1988	61	19	186 525	109 230	15	120	332	780
1979	53	40	194 038	nc	7	146	487	992

recensement agricole de 2000  
c: secret statistique/ nc: non disponible)







### Une surface agricole utilisée stable:

En 2010, on comptabilisait une SAU communale de 1065 (1025ha en 2000, 1075ha en 1979). Aujourd'hui on comptabilise environ 817ha déclarés à la PAC auxquels on peut ajouter environ 41ha, visiblement cultivés, repérés sur l'orthophoto (soit 859ha au total). Il est cependant très difficile de comparer les deux recensements, car ils ne recouvrent pas les mêmes objets.

Les terres labourables ont légèrement augmenté entre 1979, 2000 et 2010, représentant respectivement 975ha, 966ha et 1021ha.

### Un tissu d'exploitations de tailles conséquentes avec une grande proportion de terres cultivables:

Sur les 14 exploitants actifs rencontrés et qui ont leur siège sur la commune:

- 6 ont plus de 60ha
- 5 ont entre 40 et 60ha
- 3 ont entre 20 et 40ha

D'après les chiffres cités ci-dessus, la proportion entre terres cultivables et surface agricole recensée est de l'ordre de 94%.

**Fonctionnement :** Sur les 14 exploitations: 1 fonctionne en EARL et 2 exploitants sont des doubles actifs, 1 conjoint-collaborateur. L'emploi de saisonniers peut compter pour 8-10 permanents par exploitation.

**Des exploitants jeunes:** Sur les 14 exploitants: 3 seront à la retraite dans moins de 10 ans, 4 entre 10 et 20 ans, 7 dans plus de 20 ans. Pour les 3 partant à la retraite dans les 10 ans, leurs enfants devraient reprendre l'exploitation; il ne devrait donc pas y avoir de transfert de fonciers les 20 prochaines années.

### Modes de distribution:

- Semences maïs tournesol: Val Grain Crest, Top semence. Agri Drôme à Chabrillan. Valgrain (Limagrain Tourettes (contrat de production))
- Blé dur :coopérative Drômoise de Céréales, Val Grain
- Graines potagères: Claus Tézier
- Ail semence: groupement de producteurs Ail Drômois, Syngenta
- Ail conso: GIE Ail Drômois, marché de gros de Lyon, vente directe
- Oignon portes graines: semences de la Drôme
- Céréales de consommation: Albert (blé maïs, colza pour animaux)
- Arboriculture: abricots à négociant en Allemagne, kiwis à

Ages des chefs d'exploit. et des co-exploitants			
	<40 ans	entre 40 et 55	>55 ans
2000	12	10	10
1988	17	19	31
1979	15	24	35

marché de gros (Lyon)

- Maraîchage: vente directe (AMAP); fourrages vente directe à des éleveurs
- Plantes aromatiques : Coopérative des Plantes Aromatiques du Diois, à Vercheny, Gelpam (à travers la coopérative)
- Volaille de chair intégration: Val Soleil
- Cochons intégration: Pelisari (Savoie)

**CUMA :** Il n'y a pas de CUMA sur la commune mais certains agriculteurs de Chabrillan utilisent des CUMA extérieures: Autichamp/Divajeu, Valisème, Mont Vendre. Sinon plusieurs mettent commun des outils et s'entraident.

**2 réseaux d'irrigation:** Crest sud et Asa les Mattes (très réduite). Pompage dans la nappe de la Drôme, mais des manques en été, impliquant rationnement et tours de rôles chaque été.

### Labels et appellations d'origine:

La commune est située dans l'aire géographique AOC/AOP «Picodon» (aucun opérateur), des IGP «Ail de la Drôme», «Pintadeau de la Drôme», «agneaux du Sisteiron», «Volailles de la Drome», des IGP viticoles «collines Rhodaniennes», «comtés Rhodaniens», «Drôme» et «Méditerranée».

3 opérateurs revendiquent IGP Pintadeau et Volailles de la Drôme. 2 Ail de la Drôme. Un IGO Collines Rhodaniennes (1,52ha de vignes)

la Drôme, département comptant pour 80% de la production d'ail semence en France.



**Société Albert, céréales de consommation pour aliments animaux, sur la commune**

Population agricole					
	Chefs et co-expl. à temps plein	pop familiale active	UTA familiales	UTA salariés	UTA totales
2000	22	44	31	12	44
1988	26	114	61	18	79
1979	48	137	88	57	146

### Problématiques agricoles: l'irrigation et les pistes d'avenir

- *Un climat semi méditerranéen: sécheresse en été nécessitant des arrosages importants (maïs et surtout basilic nécessitent beaucoup d'eau).*
- *Irrigation: Crest Sud étudie deux solutions : ramener l'eau du Rhône (avec canal Rhin-Rhône) ou stockage sur Divajeu (10ha à sacrifier).*
- *Obligation en 2014 de réaliser une aire de nettoyage des pulvérisateurs: réflexion en cours pour en réaliser une collective*
- *Autre évolution suscitant l'inquiétude d'un exploitant: les nouvelles réglementations des périmètres de protection des captages du grenelle 2 .*
- *Qualité des terres: 1ère catégorie entre le village et la Drôme, argileuse rouge. Dans les reliefs: légère et sableuse, ne retenant pas l'eau avec roche proche; argilo-calcaire-limoneuse dans la vallée de la Fine*
- *Pas d'ilot officiel de semence de maïs: il existe une entente orale, mais des problèmes potentiels de «voisinage» entre maïs conso et semence (éloignements réglementaires) peuvent apparaître à l'avenir.*
- *Pistes d'avenir: développement de l'activité d'élevage hors sol et plantes aromatiques*

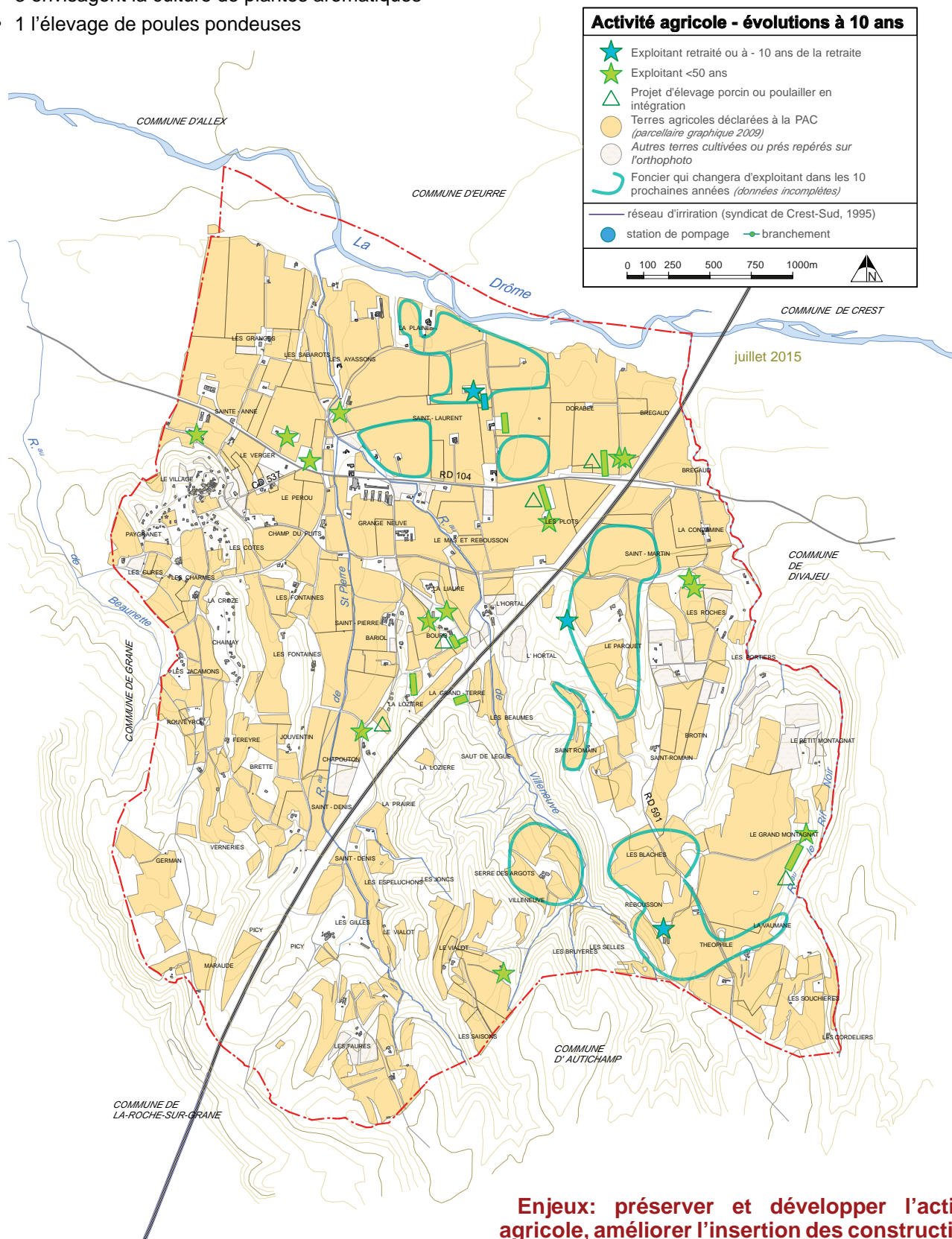


## 2.3. Agriculture /Évolution et problématiques de la profession

Une légère baisse de la SAU, des agriculteurs jeunes avec de grandes exploitations

### Projets des exploitants:

- 5 exploitants ont des projets de nouveaux bâtiments d'élevage (dont 1 pour une rénovation-extension)
- 4 ont besoin d'un nouveau hangar de stockage
- 3 envisagent la culture de plantes aromatiques
- 1 l'élevage de poules pondeuses





**Le foncier communal couvre 60ha, soit 3,4% du territoire.**

Il s'agit essentiellement des terrains contenant les équipements communaux:

- bâtiments publics: mairie, école, café-bibliothèque, salle polyvalente
- monuments: église, chapelle St Pierre, cimetière
- espaces publics: jardin botanique, stade de football

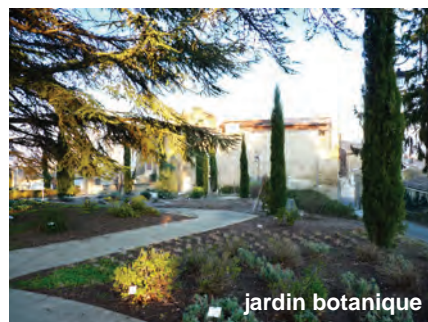
De nombreuses propriétés sont par ailleurs destinées à l'élargissement des voiries.



chapelle St Pierre et cimetière



vestiaires du stade



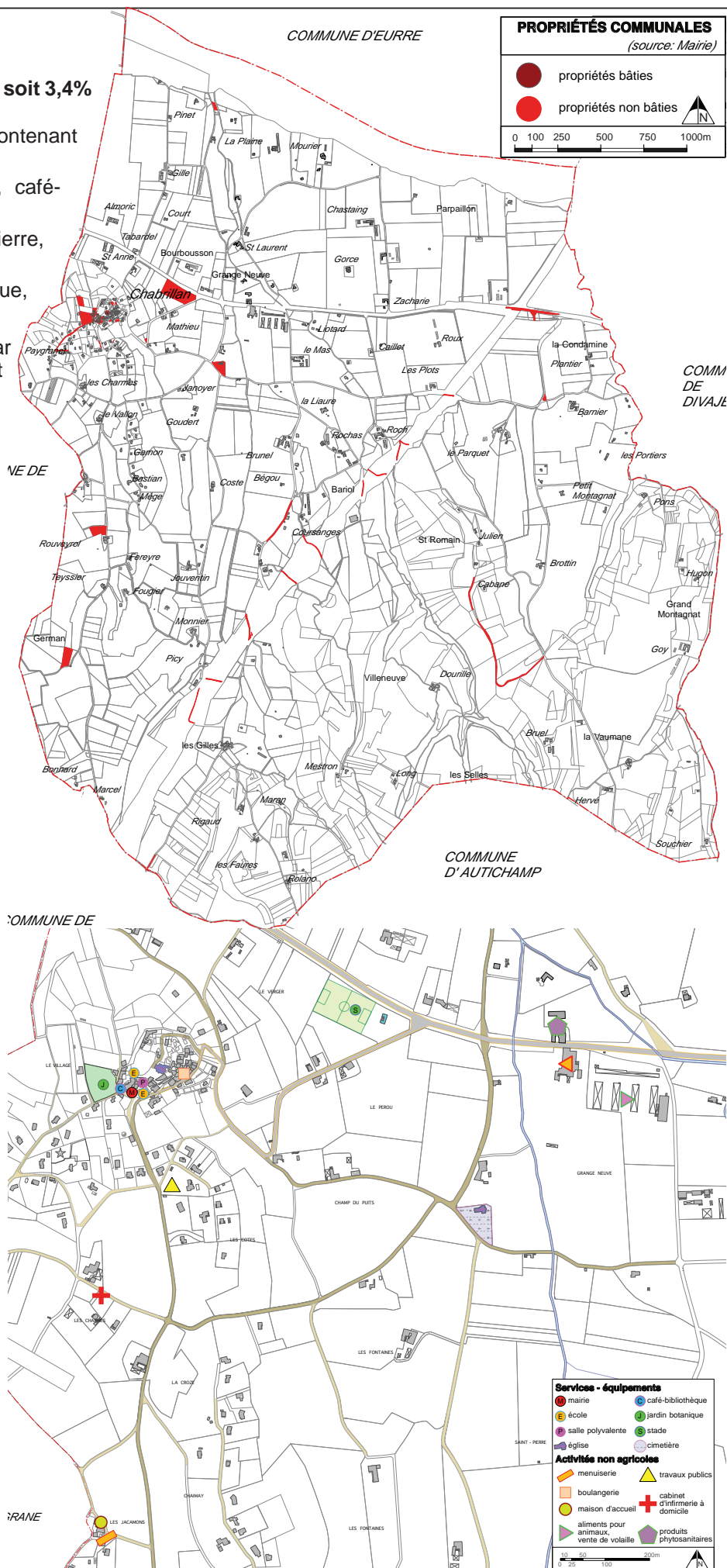
jardin botanique



«école du haut»



«école du bas»





## 2.4. Services - équipements publics- propriétés communales - emploi et activités non agricoles

Des services et un bassin d'emploi situés à Crest, Loriol et Valence

**Services:** le village compte une boulangerie située à côté de la porte Notre Dame, un café-bibliothèque construit dans les remparts.

Chabrillan se rattache au bassin de vie de Die. Selon l'inventaire communal de 1998, les habitants vont à Crest pour les besoins de niveau intermédiaire (hôpital, lycée, collège, services administratifs, théâtre, médiathèque...) et à Valence pour les besoins de niveau supérieur.



**Équipements:** la **mairie** est localisée à l'entrée basse du vieux village, elle est facilement repérable, par son architecture. Contiguë à la mairie, l'**école publique du bas**, dont la cour en terrasse s'ouvre sur la plaine. L'autre partie de l'école, l'**école du haut**, se situe au pied du château.

L'**église St Julien** se situe au pied du château. Elle a été déclarée dangereuse suite à des problèmes d'infiltration, qui ont abîmé sa toiture.

La commune compte également une **salle polyvalente** dans le vieux village.

À l'extérieur ouest des remparts, le **jardin botanique** offre une belle ouverture au café-bibliothèque. Ses extensions sont présentes partout dans le village.



Au pied du village, le **stade de football** «Gatien Almorice», équipé de vestiaires est directement accessible de la RD 104.

Le village compte un **cimetière**, autour de la **chapelle St Pierre**, classée monument historique et dont la voûte est en danger d'effondrement.

**Scolarisation:** 42 enfants sont scolarisés en 2011 à Chabrillan, répartis en 2 classes, comportant 3 niveaux (grande section, les petites sections vont à Grane).

Il y a 34 enfants chabrillanais en primaire (Grane + école primaire extérieure, dérogations et écoles privées (28+6). Les collégiens et les lycéens vont à Crest: 45 habitants.

Un bus de ramassage scolaire du département effectue 3 arrêts à Chabrillan. En plus du ramassage local effectué par deux agriculteurs de la commune

**Des actifs travaillant surtout dans les communes voisines**

Pour l'emploi la commune est dans le bassin de l'emploi de Crest-Loriol et de Valence. On a vu au chapitre démographie, que 81,5% des actifs de plus de 15 ans ayant un emploi travaillaient hors de la commune en 2008 (INSEE).

A part l'agriculture, qui a été abordée au chapitre précédant, on trouve sur la commune les activités suivantes:

- 2 entreprises de travaux publics (Les Côtes et La Plaine)
- 1 entreprise de menuiserie (Les Jacamons)
- 1 entreprise de plomberie-électricité générale (Les Faures)
- 1 usine de transformation d'aliments pour animaux, vente et transport de volailles (Grange Neuve, 10 salariés)
- 1 entreprise de stockage et transport de produits phytosanitaires (Saint Laurent, 8 salariés)
- 1 cabinet d'infirmerie à domicile (Les Charmes)
- 1 maison d'accueil (Les Jacamons)
- 2 compagnies de spectacles pour enfants (Chapouton et Vaumanne)
- 1 commerce: boulangerie (Le village, 3 salariés dont un temps partiel)
- 1 hôtel-restaurant (La Plaine)

Deux agriculteurs assurent le ramassage scolaire en plus de leur activité.

**Des taux d'actifs stable, de chômage en baisse...**

Le taux d'actif occupés, stable, est légèrement inférieur à celui du canton (66,6%), mais celui des chômeurs est nettement plus bas que dans le canton: (5,8 contre 7,1%).

La part des retraités (de moins de 64ans) a triplé entre 1999 et 2008, alors que celle des étudiants et stagiaires a fortement baissé; le taux des autres inactifs baisse.

**Lieu de travail des actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi qui résident dans la zone** (INSEE RGP99 popa et RP.08)

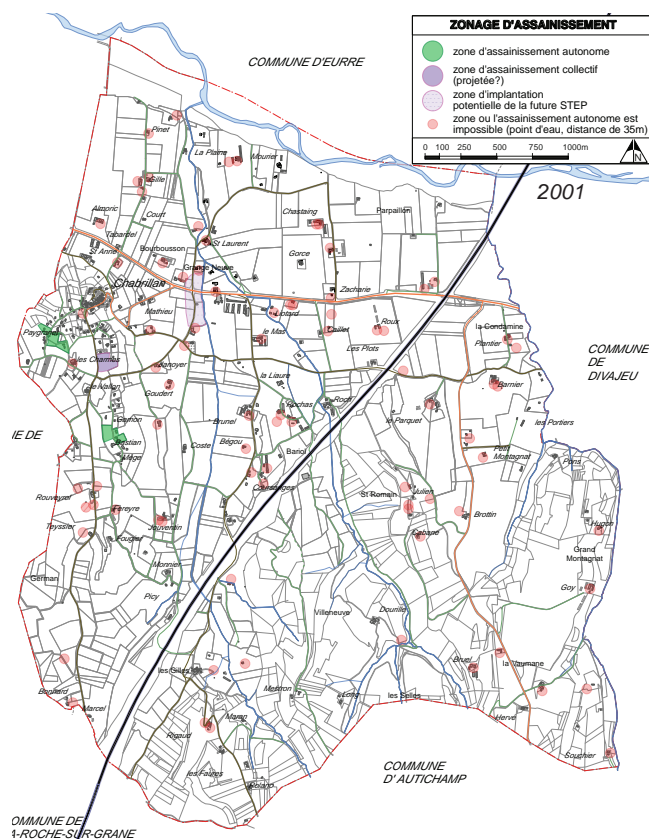
	2008	%	1999	%
<b>Ensemble</b>	<b>286</b>	<b>100,0</b>	<b>270</b>	<b>100,0</b>
Travaillant dans la commune	53	18,5	59	21,9
Travaillant dans une autre commune	233	81,5	211	78,1
dans le même département	210	73,4	197	73
autre	23	8,1	14	5,1

**Population de 15 à 64 ans par type d'activité** (INSEE recensement 2008 EMP T1)

	2008	1999
<b>Population</b>	<b>432</b>	<b>406</b>
Actifs	71,3%	75,1%
dont actifs occupés	65,5%	66,5%
dont chômeurs	5,8%	8,4%
Inactifs	28,7%	24,9%
dont retraités ou pré-retraités	11,8%	3,9%
élèves, étudiants, stagiaires non rémunérés	7,9%	12,6%
autres inactifs	9%	8,4%



## Une STEP de 290 EqH, réalisée entre 2016 et 2017 qui conditionne le PLU -un schéma d'assainissement mis à jour en 2013-2016



SGA 2001 FREMION et MERLIN.



Zonage d'assainissement mis à jour, « Réalités Environnement » 2016

### Un schéma d'assainissement datant de 2001 mis à jour en 2016.

La loi sur l'eau du 3 janvier 1992 a renforcé la responsabilité des communes qui doivent assurer la collecte dans les zones urbanisées et le traitement des effluents de l'assainissement collectif et assurer le contrôle des systèmes non collectifs (ANC).

La mise à jour du SGA effectuée en décembre 2013 par le bureau d'études « Réalités Environnement » a pris en compte le PLU en 2016.

### Un assainissement autonome devant en grande partie être réhabilité (SGA 2001)

Sur 220 systèmes autonomes, 177 propriétaires ont répondu au questionnaire (80,5%). Parmi les réponses, 2 possèdent leur propre station d'épuration et 25 rejettent dans le réseau collectif, 1 non renseigné. Pour les 149 autres:

- 89 sont «très insuffisants» (rejets non épurés vers puits perdus, milieu naturel ou exutoire hydraulique)(60%)
- 37 «insuffisants» (systèmes mal implantés par rapport au site: pente, nappe, perméabilité)
- 18 «satisfaisants» (25%).
- 5 sont «hors catégorie» car ont répondu «ne sait pas».

69 puits, 2 forages et 37 sources ou captages ont été recensés sur la commune, engendrant des reculs de 35m pour tout assainissement autonome.

**Des contraintes fortes limitant l'assainissement:** de nombreux secteurs contraignant ou rendant impossible l'assainissement individuel: argile, pentes >10% zones inondables, milieux hydromorphes.

### Un réseau d'eaux usées sans STEP jusqu'en 2017

Le réseaux existant: est composé de deux collecteurs unitaires (le Village et les Côtes), il fonctionne entièrement en gravitaire. Les deux collecteurs, cumulant une longueur de 2900m.

Jusqu'à cette année, les effluents émis étaient rejetés directement dans le ruisseau de Saint-Pierre, qui se rejette dans la Drôme, pour laquelle la norme de qualité baignade est exigée. Les habitations raccordées sont généralement équipées de fosses septiques avant rejet au collecteur.

Actuellement, 250 Equivalents Habitants sont raccordée (EqH).

La production d'eaux usées (données 2001): a été estimée à 20m³/j (volume théorique strict), majorée à 116m³/j en comptant l'apport d'eaux parasites provenant du lavoir alimenté par le trop-plein d'une source et se rejetant dans le réseau.

### Une STEP qui sera réceptionnée en mars 2017

La nouvelle station est située dans le quartier Les Ayassons, au Nord de la commune, en bordure du ruisseau de Saint-Pierre. Les travaux ont commencé Cette station aura les caractéristiques suivantes :

- type filtre planté de roseaux,
- capacité de 290 équivalents habitants (E.H.),
- déversoir d'orage en entrée,
- filière d'infiltration ou de dissipation en sortie.

La nouvelle station aura une capacité de 290 EqH, permettant de raccorder une quarantaine d'EqH supplémentaires, couvrant ainsi les besoins du nouveau PLU. En effet, le réseau collectera les effluents du « nouveau quartier » de la Croze (zone 1AU) et les maisons présentes sur le tracé jusqu'à la station d'épuration.

Le lavoir aura été déconnecté du réseau d'assainissement pour éliminer les apports parasites vers la STEP (130m de réseau à poser).










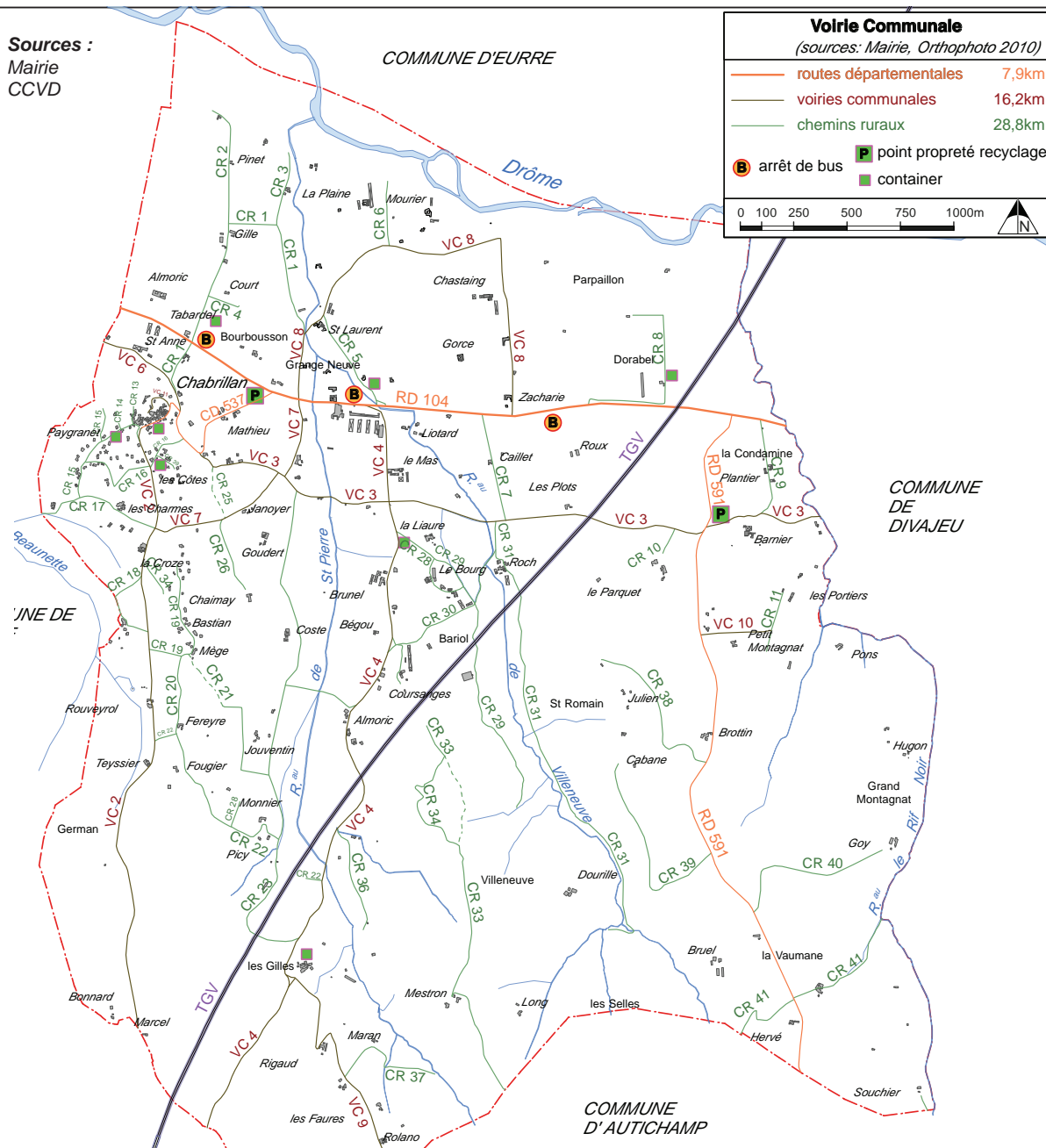
Sources :  
Mairie  
CCVD

COMMUNE D'EURRE

#### Voirie Communale

(sources: Mairie, Orthophoto 2010)

routes départementales	7,9km
voiries communales	16,2km
chemins ruraux	28,8km
 arrêt de bus	 point propretye recyclage
	 container



#### Voirie et déplacements:

- **Position:** la commune profite d'une situation de proximité avec Crest (8min), où se trouvent les services de proximité utilisés par les habitants, 18min de Loriol et Livron, 41 min de Valence et 48 min de Montélimar.
- La commune gère plus de 16 km de voies communales carrossables, auxquelles s'ajoutent 28,8km de chemins ruraux.
- La **route départementale n°104**, qui relie Crest à Loriol-sur-Drôme et Livron, traverse et dessert la commune d'ouest en est. La RD 104 réalise notamment la liaison entre l'autoroute A7 et le sud du Vercors (Die) et a une vocation touristique importante. Elle est classée route à grande circulation(décret 2009-615 du 3 juin 2009, modifié par le décret 2010-578 du 31 mai 2010; **il impose une marge de recul 75m de part et d'autre de l'axe en dehors des espaces urbanisés**). Cette voie est par ailleurs classée comme **voie bruyante (arrêté n°748 du 2 mars 1999: catégorie de l'infrastructure: 3, largeur affectée par le bruit 100m)**
- Cette route est également empruntée par des transports exceptionnels de gros gabarit (>120t et >4,70m de hauteur),

ainsi que par les transporteurs de bois rond en Drôme, (en application de l'arrêté préfectoral n° 10-3926 du 14 octobre 2010).

- La commune est desservie par 2 lignes de bus: la **ligne 26** de Portes-lès-Valence à Crest, la **ligne 28** de Valence à Luc en Diois. Trois arrêts sur la commune: Tabardel/Les Sabarots, Grange Neuve, Zacharie.
- Le ramassage scolaire est assuré par deux agriculteurs en complément de leur activité.
- La part des ménages disposant au moins d'une voiture est de 95,1% en 2008 (contre 94,3% en 1999, source INSEE LOG T9), ce qui laisse 13 ménages sans voiture.
- TGV: créé en 2001. **La ligne est classée comme voie bruyante (arrêté n°970 du 15 mars 1999: catégorie de l'infrastructure: 1, largeur affectée par le bruit 300m).**
- Déplacements doux: 18 km de chemins concernés par les PDIPR.
- Il n'y a pas de piste cyclable sur la commune.
- Il n'y a pas de piste de DFCl sur la commune
- Chabrillan n'a pas encore élaboré de PAVE et doit engager une réflexion sur l'accessibilité des espaces publics du village.



## 2.4. Équipements / déchets - électricité - infra. routière et déplacements

Une commune proche de Crest desservie par le réseau de bus; une route départementale importante et une ligne TGV classées comme bruyantes. Des déchets gérés par la CCVD, un projet de renforcement sur le réseau électrique.



**Point propreté, quartier des Roches, Gestion des déchets:**

La compétence est assurée par la Communauté de Communes du Val de Drôme. Le traitement des déchets est une compétence que la communauté a transférée au SYTRAD (SYndicat de TRaitement des déchets Ardèche Drôme).

On compte 2 points propreté (près du stade et dans le quartier des Roches, entre le Parquet et Barnier) où le tri sélectif est organisé par l'installation de plusieurs bacs destinés à recevoir les déchets préalablement triés.

Des containers recevant tous les déchets sont disposés dans le village ainsi que dans les quartiers de Paygranet, des Charmes, des Roches, de la Liaure et des Gilles. Ces containers sont relevés le lundi à Chabrillan.

La déchetterie la plus proche se situe à Eurre, elle accepte pour recyclage les déchets tels papier, cartons, verre, ferraille, huiles moteur usagées, bouteilles plastiques, emballages métalliques, déchets végétaux, déchets ménagers spéciaux (piles, peinture...).

### la ligne à haute tension traversant le paysage



#### Randonnée:

Sur le territoire communal, on recense 18 km de chemins concernés par le Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée. Ils relient le village ancien aux communes de Divajeu et Autichamp.

#### Réseau électrique:

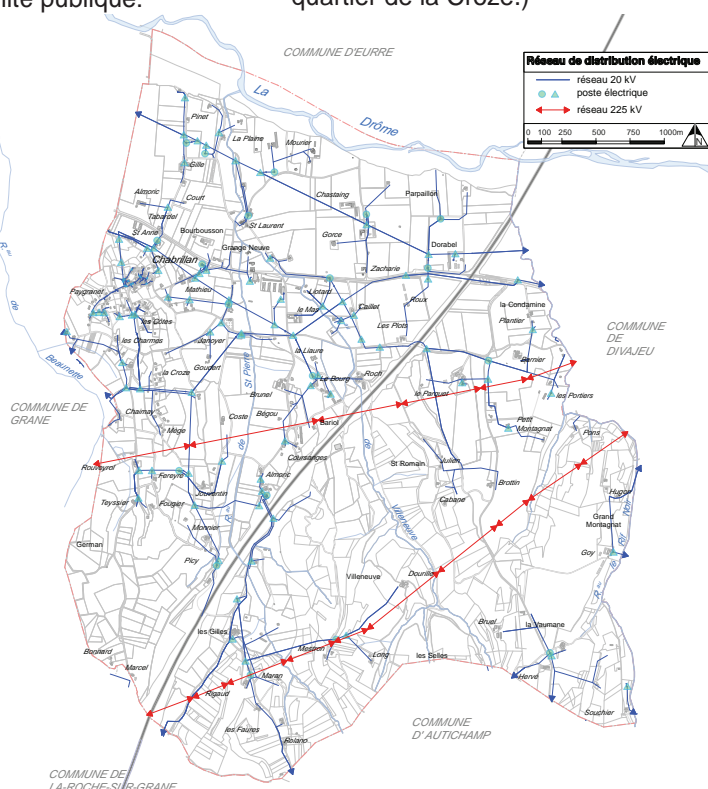
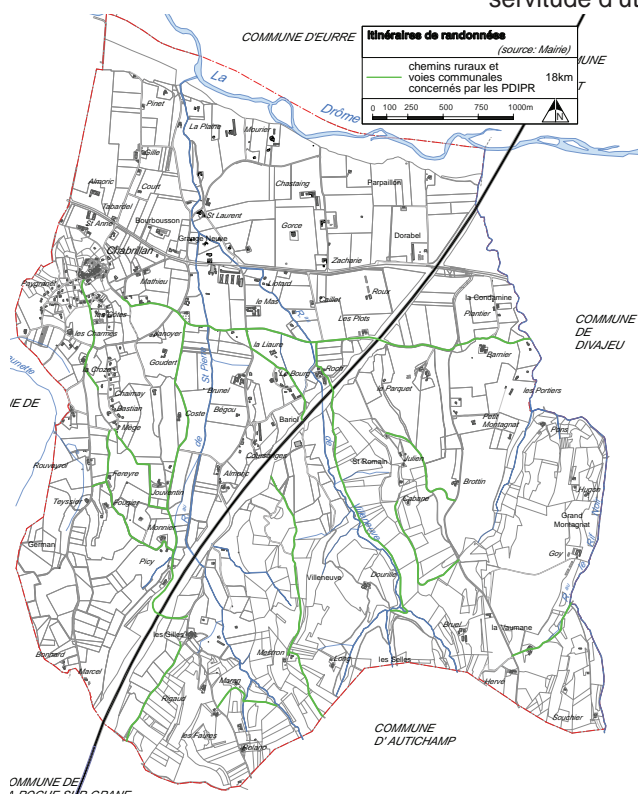
Le réseau de distribution moyenne tension (20kV) dessert toute la commune, un renforcement est prévu pour le quartier du Parquet.

La commune de Chabrillan est traversée par deux lignes à haute tension (225kV) qui font l'objet d'une servitude d'utilité publique:

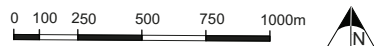
- Ligne Beaumont Montoux-Châteauneuf du Rhône
- Ligne Crest - Logis Neuf

Un projet de centrale photovoltaïque privé a été envisagé un moment, mais n'est plus d'actualité.

Pas de projets de renforcement (un renforcement a été réalisé dans le quartier de la Croze.)



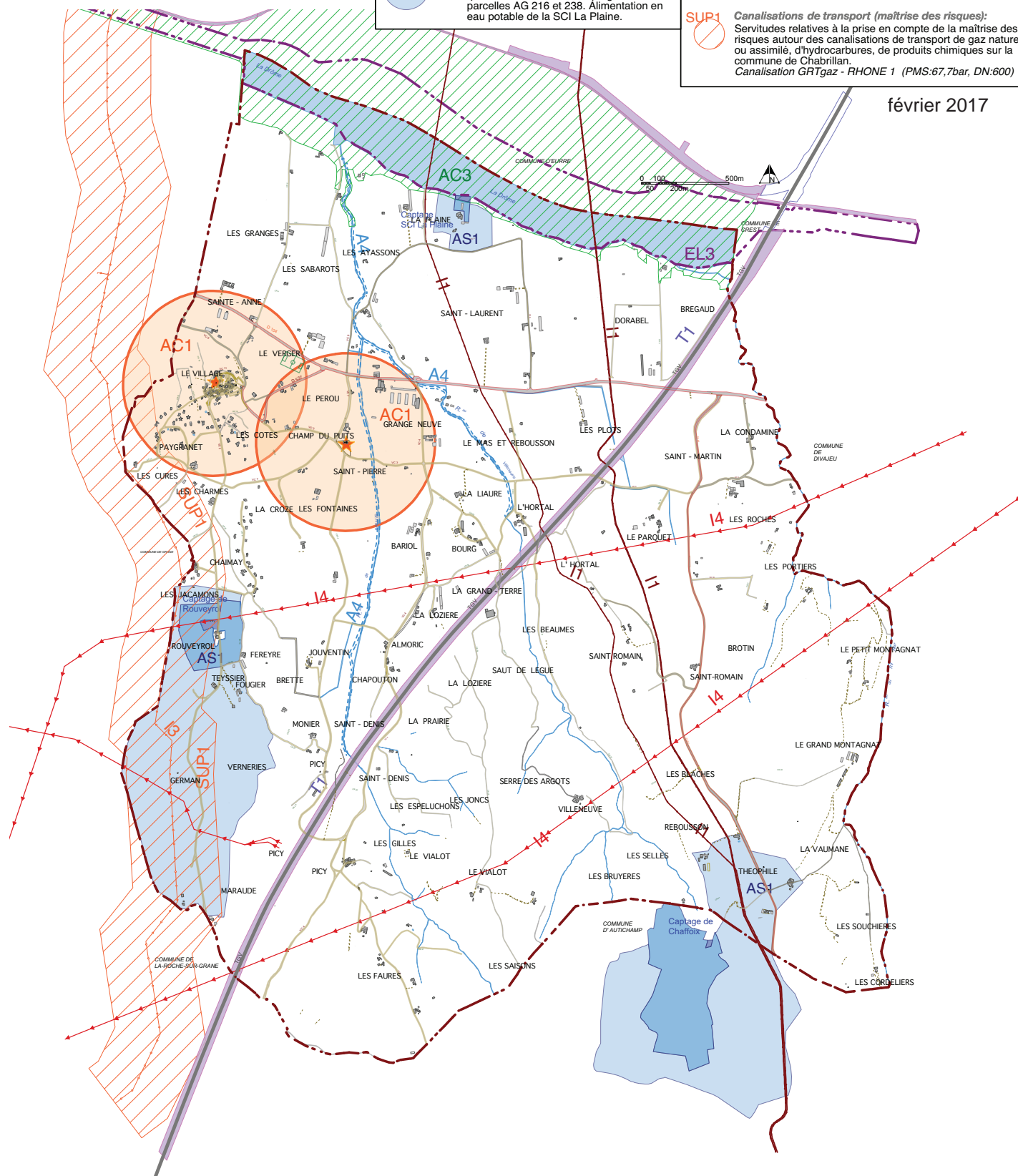




Servitudes d'utilité publique (source: Porter à Connaissance de l'État)	
<b>A4</b>	<b>Cours d'eau non domaniaux:</b> Servitudes relatives au passage des engins mécaniques le long des cours d'eau non domaniaux: ruisseaux de Saint-Pierre et de Villeneuve.
<b>AC1</b>	<b>Monuments historiques:</b> Servitudes de protection des monuments historiques classés ou inscrits: Ruines du château et Chapelle Saint-Pierre.
<b>AC3</b>	<b>Réserve naturelle:</b> Servitudes de protection des réserves naturelles et des parcs nationaux: Ramières de Val de Drôme
<b>AS1</b>	<b>Captage eau potable:</b> Servitudes de protection des captages d'eau potable et d'eau minérale: -protection de l'assource et du forage de Rouveyrol (Jacamons) -protection sanitaire du captage situé parcelles AG 216 et 238. Alimentation en eau potable de la SCI La Plaine.
<p>périmètres de protection:</p> <p>— éloigné</p> <p>— rapproché</p> <p>— immédiat</p>	

<b>EL3</b>	<b>Cours d'eau:</b> Servitudes de halage et de marchepied (art. 15, 16, 28 du Code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure et art. 424 du Code rural): Marchepied le long de la Drôme
<b>I1</b>	<b>Hydrocarbures:</b> Servitudes relatives à la construction et l'exploitation des pipe-lines: Pipe-line Sud Européen.
<b>I3</b>	<b>Gaz:</b> Servitudes relatives à l'établissement des canalisations de transport et de distribution de gaz: Artère FOS-TRESANNE (diam. 600mm)
<b>I4</b>	<b>Electricité:</b> Servitudes relatives à l'établissement des lignes électriques: -Ligne 225 KV Beaumont Montoux - Châteaufort du Rhône -Ligne Crest - Logis Neuf
<b>T1</b>	<b>Voies ferrées:</b> Servitudes relatives aux chemins de fer: Voie TGV MEDITERRANÉE , Tronçon Châteaufort-sur-Isère - Marseille.
<b>SUP1</b>	<b>Canalisations de transport (maîtrise des risques):</b> Servitudes relatives à la prise en compte de la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures, de produits chimiques sur la commune de Chabrillan. Canalisation GRTgaz - RHONE 1 (PMS:67,7bar, DN:600)

février 2017





## 2.5. Servitudes, orientations et documents supra-communaux s'imposant au PLU

### Le Plan Local d'Urbanisme doit être compatible avec les documents et orientations suivantes :

**Schéma de COhérence Territorial (SCOT) :** la commune n'est pas concernée pour l'instant par un SCOT approuvé. Toutefois, la commune est incluse dans le futur Schéma de COhérence Territorial (SCOT) vallée de la Drôme aval, qui a été validé par le préfet le 16.11.2015 sur les périmètres de la CCVD et de la communauté de communes du Crestois et du Pays de Saillans.

**Charte de parc naturel ou régional ou d'un parc national:** la commune n'est pas incluse dans le parc naturel régional (PNR) du Vecors, mais en est limitrophe.

**Plan de Déplacement Urbain (PDU) :** la commune n'est pas concernée par un PDU.

**Programme local de l'Habitat (PLH) :** la commune fait partie du Programme Local de l'Habitat du Val de Drôme approuvé en décembre 2010 par la CCVD (en attente approbation finale et aval du préfet)

**SDAGE-SAGE:** la commune est comprise dans le SDAGE RMC, SAGE de la Drôme (Schémas d'Aménagement des Eaux/ approuvé le 1er juillet 2013).

**Plan de gestion des risques d'inondation:** la commune n'est pas concernée par un plan de gestion des risques d'inondation (L. 566-7 du code de l'environnement).

**Un schéma Régional de Cohérence Ecologique** élaboré par la région Rhône-Alpes, a été adopté par délibération du Conseil régional en date du 19/06/2014 et par arrêté préfectoral du 16/07/2014.

**Plan régional de l'agriculture durable** (L.111-2-1) a été approuvé par arrêté préfectoral du 24 février 2012.

### Elle prendra en compte, annexera, les contraintes ou servitudes suivantes :

#### Agriculture et forêt:

- La commune est incluse dans l'aire géographique AOC/AOP «Picodon» (aucun opérateur), des IGP «Ail de la Drôme», «Pintadeau de la Drôme», «agneaux du Sisteron», «Volailles de la Drome», des IGP viticoles «collines Rhodaniennes», «comtés Rhodaniens», «Drôme» et «Méditerranée».
- Il n'y a pas de zone agricole protégée (article L.112-2 du Code Rural)
- Il n'y a pas de forêt soumise au régime forestier
- Installations classées: la commune compte 7 élevages relevant de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et les établissements Alberts

#### Environnement:

- Natura 2000: Si les projets d'urbanisation devaient se situer à proximité des sites d'intérêt communautaire (SIC) ou des zones de protection (ZPS) Natura 2000 et avoir des incidences notables sur eux, le document d'urbanisme devra faire l'objet d'une évaluation environnementale au titre de l'article

**Servitudes d'Utilité publiques.** La commune est assujettie aux servitudes d'utilité publique suivantes:

- **A4 : Terrains riverains des cours d'eau non domaniaux**
- **AC1: ruines du château** (décret 21 octobre 1926) **et Chapelle St Pierre** (liste 1862)
- **AC3: Ramières du Val de Drôme** (décret 2 octobre 1987)
- **AS1: protection sanitaire des captages** (captage situé parcelles AG 216 et 238, arrêté 4063 préfectoral du 20 juillet 1998/ captage du Chaffoix, arrêté préfectoral 02-5375/ source de Rouveyrol, arrêté 06-3027, 26 juin 2006)
- **EL3 : Marchepied le long de la Drôme** (décret)
- **I1: Pipe-line Sud-Européen** (décret 18 décembre 1970)
- **I3: Artère Fos-Tersanne GRT GRRM** (arrêté DUP)
- **I4: TESE GIMR ligne 63kV Crest-Logis neuf et TESE GIMR ligne 63kV Châteauneuf du Rhône-Crest** (décrets)
- **T1 : Chemins de fer** (ligne TGV)
- **SUP 1, SUP 2, SUP 3- Servitudes prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques**

**Plan de gestion des risques d'inondation:** la commune n'est pas concernée par un plan de gestion des risques d'inondation (L. 566-7 du code de l'environnement)

**PPRI:** la commune est concernée par un Plan de Prévention des Risques d'Inondation qui a été prescrit par le préfet le 11 décembre 2008. Il concerne les risques d'inondations de la rivière Drôme et des ruisseaux de la Beaunette (faible linéaire sur la commune), de Rebousson (ou Villeneuve), et de Saint Pierre



## 25 sites archéologiques ont été répertoriées par la DRAC :

1. Le Mas: occ., sép.(G-R)
2. Chapelle Saint Pierre: villa, thermes(G-R), église, prieuré, cim.(M-Â)
3. Grand Terre, Bariol: occ.(PAL ou MÉS., PRÉH. ind., G-R)
4. Ruisseau de Villeneuve: occ. (BR)
5. Bourg: église, bourg castral, enceinte urbaine (M-Â), château fort (M-Â, Ep-Mod)
6. Saint Denis, Picy, Cordeil: occ.(PRÉH. ind., MÉS, NÉOL, BR, G-R, M-Â, Ep-Mod), drains (M-Â?, RÉC?)
7. Saint-Martin, Roux, La Condamine: occ.(préhist. ind., NÉOL, BR, G-R, M-Â), sép. (BR), voie, villa, atelier métallurgique(G-R), prieuré, église, cim., habitat, forge, parcellaire, drainage?(M-Â)
8. Les Plots, Tabardel: occ.(PRÉH. ind., NÉOL ou PROTO. ind., M-Â, Ep-Mod)
9. Champ Gorce, Le Parquet: habitat(G-R)
10. Janoyer, Goudert: sép.?, Motte castrale?(M-Â?)
11. Almoríc, Grand Grange: maison forte? (M-Â)
12. Champ du Trasor, Le Parquet: dépôt monétaire?(G-R)
13. Saint-Romé, Saint Romain: église, prieuré, sép. (M-Â)
14. Roch, l'Hortal: occ.(PRÉH. ind., MÉS, NÉOL, FER, G-R, M-Â, Ep-Mod), drain (G-R), habitat, chemin, cim.(M-Â)
15. Grand Montagnat: occ. (MÉS, NÉOL, BR)
16. Goy, Grand Montagnat: occ.(G-R)
17. Picy, Marcel: occ.(PAL, PRÉH. ind., MÉS ou NÉOL, M-Â, Ep-Mod)
18. Picy, Cordeil: occ.(MÉS, NÉOL)
19. Picy, Cordeil: occ.(PRÉH. ind., Ep-Mod)
20. Brégaud, la Condamine: occ. (MÉS, NÉOL, BR, G-R)
21. Les Plots, Tabardel: habitat(NÉOL), occ.(NÉOL ou BR), gué(BR), exploitation agricole(FER), parcellaire(G-R)
22. La Prairie, Almoríc: habitats(NÉOL, BR), occ.(NÉOL, BR, G-R, M-Â), drains (G-R)
23. Le Creux de l'Abbé, Goy, Grand Montagnat: occ.(ind.)
24. Montagnat: prieuré, église(M-Â)
25. La Lozière, Almoríc: occ.(PRÉH. ind., Ep-Mod)



Avec: occ.: occupation, sép.: sépulture, cim.: cimetière, PAL: paléolithique, PRÉH: préhistoire, MÉS: mésolithique, NÉOL: néolithique, PROTO: protohistoire, BR: âge du bronze, FER: âge du fer, G-R: gallo-romain, M-Â: moyen-âge, Ep-Mod: époque moderne, ind.: indéterminé.

## ENJEUX

**Limiter l'étalement urbain et la consommation des terres naturelles et agricoles**

**Diversifier l'offre d'habitat grâce à de nouveaux modes d'urbanisation, plus denses, et maintenir la mixité sociale: s'inscrire dans les objectifs du PLH et continuer à attirer des jeunes actifs.**

**Préserver et développer l'activité agricole, limiter la fermeture de l'espace par le boisement naturel et entretenir les espaces ouverts,**

**Réaliser la station d'épuration du village et proportionner les zones constructibles aux capacités des réseaux.**



## 2.6. Synthèse du diagnostic

### CONSTAT

Une démographie qui a renoué avec le développement depuis 1968 grâce à l'arrivée de nouveaux habitants, mais qui est relayée depuis par la natalité;

- une pyramide des âges contrastée: augmentation des plus de 60 ans, baisse des moins de 19 ans, même si la tranche des moins de 14 ans a augmenté
- Des pôles d'emploi situés dans les communes voisines: bassin Lorient-Crest, voire Valence,...
- des revenus fiscaux imposable comparables à ceux du canton,
- Une faible population estivale (peu de résidences secondaires)

Un taux de construction neuve annuel inférieur à 2/an entre 2007 et 2011 (3,2 entre 2001-6)

- 11,3% de résidences secondaires, taux en baisse.
- 76% de propriétaires résidents, 1 HLM, 8 logements communaux, dont 6 conventionnés
- Une majorité de maisons individuelles (90,5%, en baisse) et de grands logements (79,1% > ou = 4 pièces/ en hausse)
- Une urbanisation récente consommatrice d'espace avec une très légère augmentation de la densité moyenne (2010m<sup>2</sup> par logement entre 2007 et 2012 contre 2600 entre 1995 et 2001/ 2300 entre 1954 et 1994)
- Un PLH approuvé par la CCVD, qui a dorénavant déjà conclu à un manque de logements sociaux et adaptés à des besoins spécifiques (personnes âgées, jeunes...) et qui encadre les objectifs de constructions de logements sur la commune (24 logements entre 2009 - 2015)

Une carte communale qui a préservé la plaine agricole et les abords du village perché, mais dirigé le développement vers les lignes de crêtes (Côtes et Croze) et empiété sur les cultures (Paygranet)

- quelques terrains restant libres en zone constructible (2,67ha)

Une agriculture, axée principalement sur l'élevage et les grandes cultures

- 6 élevages de volailles, 1 lapin, 1 porcin = ICPE + 1 petit élevage caprin
- principalement semences, céréales, ail, plus accessoirement: arbo, fourrages, légumes
- potentiel de développement de plantes aromatiques
- des agriculteurs jeunes (3/14 à la retraite dans moins de 10ans)
- une SAU stable (1075ha en 1979/ 1025 en 2000/ 1065 en 2010). Terres de qualité: plaine alluviale. Réseau d'irrigation

Une ressource captée sur la commune et organisée en régie. Un schéma directeur d'adduction en eau potable en cours d'élaboration avec le CG26.

Un collecteur d'eaux usées sans station d'épuration, dont la réalisation conditionne celle du PLU. Les dernières études menées avec le CG26 ont localisé la station d'épuration dans le quartier des Ayassons (plaine alluviale de la Drôme). Démarrage des travaux: début 2014

Ligne de bus, route départementale 104 et TGV classée comme bruyante (largeur affectée: 100 et 300m)

Nombreuses servitudes: EDF, gaz, pipeline, captages, monuments historiques...












### III. LES DISPOSITIONS DU PLU






## Un développement modéré prenant en compte l'urbanisation existante

-  tissu urbain dense du vieux village
-  urbanisation dans le tissu pavillonnaire existant
-  hameau ancien à préserver et valoriser tout en répondant aux besoins des habitations existantes (ainsi que les écarts non représentés)

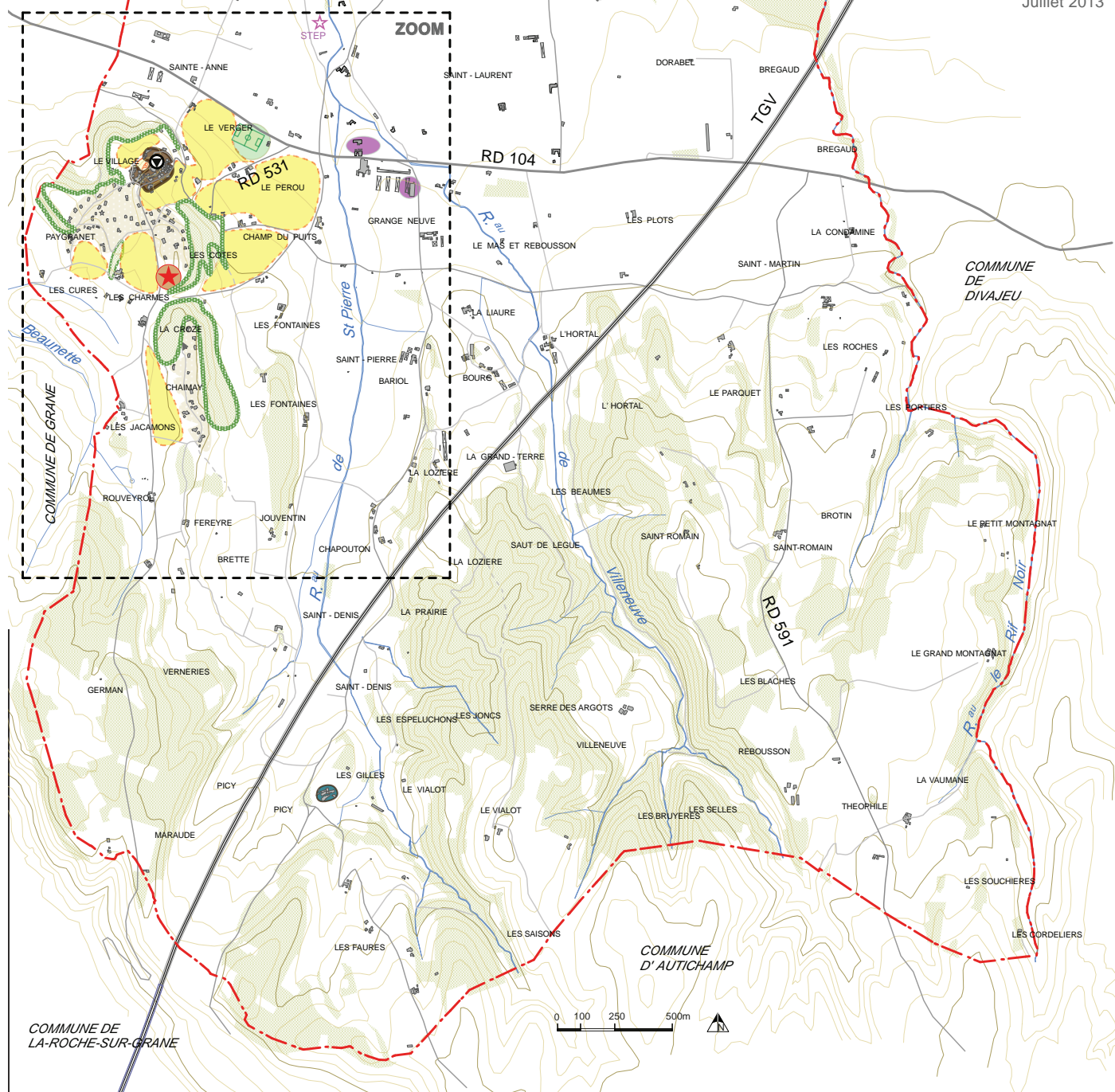
## Densification des quartiers bâtis et diversification de l'habitat

-  secteur propice à la construction de logement collectifs, en harmonie avec le tissu ancien du vieux village
-  secteur d'opération d'ensemble propices à la diversification de l'habitat

## Prenant en compte les besoins des activités économiques et en nouveaux équipements

-  future station d'épuration à réaliser
-  zone d'activité agro-industrielle existante
-  zone d'équipements sportifs existante

Juillet 2013





## 3.1. Synthèse et enjeux déduits de l'état initial de l'environnement et du diagnostic

### Justification des choix retenus pour établir le PADD

Le *Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)* est l'expression du projet municipal pour les années à venir et définit les grandes orientations d'urbanisme et d'aménagement que porte la municipalité.

Il croise, en un ensemble cohérent, les différentes thématiques urbaines (article L.151-5 du Code de l'Urbanisme en vigueur au 1er janvier 2016) : « Le (PADD) définit :

1° Les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques; 2° Les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de

coopération intercommunale ou de la commune.

Il fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.. ».

Il s'appuie sur les enjeux relevés dans le diagnostic et l'état initial de l'environnement, dont les grandes lignes sont rappelées ci-après.

Il est donc la pièce centrale du dossier du PLU et doit s'inscrire dans les grands principes définis aux articles L.102-1 du code de l'urbanisme d'urbanisme (voir introduction du présent rapport et du PADD).

Le PADD n'est pas directement opposable aux tiers, mais les orientations d'aménagement et de programmation, le règlement du PLU et ses documents graphiques doivent être cohérents avec les orientations du PADD.

Le PADD a fait l'objet d'un débat en conseil municipal et a été présenté à la population.

#### 3.1.1. Dynamiques démographiques et de l'urbanisation

##### Constat du diagnostic:

- Une population qui a connu une importante croissance démographique depuis 1968, après un siècle d'exode rural. La période 90-99 marque une pause dans cette augmentation.

Celle-ci a été portée par l'arrivée de nouveaux habitants (pics du solde migratoire +1,1% de 75 à 82 et +1,6% de 82 à 90, ralentissement depuis), mais aussi relayée par les naissances (solde naturel faible mais positif et en augmentation depuis 1975).

Une pyramide des âges dont la base s'améliore mais qui subit tout de même un vieillissement global. La régression de 90-99 a fragilisé les classes les plus jeunes. Les 0-14 ans ont augmenté en proportion depuis 99 mais les 15-29 ans sont moins nombreux (études et premiers emplois à l'extérieur de la commune) alors que les + de 60 ans augmentent en nombre et proportion.

Une structure socio-culturelle assez stable (données INSEE 1982-1999) : des agriculteurs qui se maintiennent malgré le contexte, plus d'employés, d'ouvriers, de cadres et professions intermédiaires, ainsi que de retraités.

- Un taux annuel de constructions neuves qui a augmenté avec la réalisation de la Carte Communale et l'ouverture de nouvelles zones, puis qui a ralenti avec la saturation de celles-ci et la crise immobilière.

Des résidences secondaires minoritaires (11,4% en 2009) et dont le nombre diminue depuis 1999 au profit des résidences principales dont l'augmentation (80,6%) est atténuée par celle des logements vacants (8%).

Un parc constitué de logements individuels (90,8% de maisons), de grande taille (79,1% >4 pièces) et occupés à 75,7% par des propriétaires. 19% de locataires en 2009. 1 logement social sur la commune et 8 logements communaux: 2 dans l'immeuble Bayard et 6 conventionnés

(Immeuble les Cèdres) + logement de l'instituteur et la Cure. Création de locations dans l'ancien.

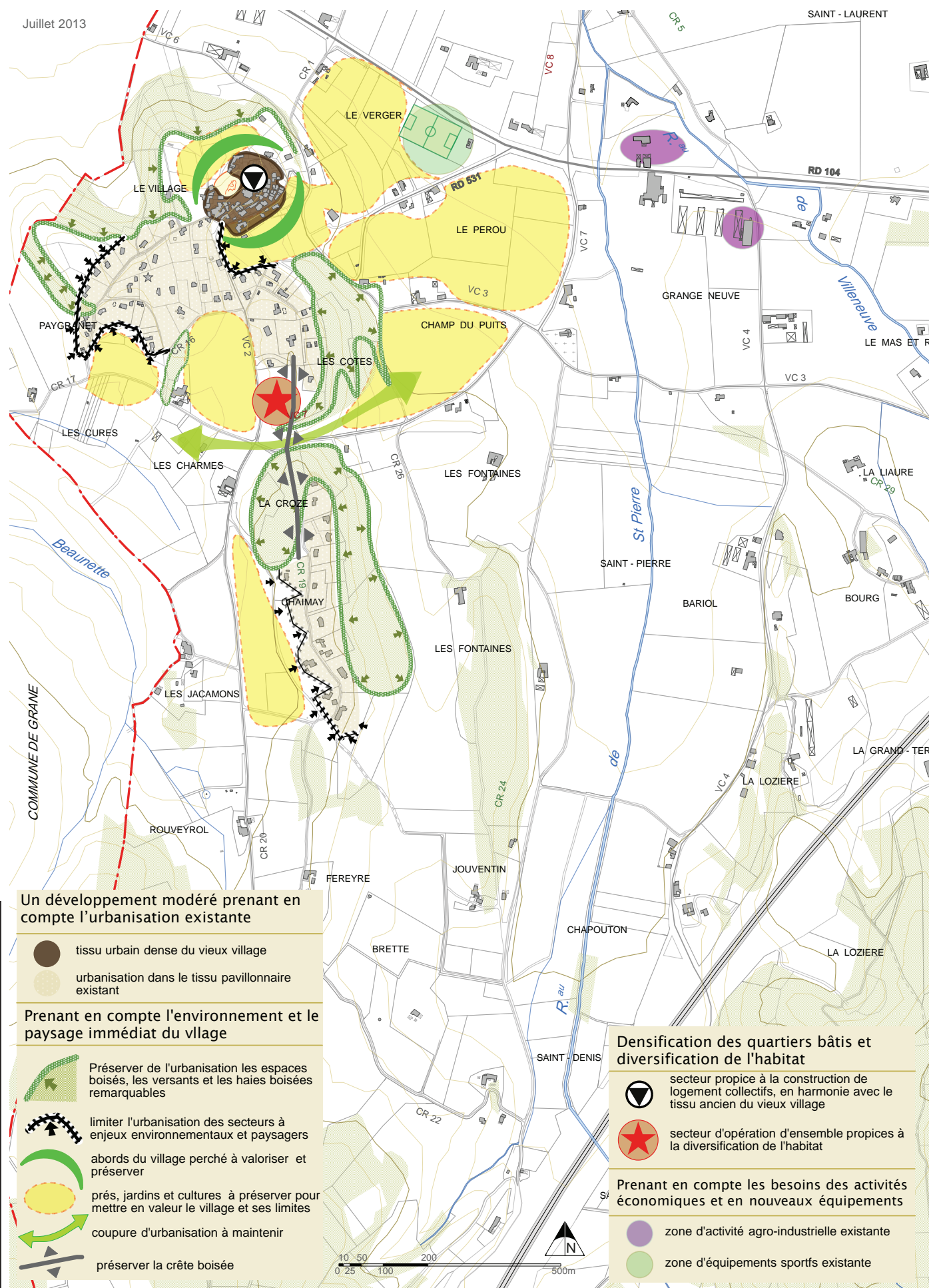
Un manque de petits logements sociaux et une offre à destination des personnes âgées à améliorer.

Une décohabitation qui augmente: 2,7 hab/logt en 1999, 2,5 en 2012.

- Une vocation résidentielle: l'emploi se trouvant principalement dans les pôles voisins (Die, Lorient, Valence). Seuls 18,5% des actifs travaillent sur place, des agriculteurs en majorité, ainsi que quelques artisans, une entreprise de produits liés à l'agriculture, les employés de la mairie et de l'école et des activités liées au tourisme qui se développent (restaurant, auberge, gîtes).
- Le PLH prévoit 24 logements dont 6 sociaux pour Chabrillan entre 2009/2015 soit 4/an avec des parcelles de 500-800m<sup>2</sup> en moyenne.
- La Carte Communale de 2003, révisée en 2005 a repris les zones d'habitat du document M.A.R.N.U. en étendant les secteurs du village au nord-est, Paygranet et la Croze au sud. Au cours de la révision, les lisières boisées à l'est des Côtes et de la Croze ont été réaffectées en zone naturelle afin d'atténuer la visibilité des constructions.
- Une ressource en eau provenant du captage de Rouveyrol sur la commune et qui devrait couvrir les besoins à venir (schéma directeur en cours d'élaboration avec le CG26). Deux interconnexions avec Autichamp et une partie de la Plaine non desservie.
- Le village dispose d'un réseau collectif d'assainissement et une station d'épuration sera réalisée pour en traiter les effluents dans le quartier des Ayassons. Une extension du réseau est prévue pour collecter les zones d'extension de l'habitat.
- Des liaisons douces à améliorer entre les quartiers, pas de pistes cyclables.



Juillet 2013





**Enjeux et besoins repérés :**

- ▶ *Diversifier l'offre d'habitat grâce à de nouveaux modes d'urbanisation, plus denses, et maintenir la mixité sociale: s'inscrire dans les objectifs du PLH et continuer à attirer des jeunes actifs.*
  - ▶ *Limiter l'étalement urbain et diminuer consommation de l'espace naturel et agricole par l'urbanisation.*
  - ▶ *Réaliser la station d'épuration du village et proportionner les zones constructibles aux capacités des réseaux.*
  - ▶ *Élaborer un projet prenant en compte les enjeux agricoles, paysagers patrimoniaux et environnementaux*
- et correspondant mieux aux spécificités de chaque quartier, notamment : le tissu dense du village et sa perception depuis la plaine, les crêtes boisées, les terres agricoles de qualité.*
- ▶ *Besoins - équipements nécessaires:*
- *Une station d'épuration à réaliser pour le village et une partie des quartiers de Paygranet-les Côtes*
  - *Une ressource en eau pouvant subvenir aux besoins à venir*
  - *Une zone d'activités à créer pour intégrer les entreprises existantes.*

◀ **Orientation n°1 Permettre un développement raisonné qui limite l'étalement urbain, prend en compte les équipements existants et diversifie l'habitat**

La commune a choisi de limiter l'augmentation de la population à 1,15% /an, soit un accroissement de 80 habitants et un total de 744 habitants en 2025 (2015: 664 habitants). Le taux de 1,15% s'inscrit dans la continuité de l'évolution démographique de ces dernières années (1%/an entre 1999 et 2008; 1,83 entre 1982 et 90).

Pour cette population nouvelle, la commune prévoit 34 constructions nouvelles sur 10 ans. Elle prévoit également 6 logements nouveaux pour la population existante, afin de prendre en compte la tendance à la décohabitation observée ces dernières années sur la commune (INSEE: 2,7 personnes par logement en 1999 2,5 en 2008, 2,4 en 2012). Estimation à 2,35 habitants par maison neuve dans 10 ans.

**Soit un total de 36 logements neufs/10ans, + 4 à 5 logements créés par changement de destination.**

L'étalement urbain sera limité en privilégiant principalement deux modes d'urbanisation:

- **opérations d'ensemble:** une part importante de ce développement se fera sous forme d'opération d'ensemble dans la zone 1AU (étoile sur la carte ci-contre) et groupant au moins 16 logements **avec une densité globale > 20 logements à l'hectare**. Elle fera l'objet d'un emplacement réservé en vue de faire de l'habitat (voir plus loin).

46% environ de l'objectif de développement se situera donc dans des secteurs encadrés par des orientations d'aménagement (voir chapitre 3.2.5).

En outre, un projet de logement collectif dans le village est envisagé par la commune, encadré lui aussi par des orientations d'aménagement.

- **les dents creuses dans le tissu urbain déjà constitué:** 19 logements sont prévus dans les «dents creuses» ou périphérie immédiates des zones urbanisées et 4 à 5 environ sont prévus par changement de destination.

**Au total, en prenant en compte toute la superficie constructible disponible, la densité moyenne prévue est de presque de 16 logements à l'hectare.**

Le projet communal a choisi de concentrer le développement autour du village où sont localisés tous les équipements communaux. De ce fait, l'urbanisation prévue par le PLU se trouve globalement à l'intérieur de l'aire constructible de la carte communale de 2003.

Toutefois, le projet a retiré des zones urbaines certaines constructions au pied du village afin de préserver la perception du village perché, en cohérence avec le projet d'AVAP. De même, dans le quartier de la Croze, une partie à l'ouest très peu dense a été retirée. La zone d'extension 1AU s'inscrit dans la continuité de la zone constructible de la Carte Communale.

Les capacités constructibles à l'intérieur de cette zone suffisent aux besoins de développement de la commune pour les 10 prochaines années, en conséquence la commune n'a pas choisi de développer les hameaux anciens. Ce choix se justifie par la volonté de préserver le patrimoine bâti ancien et de concentrer les logements neufs en secteur d'assainissement collectif, près du centre.

Prise en compte des ressources et réseaux: la ressource en eau suffira à couvrir les besoins à venir (SDAEP 2013) et le nombre de logements planifié est pris en compte par la nouvelle station d'épuration.

Le développement prendra en compte les typologies bâties, fonctions existantes et les projets:

- confortement du tissu compact du village et de son rôle de pôle de centralité en y développant une offre de logements plus dense à proximité et en prévoyant une densification du bourg.
- préserver les hameaux et écarts tout en répondant à leurs besoins (extension, changement de destination,...)
- activités économiques (agro-industrie/ hôtel)
- Création d'équipements communaux (STEP)

Le développement préservera certains terrains remarquables d'un point de vue paysager et environnemental: le piémont agricole du village, ainsi que les crêtes boisées sont préservés soit en les sortant des zones urbaines, soit à l'aide d'orientations d'aménagement.

L'urbanisation prendra en compte les risques en s'éloignant des canalisations de gaz et hydrocarbures et des zones inondables.

Le développement prévoira une diversification de l'habitat et un maintien de la mixité sociale: les secteurs de densification seront adaptés, par leur forme bâtie et leur densité, à la réalisation de logements locatifs répondant à un objectif de mixité sociale. Cette volonté est confortée par la réserve indiquée précédemment.



### 3.1.2. Cadre de vie

#### Constat:

- Un village construit autour de l'ancien bourg castral avec des extensions récentes au sud et à l'ouest.
- Alors que le jardin des «senteurs», le café-bibliothèque et les abords de l'école ont fait l'objet d'aménagements valorisants, les autres espaces publics du village restent assez minéraux: place de l'église et du château. Les venelles et chemins piétons anciens pourraient être requalifiés et prolongés hors du village, notamment vers le stade.
- Des services et des équipements localisés dans et près du bourg centre: mairie, écoles, salle communale, boulangerie, terrain de football.
- Des maisons contemporaines aux formes, implantations, matériaux et couleurs éloignés des modèles traditionnels; pas d'harmonisation de l'aspect et des clôtures des pavillons.
- Un manque de maillage entre les quartiers pavillonnaires (voies en impasses) et des cheminements piétons qui ne vont pas au-delà du vieux village, pas de pistes cyclables sur la commune.

#### Enjeux :

- Poursuivre la mise en valeur des espaces publics du centre à l'image de la traversée du village.
- Améliorer l'offre commerciale et son accessibilité
- Mettre en valeur les liaisons douces dans et autour du village
- Améliorer le maillage de la voirie secondaire et éviter les voiries en impasse
- Harmoniser l'aspect et les abords des constructions neuves
- Anticiper et coordonner l'implantation des nouveaux équipements

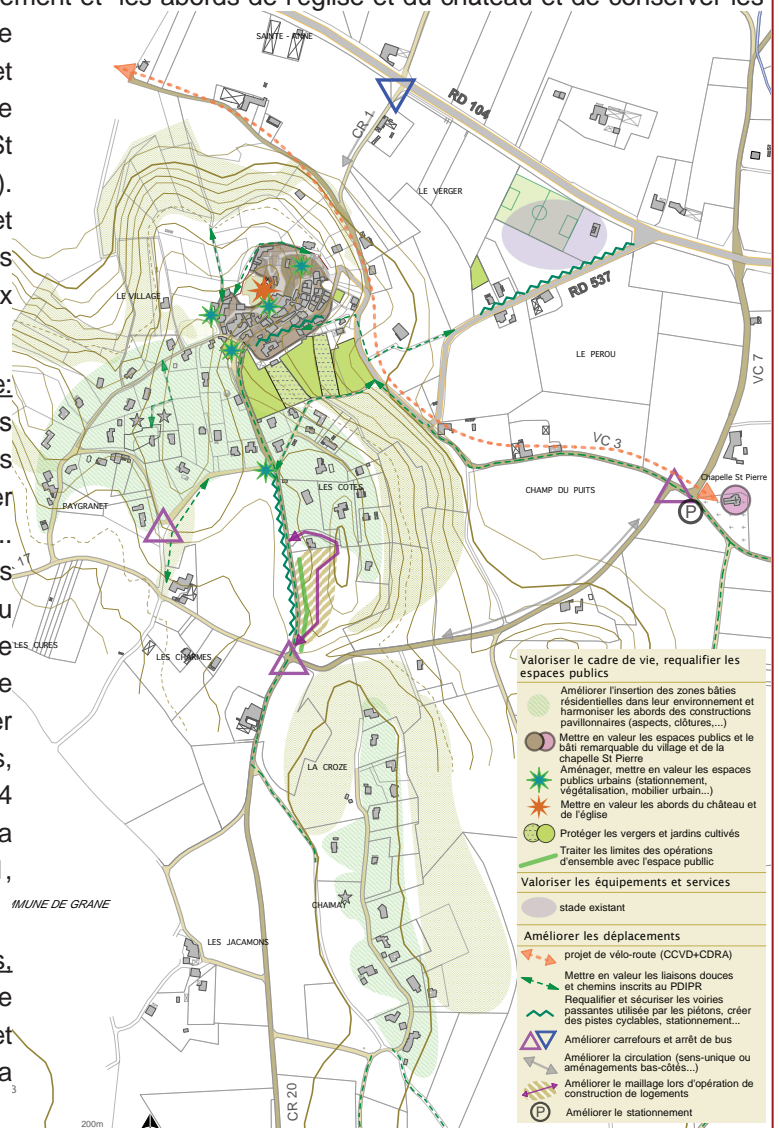
#### ► Orientation n°2 Valoriser le cadre de vie, requalifier les espaces publics et améliorer les déplacements

Valoriser le cadre de vie, les équipements de loisirs et requalifier les espaces publics: en renforçant le rôle central du vieux village, en améliorant et en mettant en valeur les aménagements des espaces publics et l'intégration paysagère du stationnement ainsi que les abords et accès du stade, tout en confortant l'offre d'équipements et d'habitat diversifiée (axe 1). Il s'agit ici notamment d'améliorer la place des piétons et la présence de la voiture dans le village en mettant en valeur les calades et venelles du village ancien, le stationnement et les abords de l'église et du château et de conserver les jardins potagers cultivés en centre bourg. Le patrimoine bâti remarquable et ses abords seront préservés et encadrés par des prescriptions qualitatives dans le règlement (ruines du château, église et chapelle St Pierre, constructions repérées dans le projet d'AVAP). Le projet prévoit aussi d'harmoniser la volumétrie et les abords des constructions neuves (clôtures, haies vives) et favoriser l'usage de procédés, de matériaux durables et d'énergies renouvelables;

#### 2.2. Améliorer les déplacements et l'entrée du village:

Le projet prévoit de requalifier et sécuriser les abords de la RD 537 du stade au village avec des aménagements paysagers et de prolonger/créer des pistes cyclables, trottoirs, de stationnement... Les chemins existants seront valorisés et aménagés (calades, chemins ruraux, itinéraires inscrits au PDIPR) pour créer un réseau de liaisons douces entre les zones habitées. Il est également prévu d'intégrer le projet de «Véloroute» porté par la CCVD, d'améliorer le maillage et la desserte des quartiers pavillonnaires, ainsi que certains carrefours, (CR1/RD 104; VC4 et la RD 104 à proximité des entreprises...) et la circulation automobile (mise en sens unique du CR1, aménagements des bas-côtés de la VC7...)

2.3. Prendre en compte les besoins en équipements, commerces et services: valoriser les équipements de loisirs (jardins des senteurs, stade,...), compléter et améliorer l'offre de services du village, développer la communication numérique et les NTIC





### 3.1.3. Activité agricole

#### Constat :

Une agriculture qui marque fortement la plaine, axée principalement sur l'élevage hors sol et les cultures spécialisées à valeur ajoutée:

- Recensement 2010: un nombre d'exploitations en baisse (24 en 2010, 29 en 2000 et 56 en 1988/ 19 moyenne ou grande en 2010 contre 22 en 2000) mais une SAU stable (1021 en 2010, 979 en 1988).
- Une profession plutôt jeune: sur les 14 rencontrés dans le cadre du PLU, 4 seront à la retraite dans les 10 ans.
- Élevages: 6 volailles, 1 porcins, 1 chèvres, 1 lapins. Semences (13), céréales conso (11), ail conso (6), arboriculture (1 abricots et 2 kiwis)
- Irrigation: 2 réseaux (Crest sud et Asa les Mattes)
- 7 ICPE + Société Albert
- Problématiques: urbanisation, devenir des anciens bâtiments d'élevage, qualité moyenne des terres, sécheresse, ressource en eau limitée (Crest sud étudie la possibilité de prendre l'eau du Rhône ou de créer un bassin de stockage)
- Une activité touristique, peu développée en dehors d'une auberge-restaurant et de quelques gîtes

#### Enjeux :

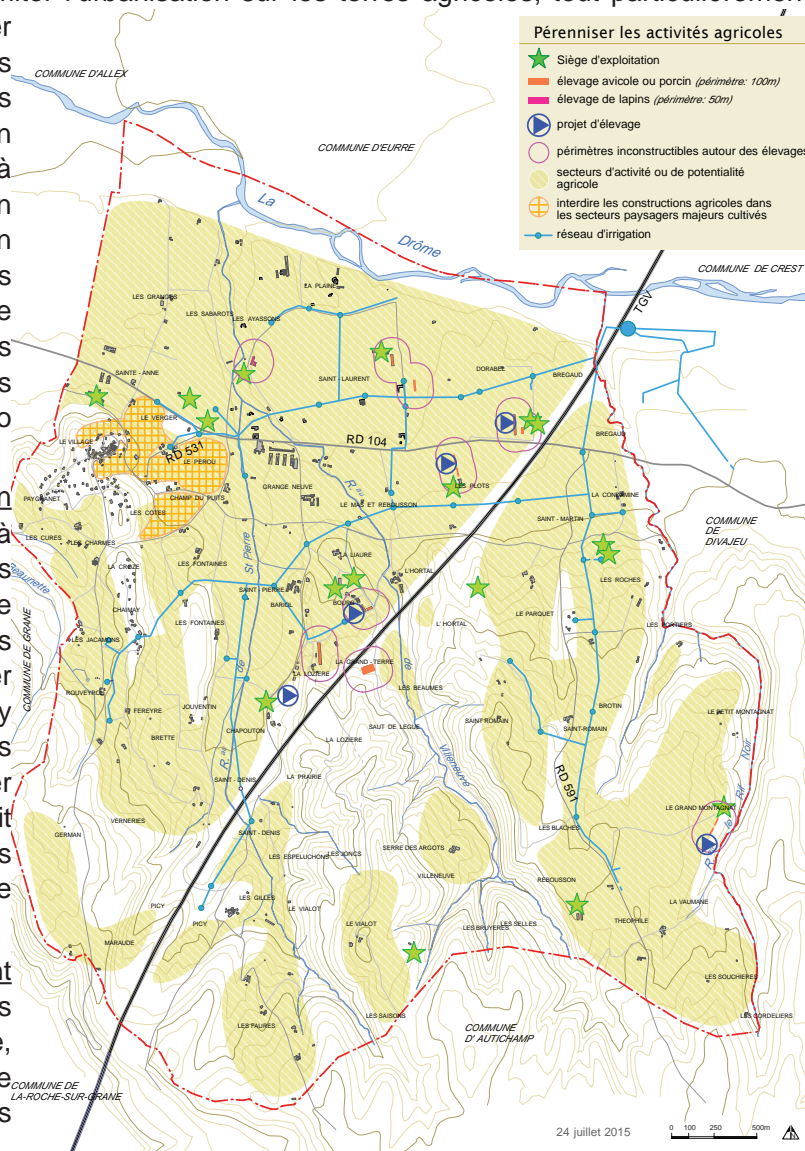
- *Préserver et développer l'activité agricole/ favoriser l'implantation de nouveaux exploitants.*
- *Permettre à l'activité de se diversifier et de trouver d'autres débouchés pour faire face à la crise (vergers, élevage hors-sol).*
- *Préserver les terres agricoles de qualité de l'urbanisation.*
- *Limiter la fermeture de l'espace par le boisement naturel, entretenir les espaces ouverts et améliorer la gestion des bois.*
- *Permettre le développement d'activités touristiques liées à l'agriculture afin d'augmenter les revenus des exploitations (gîtes).*
- *Améliorer l'insertion des constructions agricoles et préserver les terres agricoles de l'urbanisation.*

### ► Orientation n°3 Pérenniser les activités agricoles, mieux les inscrire dans leur environnement et favoriser les activités touristiques

**3.1. Pérenniser les activités agricoles:** limiter l'urbanisation sur les terres agricoles, tout particulièrement les abords du village et le sud du quartier de Paygranet, préserver les bonnes terres (notamment la plaine alluviale et les parcelles irriguées). Le projet vise, par la délimitation des secteurs cultivés ou cultivables à favoriser la création de nouvelles exploitation sur la commune pour en pallier la diminution et permettre le développement d'activités touristiques liées à l'agriculture. L'inventaire de ces terrains s'est fait lors des entretiens avec les professionnels, sur la base des déclarations PAC et l'observation de la photo aérienne (voir chapitre suivant).

**3.2. Mieux inscrire l'activité dans son environnement:** le projet vise parallèlement à améliorer l'insertion des bâtiments agricoles dans leur environnement au travers de prescriptions architecturales et paysagères qualitatives dans le règlement, et à préserver les secteurs à enjeux paysagers forts en y interdisant les constructions agricoles (glacis mettant en valeur le vieux village à préserver en lien avec le projet d'AVAP conduit parallèlement par la commune). Ces zones visent aussi à limiter les conflits d'usage entre secteurs d'habitat et bâtiments d'élevage.

**3.3. Favoriser l'activité touristique, notamment** le maintien et la création de petites structures d'accueil touristique (Auberge de la Plaine, gîtes,...), en mettant en valeur le patrimoine bâti ancien et en maintenant l'ambiance très agricole et naturelle de la commune





### 3.1.4. Paysage et environnement

**Constat:** L'étude de l'état initial de l'environnement de la commune a relevé les points suivants:

- Une commune appartenant aux unités paysagères régionales de la «Plaine de Valence et basse vallée de la Drôme jusqu'au piémont ouest du Vercors» et des «Collines entre la plaine de la Drôme et des Adrans»,
- 5 sous-unités paysagères à l'échelle de la commune (Drôme, plaine agricole, coteaux agricoles et boisés, reliefs boisés de Villeneuve, village perché, ligne TGV)
- Évolutions des 50 dernières années: paysage agricole stable, mais remembrement. Léger reboisement au sud-est. Urbanisation vers le sud du village (Paygranet, les Côtes, la Croze) et passage du TGV
- Des zones humides accompagnant la Drôme et les ruisseaux de Villeneuve, du Rif Noir et de St Pierre, avec leur ripisylve.
- Un territoire concerné par 1 ZNIEFF de type I: «Ramières du Val de Drôme», et une ZNIEFF de type 2: «Ensemble fonctionnel formé par la rivière Drôme et ses principaux affluents»
- 2 sites Natura 2000: ZSC «Milieux aquatiques et alluviaux de la basse vallée de la Drôme» et ZPS «Les Ramières du Val de Drôme»
- 1 ZICO: «Val de Drôme : Les ramières-Printegarde»
- 1 réserve naturelle «des Ramières du val de Drôme»
- des pelouses sèches répertoriées

#### Enjeux :

- ▶ *Préserver l'image du village perché et de son piémont; valoriser les espaces publics du village*
- ▶ *Requalifier les abords de la route départementale entre le Stade et le village et limiter l'étalement urbain*
- ▶ *Préserver les crêtes boisées*
- ▶ *Conserver et mettre en valeur les continuités écologiques: cours d'eau, bois, espaces agricoles.*
- ▶ *Préserver les ZNIEFF de type I et II*
- ▶ *Préserver les sites Natura 2000 et la réserve naturelle*
- ▶ *Préserver les ripisylves, les zones humides et les haies bocagères ainsi que les pelouses sèches.*

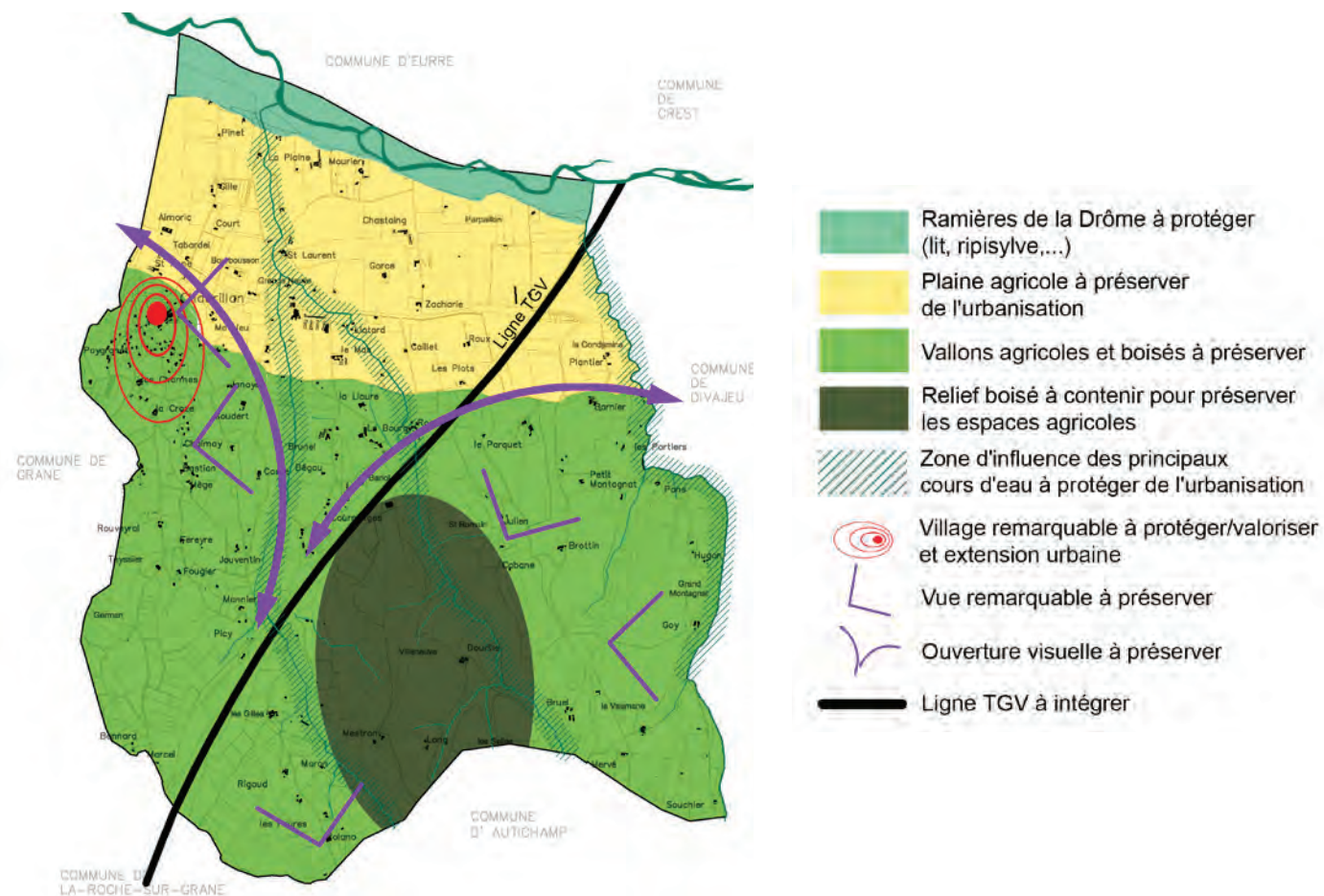
#### ▼ Orientation n°4.a Préserver et valoriser le paysage

Préserver les structures végétales identitaires, notamment: les boisements des cours d'eau (ripisylves) et les grandes masses boisées en les repérant sur le zonage.

Valoriser les vues et cadrages: en préservant l'ouverture visuelle de la plaine agricole, ainsi que les vues sur le grand paysage

Préserver les entités paysagères qui caractérisent la commune, en conservant l'identité des Ramières du Val de Drôme et en préservant la plaine agricole de l'urbanisation, grâce au zonage proposé.

Préserver les entités bâties remarquables en conservant l'identité forte du village perché.













## 3.2. Motifs de la délimitation des zones et des règles qui y sont applicables

### Des règles définies pour permettre la réalisation du projet communal

Le plan de zonage est la partie graphique du règlement du PLU, qui délimite sur le territoire communal le champ d'application des différentes règles d'urbanisme qui s'imposeront aux projets d'aménagement, d'occupation et d'utilisation du sol. Les zones se répartissent dans les quatre grandes catégories définies à l'article R.123-4 du Code de l'Urbanisme (version en vigueur avant le 31 décembre 2015): zones urbaines, à urbaniser, agricoles et naturelles et dont le contenu est défini par les articles R.123-5 à 8 (*idem*).

#### 3.2.1. Le zonage

- **Les zones urbaines (U)**, correspondent suivant la définition de l'article R.123-5 du Code de l'Urbanisme, à des « secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter ».

La commune compte 2 zones U à vocation généraliste qui se distinguent par leurs capacités constructibles et les formes souhaitées (**UA**, **UB**) et deux zones spécialisées: **UF**, à vocation d'activité artisanale, de bureaux, entrepôt, commerce et industries, ainsi que **UG** à vocation d'équipements communaux ou d'intérêt général.

La zone **UA** couvre la zone urbaine dense du village historique avec le sous-secteur **UAp** sur le hameau des Gilles.

La zone **UB** est une zone urbaine moins dense avec des constructions organisées en ordre discontinu, constituée principalement d'habitat individuel, mais permet également de petits collectifs. Elle correspond aux zones pavillonnaires déjà urbanisées des quartiers de Paygranet, des Côtes et de la Croze. Elle comprend le sous-secteur **UBa** en assainissement autonome.

Par rapport à la carte communale préexistante, les zones UA et UB correspondent à la zone constructible de celle-ci avec quelques secteurs qui ont été retranchés pour des raisons paysagères (ouest de la Croze, nord-est du village) ou étendus pour intégrer des constructions existantes.

La zone **UF**, située à Grange Neuve, est une zone où existent déjà des bâtiments d'activité. Elle est divisée en deux parties de part et d'autre de la RD104, correspondant aux locaux de deux entreprises agro-industrielles existantes où existent des projets d'extensions (Agri-Drome).

La zone **UG** couvre le stade, le jardin des «senteurs», le cimetière et l'emprise de la future station d'épuration.

- **Les zones à urbaniser (AU)** sont des « secteurs à caractère naturel destinés à être ouverts à l'urbanisation ». Le code de l'urbanisme, article R.123-6, prévoit 3 cas de figures (équipements en périphérie insuffisants: ouverture conditionnée à une modification ou une révision du PLU/ équipements suffisants: ouverture au fur et à mesure de la réalisation des équipements ou sous forme d'une opération d'aménagement d'ensemble).

**1AU:** Le PLU de Chabrillan compte un périmètre 1AU situé aux sud des Côtes. Son ouverture à l'urbanisation est conditionnée à la réalisation de la station d'épuration communale et à une opération d'aménagement d'ensemble réalisée en une fois et couvrant tout le secteur, dans le respect des orientations d'aménagement d'orientation et de programmation (voir plus loin §3.2.5.).

Il s'agit d'une emprise foncière proche du centre et où de ce fait les enjeux en terme de densité, de forme du bâti et mixité sociale sont importantes.

- **les zones agricoles (A).** Définition du C.U.: «secteurs, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles ». «En zone A, seules peuvent être autorisées :

- les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole ;
- les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ou à des services publics, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages»

Dans les zones agricoles, les bâtiments d'habitation peuvent toutefois faire l'objet d'une extension et d'annexes dès lors que cette extension ne compromet pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site. De plus le règlement



peut désigner les bâtiments qui peuvent faire l'objet d'un changement de destination, dès lors que ce changement de destination ne compromet pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site. Le changement de destination et les autorisations de travaux sont soumis à l'avis conforme de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF).

La délimitation des zones sur Chabrillan prend en compte les terres actuellement cultivées mais également celles ayant un potentiel agronomique que la municipalité souhaite préserver. Ces sites ont été repérés grâce aux déclarations PAC des agriculteurs, l'analyse de la photographie aérienne mais aussi dans le cadre d'échanges avec les professionnels. Il a été cherché à constituer des ensembles les plus cohérents possibles au regard de la géographie communale.

Le PLU de Chabrillan distingue trois types de zones agricoles selon leurs situations et usages actuels:

- les zones **A** agricoles constructibles normales
- le sous-secteur **Ap**, où pour des raisons paysagères les constructions sont interdites. Il couvre le piémont du village, au nord et au sud, ainsi que ses abords à l'est (quartiers du Verger, du Pérou et du Champ du Puits). Il a été délimité en coordination avec le projet d'AVAP engagé parallèlement par la commune.
- **Le secteur à taille et capacité limitée (STECAL) At**, qui correspond à un hôtel-restaurant existant situé dans le quartier de la Plaine. Il a été présenté à la CDPENAF.

- **Les zones naturelles (N)** Définition de l'article R-123-8: « les zones naturelles et forestières » sont « les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels. »  
« En zone N, peuvent seules être autorisées :  
- les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole et forestière ;  
- les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ou à des services publics, avec les mêmes conditions qu'en zone A »

Comme en zone A, l'extension des habitations et le changement de destination peuvent être permises sous les mêmes conditions.

Dans le PLU de Chabrillan, la zone naturelle **N** principale correspond aux zones boisées dans les secteurs de coteaux en partie sud de la commune ou autour du village, ainsi qu'aux bords de la Drôme.

### 3.2.2. Superficie des zones du PLU et évolutions par rapport au dernier document

On ne peut pas vraiment faire de comparaison avec le document précédent puisque la carte communale ne différenciait que les zones constructibles ou non. Toutefois, l'emprise des zones UA et UB correspond globalement à la zone constructible de celle-ci avec quelques secteurs qui ont été retranchés pour des raisons paysagères et en lien avec l'étude en cours de l'AVAP (ouest de la Croze, nord-est du village) ou étendus pour intégrer des constructions existantes. La zone 1AU s'inscrit dans la continuité du tissu existant et l'enveloppe globale des zones U et AU est similaire à celle de la carte communale (hors secteurs spécialisés UG et UF).

Carte communale 2005	
<b>Zone C constructible</b>	<b>18,55ha</b>

NB: Les surfaces ci-après sont tirées du cadastre numérisé (avec application d'un coefficient de 1,0222 pour s'ajuster à la surface officielle de la commune 1775ha).

Zone	Surface
UA	2,0
Uap	0,6
UB	3,6
Uba	11,5
1AU	1,4
<b>sous-total</b>	<b>19,0</b>
UG	3,9
UF	2,2
A	1089,3
Ap	36,5
At	1,3
N	622,7
<b>Total</b>	<b>1775,00</b>

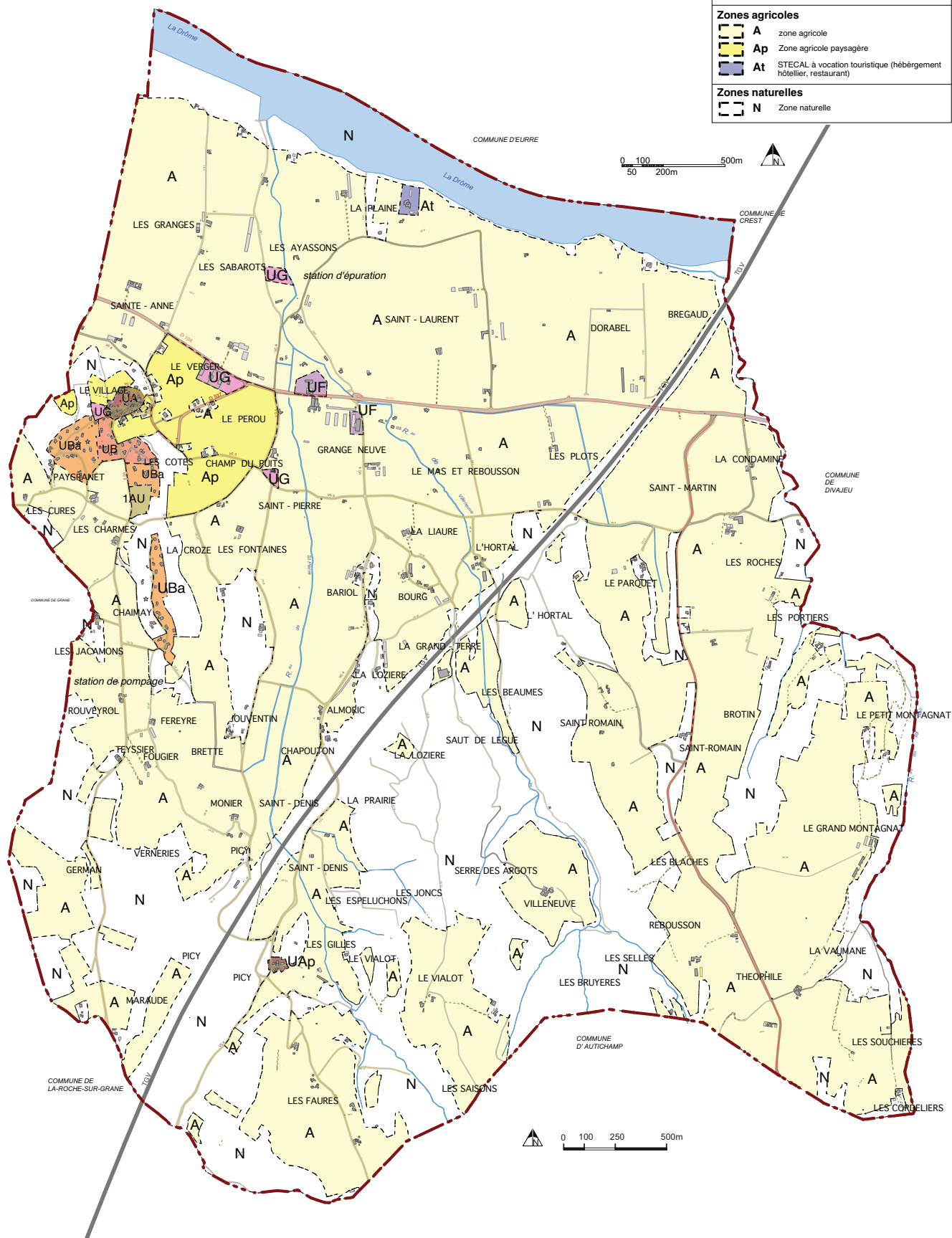
### 3.2.3. Autres périmètres limitant les occupations et utilisations du sol (article R.123- 11)

Sur ces périmètres des règles spécifiques s'ajoutent à celles des zones urbaines.

- **Les emplacements réservés** aux voies et ouvrages publics, aux installations d'intérêt général et aux espaces verts (articles L.151-41-1/ à 3/). Voir § suivant.
- **Les terrains cultivés à protéger et inconstructibles** situés dans les zones urbaines au titre de l'article L.151-23-2/ (voir photo ci-contre).
- **Les éléments patrimoniaux et paysagers protégés au titre des articles L.151-19 et L.151-23°**: couvre le bâti ancien remarquable de Vaunaveys et les remparts, les ripisylves, pelouses sèches et haies bocagères remarquables, à préserver pour des raisons paysagères, patrimoniales et historiques.
- **Les espaces boisés classés** à protéger ou à créer (art L113-1/ voir pages suivantes)
- **Marges de recul sur les ruisseaux et talwegs**: seuls l'entretien des constructions, les travaux d'entretien des berges, les installations à caractère technique nécessaires aux services publics ou d'intérêt général et aux équipements d'infrastructure, sont autorisés dans une bande de 20m de part et d'autre de l'axe, en raison des risques de crue (voir partie 1). Non représentés dans les plans, il s'agit des ruisseaux représentés sur la carte IGN 1/25000 et le cadastre (dont pointillés).
- **Constructions situés en zone A ou N pouvant changer de destination**: au titre de l'article L151-11 (voir annexe du règlement et page ci-contre) On y permet le changement de destination de constructions à valeur architecturale et qui n'impact pas une exploitation agricole afin de préserver et valoriser ces constructions ancienne
- **Les zones de risques** d'inondation (voir page 58) et technologiques (transport d'hydrocarbures et de gaz/ p60)



Zones urbaines	
UA	Zone urbaine dense traditionnelle (village)
UAp	Zone urbaine dense protégée (hameaux anciens)
UB	Zone urbaine bâti diffus (assainissement collectif)
UBa	Zone urbaine bâti diffus (assainissement autonome)
UF	Zone urbaine spécialisée: activité artisanale, entrepôts, petite industrie
UG	Zone urbaine spécialisée: équipements publics
1 AU	Zone à urbaniser sous forme d'opération d'ensemble
Zones agricoles	
A	zone agricole
Ap	Zone agricole paysagère
At	STECAL à vocation touristique (hébergement hôtelier, restaurant)
Zones naturelles	
N	Zone naturelle





### 3.2.4. les emplacements réservés prévus par le projet ▼

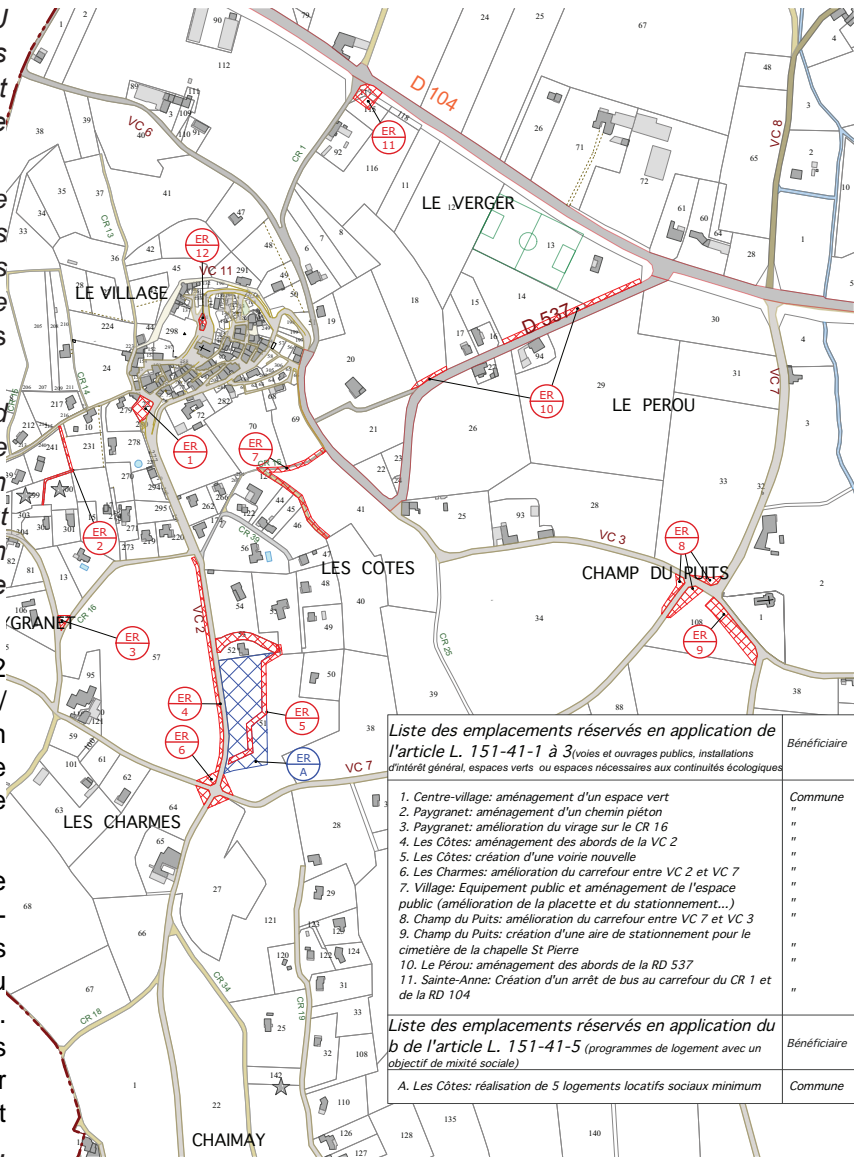
Conformément à l'article L.151-41-1/ à 3/ le PLU peut «fixer les emplacements réservés aux voies et ouvrages publics, aux installations d'intérêt général ainsi qu'aux espaces verts» au profit de collectivités ou de services publics.

L'article L.151-41-5/ du Code de l'Urbanisme permet, en zone urbaine ou à urbaniser, des servitudes en vue de la réalisation de programmes de logements, dans le respect des objectifs de mixité sociale. Le PLU ne définit pas de telles servitudes.

L'inscription d'un emplacement réservé rend inconstructibles les terrains concernés pour toute utilisation différente de celle justifiant la réserve. En contrepartie le propriétaire d'un terrain réservé peut exiger qu'il soit procédé à l'acquisition dudit terrain sous certaines conditions, par le bénéficiaire de l'emplacement réservé.

La commune de Chabrillan est concernée par 12 emplacements réservés au titre du L.151-41-1/ à 3/ et au bénéfice de la commune. Il s'agit de création et d'agrandissement de voiries secondaires, de création d'espaces verts, de stationnements, de croisements et d'équipements (arrêt de bus).

Afin de réaliser les objectifs du PLH, la commune a aussi fixé une réserve au titre de l'article L.151-41-5/, en vue d'un programme de logements locatifs dans la zone 1AU des Côtes proche du village (5 logements locatifs à réaliser minimum). Le propriétaire ou son aménageur peut réaliser ces logements ou demander à la mairie de racheter le terrain pour les réaliser (droit de délaissement identique que pour les réserves du L.151-41-1/ à 3/).



#### Liste des emplacements réservés

N°	Localisation	réserves aux titre du L.151-41-1/ à 3/	Surface arrondie à 5m2	unit	Bénéficiaire
1	Centre-village	Aménagement d'un espace vert	505	m <sup>2</sup>	Commune
2	Paygranet	Aménagement d'un chemin piéton	315	m <sup>2</sup>	"
3	Paygranet	Amélioration du virage sur le CR 16	150	m <sup>2</sup>	"
4	Les Côtes	Aménagement des abords de la VC 2	1110	m <sup>2</sup>	"
5	Les Côtes	Création d'une voirie nouvelle	7605	m <sup>2</sup>	"
6	Les Charmes	Amélioration du carrefour entre VC 2 et VC 7	820	m <sup>2</sup>	"
7	Centre-village	Aménagement de l'espace public (amélioration de la placette et du stationnement)	140	m <sup>2</sup>	"
8	Champ du Puits	Amélioration du carrefour entre VC 7 et VC 3	1150	m <sup>2</sup>	"
9	Champ du Puits	Création d'une aire de stationnement pour le cimetière de la chapelle St Pierre	1400	m <sup>2</sup>	"
10	Le Pérou	Aménagement des abords de la RD 537	1380	m <sup>2</sup>	"
11	Sainte-Anne	Création d'un arrêt de bus au carrefour du CR 1 et de la RD 104	695	m <sup>2</sup>	"
<b>TOTAL:</b>			<b>1,53</b>	<b>ha</b>	
<b>Réserves aux titre du L.151-41-5/</b>					
<b>A</b>	Les Côtes	Réalisation de 5 logements locatifs (par zone AU)	6670	m <sup>2</sup>	"

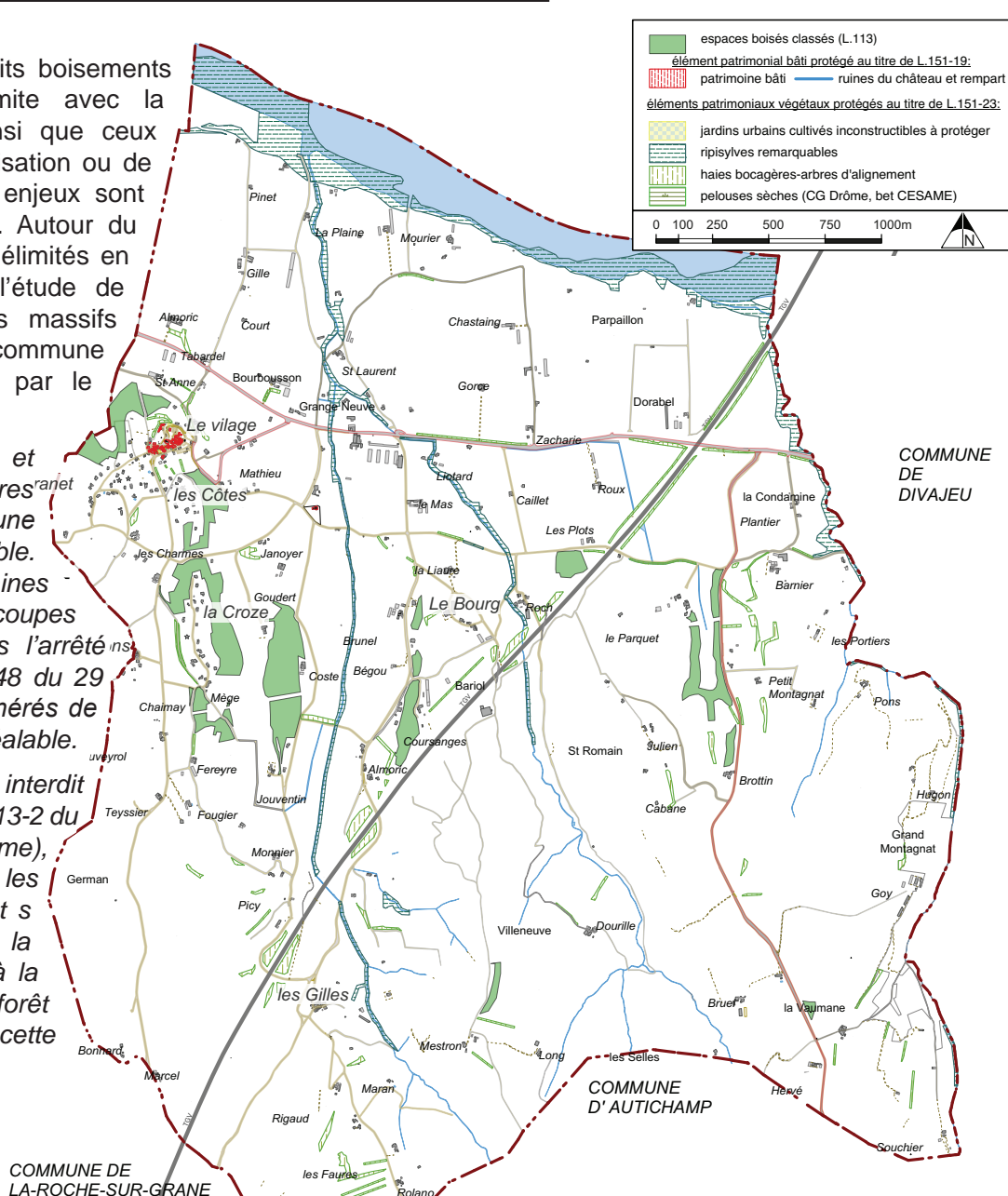


### 3.2.5. Les espaces boisés classés définis à l'article L. 113-1 du CU. ▼

Ils couvrent les petits boisements structurants en limite avec la plaine agricole, ainsi que ceux en limite de l'urbanisation ou de l'agriculture où les enjeux sont les plus importants. Autour du village, ils ont été délimités en coordination avec l'étude de l'AVAP. Les grands massifs boisés au sud de la commune sont eux protégés par le code forestier.

Les coupes et abattages d'arbres y sont soumis à une déclaration préalable. Cependant, certaines catégories de coupes de bois listés dans l'arrêté préfectoral n°08-1748 du 29 avril 2008 sont exonérés de cette déclaration préalable.

Le défrichement est interdit (articles L. 113-1 et 113-2 du Code de l'Urbanisme), cependant les équipements indispensables à la mise en valeur et à la protection de la forêt sont dispensés de cette autorisation.



### 3.2.6. Les éléments patrimoniaux et paysagers protégés au titre de l'article L.151-19 et 23: ▲◀ Ils couvrent le bâti remarquable dans le projet de ZPPAUP, les ripisylves, pelouses sèches et haies bocagères remarquables, à préserver pour des raisons paysagères, patrimoniales et historiques

- **ripisylve - haies bocagères -arbres d'alignement:** il s'agit des bois bordant les ruisseaux et la Drôme, des haies et des arbres structurants bordant certains champs, qu'il est intéressant de préserver pour des motifs paysagers et environnementaux. Dans ces secteurs, le défrichement, ainsi que les coupes rases réduisant de plus 30% la superficie des espaces boisés et les haies repérés, sont soumis à déclaration préalable. Les coupes d'éclaircies l'enlèvement des arbres dangereux, des chablis et des bois morts ne sont pas soumis à déclaration. L'autorisation pourra être refusée si elle est de nature, par son emprise à réduire sensiblement leur surface et les défrichements seront soumis à compensation (superficie existante à compenser par des replantations équivalentes à proximité). Les boisements bordant le TGV ont été classés dans cette catégorie, de préférence aux EBC couverts par plus de contraintes.
- **Pelouses sèches:** secteurs repérés par CESAME pour le Conseil Général: les plantations d'arbres sont interdites et la fertilisation déconseillée.
- **Bâti remarquable repérés dans le village (carte page ci-contre):** Il s'agit des constructions repérées par le projet de l'aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP ex ZPPAUP) et qui étaient représentées dans le cadastre napoléonien. Les travaux et l'aménagement de leurs abords sont autorisés à condition de respecter l'architecture d'origine. Seules seront permises les démolitions de rajouts sans liens avec la composition d'origine, les démolitions limitées permettant d'améliorer l'habitabilité de la construction ou à titre exceptionnel si l'état du bâtiment le justifie (reprise des prescriptions du projet de ZPPAUP).



### **3.2.7. Les capacités constructibles des zones du PLU: nombre de constructions attendues et surfaces disponibles**

**Un projet limitant l'étalement urbain:** le projet communal prévoit une superficie constructible permettant de réaliser environ 36 habitations nouvelles, conformément aux orientations du PADD. Elle s'inscrit dans les limites de la zone constructible de la carte communale, à laquelle s'ajoute la zone AU des Côtes. Avec les capacités de changement de destination repérées le projet s'inscrit dans l'objectif de 4 logements par an du PLH.

Comme indiqué plus haut, une grande partie de l'urbanisation s'inscrit en zone AU, qui est couverte par des orientations d'aménagement et de programmation, qui ont pour objectif de réaliser un habitat groupé plus dense répondant aux objectifs du Grenelle II de l'environnement, de limitation de l'étalement urbain et de la consommation des espaces naturels et agricoles, ainsi que de mixité sociale.

La zone 1AU des Côtes totalise 17 logements, (voir OAP page suivante) soit 46% des logements prévus, avec une densité moyenne de plus de 20 logements par hectare (sans compter la partie classée en EBC).

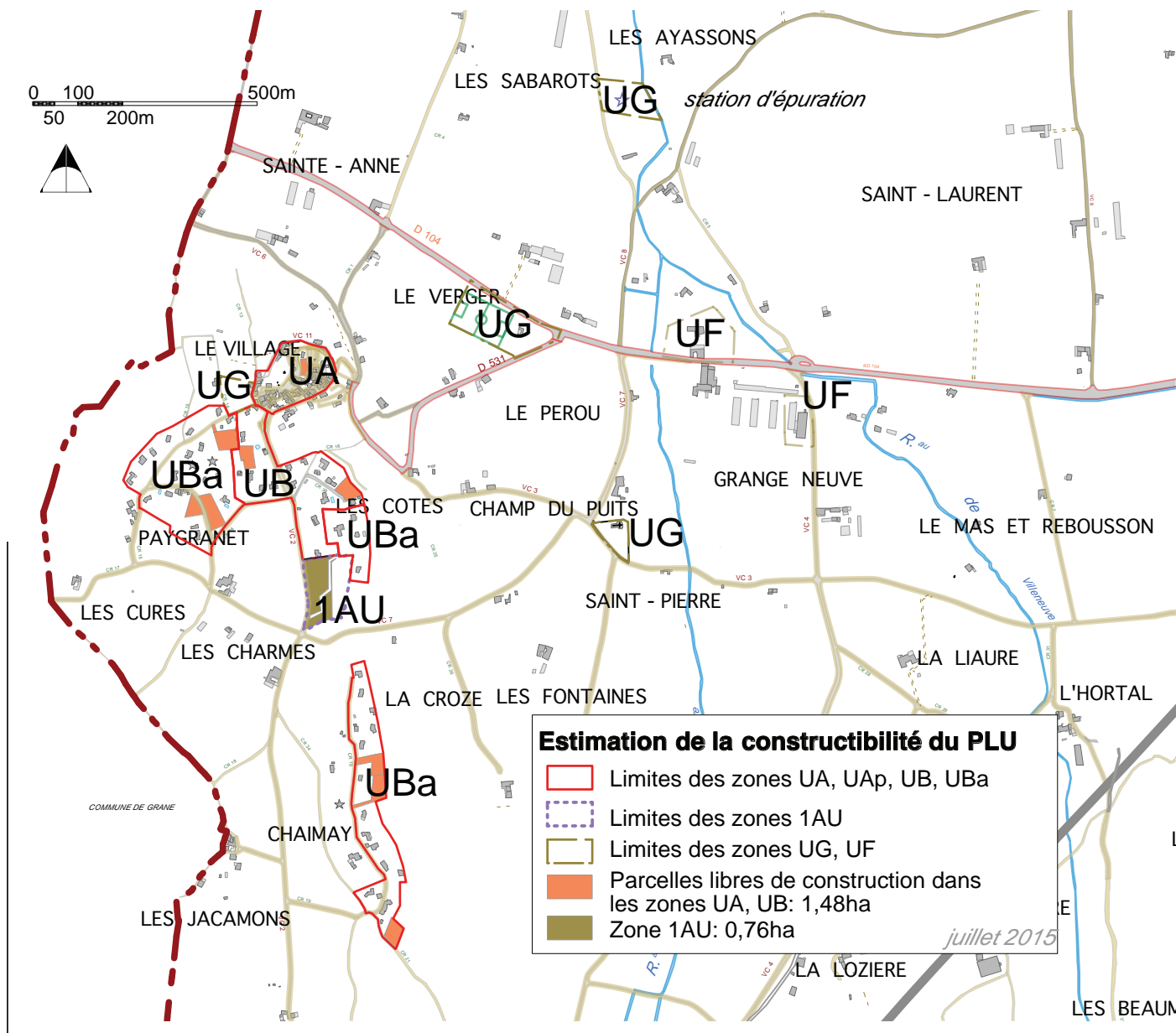
La densité générale attendue pour l'ensemble des

zones constructibles disponibles est d'un peu plus de 16 logements en moyenne à l'hectare (parcelles de 625m<sup>2</sup>). Pour rappel, prescriptions du PLH: entre 500 et 800m<sup>2</sup>/parcelle.

Les zones A et N permettent l'extension des constructions existantes. Par ailleurs, il est permis à 19 constructions de qualité architecturales situées en zone A ou N des changements de destinations en vue de faire de logements (repérées sur le zonage au titre du L-151-11), dès lors que ce changement de destination ne compromet pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site. Le projet anticipe la création d'environ 4-5 habitations nouvelles grâce à ces changements de destination.

Zone	surface libre (ha)	Constructions attendues	Densité (log/ha)
UA	0,06	8	136,05
UB	1,42	11	7,74
1AU	0,76	16	21,11
<b>TOTAL</b>	<b>2,24</b>	<b>35</b>	<b>15,64</b>

+ 4-5 logements nouveaux créés par changement de destination





### 3.2.8. Le règlement

#### Un règlement avec des prescriptions architecturales qualitatives, coordonné avec le projet d'AVAP

Le contenu du règlement est quant à lui défini très précisément à l'article R. 123-9 du Code de l'Urbanisme (version en vigueur avant le 31 décembre 2015). Il permet de définir la nature et les modes d'occupations du sol autorisées dans chaque zone.

Les règles « peuvent être différentes, dans une même zone, selon que les constructions sont destinées à l'habitation, à l'hébergement hôtelier, aux bureaux, au commerce, à l'artisanat, à l'industrie, à l'exploitation agricole ou forestière ou à la fonction d'entrepôt. En outre, des règles particulières peuvent être applicables aux constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif ». Rappelons que les règles imposant une superficie minimale ou un coefficient d'occupation du sol (COS, qui est le rapport entre les surfaces de plancher avec celui du terrain) ont été abrogées pour les PLU par la loi ALUR du 26 mars 2014, avec application immédiate.

#### Les zones urbaines généralistes UA et UB:

- Les articles 1 et 2 encadrent les occupations et utilisations du sol, afin préserver le caractère résidentiel de la zone:

- Sont interdites les constructions destinées à l'industrie, l'exploitation agricole et forestière, ainsi que les parcs résidentiels de loisirs, les campings, les villages vacances et les aménagements de terrains pour l'accueil des campeurs, des caravanes, des habitations légères ou résidences mobiles de loisirs (HLL et RML) et les dépôts de matériaux non couverts, qui pourraient créer des nuisances incompatibles avec la vocation résidentielle de la zone.

- Les constructions pour des activités artisanales de moins de 250m<sup>2</sup> sont admises si elles n'induisent pas de nuisances. Il en va de même pour les installations classées pour l'environnement liées à des activités de service, de commerce ou d'artisanat compatibles avec la vocation de la zone.

- En UA<sup>1</sup> ne sont permis que les installations et constructions à caractère technique nécessaires au fonctionnement des services publics et aux équipements d'infrastructure, ainsi que l'aménagement et l'extension limitée des constructions existantes (33%) et les annexes, ouvrages non accolés à l'habitation (garage, abris de jardins, piscines, petit éolien, bassins, citernes...): à proximité de celles-ci et dans la limite de 40m<sup>2</sup>).

- Les occupations et utilisations du sol qui ne sont ni interdites, ni soumises à conditions sont permises.

- Les articles 3 et 4 définissent les conditions de desserte par les voies et réseaux. Branchements aux réseaux AEP et assainissement collectif obligatoires en UA et UB. En UBa la réalisation d'un assainissement autonome répondant aux besoins de la construction et aux prescriptions du Schéma général d'assainissement.

- Article 5: Aucune superficie minimale de terrain n'est imposée. Règle abrogée par la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR).

- Les articles 6 à 10 et 14 définissent l'implantation et le volume des constructions:

UA: zone urbaine dense du village historique, les règles concourent à perpétuer les modes d'occupations du sol traditionnels.

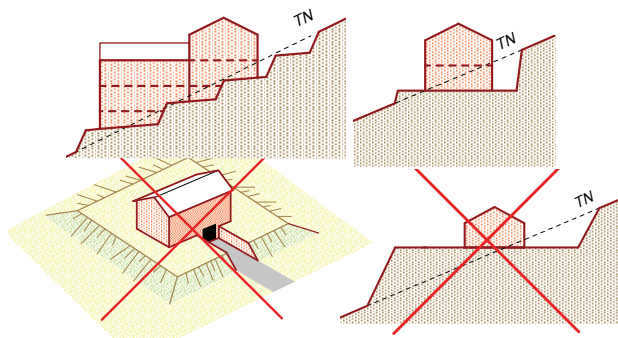
Implantation à l'alignement (ou mur de 1,50m, ou alignement avec bâtiments contigus). Dans une bande de 15 mètres de profondeur comptée perpendiculairement à l'alignement les constructions devront être implantées

sur au moins une des limites séparatives latérales, au-delà de cette bande en retrait ou en adossement à une construction de taille égale ou supérieure, sauf pour les constructions de moins de 4m. En cas de retrait  $H/2 \leq D \leq 3m$ .

Pas de coefficient d'occupation du sol<sup>1</sup>, pas d'emprise au sol, hauteur maxi 10m à l'égout, 12m au faîtage (il pourra être demandé une hauteur identique au bâti voisin pour des questions d'harmonisation).

UB: zone urbaine moins dense, de type pavillonnaire. Implantation à l'alignement ou en retrait de 3 m. Possibilité d'implantation en limite séparative ou en retrait avec  $3m \leq D \leq H/2$ ), hauteur maxi 10m à l'égout, 12m au faîtage. Pas de COS ni d'emprise au sol (CES).

- L'article 11 définit l'aspect et les abords des constructions. Les prescriptions de cet article doivent permettre une meilleure insertion de la construction, rattachant sa volumétrie, ses couleurs aux constructions locales. Il s'attache à encadrer l'aspect des façades, les formes de baies et des toitures, ainsi que les clôtures et les haies. Ces règles ont été déterminés en coordination avec l'étude de l'AVAP. La pente des toitures est limitée à 40%, les coloris de façade devront être proche des couleurs de la pierre locale... La réhabilitation de bâtiments existants est encadrée (préservation des



éléments constructifs remarquables: arcs, linteaux, jambages en pierre, pierre de taille). Les constructions à valeur architecturales repérées sur le zonage (L.151-19) font l'objet de prescriptions plus strictes reprenant les prescriptions du projet de l'AVAP (ouvertures anciennes non modifiées; surélévation traitée permise à titre exceptionnel, si elle s'intègre à la ligne globale des bâtiments voisins).

En UB, l'implantation devra respecter au maximum la topographie existante et donc les terrassements de-

<sup>1</sup> Le coefficient d'occupant du sol (COS) est le rapport entre les surfaces de plancher avec celui du terrain. Cette règle abrogée par la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 dite ALUR).



vront être limités. Les enrochements cyclopéens et les tertres artificiels sont interdits.

La hauteur des clôtures ne pourra dépasser 2m pour limiter leur impact sur le paysage urbain et le voisinage. Les murs de clôture en pierre doivent être préservés et ne pas être surélevés pour des raisons patrimoniales (reprise de prescriptions prévues dans le projet d'AVAP).

- **Article 12 (concernant les places de stationnement):** En UA pas de règle, le tissu existant ne permettant pas ou difficilement d'accueillir du stationnement.

En UB, 2 places par logement neuf (sauf pour les logements locatifs financés par un prêt aidé de l'État qui ne devront réaliser qu'une place) ou pour 100m<sup>2</sup> de bureaux, commerce, artisanat. Hôtellerie/restauration: 1 place pour 3 chambres ou 5 couverts. Il est important que ce ne soit pas que l'espace public qui couvre les besoins du bâti.

- **L'article 13 encadre les espaces libres et les plantations:** Il préconise des essences indigènes, déconseille les plantes étrangères inadéquates en milieu rural (Cyprès de Leyland, le Thuya, le laurier-cerise, bambou, robinier, renouée du Japon, budleia...).

**La zone d'activité UF:** à vocation d'artisanat, bureaux, commerces, entrepôt et industries.

- L'industrie est limitée à 2000m<sup>2</sup> de surface de plancher pour ne pas générer des contraintes trop importantes sur la commune (déplacements, nuisances...).
- Implantation à 75 m de l'axe de la RD 104 pour toutes les constructions neuves, ailleurs 3m de l'alignement. Les extensions pourront permises toutefois en prolongement de l'existant; possibilité en accord avec la loi Barnier, qui est à l'origine du retrait de 75m.
- Pas de COS, pas d'emprise au sol et h<12.
- Stationnement: 2 places pour 100m<sup>2</sup>
- Prescriptions qualitatives dans l'article 11 (volumétrie, couleurs, rapport à la pente) pour améliorer l'insertion du bâti. De ce fait, les volumes importants devront être décomposés en plusieurs corps de bâtiment (>50m de longueur et >25m de large) et la pente des toits est limitée à 40% maxi pour éviter des créer des volumes qui porteraient atteinte au caractère des lieux.
- Dans le même esprit, la limite sur la départementale, les bâtiments et les aires de stationnement devront faire l'objet d'un traitement végétal (haies vives, couvre sol, 1 arbre pour 4 places).

**La zone d'équipements publics ou d'intérêt général (UG):** qui accueille ou a vocation à accueillir des équipements publics ou d'intérêt généraux, (stade, jardin botanique, station d'épuration, cimetière)...

- Seuls sont permis les logements de fonction ou de gardiennage nécessaires aux constructions autorisées.
- Même réglementation de volumétrie d'aspect et d'implantation qu'en UF (sauf implantation par rapport aux voies: sur la RD 537 15 m de l'axe pour les habitations, 10 m pour les autres constructions; autres voies au moins 3m).

### Zone à urbaniser (1AU)

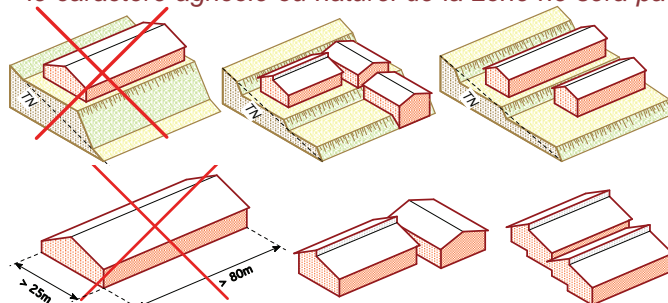
- 1AU: Conditions d'ouverture à l'urbanisation: une opération d'aménagement d'ensemble (lotissement, permis groupé, ZAC...) couvrant toute la zone et

s'inscrivant dans les orientations d'aménagement et la réalisation des équipements prévus (station d'épuration, voirie de desserte, réseaux...) (voir pages suivantes).

- Même vocation qu'en zone UB. Les règles d'implantation sont toutefois plus souples car il s'agit de zones d'aménagements plus cohérents.

**Zone agricole (A).** Les centrales photovoltaïques au sol sont interdites et seules permis les projets suivants:

- Les installations et constructions à caractère technique nécessaires au fonctionnement des équipements collectifs dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière du terrain sur lequel elles sont implantées, qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages et qu'elles n'accueillent pas le public.
- Les constructions et installations, y compris classées, nécessaires à l'exploitation agricole. *L'exploitation agricole est ici définie comme une unité économique d'une superficie pondérée au moins égale à a surface Minimum d'assujettissement prévue à l'article L.722-5-1 du Code rural et de la pêche maritime (1/2 SMI de l'ancien article L.311-1 du Code Rural). Cela peut comprendre les logements des exploitants, si une présence permanente sur l'exploitation est avérée.*
- les bâtiments désignés dans le zonage peuvent faire l'objet, d'un changement de destination (*le changement de destination est soumis à l'avis conforme de la commission départementale de la préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime (CDPENAF).*)
- l'extension mesurée des bâtiments d'habitation existants dès lors que cette extension ne compromet pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site dans la limite de 33% de la surface de plancher existante et 250m<sup>2</sup> de surface (extension+existant).
- Ainsi que des annexes à l'habitation (garages, abris de jardin...) de moins de 30m<sup>2</sup> de surface et implantés à moins de 20m de l'habitation. Piscines<50m. *Les limitations, notamment la distance et la surface maximale, définies plus haut permettent d'assurer que le caractère agricole ou naturel de la zone ne sera pas*



*remis en question, comme le veut l'article L.151-11. Ils ne permettront pas, notamment de créer des habitations isolées ou des hameaux.*

- la restauration des bâtiments, dont il reste l'essentiel des murs porteurs et qui présente un intérêt architectural sous réserve de respecter les principales caractéristiques de ce bâtiment et sans extension de l'emprise du bâti ancien (L.111-23). Voir exemple ci-contre →



- La hauteur des constructions à usage agricole est limitée à 12m, avec la possibilité ponctuellement de monter jusqu'à 15m (pour des silos à grains par ex...). Pour les autres constructions: 10m à l'égout, 12m au faitage, hauteurs adaptées à l'habitation.
- mêmes prescriptions qualitatives qu'en UF (art.11)

**En Ap** les constructions agricoles sont interdites pour des raisons paysagères, de mise en valeur du patrimoine bâti ancien et du piémont du village.

• **Le secteur à taille et capacité limitée (STECAL)**

**At** a une vocation d'activité touristique: Constructions destinées à l'habitation, l'hébergement hôtelier, la restauration, l'accueil du public sont permises sous forme d'aménagement et d'extension limitée à 33% de la surface de plancher des constructions existantes à la date d'approbation du PLU. *Ces limitations, notamment la distance et la surface maximale, permettent d'assurer, comme prescrit par l'article L.151-11, que le caractère naturel et agricole ne sera pas remis en question par l'implantation d'annexes ou des extensions permises. Il a été présenté à la CDPENAF.*

**Zone naturelle (N).** Seules sont permises:

- les installations et constructions à caractère technique nécessaires aux équipements collectifs: idem A
- les aménagements et constructions nécessaires à l'exploitation agricole et forestière dans la limite de 100m<sup>2</sup> de surface de plancher par unité foncière à l'exception des habitations et des installations classées pour l'environnement (ICPE).
- les aménagements extérieurs des constructions autorisées (citernes, bassins) et les clôtures
- changement de destination et extension des habitations existantes: idem zone A.

**Règles liés aux autres périmètres:**

- Zones inondables de la Drôme et de ses affluents: les

*Exemple de bâti restaurable dont il reste l'essentiel des murs porteurs et qui présente un intérêt architectural sous réserve de respecter les principales caractéristiques (L.111-23) (parcelle ZN 108, quartier Verneries) ▼*



périmètres d'aléas du PPRI en cours d'élaboration sont repris ainsi que la zone inondable délimitée par la MISE en 1994-5 (voir page 58). Le règlement reprend les prescriptions de la DDT qui limite les aménagements, les extensions, les changement de destination...dans ces secteurs où il ne faut pas aggraver l'exposition aux risques des personnes et des biens.

- Dans une bande de 20 à l'axe des cours d'eaux, ravis, ruisseaux, talwegs et vallats, avec le même objectif, seuls sont permis l'amélioration des constructions existantes (surélévation, création de niveau refuge...) et l'entretien des berges. Les cours d'eaux, ravis et talwegs pris en compte sont ceux représentés sur la carte IGN BDtopo 1/25.000e et le cadastre.
- Changements de destination de bâtiments en zone agricole: le zonage a indiqué les bâtiments; ayant une valeur architecturale pouvant faire l'objet d'un changement de destination, après s'être assuré que ces changements ne compromettraient pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site, conformément à l'article L-151-11 du code de l'urbanisme (étoiles). Le choix des 14 premières constructions a été validé par le SDAP et la chambre d'agriculture. Des fiches décrivant ces bâtiments se trouvent en annexe du règlement (voir annexe au règlement et exemples ci-dessous). Suite à la reprise du projet après les lois ALUR et LAAAF, 5 autres possibilités ont été ajoutées.
- Dans les périmètres de risques aux canalisations de transport de matières dangereuses l'on retrouve les limitations à l'occupation du sol mentionnées p60 (voir aussi titre II du règlement):
  - PEL: pas d'IGH ou d'ERP de 1ère à 3ème catégorie
  - ELS: pas d'IGH ou d'ERP recevant plus de 100 personnes.

*Bâtiments pouvant faire l'objet d'un changement de destination en zone A (L.151-11 du CU). Exemples ▼*

**Les Granges, parcelle ZD 80, granges et remises**



**Paygranet, parcelle ZC 86, grange et remise**





### 3.2.5. Les orientations d'aménagement

#### Des orientations d'aménagement et de programmation venant préciser les règles dans les quartiers à enjeux

Les secteurs d'urbanisation nouvelle ou de renouvellement urbain, qui présentent de forts enjeux en termes d'insertion dans leur environnement urbain, font l'objet d'orientations d'aménagements de quartier, en application des articles L.151-6 et 151-7 du code de l'urbanisme (version en vigueur au 1er janvier 2016).

«Les orientations d'aménagement et de programmation peuvent notamment :

1° Définir les actions et opérations nécessaires pour mettre en valeur l'environnement, notamment les continuités écologiques, les paysages, les entrées de villes et le patrimoine, lutter contre l'insalubrité, permettre le renouvellement urbain et assurer le développement de la commune ;

2° Favoriser la mixité fonctionnelle en prévoyant qu'en cas de réalisation d'opérations d'aménagement, de construction ou de réhabilitation un pourcentage de ces opérations est destiné à la réalisation de commerces ;

3° Comporter un échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et de la réalisation des équipements

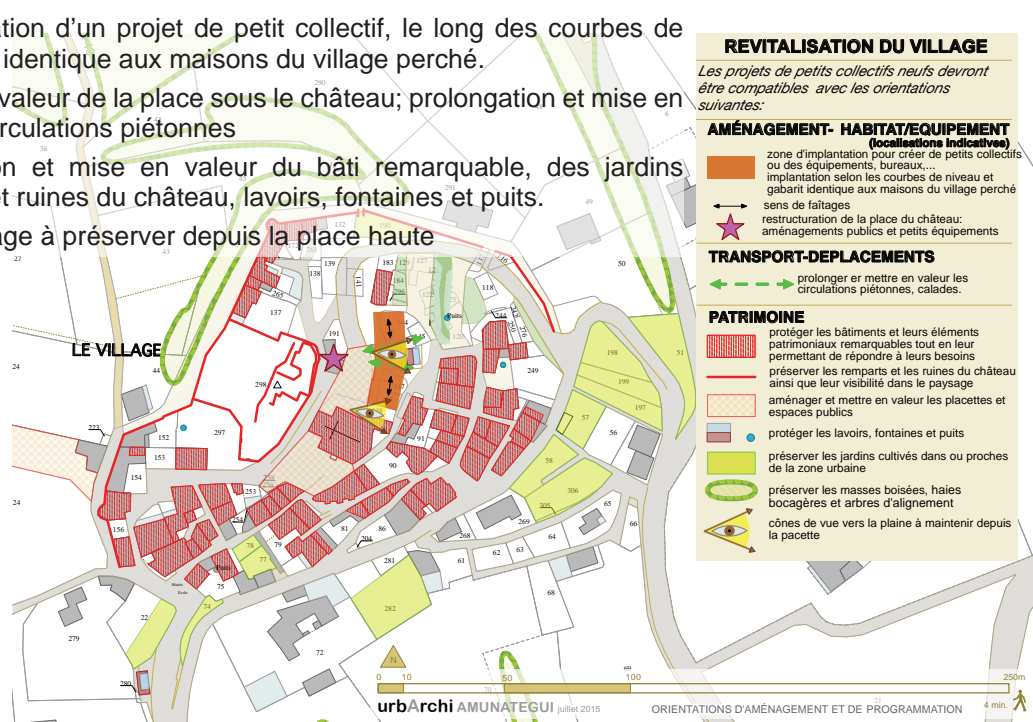
4° Porter sur des quartiers ou des secteurs à mettre en valeur, réhabiliter, restructurer ou aménager ;

5° Prendre la forme de schémas d'aménagement et préciser les principales caractéristiques des voies et espaces publics;

6° Adapter la délimitation des périmètres, en fonction de la qualité de la desserte, où s'applique le plafonnement à proximité des transports prévu aux articles L. 151-35 et L. 151-36.»

#### ▼ Le vieux village:

- **Constructions:** implantation d'un projet de petit collectif, le long des courbes de niveau, avec un gabarit identique aux maisons du village perché.
- **Espace public:** mise en valeur de la place sous le château; prolongation et mise en valeur des calades et circulations piétonnes
- **Patrimoine:** préservation et mise en valeur du bâti remarquable, des jardins cultivés, des remparts et ruines du château, lavoirs, fontaines et puits.
- vues sur le grand paysage à préserver depuis la place haute



#### ▼ Les Côtes:

- Ouverture après réalisation de la station d'épuration et sous la forme d'une opération couvrant l'ensemble de la zone.
- Création d'une voirie de desserte faisant l'objet d'un emplacement réservé.
- Préservation de la crête et d'une frange boisée importante masquant l'opération depuis la vallée (espace boisé classé).
- 16 logements minimum dont un collectif de 6 logements mini et 2 groupes de 2, avec indication des sens de faîtage.
- Traitement des limites de l'opération avec l'espace public (aménagements paysagers)
- Emplacement réservé pour la réalisation de 5 logements locatifs au moins





### 3.3. Incidences sur l'environnement et prise en compte du contexte

#### 3.3.1 Incidences sur l'état initial de l'environnement

##### une maîtrise de l'urbanisation et une préservation des espaces naturels qui auront des effets positifs

Conformément à l'article R.123-2 du Code de l'Urbanisme (version en vigueur avant le 31 décembre 2015), ce chapitre évaluera également les incidences environnementales des orientations du projet. Le débat sur le PADD a eu lieu avant le 1er février 2013, date d'application du décret n° 2012-995 du 23 août 2012. Comme par ailleurs la commune n'étant pas concernée par un périmètre Natura 2000 et que le projet n'est pas susceptible d'avoir des effets notables sur l'environnement, il n'est donc pas nécessaire de réaliser une évaluation environnementale spécifique selon les modalités définies à l'article R.123-2-1 du Code de l'Urbanisme (idem).

##### • Des milieux préservés par le projet

##### - Utilisation économe et équilibrée des espaces naturels, et urbains, préservation des terres agricoles

**Près de 63,5% du territoire communal est classé en zone A et 35% en zone N ce qui correspond à la proportion de zones naturelles ou boisées sur la commune.**

La superficie des zones naturelles correspond aux serres et coteaux boisés au sud et autour du village, ainsi qu'au lit de la Drôme. Les zones agricoles, déterminées à l'aide de la photographie aérienne recoupée avec les déclarations à la PAC et les agriculteurs, correspondent à des secteurs cohérents et ayant un potentiel agricole.

Les secteurs peu denses et à l'urbanisation diffuse sont classés en zone naturelle ou agricole pour arrêter le «mitage» de ces secteurs. De même pour les abords nord, est et sud du village perché en cohérence avec les objectifs de l'AVAP et de mise en valeur du village.

L'urbanisation se situe dans les «dents creuses» du tissu existant ou à ses abords immédiats et principalement sous forme d'opérations denses, limitant donc la consommation de l'espace.

**On compte au total 19ha de zone urbaines ou à urbaniser pour de l'habitat neuf (UA, UB, et 1AU), dont seulement 2,2ha libres pour la construction.** Exceptée la zone 1AU, les zones urbaines «constructibles» pour du logement neuf (hors UF et UG) sont restées dans les limites de la zone constructible de la carte communale.

##### - Une densification s'inscrivant dans les prescriptions du Grenelle II: 47% environ des habitations neuves projetées, seront inscrites dans des opérations d'ensemble ou groupées, avec des objectifs de densité et de mixité.

La densité générale moyenne attendue pour les 36 logements neufs prévus par le projet (hors changement de destination) est de **presque 16 logements à l'hectare** (parcelles de 640m<sup>2</sup> en moyenne/ en prenant en compte les parcelles libres de constructions en zone U et AU). Cette moyenne marque un progrès important par rapport à la situation actuelle (aujourd'hui, 67% de la surface construite se trouve sur des parcelles de plus de 1500m<sup>2</sup>, soit inférieure à 6,7 habitations à l'hectare, même si la tendance va vers des terrains plus petits dans les dernières constructions).

**L'opération d'ensemble (1AU) des Côtes** a une densité plus élevée, -de plus de 20 logements à l'hectare- et prévoit de construire un petit collectif dans le village, s'harmonisant avec la densité du tissu ancien.

Comme indiqué plus haut, les secteurs peu denses, éloignés du village, peu équipés et où une urbanisation n'est pas souhaitée n'ont pas été inclus dans les zones urbaines, mais en zones A et N. **Dans cette zone, les extensions**

**des habitations existantes sont limitées (33% de la surface existante avec des annexes non-accolées limitées à 30m<sup>2</sup> et à planter à moins de 30m) afin de ne pas remettre en question le caractère agricole et/ou naturel de la zone, comme prescrit par l'article L.151-11 du CU.**

De même, une STECAL (secteur de taille et de capacité limitée) a été soumise à la CDPENAF pour un hébergement touristique existant. Le règlement encadre son extension (33% de la SP existante) ce qui permettra de préserver le caractère agricole et/ou naturel du lieu.

##### - Préservation de la biodiversité, des milieux naturels et des continuités écologiques: La totalité des périmètres des inventaires précis a été classée en zone naturelle ou agricole (ZNIEFF de type 1 et 2, sites Natura2000, réserve naturelle, ZICO).

Les vallons, serres boisés, les coteaux et la plaine cultivée ont été placés en zones naturelles ou agricoles qui sont globalement inconstructibles (sauf extension de l'habitat existant).

Les zones urbaines prennent place dans le tissu déjà constitué et sont donc éloignées des périmètres ZNIEFF 1 et Natura 2000 et n'auront pas d'impact sur ceux-ci.

Le projet intègre la préservation des continuités écologiques boisées, humides et des franges agricoles. Il préserve de l'urbanisation les crêtes boisées proches du village et les abords des ruisseaux. La création de passages pour la faune au travers des voies départementales pourrait améliorer leurs déplacements.

##### - Préservation de la ressource en eau et de la qualité des eaux.

Une ressource en eau provenant du captage de Rouveyrol sur la commune et couvrira les besoins à venir (schéma directeur AEP réalisé en 2013 avec le CD26). Deux interconnexions avec Autichamp permettent d'alimenter les habitations au sud de la commune. La commune compte en outre un captage privé au lieu-dit la Plaine (pour une auberge). La construction d'une station d'épuration et le fait que la majorité des zones constructibles soit reliée à la nouvelle STEP du village empêchera la pollution de la ressource.

**Réduction des gaz à effet de serre**: la concentration du développement sur le bourg-centre où est l'école, la mairie et le boulanger permettra de limiter les déplacements et l'allongement des réseaux, œuvrant par là à la réduction des gaz à effets de serre et générera des économies d'investissements.

##### - Amélioration des performances énergétiques: le document d'urbanisme permet l'emploi d'énergies renouvelables sur les constructions et leurs abords : petites éoliennes de moins de 12m, panneaux photovoltaïques (en zone A les panneaux sont interdits au sol pour ne pas remettre en compte l'usage agricole)...



## • Un cadre de vie et des déplacements améliorés

### - préservation du paysage et patrimoine culturel

Les grandes entités paysagères qui caractérisent la commune sont protégées: rives de la Drôme, plaine agricole, coteaux agricoles et boisés, village perché et son piémont (zone Ap interdisant les constructions).

Le quartier ancien du village (zone UA) et le hameau ancien des Gilles (UAp) font l'objet d'un règlement spécifique s'inspirant du projet d'AVAP mené parallèlement et l'article 11 des zones constructibles inclut des prescriptions à même de permettre une meilleure insertion des constructions nouvelles dans leur environnement.

### - amélioration de la vie sociale et de l'offre en équipements, services et loisirs.

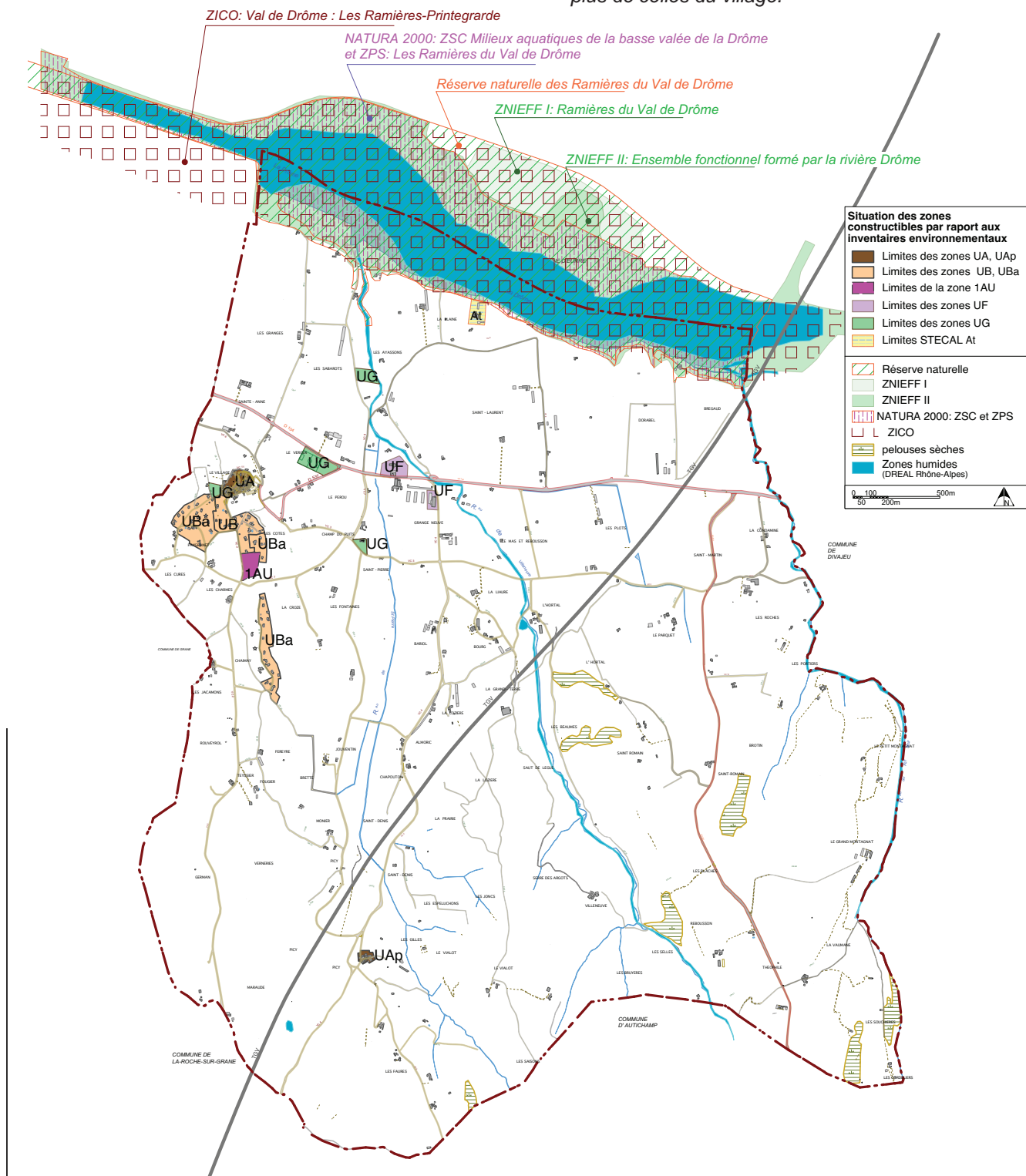
(station d'épuration) et les principaux secteurs constructibles sont proches du centre village et vont ainsi contribuer à améliorer leur rôle de pôles sociaux. L'espace public sera mis en valeur (ER 12) ainsi que les cheminements piétons qui seront prolongés hors du centre.

### - maîtrise des besoins de déplacement et de la circulation automobile.

Le projet prévoit un meilleur maillage des voies desservant les quartiers pavillonnaires, ainsi que l'améliorations de carrefours sur la route départementale et l'aménagement de déplacements doux autour et dans le bourg centre.

### - Des besoins couverts pour l'assainissement et l'eau potable.

La nouvelle station qui sera réceptionnée en mars 2017 couvrira les besoins des constructions nouvelles, en plus de celles du village.





## un projet prenant en compte les risques technologiques, d'incendies et d'inondations, ainsi que les documents de cadrage supracommunaux

L'eau potable est fournie par le captage de Rouveyrol et pourra subvenir aux besoins des nouveaux habitants prévus dans le projet (schéma directeur réalisé en 2013).

- Une mixité sociale et fonctionnelle confortée: le projet prévoit la diversification de l'offre d'habitat avec une opération d'ensemble, un nouveau collectif dans le village et un emplacement réservé pour la réalisation d'un programme d'habitat locatif.

### 3.3.2. Prise en compte des risques naturels et technologiques

- Prise en compte des risques d'incendies:

La commune est boisée à 24%, les boisements sont essentiellement situés dans les coteaux et sur les serres, les quartiers des Côtes et de la Croze sont situés dans des secteurs d'aléa modéré. La Croze dispose d'un poteau incendie aux normes, mais le quartier des Côtes nécessitera la mise en place d'une réserve incendie.

- Prise en compte des risques d'inondations:

Les risques d'inondations concernent les abords de la Drôme (PPRI) ainsi que les ruisseaux de Villeneuve et Saint Pierre, (MISE 1995), qui sont éloignés des zones urbaines. Par mesure de précaution, et pour assurer une meilleure gestion de berges, les services de l'Etat ont demandé que les constructions nouvelles soient éloignées des bords des ruisseaux et talwegs.

- Prise en compte des risques de mouvements de terrains et sismiques:

La commune n'est pas classée à risques mouvements de terrains. L'urbanisation évite cependant les secteurs les plus pentus, susceptibles d'être concernés par les glissements de terrain.

Le décret n°2010-1255 du 22/10/2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français classe la commune en zone de type 3 (modéré). Des règles de construction parasismique s'appliqueront aux constructions neuves et éventuellement aux bâtiments anciens.

- Prise en compte des risques liés aux canalisations de transport de matières dangereuses:

La commune est traversée par plusieurs de ces canalisations (Gaz Fos-Tersanne, Pipelines SPSE PL1, 2 et 3). Leurs différentes zones de dangers sont reportées sur le document graphique et des restrictions particulières s'appliquent aux constructions.

### 3.3.3. Prise en compte des orientations supra-communales et des communes voisines

- Prise en compte du SDAGE, du SAGE Drôme en cours de révision

Le PLU de Chabrillan assure la cohérence entre urbanisation et gestion de l'eau, lutte contre les pollutions de la ressource en eau potable et gère les risques d'inondation:

- coup de frein à l'étalement urbain
- préservation des abords des cours d'eau et de leurs ripisylves
- Rejets des constructions neuves pris en compte dans le projet d'assainissement collectif (station)

- Prise en compte du bassin de vie

La commune est actuellement couverte par le PLH de la Communauté de Communes du Val de Drôme, les objectifs du PLU sont compatibles avec ceux du PLH:

- diversification de l'offre de logements et développement du parc social (emplacement réservé pour habitat locatif social)
- maîtrise de l'urbanisation et du développement avec des formes plus denses consommant moins d'espace
- environ 4 logements/an pour la commune de Chabrillan

La commune n'est actuellement pas couverte par un SCOT, l'élaboration d'un SCOT à l'échelle de communautés de communes du Val de Drôme, du Crestois, du Pays de Saillans et du Diois est en cours d'élaboration.

Les représentants de la CCVD ont été associés à l'élaboration du PLU, au même titre que les autres personnes publiques associées.

### 3.3.4. Indicateurs de suivi

Conformément à l'article L.123-12-1 le conseil municipal procède, neuf ans au plus tard après la délibération portant approbation ou révision du plan local d'urbanisme, à une analyse des résultats de l'application de ce plan au regard des objectifs prévus. IL est proposé de suivre, notamment:

- Évolution démographique: la commune pourra comparer le nombre d'habitants avec ceux prévus dans le PADD.
- Étalement urbain/ consommation d'espaces: Le Grenelle de l'environnement et la loi ALUR ont remis l'accent sur la lutte contre l'étalement urbain. Dans la 1ère partie du rapport de présentation nous avons présenté la consommation urbaine couplée avec un calcul de la densité de chaque parcelle. L'indicateur intéressant pour répondre à cette problématique nous paraît être la densité moyenne par logement.

### **conclusion: un projet qui aura globalement des effets positifs et qui s'inscrit dans les orientations du Grenelle de l'Environnement**

La mise en place du document d'urbanisme permettra de limiter l'étalement urbain et de maîtriser plus finement l'urbanisation que la carte communale, notamment au travers d'une opération d'ensemble et un projet de logements collectifs dans le village avec des orientations d'aménagement et de programmation (OAP), qui permettront d'influer sur la forme bâtie et sa densité.

L'opération d'ensemble et la densification des zones autour du village permettront de limiter les effets négatifs de l'urbanisation en limitant les déplacements, en améliorant le cadre de vie et en renforçant la centralité du village.

Le PLU n'aura pas d'effets directs ou indirects sur les secteurs à enjeux écologiques, les communes voisines et préserve globalement l'espace et l'outil agricole.



